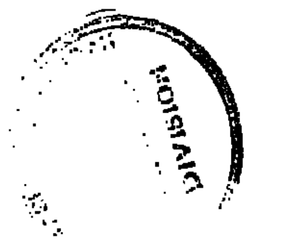


Le Monde des livres : un printemps portugais

Le Monde



15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15319 – 7 F —

VENDREDI 29 AVRIL 1994

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'Afghanistan déchiré

AUX quatre coins de cet immense espace stratégique de haute Asie que l'on continue de dénommer « Etat » afghan bien qu'il soit aujourd'hui réduit à l'anarchie, des seigneurs de la guerre locaux ont, ces derniers jours, célébré le deuxième anniversaire de la victoire des « moudjahidins » sur le régime communiste de Najibullah. Ils se sont livrés à des parades impressionnantes par le volume et la qualité des armements exhibés, mais de toute évidence dérisoires vu l'état du pays.

Depuis six mois, en effet, les combats entre factions islamiques étendent leur champ. A Kaboul, la bataille – la cinquième depuis 1992 – achève de transformer la ville en champ de ruines. Un demi-million d'habitants ont déserté la capitale, où une masse misérable tente de survivre entre bombardements, disette et choléra.

Hormis une trêve lors du ramadan, les combats n'ont pas cessé dans la capitale depuis que, le 1er janvier, le général Dostom, chef des Ouzbeks naguère communistes, joignant ses troupes à celles du premier ministre intégriste Hekmatyar, s'est retourné contre les forces d'Ahmed Shah Massoud loyales au président Rabbani.

POUR autant, la situation militaire a peu bougé à Kaboul, où les « présidentiels » résistent. Il en irait autrement si les chiites, restés neutres cette fois, entraient en action, comme un récent épisode le fait craindre. Mais combien de temps une population devenue très sceptique envers ses « libérateurs » alors que s'accumulent les morts (15 000) tiendra-t-elle face au blocus imposé par un « chef de gouvernement » prêt à tout faire pour conquérir un pouvoir fantomatique ?

Les « présidentiels » tentent donc de desserrer cet étau en attaquant leur adversaire le plus rude, Rashid Dostom, sur les flancs de son « fief » septentrional : au nord-ouest, où le harcèle Ismaïl Khan, autre héros de la « guerre sainte », allié du général Massoud ; et au nord-est, où les Ouzbeks ont été chassés de l'importante ville de Kunduz au prix de lourdes pertes, mais où leurs alliés ismaïliens offrent une sérieuse résistance, au-delà de la passe du Salang, clé du nord, aux tentatives de Massoud pour redonner de l'air à Kaboul en ouvrant une autre route vers le Tadjikistan.

DANS ce contexte, on ne peut guère que suivre avec un espoir raisonnable l'actuelle tentative de l'ONU en vue d'aider les factions à entrer en dialogue. Pour tardive qu'elle soit, la mission de l'ex-ministre tunisien M. Mestiri est, partout où elle passe, reçue avec élan par la population.

Et, même s'il ne résout rien sur le fond, comment ne pas approuver le nouvel appel que l'Organisation a, le 27 avril, lancé aux nations afin qu'elles fournissent à l'Afghanistan une aide permettant d'atténuer « une des pires crises humanitaires » de l'époque.

M 0147 - 0429 - 7,00 F

Un mois après la victoire de la coalition des droites en Italie

Silvio Berlusconi s'apprête à accéder au pouvoir

Le président de la République italienne, Oscar Luigi Scalfaro, devait recevoir, jeudi après-midi 28 avril au Quirinal, Silvio Berlusconi pour le charger de former le nouveau gouvernement, le cinquante-troisième depuis la fin de la guerre. La nomination du magnat de la presse à la présidence du conseil a été retardée en raison de problèmes survenus entre sa formation Forza Italia, la Ligue du Nord et l'Alliance nationale, qui sont les trois composantes de la coalition de droite victorieuse des élections du mois dernier. Un différend porte notamment sur la réforme du ministère de l'intérieur et sur la nomination d'un « garant » chargé de veiller à ce que M. Berlusconi n'utilise pas son pouvoir politique au service de ses affaires.

Les « machinistes » du « Cavaliere »

ROME

de notre correspondante

On dira bientôt « berlusconien », comme on disait jadis « reaganien », du temps où cet autre vieux faiseur de miracles avait convaincu l'Amérique, humiliée par les reculades de Jimmy Carter, de ne plus s'excuser de sa grandeur. Tout est déjà prévu. C'est l'Italie du neuf, du *jeune, du beau*. Celle du libéralisme et du *« million d'emplois nouveaux »*. Celle qui a donné ses suffrages à la triple alliance de la droite mais gouvernera *« au centre »*. Celle enfin qui sait, tout à la fois, garder la mémoire, pacifier son passé fasciste, tendre aussi un peu la main à ses héritiers. On dira « berlusconien », en somme, comme magicien.

Pourtant, « berlusconien », qu'est-ce que c'est ? On connaît déjà la rhétorique sportive et la cohésion de tous ces jeunes enthousiastes (une majorité) qui ont voté Forza Italia. On connaît aussi les visages souriants de ces entrepreneurs dynamiques (17 %), de ces *médecins* (13 %), de ces directeurs d'entreprises (15 %) et de tous ceux qui en sont devenus les députés (les *« bleus »*, comme il y avait déjà les *« verts »*). On peut même concevoir, dans le nouvel imaginaire collectif télévisé, cette vision des forces du renouveau montant à l'assaut des derniers vestiges de la première République, tel un envol intemporel de petits hommes en veston croisé, chers au dessinateur Folon.

Avant même que le « Cavaliere » ne soit installé au Palais Chigi, siège de la présidence du Conseil, en s'informant un peu, on pouvait deviner où il « faut » manger, se faire voir et sortir dans la capitale (évitez la Trattoria La Maiella, trop ex-socialiste, et préférez vous montrer au cercle sportif du Canottieri Lazio, etc.). Et même, sans trop d'erreurs, pronostiquer qui *« monte »* et qui *« descend »* au baromètre berlusconien (en chute libre l'équipe des professeurs chers au régime précédent).

Anecdotes tout cela, détails, lieux communs déjà. Mais le plus intéressant est sans doute d'essayer d'entrevoir comment a été conçu, *interprété et réalisé* ce miracle berlusconien. La machinerie, somme toute, après la scène. Et, là, c'est plus compliqué. Il faut obligatoirement en revenir au « Cavaliere » (il préfère « Dottore » ; et demain « Presidente » ?) lui-même : centre névralgique, point de partance et d'aboutissement de cette continuelle toile d'araignée du pouvoir.

Sur lui, on en sait trop ou trop peu. On retiendra néanmoins son esprit d'équipe, presque de corps, qui lui fait appeler ses jeunes lieutenants ses *« gurkhas »*, du nom des plus efficaces combattants de la défunte armée des Indes ; sa conception vie privée-entreprise *(« On ne travaille pas pour moi, mais avec moi »)* qui le conduit à vivre en osmose avec l'état-major du groupe, qui passe souvent week-end et vacances ensemble, en plus des fameuses réunions de travail du vendredi. Un état-major qui a fourni pratiquement tous les responsables actuels du parti Forza Italia.

On ajoutera son goût pour la classe politique, dont l'ex-président du Conseil socialiste, Bettino Craxi, l'homme qui lui a mis largement le pied à l'étrier dans sa grande ascension télévisée.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire nos informations page 6

Nouveaux affrontements au Rwanda

Après la rupture de deux cessez-le-feu unilatéraux, des combats à l'arme lourde opposent Hutus et Tutsis. Les forces du Front patriotique rwandais (FPR) progressent dans le nord du pays. Depuis des siècles, de profonds antagonismes opposent les deux ethnies au Rwanda comme au Burundi. Les affrontements, dans l'un et l'autre de ces deux petits pays montagneux d'Afrique centrale, ont maintenant davantage de raisons politiques qu'économiques ou sociales.

pages 4 et 5

Le monopole d'Air Inter mis à mal



Lire nos informations page 19

Un entretien avec François Léotard

François Léotard prend la défense de la loi de programmation militaire qui fixe les dépenses d'équipement entre 1995 et 2000. Il rejette les critiques selon lesquelles le projet – soit 613 milliards de francs – ne ferait aucun choix dans des dépenses militaires de cette ampleur. M. Léotard précise que ce sera au prochain chef de l'Etat de dire comment moderniser l'arsenal nucléaire, et il invite les états-majors, comme les industriels, à faire des économies substantielles sur le coût des matériels commandés.

page 12

Afrique du Sud : révolution négociée

Après trois siècles et demi d'oppression, l'ancien pays de l'apartheid a su éviter la tragédie tant prédite

L'apocalypse, tant promise, n'aura donc pas foudroyé l'Afrique du Sud. L'incendie racial n'aura pas attisé les braises de l'apartheid. Le pays a su éviter une tragédie, si longtemps prédite. Trois siècles et demi d'oppression, dont quarante-trois ans de « développement séparé » (1), s'achèvent sur une « révolution négociée » sans précédent dans l'histoire. Dans ce monde, chiche en miracles, en voilà un auquel on peut croire sans *niaiserie*...

Tout s'est joué en quatre ans, entre l'instant où Nelson Mandela, l'ancien bagnard de Robben Island, héros et martyr, retrouva – après vingt-sept ans – la liberté et son peuple (11 février 1990) et ces premières *élections multiraciales d'aujourd'hui, ce « moment sacré »* dont parle l'écrivain Nadine Gordimer. Quatre ans, cela peut paraître long. Et pourtant, comme les choses semblent être allées vite et fort, si l'on garde en mémoire les entêtements de naguère et l'annonce de l'inéluctable désastre !

Se souvient-on – c'était hier – qu'on risquait la prison à prononcer le nom de Mandela, à publier sa photo ? Qu'on nommait les Noirs *« indigènes »* ou *« bantous »*, quand on ne les traitait pas de *« cafres » ?* Qu'ils devaient exhiber un *« pass »* humiliant pour se déplacer dans leur patrie ? Qu'on passait pour un dangereux rêveur à imaginer une autre Afrique du Sud, démocratique, voire fraternelle ?

La libération politique des Noirs sud-africains a une longue histoire. Nelson Mandela – soixante-quinze ans – n'était pas né quand le Congrès national africain (ANC) vit le jour (1912). Que de violences et de douleurs, d'exils et de sacrifices, de sang coulé dans les *townships* et de cailloux cassés dans les pénitenciers, avant l'heureux épilogue ! On s'attendrait à plus de rancœur.

Or – autre miracle – la haine n'est pas au rendez-vous. La grande majorité des Noirs – tous les observateurs le soulignent – n'expriment aucun racisme à rebours.

« Nous n'avons pas le temps d'être amers, l'amertume serait un gaspillage ; l'important, c'est la réconciliation », notait Cyril Ramaphosa, quarante et un ans, secrétaire général de l'ANC et l'un des accoucheurs de la « nouvelle » Afrique du Sud avec son partenaire blanc Roelf Meyer, quarante-six ans, ministre du développement constitutionnel. Le temps n'est pas à l'aigreur, mais à la dignité et à l'émotion.

Dans quelques jours, les Afrikaners transmettront aux Noirs l'essentiel du pouvoir politique. C'est la première fois qu'une nation cède la place, de son plein gré, à une autre. Ce transfert d'hégémonie résulte d'une double concession majeure : l'acceptation par l'ANC d'un « partage » des responsabilités, notamment avec l'administration et l'armée en place ; l'abandon par le gouvernement sortant d'un droit de veto sur les décisions du futur régime. Qui, il y a seulement cinq ans, eût parié sur cette transition douce ?

Toute démocratie – c'est sa gloire – inaugure l'imprévu. Celle qui naît en Afrique du Sud nourrit donc, tout ensemble, craintes et espoirs. L'apartheid aboli, le suffrage universel instauré ne chasseront pas du jour au lendemain les méfiances et les préjugés, l'ignorance et l'intimidation. Il y faudra une ou plusieurs générations.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lire la suite et nos informations pages 3 et 4

(1) Instauré en 1948, l'apartheid a été officiellement aboli le 17 juin 1991.

Tension entre l'Elysée et le Parti socialiste

Le dernier mot de M. Mitterrand

DANS la querelle qui l'oppose depuis vingt ans à Michel Rocard, François Mitterrand n'a pas renoncé à avoir le dernier mot. Ce dernier mot, aujourd'hui, s'appelle Bernard Tapie. L'ancien ministre de la ville, devenu un habitué des cabinets des juges d'instruction, n'a cessé de bénéficier des faveurs présidentielles. Le 14 juillet dernier, M. Mitterrand avait dit à la télévision tout le bien qu'il pensait du président de l'Olympique de Marseille au moment où les dirigeants de ce club étaient soupçonnés de tentative de corruption sur les membres d'une équipe adverse. Sanctionné par les instances disciplinaires du football la semaine dernière, M. Tapie sera, à Nevers, dimanche 1er mai, l'une des personnalités invitées par le chef de l'Etat à rendre hommage à Pierre Bérégovoy.

Soupçonnés d'œuvrer pour la liste que M. Tapie présente, avec le Mouvement des radicaux de gauche, aux élections européennes de juin prochain, certains collaborateurs de l'Elysée – Michel Charasse, Maurice Benassayag – se défendent de toute complicité avec le député des Bouches-du-Rhône. Ils sont allés le dire eux-mêmes à Michel Rocard au siège du PS. M. Benassayag, sollicité par M. Tapie de figurer sur sa liste, a décliné l'offre. Bref, les connexions entre le président de la République et ce dernier seraient à mettre au compte de la paranoïa des entourages, en l'espèce celui de M. Rocard.

Il n'en reste pas moins que M. Mitterrand a reçu M. Tapie à l'Elysée au début de ce mois. Les sondages d'intentions de vote sont étudiés avec soin au « château », et si le premier secrétaire du PS évalue à 2 points la perte que pourrait lui infliger la liste conduite par le nouveau parrain du MRG, d'autres estimations sont avancées pour le cas où il parviendrait à attirer dans son aventure des candidats auxquels les électeurs socialistes pourraient être sensibles. Noël Mamère, ancien numéro deux de Génération Ecologie, refuge d'une partie des déçus du socialisme au printemps 1992, est de ceux-là. Catherine Lalumière, ancienne secrétaire générale du Conseil de l'Europe, proche de M. Mitterrand, donne à la liste Tapie une autre dimension que celle d'un club de chouchous des médias.

Il y a une semaine, M. Mitterrand exprimait, à l'occasion du cinquantenaire du vote des femmes, son désaccord avec le principe de la parité hommes-femmes, qui se trouve – pure coïncidence – appliqué dans la composition de la liste du PS pour les élections européennes. Le 1er mai, à Nevers, le rassemblement militant prévu par le Parti socialiste pour saluer la mémoire de Pierre Bérégovoy, qui n'avait jamais appartenu qu'à ce parti ou à sa mouvance, a été torpillé par le chef de l'Etat, qui a choisi d'organiser sa propre cérémonie. Autour de M. Mitterrand, il ne s'agira pas de célébrer l'engagement socialiste, mais de réunir la famille autour du credo énoncé par l'un des siens, Serge Moati, dans le film commandité par l'Elysée et diffusé mercredi soir sur France 2 : Pierre Bérégovoy est tombé au champ d'honneur du mitterrandisme traqué par la presse.

Proches du chef de l'Etat eux aussi, Jack Lang et, à présent, Ségolène Royal publient le message essentiel adressé à M. Rocard : au-dessous de 23 % le 12 juin, celui-ci ne sera pas légitime pour représenter la gauche à l'élection présidentielle. La mitterrandie fait en sorte de s'en assurer.

PATRICK JARREAU

Lire nos informations page 10

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Antilles, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 580 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p ; Grèce, 280 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2 400 L ; Liban, 1,20 US$; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 8 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 550 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FS ; Tunisie, 850 m ; USA, 2,50 $ (N.Y. 2 $).

RELIGIONS

Plaidoyer pour l'islam

En redoutant un « péril islamique », l'Occident jette l'opprobre sur une religion, l'islam, qui ne saurait être confondue avec les gouvernements qui la revendiquent. Le Coran témoigne au contraire d'un refus de la violence et des moyens inhumains et illégaux, ainsi que d'un refus de la contrainte en religion.

par Mahdi Bazargan

L'UN des développements qui retiennent l'attention en cette fin de siècle, à la suite de la révolution islamique en Iran en 1979 et de la chute du communisme, est ce que la presse et l'Occident en général qualifient de *« péril islamique »*. On est allé *jusqu'à prétendre que la démocratie*, la liberté et les valeurs établies par la civilisation occidentale sont menacées par l'islam renaissant.

Je n'ai nullement l'intention de défendre, ni non plus de condamner les actes plus ou moins inhumains ou injustes imputés à certains groupements ou gouvernements musulmans ; ni non plus de m'ingérer dans les conflits avec Israël et l'Occident. Je souhaite attirer l'attention sur le fait que l'islam ne doit pas être confondu avec les musulmans, de la même manière que ceux-ci, dans leur diversité, ne peuvent être assimilés à leurs dirigeants spirituels et leurs gouvernements. La différence entre une idéologie et ses adeptes paraît encore plus impérative lorsqu'une doctrine est d'origine suprahumaine.

Ni contrainte ni violence

Je souhaite évoquer, de manière succincte, les actes reprochés aux musulmans et à leurs gouvernements, tels que les prises d'otages, le terrorisme, les exécutions des hérétiques ou blasphémateurs, etc. Les prises d'otages n'ont rien à voir avec le Coran ni avec la vie du Prophète. Le Coran et la *charia* (loi islamique) sont fermes et formels sur les engagements contractés et la protection des *personnes ou objets confiés*. Dans la vie du Prophète et des imams, on relève plusieurs cas de refus de la violence et de moyens illégaux ou inhumains envers l'ennemi.

La guerre sainte (djihad) est prescrite uniquement dans le chemin d'Allah *« contre ceux qui nous combattent et sans être transgresseur »*. Elle n'a qu'un caractère défensif et limité. Le Coran et la tradition du Prophète sont très stricts à ce sujet. Toute guerre ou attaque, tout meurtre ou persécution dont les objectifs seraient la domination, l'expansion territoriale et la conversion des impies à l'islam sont interdits. Le terrorisme aussi, considéré comme générateur de troubles et d'insécurité sociale ou internationale (*fitna*), est jugé par le Coran *« pire que le meurtre »*.

Le Coran précise par ailleurs qu'il ne saurait y avoir *« nulle contrainte en religion »*. Quant à la punition ou au sort des incroyants infidèles ou hypocrites, ils relèvent d'Allah. Le Coran considère la croyance et l'incroyance des hommes comme des affaires personnelles, en relation directe avec leur créateur et selon leur propre décision. L'appel à Allah et la pratique de l'islam ne peuvent jamais être accompagnés de contrainte ou de violence. Le Coran ajoute qu'il n'est nullement interdit aux croyants d'établir des liens d'amitié avec ceux qui ne les ont pas combattus et d'être bons et équitables envers eux.

Le Coran et la démocratie

Ceux qui ont étudié l'islam savent qu'aucune autre religion doctrine ni idéologie n'a autant insisté et reconnu pour l'homme le libre-choix, la responsabilité, la dignité et la liberté d'opter à son gré et à ses risques pour telle ou telle opinion et de prendre les décisions qu'il désire. Le Coran *interdit au Prophète d'user de* contrainte pour amener les gens à la foi et de se considérer comme l'agent exécutif de la religion. Il lui a ordonné de proclamer que *« quiconque suit la bonne voie ne la suit que pour lui-même et quiconque s'est égaré ne s'est égaré que contre lui-même. Nul ne portera le faix d'un autre »*.

Conscient du penchant naturel de l'homme à la division, la dispute et la domination, le Coran déploie des trésors d'instructions pour éviter la différenciation et l'opposition avec les chrétiens et les juifs. Il invite les « détenteurs du Livre » à se réunir sous l'étendard divin pour n'adorer qu'Allah. Il va plus loin et déclare qu'aux yeux de la divinité, malgré les diversités de race, de nationalité, d'opinion, de culture et de biens, les hommes font partie d'une même communauté.

Si la démocratie est, en principe, le gouvernement du peuple par le peuple et la gestion des affaires de la communauté selon l'avis et le consentement de la *majorité, alors, elle est précisément* le système de gestion recommandé par le Coran, dont un verset ordonne au Prophète de consulter ses subordonnés sur toute affaire, de pardonner leur insolence et de faire preuve de conciliation. Un autre verset décrivant la communauté modèle spécifie que les affaires s'y traitent par délibération collective.

L'islam, le vrai, n'a donc rien d'incompatible avec les nobles notions et valeurs humanitaires. En outre, il demande aux musulmans et aux « gens du Livre » de s'allier et de coopérer au profit de la paix, contre la domination et l'injustice.

▶ Mahdi Bazargan, qui vit toujours en Iran, fut le premier des premiers ministres de l'ayatollah Khomeini, en 1979.

FIN DE SIÈCLE

Le monde « ex »

Cette fin de siècle voit *l'avènement d'un monde « ex »*, où une partie de la planète vit une existence posthume. L'idée d'émancipation a disparu de l'horizon tandis que la culture nationale se convertit en idéologie de la nation. Du coup, la parole critique oscille entre trahison et outrage, entre silence et aliénation. L'empreinte du passé paralyse l'invention du futur.

par Predrag Matvejevitch

A la suite des événements qui viennent de marquer notre fin de siècle, nombre d'entre nous sont devenus « ex ». L'après-guerre froide aura vu une partie du monde, à l'Est, vivre une existence en quelque sorte posthume : un ex-empire, plusieurs ex-Etats et ex-pactes d'alliance entre Etats, tant d'ex-sociétés, d'ex-citoyennetés et d'ex-appartenances, d'ex-dissidences aussi. Il est légitime de se demander ce que veut dire, en réalité, se dire « ex » ou être un « ex ». Avoir été ressortissant d'une ex-Europe enfin affranchie, d'une ex-Union soviétique désagrégée, d'une ex-Yougoslavie détruite ? Etre devenu ex-socialiste ou ex-communiste, ex-Allemand de l'Est, ex-Yougoslave ou je ne sais quoi encore ? N'être plus – ne vouloir plus être – ce que l'on a été ou ce que l'on *était présumé être ? Il faut éviter* de jouer là avec des mots.

Ce statut est plus grave qu'il ne paraît de prime abord : l'« ex » est ressenti comme une marque, parfois comme un stigmate. C'est tantôt un lien, involontaire, tantôt une rupture, voulue. Cela peut être une relation, souvent ambiguë, aussi bien qu'une qualité, ambivalente. Le sens de ce qui peut être défini comme « ex », et l'attitude à son encontre, varie d'un cas à l'autre : déplorer la chute de l'ex-Union soviétique et compatir à la tragédie de la Bosnie en ex-Yougoslavie, il y a là peu de chose en commun. Ce qui est valable également pour les habitants des pays en question.

Etre « ex », c'est avoir, d'une part, un statut mal déterminé, de l'autre, éprouver un sentiment de malaise. Cela concerne aussi bien les individus que les collectivités, tant l'identité que le mode d'existence : une sorte d'ex-instance, superposée et rétroactive. Le phénomène est à la fois politique (*ou géopolitique, si l'on préfère*) et social, spatial et psychologique. Il pose, entre autres, plus d'une question morale et met en cause une morale antérieure. Je rencontre bien des ex-compatriotes qui ont du mal à prononcer le mot ex-Yougoslavie (leur langue bute sur ce fâcheux préfixe) ; d'autres l'articulent avec une délectation vengeresse et *corrigent même ceux qui osent* l'estropier. Je comprends mieux à présent les membres de ma famille paternelle qui, dans l'URSS de Brejnev, craignaient d'être soviétisés au point de devenir ex-Russes ou ex-Ukrainiens. On vient de forger le verbe : « ex-urssifier », dans le sens de purifier. Sommes-nous condamnés à vivre un ex-destin ?

L'idéologie de la nation

A la fin d'un siècle, on fait habituellement des bilans. A quoi bon faire un ex-bilan ? On a déjà tout appris sur la question, par la pratique plus que par l'Histoire. L'Est n'a pas un droit exclusif au *statut d'« ex »*. *En Occident et ailleurs* on connaît bien des ex-staliniens, ex-colonialistes, ex-soixante-huitards, toute une ex-gauche devenue nouvelle droite, et ainsi de suite. On parlera probablement demain d'une ex-Europe, précédant une Union européenne qui prendrait réellement effet, reniant un Vieux Continent inerte et indécis, coupable... Cela n'est pas notre propos.

On ne naît pas « ex », on le devient. Tant de reniements, de remaniements du passé ou du présent sont en cours, d'autojustifications ou d'ajustements de biographie, mille et une fuites en avant ou en arrière, manières de *refaire ou de défaire, à défaut de* sa vie, au moins son autobiographie. Certains « nouveaux intellectuels » de l'ex-Europe de l'Est, qui furent pourtant bien assis sous le régime précédent, excellent dans ce jeu de dérobade ou de récupération. Les membres de la vieille nomenklatura – ex-dignitaires ou ex-officiants, ex-directeurs d'entreprise ou de conscience – reviennent sur la scène après un *exit* temporaire. L'ancien régime n'a pas préparé, il est vrai, sa propre relève et n'a nullement pressenti sa fin prochaine. La finalité de l'Histoire est le dernier souci des exégètes.

Le choc de l'événement a été, on le répète, aussi violent qu'imprévu. Les transitions l'emportent encore sur les vraies transformations qui ont du mal à s'affirmer ou bien, en se réalisant, semblent parfois grotesques. La démocratie qui se proclame apparaît le plus souvent comme une « démocrature » – j'ai forgé ce terme maladroit en essayant de définir un hybride de démocratie et de dictature. Un *populisme primaire a toujours* été prêt à soutenir des régimes de cette espèce. La laïcité a été ignorée, en tant que catégorie sociale, dans la plupart de ces pays. Le « joujou national » n'y a jamais perdu son attrait. La culture nationale même se convertit aisément en idéologie de la nation. Une grandiose utopie, née au cœur de l'Europe occidentale et brutalement transplantée à l'Est, a engendré bien plus qu'une faillite : les valeurs qui l'ont inspirée se sont également effondrées.

L'idée même d'émancipation a disparu de l'horizon. Ce ne sont pas seulement des signes ou traces d'un état de choses : c'est tout un monde « ex », son endroit et son envers. Ses habitants, même lorsqu'il le délaissent ou émigrent, ne cessent d'en porter l'empreinte.

Dans de telles situations, les discours sont quasi inévitablement décalés, leurs centres de gravité déplacés. La parole critique oscille entre trahison et *outrage, notamment dans un* contexte plurinational : critiquer sa propre nation équivaut à la trahir ; critiquer l'autre signifie, pour celui qui en fait l'objet, offenser. Le fait de se trouver entre trahison et outrage exténue la critique même, et finit par l'annihiler. Elle se voit remplacée par la surenchère : qui dit mieux ?

A mesure que l'on réussit à se distancer d'un ex-espace ou d'un ex-milieu déterminés, le discours ne cesse de se retrouver dans une position inconfortable : entre exil et asile. Il court le risque d'être aliéné ou bien réduit au silence. La sagesse lui est le plus souvent d'un piètre secours.

Héritiers sans héritage

Pour ce qui concerne une partie, assez restreinte, de l'intelligentsia que le nationalisme n'a pas aveuglée, ses adhérents traînent leurs « ex » comme autant d'échecs ou de désillusions. J'ai coutume de les aligner sous forme de litanie : les régimes totalitaires sont abattus, et nous restons cependant hantés par le totalitarisme ; nous croyions conquérir le présent, et nous ne sommes pas capables de maîtriser le passé ; nous avons dénoncé l'Histoire, et nous continuons d'être envahis par l'historicisme ; nous voyions naître des libertés, et nous ne savons qu'en faire ou risquons d'en abuser ; nous avons défendu un héritage national, et nous devons maintenant nous en défendre ; nous avons voulu sauvegarder la mémoire, et la mémoire semble à présent se venger et nous punir ; les partages s'imposent, et il n'y a plus guère à partager.

Le monde « ex » est rempli d'héritiers sans héritage.

▶ Ex-yougoslave et croate, Predrag Matvejevitch est écrivain. Il a publié chez Fayard *Epistolaire de l'autre Europe* et *le Bréviaire méditerranéen* (Prix du meilleur livre étranger 1993).

AFRIQUE DU SUD

La France à la traîne

La France, qui a pourtant des liens historiques avec l'Afrique du Sud, est en train de laisser passer une occasion : elle n'est plus que le huitième partenaire de Pretoria, et ses ressortissants constituent la communauté occidentale la plus faiblement représentée dans le pays. Cependant, les raisons ne manquent pas de croire en l'avenir de l'Afrique du Sud et de parier sur elle avec optimisme.

par Dominique Brunin

SUIVRE d'Afrique du Sud les principaux événements internationaux n'est pas chose facile. La Bosnie, la Somalie, les manifestations parisiennes, sont des terres et des préoccupations bien éloignées du centre-ville de Johannesburg ou des collines du Natal. Les inquiétudes que l'on peut y avoir sont autres, mais les questions débattues tout aussi prenantes. Pour l'Européen transplanté en cette pointe du continent africain, souvent, parce qu'il s'agit d'abord de l'Afrique, zone encore magique pour d'aucuns, et parce qu'ensuite on y vit dans un pays sur le point de connaître ce qu'aucune autre nation n'a encore vécu, il s'agit d'une expérience à l'extrême richesse et qui vous remplit d'humilité.

L'habitude est de considérer les Français comme étant particulièrement fiers de leur pays, de son histoire, de sa culture et de ses produits. Le rayonnement de la France dans la communauté internationale et sa reconnaissance, parce que nous en avons une certaine idée, peuvent être pour nous les *moteurs de notre* action. Aussi, quelle fierté de savoir que plus de 300 familles françaises ont participé à la création de l'Afrique du Sud, il y a plus de trois siècles et que les Viljoen, Du Plessis, Maree et Barnard en sont les lointains descendants ! Quel honneur pour nous de savoir que Paris et Pretoria ont eu, pendant des années, des relations économiques fortes, prolongées par une véritable affinité et un quasi-sentiment familial. Le développement de la seule centrale nucléaire sud-africaine, Koeberg, est une réalisation française, comme le sont les multiples centrales électriques, la structure des chemins de fer ou encore certains équipements des forces armées !

Le huitième partenaire

Mais tout cela ne s'efface-t-il pas devant l'idée qu'une coopération entre les deux Etats, dès le début des années 70, ne pouvait que bénéficier à l'ensemble du continent africain ? Ces indications économiques ne font-elles pas pâle figure devant le fait que les Sud-Africains considéraient la France comme une nation sœur, un Etat allié, une sorte de *« grand frère »* dans le concert international ? Alors, aujourd'hui, Paris n'étant plus que le huitième partenaire de Pretoria – avec quelque 6 milliards de francs d'échanges l'année dernière –, la communauté française étant la communauté occidentale la plus faiblement représentée dans le pays, avec nos 82 entreprises bataillant contre leurs 300 concurrents allemands et 1 500 entrepreneurs britanniques, et avec les difficultés rencontrées dans la promotion de notre langue, notre orgueil souffre.

Certes on répétera à qui veut l'entendre que la France est la *quatrième puissance économique* mondiale, le second exportateur international, une porte d'accès au marché européen et aux marchés francophones et un des pays considérés par le magazine *Fortune* comme offrant à l'investisseur étranger un des taux de retour le plus intéressant. On insistera plus encore sur les efforts considérables déployés depuis près de quatre ans pour que nous reprenions notre rang : ministres, associations, chefs d'entreprises, parlementaires, artistes, sportifs, tous ont été, heureusement, alignés en ordre de bataille. Mais on peut parfois avoir l'impression que tout cela est à destination interne, et vise surtout à nous rassurer.

Aussi, soyons clairs : non, la France ne doit pas laisser passer cette occasion de reprendre pied, dans un esprit de coopération, dans cette partie du continent. Cependant, ce message à destination des Sud-Africains, passe-t-il vraiment ? Est-il écouté ? Malheureusement, et sincèrement, on peut parfois en douter. L'ami à qui vous tournez le dos ne l'oublie pas, et sa confiance doit être regagnée. Il en est souvent ainsi des entreprises sud-africaines qui *feront ce que bon leur semble*, sans que l'on puisse trop attendre d'un éventuel « renvoi d'ascenseur ».

Nous avons là un véritable problème de communication à résoudre, et nous sommes les demandeurs. Mais il faut croire que l'Afrique du Sud réussira son pari et il faut espérer que nous compterons, un peu plus, dans ce pays, dans les années à venir. Avec 20 % de notre commerce extérieur dépendant de nos relations avec l'Afrique et 1 400 filiales françaises dans cette partie du monde, avons-nous vraiment le choix ?

Alors, pour nous qui, bien que Français, vivons et travaillons en Afrique du Sud, pour nous qui allons pouvoir voter lors de ces premières élections multiraciales, quelle leçon ! Il ne s'agit pas ici de défendre des acquis permettant de vivre au-dessus de ses moyens, ni de choisir entre des politiques qui, peu ou prou, ne changeront rien, ou encore d'assister, passivement, à un débat dont on penserait que l'enjeu nous est étranger.

Non. Quiconque est venu en Afrique du Sud n'a pu que ressentir un réel attachement pour ce pays. Plus encore. Parce que la moitié de la population est âgée de moins de quinze ans – jeunes blancs et noirs, accoudés aux mêmes tables de restaurants, fréquentant les mêmes salles de cinéma, et qui symbolisent toutes les promesses de l'avenir –, parce que l'Afrique du Sud représente *à elle seule 70 % du produit* intérieur brut (PIB) des pays d'Afrique australe, et que la réussite de cette aventure sera le dernier espoir de ce continent, on ne peut pas ne pas être optimiste. Nous n'en avons pas le droit.

Il ne s'agit certes pas de se laisser aveugler et de vouloir nier les difficultés que présente la situation. Les dix morts en moyenne par jour, les sept millions de sans-abri, les 60 % de la population qui ne bénéficient pas de l'électricité, la rivalité ethnique entre Zoulous et Xhosas, le refus du changement par les plus conservateurs et bien d'autres problèmes encore constituent autant d'*obstacles à franchir*. Mais l'avenir peut sourire aux ambitieux. Cette jeunesse de la population, cette projection dans le temps – dans l'avenir – de la transition sud-africaine, sont des facteurs d'espoir. Alors, nous, nous y croyons, à l'avenir de l'Afrique du Sud.

▶ Dominique Brunin est directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie française en Afrique australe.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité exécutif :
Jean-Marie Colombani, gérant, directeur de la publication
Dominique Alduy, directeur général
Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction
Eric Pialloux, directeur financier
Anne Chaussebourg, directeur délégué

Directeur de l'information :
Philippe Labarde

Rédacteurs en chef :
Thomas Ferenczi, Robert Solé
adjoints au directeur de la rédaction

Bruno de Camas, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann
Bertrand Le Gendre, Edwy Plenel, Luc Rosenzweig

Bruno Frappat, directeur éditorial
Manuel Lucbert, directeur du « Monde des débats »
Alain Rollat, délégué auprès du directeur général
Michel Tatu, conseiller de la direction
Daniel Vernet, directeur des relations internationales
Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médiateur :
André Laurens

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991),
Jacques Lesourne (1991-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

INTERNATIONAL

Le troisième jour de scrutin en Afrique du Sud

L'affluence des électeurs devant les urnes cause de graves difficultés d'organisation

Au troisième jour des élections générales, jeudi 28 avril, les Sud-Africains continuaient d'affluer en grand nombre dans les bureaux de vote. Mercredi, la police a annoncé l'arrestation de trente-et-une personnes soupçonnées d'être impliquées dans les attentats à la bombe commis ces derniers jours.

■ KWAZOULOU. – Dans le bantoustan du Kwazoulou, au sein de la province du Natal, le scrutin reste marqué par les violences qui depuis longtemps opposent les membres de l'Inkhata aux militants de l'ANC.

■ POLICE. – Devenu l'interlocuteur incontournable de sa hiérarchie restée conservatrice, le POPCRU, principal syndicat des personnels de police et de prison, sera aussi un allié de poids du futur pouvoir.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Comme le laissait entendre le président Frederik De Klerk, mercredi matin alors qu'il sortait de l'isoloir, la police n'aura pas été longue à mettre la main sur ceux qui sont fortement soupçonnés d'être à l'origine des attentats à la bombe qui, en moins d'une semaine, ont fait vingt et un morts et quelque cent soixante quinze blessés. Mercredi à l'aube, trente et une personnes ont été arrêtées à Rustenburg, Ventersdorp et Pretoria, au cœur d'une région où l'extrême droite blanche est particulièrement bien implantée.

« Nous avons toutes les raisons de croire que nous avons mis la main sur ceux qui ont organisé les attentats », a déclaré le chef de la police, le général Johan Van der Merwe, au cours d'une conférence de presse convoquée mercredi après-midi et à l'issue de laquelle fut présenté un impressionnant lot d'armes et de matériels explosifs saisis lors des perquisitions. Selon les enquêteurs, les suspects sont pour la plupart membres de la « Garde d'acier », unité spéciale qui, à l'image des SS dont elle copie l'apparence vestimentaire et la mystique, est notamment chargée d'assurer la protection du néo-nazi Eugene Terreblanche, chef du Mouvement de résistance afrikaner (AWB). Un policier et un réserviste de la police figurent parmi les personnes arrêtées.

Le général Van der Merwe a laissé entendre que l'enquête pourrait mener à l'inculpation de *« chefs »* de l'AWB, et parmi eux, probablement, Eugene Terreblanche en personne. Opposant résolu au processus démocratique, ce dernier, au cours des dernières années, a menacé des pires représailles si des élections multiraciales étaient organisées. Ses militants – quelque 25 000 personnes, dont 5 000 à 8 000 membres réellement actifs – sont régulièrement impliqués dans des violences politiques ou racistes qui n'épargnent pas les journalistes noirs chargés de « couvrir » l'extrême droite.

Neuf membres de l'AWB font actuellement l'objet de poursuites pour avoir assassiné, en décembre 1993, quatre jeunes automobilistes Noirs qu'ils avaient interceptés sur une route, au hasard. Six autres automobilistes Noirs avaient été blessés au cours de la même opération (*le Monde* du 15 decembre 1993).

Ces méthodes n'empêchaient pas l'AWB d'avoir pignon sur rue, de défiler régulièrement, et en armes, ni de faire partie de l'Alliance de la liberté (FA), coalition de l'extrême droite blanche et des conservateurs noirs opposée aux élections... jusqu'à ce que certaines de ses composantes, dont celles du général Constand Viljoen et du chef zoulou Mangosuthu Buthelezi, décident d'y participer.

L'agitation de l'AWB et ses éventuels attentats n'auront eu, en définitive, aucun résultat sur la participation électorale. Mercredi, des millions de Sud-Africains se sont, comme la veille, rassemblés devant les bureaux de vote. A Soweto, comme à Sandton, quartier résidentiel blanc de Johannesburg, il fallait faire plusieurs heures d'attente pour voter. Il en allait de même dans toutes les régions du pays.

Avec calme et émotion

Avec un calme étonnant, souvent avec bonne humeur, voire émotion, les électeurs, Blancs comme Noirs, se sont soumis à l'épreuve. Jeudi, dernier jour des élections, de nouvelles files d'attente se sont formées dès l'aube devant les bureaux de vote qui resteront ouverts plus tard que prévu pour rattraper le retard accumulé.

De nombreuses difficultés logistiques ont émaillé le scrutin, soumettant la Commission électorale indépendante (IEC) chargée de l'organisation à de sévères critiques de la part de plusieurs partis. Reprochant le manque de bulletins de vote ou l'ouverture tardive des bureaux, le chef de l'Inkatha, Mangosuthu Buthelezi, a notamment menacé de se retirer si les choses ne s'amélioraient pas rapidement. M. Buthelezi, dont le parti n'est entré dans la course électorale qu'une semaine avant les élections, affirme que de nombreux bulletins de vote ne sont pas munis de l'autocollant qui porte le sigle de l'Inkatha.

Jeudi matin, le chef zoulou semblait être revenu sur sa menace après avoir reçu l'assurance que quelque dix millions de bulletins supplémentaires venaient d'être imprimés et allaient être livrés de toute urgence par hélicoptère et avion. A la dernière minute, la journée de jeudi a été déclarée fériée, ce qui devrait également faciliter les opérations de vote. Il n'est pas exclu non plus que les élections soient prolongées d'une journée, notamment dans le Kwazoulou-Natal.

Mercredi en fin d'après midi, des centaines d'électeurs faisaient encore la queue devant le bureau installé quartier Hofmayer, dans l'école primaire désaffectée de la 1re Rue. Ici, au sud de Johannesburg, les Blancs sont trop pauvres pour éviter de côtoyer les Indiens ou les Noirs en cours d'ascension sociale. Comme chez tous les pauvres, on se marie jeune, on fait de nombreux enfants, on se nourrit mal et, depuis quatre ans on vit avec angoisse la chute de toutes les certitudes et de toutes les protections, notamment celles que donnait la couleur de la peau.

Avec les *« autres »* on ne s'agresse pas, tant s'en faut, mais on ne se fréquente pas non plus. Les relations restent celles d'un voisinage distant. *« La Bible dit de ne pas se mélanger*, explique, un électricien blanc à la retraite. *Mais je n'ai pas de problèmes avec « eux ». Je n'ai pas peur non plus. J'ai un fusil et je sais m'en servir. »*

Depuis les années 80, les électeurs – blancs – du quartier ont peu à peu abandonné le Parti national (NP) du président De Klerk et rejoint le Parti conservateur (CP). Lors du référendum de mars 1992, alors que le CP appelait à dire « non » aux réformes proposées par le NP, les votes se sont équitablement répartis entre les deux formations.

Cette fois cependant, le CP appelait ses électeurs à boycotter le scrutin. A Hofmayer, comme, apparemment, dans tous les bastions d'extrême droite du pays, son appel n'a pas été entendu. *« J'ai voté Inkatha*, avoue notre électricien ; *ce sont les seuls capables de s'opposer efficacement à l'ANC. »* Comme ses voisins il a attendu quatre heures avant d'atteindre l'urne.

Un jeune technicien de 21 ans, qui se dit sympathisant du CP, a voté, lui NP, après plus de trois heures d'attente. Selon lui, l'Inkatha et le Freedom Front (FF) du général Viljoen ne seront pas assez forts pour s'opposer à l'ANC. Un débat de tactique électorale classique. Personne, en revanche, n'a remis en cause la généralisation du droit de vote à toutes les races. En quatre ans, les choses ont vraiment bien changé, même à l'extrême droite.

GEORGES MARION

Dans la peur et le deuil au Kwazoulou

VERULAM (Natal)

de notre envoyée spéciale

Comment auraient-ils pu ne pas être de l'événement ? Quand le bus est arrivé, ils se sont précipités, abandonnant leur triste campement à la garde des jeunes et des vieux. Leur engagement en faveur de l'ANC leur vaut de vivre dans cet environnement sordide depuis plus d'un mois. Le bus – affrété par le mouvement de Nelson Mandela – les a emmenés au bureau de vote le plus proche, à Verulam, à deux kilomètres de leur village de tentes.

Retraité, Simon Sibisi a voté la veille. Pour l'ANC, bien sûr. Ne serait-ce qu'en mémoire de son fils, mort parce qu'il en était membre. *« C'était un dimanche à midi, le 20 mars, les gens de l'Inkatha* (le mouvement zoulou dirigé par Mangosuthu Buthelezi) *sont arrivés avec des fusils, ils ont tué mon fils et deux de ses amis*, se souvient M. Sibisi. *On s'est enfui... Ils ont brûlé notre maison. »*

Les trois cents réfugiés du camp de Verulam ont quitté leur vallée ce jour-là. Ils ont tout perdu dans la guérilla qui oppose le parti Inkatha à l'ANC dans le Kwazoulou. Et sans doute ne sont-ils pas près de rentrer chez eux, dans les alentours de Ndwedwe, un fief de l'Inkatha tristement célèbre : pendant la campagne électorale, avant que le mouvement de M. Buthelezi ne décide de participer aux élections, sept jeunes gens de la Commission électorale indépendante, venus donner quelques cours d'éducation civique, ont été torturés puis tués dans une école des environs.

Ndwedwe n'est qu'à une trentaine de kilomètres de Verulam. Mais aller de l'un à l'autre revient à passer d'un monde à un autre. Ville prospère de 40 000 habitants, majoritairement d'origine indienne, dont la richesse a été bâtie sur la canne à sucre, Verulam, à une trentaine de kilomètres de Durban, la capitale économique du Natal, appartient au monde moderne.

La route qui mène à Ndwedwe est une grande voie goudronnée... pendant quelques kilomètres. Et d'un coup, le goudron devient piste, les champs de canne à sucre laissent la place à des terres en friche, les constructions modernes à des cases et des bicoques dispersées. La rupture est naturelle. Elle marque l'entrée dans l'un des dix territoires épars qui forment, au sein de la province du Natal, le bantoustan du Kwazoulou.

Il y a foule autour de l'école de Ndwedwe. Comme ailleurs, le bureau de vote se signale par une longue file d'attente. A l'intérieur, des représentants de la Commission électorale indépendante (IEC) assistent aux opérations. *« Avant que le mouvement Inkatha ne décide de participer aux élections, les agents de l'IEC étaient considérés comme proches de l'ANC, ils ne pouvaient pas venir ici »*, note Meshek, un jeune militant de l'ANC qui tremble de peur dans cette forteresse de l'Inkatha. L'IEC est certes représentée au sein du bureau. Mais l'ANC ne l'est pas, alors que tous les partis en lice peuvent théoriquement suivre les opérations de vote.

Une colline « ennemie »

Meshek ne votera pas à Ndwedwe mais quelques collines plus loin, à l'école de Sonkombo, le lieu-dit d'où viennent les réfugiés de Verulam. A l'arrivée dans ce repère de l'ANC, les coups d'œil de côté qui trahissaient son angoisse à Ndwedwe font place à un large sourire et à des poignées de mains interminables. La jeune femme d'origine indienne venue représenter l'IEC dans cette école qui domine de superbes collines sauvages, typiques du Kwazoulou, avoue qu'elle est arrivée à Sonkombo avec les plus grandes appréhensions. Mais comme à Ndwedwe, la police est restée là en permanence, quelques blindés sont passés, et les affrontements redoutés n'ont pas eu lieu.

« Ici, explique Meshek, *on est de l'ANC parce qu'on a des instituteurs et des infirmières »*. Une façon de dire que « ceux qui viennent de la ville » ont su efficacement faire du prosélytisme dans les collines acquises à l'Inkatha. *« Tout a commencé en 1990,* continue Meshek, *les gens de l'Inkatha n'ont pas supporté la progression de l'ANC, ils ont commencé à nous tuer. »*

Meshek s'est marié en 1990, avant que les hostilités ne prennent une tournure dramatique. A l'époque, sa femme était membre de l'Inkatha. Aujourd'hui, elle vit chez ses parents, sur une colline « ennemie ». Meshek n'a pas osé aller lui rendre visite depuis l'attaque du 20 mars, qui a coûté la vie à trois de ses voisins et provoqué l'exode des réfugiés de Verulam. Se rendra-t-il là-bas les élections terminées ? Tout dépend, bien sûr, du résultat des élections et de la réaction du vaincu.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Révolution négociée

Suite de la première page

La violence, politique ou non (quelque quatorze mille morts en quatre ans), ne disparaîtra pas par enchantement, en particulier au Natal. L'ANC saura-t-il échapper aux pièges de l'arrogance bureaucratique ? Prévenir les querelles de succession, lorsque viendra l'après-Mandela ? Se préserver des tentations corruptrices ? Et surtout résister à ses instincts autoritaires ? Il devra apprendre la culture du compromis, sacrifier aux rites patients de la démocratie, accepter les critiques de la meilleure presse d'Afrique.

Autre danger : le populisme. Soucieux de préserver les grands équilibres tout en apaisant l'impatience du plus grand nombre, de stimuler la croissance en redistribuant les richesses, de concilier rigueur et justice, l'ANC aura-t-il le courage de refuser les recettes inflationnistes ? Economiquement, l'Afrique du Sud garde un pied dans le tiers-monde. Sur quatre Noirs, un est au chômage, un autre travaille dans le « secteur informel » ; deux Noirs sur cinq sont illettrés ; les Noirs ont un revenu par tête dix fois moindre que celui des Blancs.

Deux hommes exceptionnels

La « guerre contre la pauvreté » qui attend l'ANC n'est donc pas un slogan creux. Mais Nelson Mandela ne cesse de mettre en garde les foules contre une trop grande espérance (*« Vous ne roulerez pas en Mercedes du jour au lendemain ! »*)... et contre la déception qui s'ensuivrait. L'électorat noir, tout en souhaitant rapidement une *« meilleure vie »*, semble s'armer de patience.

Au seuil du pouvoir, l'ANC a de nombreux atouts. Il hérite d'un pays relativement riche, où le revenu moyen par tête est sept fois plus grand que celui de ses voisins africains, et où se développe un embryon de bourgeoisie noire. Il ne s'agit pas de décoloniser l'économie sud-africaine mais seulement de la restructurer. Les dirigeants noirs ont eu tout loisir – notamment ceux qui vécurent en exil dans les pays voisins – d'observer et de méditer les tares et les erreurs des régimes africains.

Mouvement pantribaliste au discours non racial – bien que l'ethnie xhosa, celle de Mandela, fût le vivier de l'équipe dirigeante –, l'ANC enjambe toutes les communautés, son influence étant même dominante chez la plus rétive de toutes, les huit millions de Zoulous. Il est *a priori* résolu à protéger les minorités – dont la blanche – en les associant au pouvoir. C'est une organisation de masse, aux racines très citadines, ayant joué le rôle d'un creuset national.

L'Afrique du Sud a toutes chances d'échapper à une autre plaie d'Afrique, l'ordre kaki. L'armée a fait preuve, en cette période délicate, d'un solide loyalisme envers le pouvoir civil. La géographie est impropre à la guérilla rurale. Le terrorisme urbain de ces derniers jours, quels qu'en soient les instigateurs, ressemble plus à un aveu de faiblesse qu'à une stratégie de rechange. Les partisans d'une sécession, noire ou blanche, restent très minoritaires.

Mais la plus grande chance de l'Afrique du Sud est d'avoir à sa tête deux hommes exceptionnels, ayant fait honneur à leur double Prix Nobel de la paix : Nelson Mandela et Frederik De Klerk. Ce couple improbable, uni par un mariage de raison, a su partager l'intelligence, le courage et l'imagination. Devenus indispensables l'un à l'autre, leur dépendance mutuelle fut hier un gage du changement ; elle sera demain l'une des garanties de leur succès commun. Outre la noblesse de pensée qu'on lui devinait, Mandela a démontré un sens politique à la hauteur de l'événement.

Une fois de plus, l'histoire s'est faite parce que des hommes de vision ont su exploiter au mieux une situation, au moment propice. La longueur de la transition a bien sûr contribué à sa douceur. L'ANC a eu le temps de se familiariser avec les rouages du pouvoir, de s'accoutumer avec les processus de décision, et – pragmatisme économique oblige – de se convertir à la social-démocratie.

« Cause juste » par excellence, la lutte contre l'apartheid mobilisa pendant des décennies – parfois jusqu'au manichéisme – des millions de sympathisants. C'est pour cela sans doute que ces élections tant attendues semblent, plus que d'autres, exposées au regard du monde, d'ailleurs présent sur le terrain par l'entremise de trois mille observateurs. En cette fin d'avril 1994, l'Afrique du Sud renaît dans la fierté et un calme relatif. Tant pis pour l'apocalypse...

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Le troisième jour de scrutin en Afrique du Sud

Une police à l'épreuve de la démocratie

Un jeune syndicat de policiers métis s'oppose à une hiérarchie hostile au changement

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le capitaine Dirk Coetzee n'a jamais mâché ses mots. Ni lorsqu'il était l'un de ces hommes de l'ombre chargés d'éliminer les «ennemis» de l'Etat, ni maintenant qu'il n'est plus qu'un officier à la retraite ressassant sa colère dans une modeste maison de la banlieue nord de Pretoria. *«Ce sont des chiens*, clame-t-il, *et seul un chien comme moi, un chasseur échappé du système, peut les coincer.»*

Les *«chiens»* en question ne sont autres que les chefs de la police dont trois des plus hauts responsables sont actuellement accusés par la commision du juge Goldstone d'avoir partie liée avec des *«forces obscures»* pour déstabiliser le pays et empêcher l'arrivée au pouvoir de l'ANC. Le capitaine Coetzee est pour sa part convaincu que ces trois-là ne sont que la partie visible de l'iceberg : *«Ils sont tous mouillés, vous comprenez? Tous! C'est une bande de truands menés pas un parrain qui a pour nom chef de la police.»*

Pour être sans nuances, les accusations du capitaine ne sauraient être prises à la légère. Durant cinq ans, de janvier 1977 à décembre 1981, il a servi au sein de la Security Branch de la police sud-africaine. Un service où, comme il le confie dans un témoignage-défouloir, [ses] *collègues et* [lui] *jouissaient de pouvoirs spéciaux qui* [les] *autorisaient à mener des opérations illégales à l'intérieur comme à l'extérieur du pays»*.

Quarante généraux à la retraite

C'est peu dire qu'ils ne s'en sont pas privés. C'était l'époque de la *«guerre totale contre l'insurrection communiste»*, celle où les services spéciaux de la police et de l'armée étaient investis d'une mission sacrée : sauver l'Afrique du Sud blanche et chrétienne, menacée par la barbarie noire. Tout était permis, précise le capitaine, *«à condition de ne pas se faire prendre, mais, ça aussi, on nous l'apprenait»*. Affecté à la ferme de Vlakplaas, près de Pretoria, où étaient «retournés» les transfuges du Congrès national africain (ANC), le capitaine Coetzee dirigea plusieurs opérations d'enlèvements, de sabotages et d'assassinats.

La vie du capitaine Coetzee a basculé en 1989 lorsqu'un de ses anciens subordonnés tua sa petite amie après une dispute. Lâché par ses supérieurs qui avaient pourtant promis de l'aider, le coupable révéla, devant une commission d'enquête hâtivement nommée, les méthodes de son service quelques heures avant de monter à la potence. Ainsi arracha-t-il une grâce temporaire.

A Vlakplaas et dans les services de sécurité, ce fut la panique, chacun essayant de se défausser sur le voisin. Craignant de servir de bouc émissaire, le capitaine Coetzee se couvrit à son tour en révélant tout à la presse. Puis il s'enfuit à Londres.

Il en est revenu discrètement, il y a moins d'un an. Désormais paradoxal compagnon de route de l'ANC – une lettre de Nelson Mandela à l'occasion de l'anniversaire de son fils est encadrée au mur de son salon –, il vit avec un pistolet équipé d'un viseur laser à portée de la main. Et ne décolère pas que l'on n'ait pas encore nettoyé les écuries. *«Toute la direction de la police s'est cooptée au sein de la Security Branch*, dit-il, en récitant par cœur l'organigramme des services. *Ils se tiennent tous, à la vie à la mort. Le nouveau pouvoir ne pourra jamais compter sur leur fidélité. Ils feront tout pour le torpiller.»*

Comme pour donner raison à ses craintes, le général Mike Geldenhuys, ancien chef de la police et ancien responsable des services de sécurité, vient d'annoncer qu'avec quarante généraux à la retraite il appelait à voter pour le général Constand Viljoen et son Front de la liberté (FF). Si l'on en croit la lettre qu'ils ont rendue publique, les nouveaux soutiens du FF sont moins préoccupés par l'autodétermination du peuple afrikaner – raison d'être du Front – que des poursuites intentées contre leurs collègues toujours en fonctions. S'en prenant violemment au Parti national de Frederik De Klerk, le général Geldenhuys met en garde le gouvernement : *«Celui-ci ne peut pas espérer que nous demeurions loyaux à son égard.»*

Le genre de menace qu'un gouvernement, quel qu'il soit, ne peut se permettre d'ignorer. Mais le futur pouvoir, qui sait à quoi s'en tenir avec la hiérarchie policière, dispose d'autres alliés en la personne du principal syndicat des personnels de police et de prison, le POPCRU. *«Nous sommes les protecteurs de la nouvelle Constitution»*, affirme Gregory Rockman, qui, il y a encore quelques semaines, était le président du syndicat avant d'être désigné comme candidat de l'ANC.

Comme tous les gamins de sa génération, Gregory Rockman, jeune métis de Port-Elizabeth, s'est d'abord colleté avec *«les flics»* lors des émeutes scolaires de 1976. Et, comme beaucoup d'autres, il a été suffisamment fasciné par le pouvoir du policier pour le devenir un jour. *«Une fois à l'intérieur, ça a été la douche froide*, raconte-t-il. *Le racisme était général : un simple agent blanc avait plus de pouvoir que les rares officiers noirs. J'ai vite compris que je n'avais que des pouvoirs limités, ceux d'arrêter des Noirs. Et pourtant, malgré le racisme, les flics noirs faisaient leur sale boulot, anxieux de montrer qu'ils méritaient la toute petite confiance placée en eux.»*

Bon flic, Rockman est devenu officier, tenaillé par l'orgueil de montrer que lui, le *coloured*, était capable de faire aussi bien que les autres. Mais en 1989, dans l'une de ces périodes d'agitation qui précéda la libération de Nelson Mandela, aucun policier de couleur ne pouvait plus fermer les yeux : *«A l'époque, les manifestations étaient quotidiennes*, se souvient-il. *La police tirait tout le temps. Nous, les flics noirs, gueulions contre les flics blancs qui tiraient pour un oui ou pour un non, mais rien n'y faisait. Avec quelques copains, on a décidé d'apparaître publiquement sous la forme d'un syndicat.»*

Le 5 novembre 1989, le POPCRU était lancé par cinq policiers et huit gardiens de prison, tous métis. La hiérarchie a essayé de sévir, mais sans succès. Jouant avec habileté sur les revendications strictement professionnelles et les aspirations à la dignité des policiers non blancs, le POPCRU a rapidement accru ses effectifs. En août 1993, plusieurs centaines de ses membres manifestaient en uniforme en plein centre de Johannesburg. Quelques mois plus tard, plusieurs dizaines d'autres, portrait de Nelson Mandela collé sur la crosse du pistolet, défilaient derrière les unités de l'ANC, commémorant ainsi la fondation de la branche armée du mouvement.

Revendiquant quelque 20 000 membres – parmi lesquels très peu de Blancs – sur un effectif de 115 000 policiers, le POPCRU est devenu l'interlocuteur incontournable de la hiérarchie policière, laquelle a tenté de réagir en lançant un « syndicat maison», le SAPU, composé de Blancs. *«Nous voulons rétablir un lien de confiance avec la population noire»*, proclament les chefs du POPCRU. La tâche ne sera pas facile tant est lourd le passif d'une institution qui a porté bien haut le drapeau de l'apartheid, et qui, comme hier, continue à faire un usage immodéré de ses armes.

G. M.

Trois semaines après la mort du président Juvénal Habyarimana et malgré les cessez-le-feu, les affrontements à l'arme lourde ont repris à Kigali et en province. Les responsables de l'ancien mouvement rebelle (FPR) affirment qu'ils contrôlent la «moitié du pays», au nord de la capitale qu'il tente d'encercler.

■ HISTOIRE. – La théorie coloniale du «mythe hamitique», permettant d'expliquer l'existence de royaumes bien organisés au cœur du pays «nègre», n'a jamais pu être prouvée, mais elle a tout de même finit par imprégner les mentalités locales et convaincre Tutsis et Hutus de l'existence de dominants et de dominés, cristallisant les clivages ethniques.

■ POINT DE VUE. – Pour Anne et Olivier Ferry, volontaires au Rwanda de 1987 à 1990, il faut échapper aux visions simplificatrices qui réduisent le drame rwandais à une «violence tribale», pour que renaisse l'espoir d'un rétablissement de la paix.

ALGÉRIE : un collégien assassiné. – Un collégien de seize ans a été tué par balles, mardi 26 avril, à Meftah, au sud-est d'Alger, par un groupe armé islamiste, ont annoncé les services de sécurité. En février 1993, une lycéenne de dix-sept ans avait été assassinée dans la même localité, considérée comme un fief intégriste. En mars dernier, deux autres lycéennes avaient été assassinées à Boudaouaou, près de la capitale. – *(AFP.)*

Après la rupture

Des affrontements

NAIROBI

de notre correspondant

Les deux cessez-le-feu unilatéraux annoncés à la fin de la semaine dernière, respectivement par le gouvernement intérimaire du Rwanda, pour le dimanche 24 avril à midi, et par le Front patriotique rwandais (FPR), pour le lundi suivant à minuit, étaient plus destinés à afficher la bonne volonté de chacun qu'à être respectés. Comme l'a reconnu un officiel rwandais, *«les termes des deux cessez-le-feu n'étaient pas les mêmes, cela ne pouvait pas marcher»*.

Après une journée relativement calme, les affrontements à l'arme lourde ont donc repris, mercredi 27 avril, trois semaines, jour pour jour, après la mort du président Juvénal Habyarimana, dont l'avion a été abattu (selon toute probabilité) alors qu'il s'apprêtait à atterrir à Kigali, le 6 avril au soir. A l'exception de quelques obus tombés sur le quartier des ministères où se trouve une importante caserne, les tirs d'artillerie se concentrent dans la zone de l'ancien Parlement, où le FPR a établi, depuis décembre 1993, son quartier général et cantonné 600 hommes chargés de protéger les responsables du FPR désignés pour participer aux futures institutions à base élargie, prévues par les accords d'Arusha d'août dernier.

Si le FPR n'a pas réussi à gagner beaucoup de terrain dans la capitale, il semble qu'en province, il ait progressé depuis le territoire qu'il occupe dans le Nord, sur la frontière ougandaise. Les responsables de l'ancien mouvement rebelle affirment qu'ils contrôlent la *«moitié du pays»*, au nord de la capitale.

La Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) a confirmé la prise de Byumba, dans le Nord, par le mouvement d'origine tutsie qui assiégerait d'autre part la ville voisine de Ruhengeri, toujours aux mains des gouvernementaux. Plus au sud, le FPR assure qu'il a investi Rwamagana. Une avancée qui, si elle se confirme, signifierait que la route de la Tanzanie, une voie d'approvisionnement essentielle pour le pays depuis la fermeture du passage ougandais en octobre 1990 (au début de la guerre civile), est désormais coupée.

Le FPR tente d'encercler lentement Kigali, comme les rebelles ougandais emmenés par Yoweri Museveni s'étaient emparés de Kampala en janvier 1986. Beaucoup de réfugiés tustis du Rwanda avaient d'ailleurs combattu aux côtés de l'actuel président de l'Ouganda, accusé régulièrement par Kigali de soutenir ses anciens compagnons d'armes.

La province après Kigali

Mais si le FPR prend la capitale rwandaise, il lui faudra aussi tenir la ville. Et il sera probablement obligé d'occuper Kigali, plus qu'il ne la libérera, car ses partisans (c'est-à-dire les Tutsis et les opposants hutus du régime), déjà minoritaires, ont tous disparu, massacrés par les miliciens ou en fuite.

Dans la capitale, il ne reste plus grand monde à éliminer pour les *Interhamwé* (les milices du parti de l'ancien président Habyarimana, le Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement, MRND). Les tueries atteignent désormais l'intérieur du pays. La province de Butare, celle qui

POINT DE VUE

Comprendre et

par Anne et Olivier Ferry

L'INFORMATION sur l'Afrique ne servirait-elle qu'à entériner et souligner les désastres, *sans proposer aucune* clé pour la compréhension et l'action? Il n'y aurait donc rien d'autre à décrire que des bandes d'égorgeurs armés de machettes pour parler de Kigali, ville martyre,

– victime de la folie de ses dirigeants, arrivés au pouvoir par *la force et prêts à déchaîner* les pires haines pour s'y maintenir ;

– victime de la folie du Front patriotique rwandais (FPR), engagé dans une reconquête du *«pouvoir tutsi»*, au prix de la guerre, au prix de centaines de milliers de personnes jetées sur les routes, au prix des repré*sailles pour les Rwandais qui* ont le malheur d'être identifiés comme tutsis ;

– victime des maux du pays que sont le manque de terre pour cultiver et manger à sa faim, le sida qui disloque les familles, les conséquences de la déchéance sociale, connues en France aussi : l'alcool pour se donner du courage et la violence pour exister.

Les nouvelles qui arrivent du Rwanda apportent une nouvelle fois de l'Afrique une vision d'horreur, de plus en plus associée à un continent jugé sans his*toire autre que celle de la «violence tribale»*, et sans avenir. Le Rwanda ne mérite pas ce jugement. Nombreux sont les Rwandais qui, depuis le début de la guerre en octobre 1990, risquent chaque jour leur vie pour maintenir l'entente sur les collines ou tout simplement pour faire reculer la guerre civile en faisant comme si le pays pouvait se passer d'elle.

Ne simplifions pas! Parler continuellement et exclusivement de Hutus et de Tutsis vient d'abord d'une impuissance à comprendre ce pays. Ce pays vert, bien cultivé, cette *«Suisse africaine»* à *«l'éternel printemps»*, est totalement sinistré par le manque de terres. La famille type dispose à peine d'un lopin de 100 mètres sur 100 pour vivre!

Et les pathologies sociales sont là : tel fils qui bat son père *pour lui prendre ses terres, telle* mère qui se débarrasse de son nouveau-né... Le milieu rural souffre et la guerre a décuplé ses souffrances en désorganisant les récoltes, en jetant les gens sur les routes puis dans des camps où la survie dépend exclusivement de l'aide internationale.

«La faim de terre»

Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage! Qui veut prendre ses terres au voisin l'accuse d'être tutsi. Généraliser ce raisonnement *serait une autre* simplification : nous ne pouvons pas oublier qu'en trois années passées sur les collines, avec les contacts que permettait l'apprentissage de la langue rwandaise, nous n'avons jamais «vu» les clivages ethniques alors que la «faim de terre», était, elle, omniprésente.

Et pourtant, ce monde rural a résisté depuis le début de la guerre en octobre 1990 à la folie meurtrière qui a balayé Kigali. Les 10 % de Tutsis disséminés dans les collines sont d'abord des voisins de malheur que rien ne distingue de leurs collègues paysans hutus. *Nous* connaissons des communes où les extrémistes activent leur travail de sape... Il faut aider ceux qui tiennent, ceux qui empêchent que le désastre ne s'étende.

Dans l'immédiat, il ne faut pas laisser dire ou croire que l'ONU est impuissante. Les extrémistes des deux bords ont déjà réussi à disqualifier et à chasser les forces d'interposition belges et françaises, accusées d'être partie prenante. L'espoir d'un rétablissement de la paix repose pourtant en grande partie sur une force militaire et diplomatique internationale capable à la fois de renouer les fils d'une négociation entre les combattants et d'aider à la mise en place d'une police

des deux cessez-le-feu au Rwanda

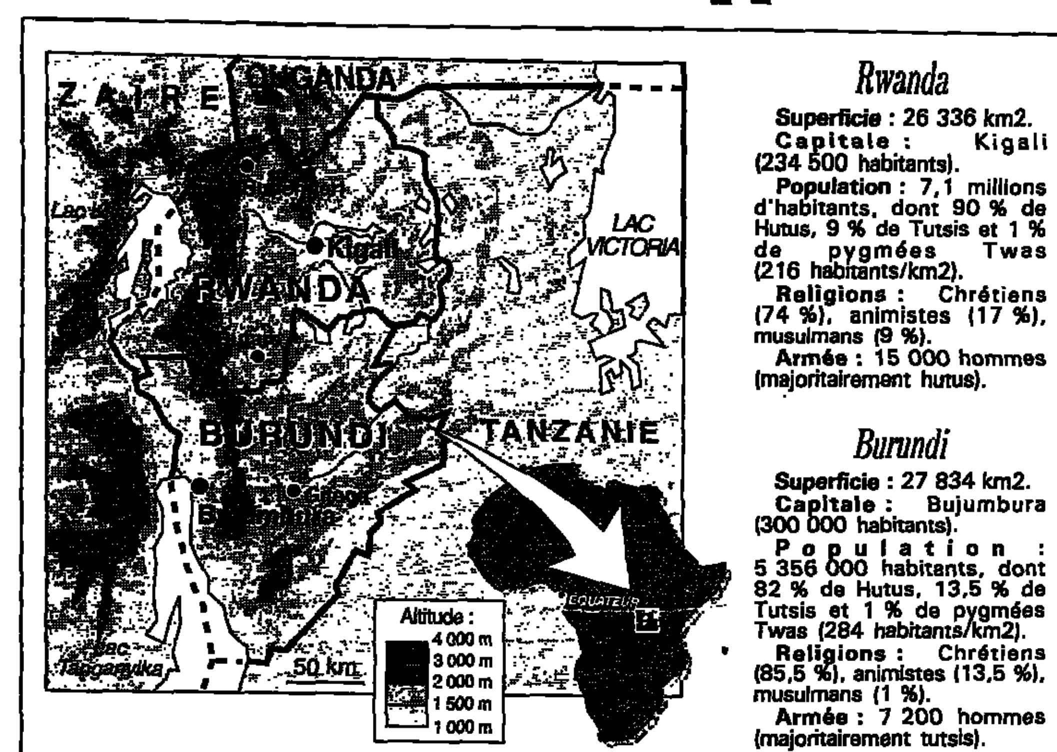
à l'arme lourde continuent d'opposer Hutus et Tutsis

avait su échapper à la violence tribale, est frappée à son tour depuis la semaine dernière.

Les employés de Médecins sans frontières ont vu des miliciens traîner hors de l'hôpital de Butare 170 blessés, rescapés de tueries, pour les achever et massacrer ensuite tout le personnel tutsi de l'organisation humanitaire. A la suite de MSF, l'équipe du Comité internationale de la Croix-Rouge a évacué la capitale du Sud *« pour ne pas rester témoin passif et impuissant »*. Entre la frontière burundaise et Kigali, il faut franchir une trentaine de barrages de miliciens près desquels les cadavres s'amoncellent, rapportent des témoins isibmenes écœurés par *« ces véritables boucheries »*.

« Un cercle vicieux »

Dans la capitale, le CICR a réduit sa mission de vingt-cinq à quinze personnes parce que, 'étrangement, *« il n'y a plus assez de travail »*. *« Il nous est impossible d'amener les blessés jusqu'à notre hôpital*, explique Paul Grossrieder, directeur-adjoint des opérations du CICR. *Même en négociant avec les miliciens d'un poste de contrôle, ces derniers peuvent revenir sur leur parole et, comme cela s'est passé l'autre jour pour trois jeunes filles, tirer les blessés hors de nos ambulances pour les assassiner. Tout ce qu'il nous reste à faire, c'est de répéter en permanence aux responsables des deux bords qu'il leur faut faire respecter les principes de protection des blessés et des civils. »* La radio nationale et la station extrémiste Radio libre des Milles collines viennent d'accepter de diffuser, à la demande du gouvernement, des messages appelant au respect de la Croix-Rouge.



Rwanda

Superficie : 26 336 km2.
Capitale : Kigali (234 500 habitants).
Population : 7,1 millions d'habitants, dont 90 % de Hutus, 9 % de Tutsis et 1 % de pygmées Twas (216 habitants/km2).
Religions : Chrétiens (74 %), animistes (17 %), musulmans (9 %).
Armée : 15 000 hommes (majoritairement hutus).

Burundi

Superficie : 27 834 km2.
Capitale : Bujumbura (300 000 habitants).
Population : 5 356 000 habitants, dont 82 % de Hutus, 13,5 % de Tutsis et 1 % de pygmées Twas (284 habitants/km2).
Religions : Chrétiens (85,5 %), animistes (13,5 %), musulmans (1 %).
Armée : 7 200 hommes (majoritairement tutsis).

Aux barrages, les miliciens disent traquer les rebelles. Ils se livrent à toutes les atrocités sur la population civile. Des bourgmestres ont été tués parce qu'ils tentaient de s'opposer aux massacres. Le chef d'état-major des Forces armées rwandaises (FAR), le général Augustin Bizimungu, admet en privé qu'il ne contrôle pas toutes ses troupes et encore moins les miliciens. Mais il reconnaît aussi qu'il a besoin de ces derniers pour contrer les infiltrations du FPR.

« Nous sommes pris dans un cercle vicieux, résume un responsable humanitaire. *Le FPR estime qu'il lui faut poursuivre ses attaques pour arrêter le génocide alors que le gouvernement exige que les chefs du FPR suspendent leur offensive pour qu'il puisse mettre un terme à l'hécatombe. »*

En attendant, le CICR va tenter des opérations d'évacuation de personnes déplacées vers le Zaïre. Et la MINUAR envisage aussi de transporter, vers des lieux plus sûrs, les quelque 15 000 personnes réfugiées dans le stade Amahoro et à l'hôpital King-Fayçal, atteints plusieurs fois par des obus.

Le pays est traversé par de vastes mouvements de population qui touchent plus de 10 % des 7 millions de Rwandais. Selon le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR), 60 000 Rwandais sont passés dans les pays limitrophes et 75 000 des 275 000 réfugiés burundais du Rwanda ont choisi de rentrer chez eux. Plus d'un demi-million de Rwandais sont aujourd'hui déplacés.

Forte de 2 500 « casques bleus », la MINUAR, dont le mandat initial consistait à maintenir la paix et veiller à l'application des accords d'Arusha, s'est révélée impuissante à empêcher les combats. Aujourd'hui, les Nations unies, échaudées par l'expérience somalienne, refusent d'imposer la paix au Rwanda, et se contentent d'attribuer à la MINUAR un nouveau mandat, humanitaire celui-là.

Après l'échec de la rencontre d'Arusha, le 23 avril dernier, la MINUAR a montré son mécontentement en renvoyant dans leurs pays respectifs, la quasi-totalité de ses soldats. *« Nous ne nous laisserons pas ridiculiser par les belligérants »*, avait déclaré Moctar Gueyé, porte-parole de la MINUAR.

Le Burundi n'a pas sombré

Il ne reste aujourd'hui que 270 « casques bleus » et observateurs de l'ONU ainsi que le représentant spécial de M. Boutros-Ghali au Rwanda, Jacques-Roger Booh-Booh, qui est prêt à offrir sa médiation au cas où FAR et FPR renonceraient à la guerre. L'ONU semble totalement impuissante au Rwanda alors qu'au Burundi, l'ambassadeur de l'ONU, Ould Abdallah, a tout de même réussi à rétablir les institutions décapitées par la tentative de coup d'État du 21 octobre 1993. Mais la situation reste précaire.

Si le Burundi n'a pas sombré dans la violence ethnique, c'est sans doute à cause des multiples appels au calme du président du Parlement, Sylvestre Ntibantunganya, qui assure l'intérim à la tête de l'Etat, après la mort du président Cyprien Ntaryamira, tué dans l'explosion de l'appareil du président Habyarimana. Mais certains redoutent de nouvelles violences, si, par exemple, le FPR s'emparait de Kigali ; ce qui serait perçu par les 85 % de Hutus burundais comme un retour de la minorité tutsie au pouvoir au Rwanda, trente-cinq ans après avoir en avoir été chassée par la « révolution sociale » de 1959.

Suite à la « purification ethnique » de plusieurs quartiers de Bujumbura, qui avait coûté la vie à près de 300 Hutus au début de l'année, les habitants des quartiers hutus de Bujumbura sont entrés en dissidence armée, début mars, contre les forces régulières (presque exclusivement tutsies) et se sont barricadés à Kamengué et Kinama, *« par peur d'être massacrés »*.

Et, depuis la crise rwandaise, les fusillades y sont quotidiennes. Pire, des roquettes sont tombées, le 25 avril, sur des quartiers tutsis de la capitale, montrant qu'une résistance s'organise dans l'arrière-pays. L'armée n'y contrôle plus que les principales voies de communication et quelques localités où se sont rassemblés près de 150 000 déplacés d'origine tutsie, ceux qui ne sont pas retournés chez eux depuis les massacres d'octobre 1993, déclenchés par l'assassinat de Melchior Ndadayé, premier président hutu du Burundi, élu en juin 1993.

Dimanche, quelques militaires ont tenté un coup d'Etat, et ont dû faire machine arrière en constatant qu'aucune caserne de Bujumbura ne leur emboîtait le pas. L'arrivée des Hutus burundais au pouvoir, après des élections sans reproche, une transition exemplaire, et la signature des accords de paix d'Arusha qui marquait la fin de trois ans de guerre civile au Rwanda, avaient suscité d'immenses espoirs de paix dans la région. Espoirs brisés net, le 21 octobre 1993, par l'assassinat du président Ndadayé, qui ravivait une méfiance ethnique que les extrémistes hutus du Rwanda allaient exploiter à fond.

JEAN HÉLÈNE

agir

capable de faire cesser les meurtres. L'opinion ne doit pas se référer à la Somalie : la *« tradition »* des chefs de guerre qui ne sont rien en dehors de la guerre n'existe pas, fort heureusement, au Rwanda.

Ensuite, pour le redémarrage du pays, les responsabilités proprement rwandaises sont énormes. L'instinct de survie, pour sortir de l'impasse, doit balayer le goût suicidaire des *amatiku* (les intrigues). Pour l'aide internationale, pour nous, citoyens et contribuables ou acteurs de l'aide au développement, il faudra être prêts à aider :

– à l'approvisionnement des camps de réfugiés, qui autrement se transformeront en mouroirs et en inévitables foyers de guerre avec les paysans alentour ;

– au retour des personnes déplacées sur leurs terres ;

– au rachat de toutes les armes disséminées dans le pays, le bandistisme prenant vite le relais de la guerre.

Et, au-delà, il faudra aider à la reconstitution sur les collines d'équipes d'instituteurs, d'infirmiers, de conseillers agricoles... en travaillant avec lucidité pour trouver les solutions humaines à la misère d'un pays que sa terre ne peut plus nourrir.

▶ Anne et Olivier Ferry ont été volontaires pour des organisations non gouvernementales au Rwanda de 1987 à 1990.

La malédiction d'une théorie coloniale

NAIROBI

de notre correspondant

Le mythe hamitique a la vie dure. Il veut que des peuplades « éclairées », venues d'Egypte ou d'Ethiopie, aient apporté la civilisation aux Bantous vivant au cœur de l'« Afrique des ténèbres ». Malgré les travaux des chercheurs qui, depuis vingt ans, affirment que cette théorie coloniale, permettant d'expliquer selon la mentalité et les préjugés de l'époque l'existence de royaumes bien organisés au cœur du pays « nègre », n'a jamais pu être prouvée.

A partir des différences physiques distinguant les « longs » Tutsis des « courts » Hutus, les historiens ont écrit une histoire à leur convenance. Les Tutsis, pasteurs hamites, seraient arrivés d'Ethiopie au XVIe siècle, et auraient fait souche, asservissant les Hutus, agriculteurs bantous, qui eux-mêmes auraient relégué les pygmées twas au fin fond des forêts.

« Mais, contrairement à la migration des Luos vers l'Ouganda ou des Maasais en Tanzanie, explique Jean-Pierre Chrétien, chercheur, *aucune preuve linguistisque ou historique n'est venue étayer cette théorie. »* En effet, Tutsis et Hutus partagent la même langue, s'exprimant en kirundi au Burundi et en kinyarwanda (un parler apparenté) au Rwanda. Plus rien dans leurs traditions culturelles ne laisse deviner un passé différent.

Ces deux groupes humains seraient probablement entrés en contact beaucoup plus tôt, peut-être dès le début de notre ère. Quoi qu'il en soit, la théorie coloniale a fini par imprégner les mentalités locales et par convaincre Tutsis et Hutus de l'existence de dominants et de dominés, cristallisant peu à peu des clivages ethniques qui, avant l'irruption, dans la région, des premiers explorateurs (Burton et Speke en 1858), suivis des missionnaires, n'étaient sans doute que sociaux. En 1896, le royaume du Rwanda-Urundi est intégré au protectorat colonial allemand. Après la première guerre mondiale, il est placé sous le mandat de la Société des nations et administré par la Belgique jusqu'à l'indépendance du Rwanda et du Burundi en juillet 1962. Les deux pays, peuplés identiquement d'environ 85 % de Hutu, 14 % de Tutsis et 1 % de Twas, suivront pourtant un destin différent.

Au Rwanda, la sanglante révolte de 1959, amenée probablement par la domination exclusive de quelques familles tutsies sur le pays, permet aux Hutus de s'emparer du pouvoir et jette en exil la moitié des Tutsis. Depuis, les Hutus défendent avec acharnement les acquis de leur « révolution sociale ». De 1961 à 1966, le régime rwandais repousse une série d'attaques lancées par les réfugiés tutsis à partir du Zaïre, du Burundi ou de la Tanzanie. Chaque agression déclenche des représailles contre les Tutsis de l'intérieur, ainsi qu'une radicalisation des sentiments anti-tutsis.

Ouverture au multipartisme

En 1973, le coup d'Etat du général Juvénal Habyarimana, originaire de Gisenyi, marque l'arrivée des Nordistes au pouvoir alors que, depuis 1963, les Sudistes ont progressivement pris le contrôle des institutions, sous la houlette du président Grégoire Kayibanda, chef du Parti de l'émancipation du peuple hutu (Parmehutu). Le nouveau régime se dote, en 1975, d'un Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND) avec l'objectif affiché d'éradiquer les haines ethniques et régionales. Mais le rééquilibrage des pouvoirs entre le Sud et le Nord n'aura jamais lieu.

Le 1er octobre 1990, les combattants du Front patriotique rwandais (FPR) envahissent le nord du pays, venant d'Ouganda, où ils bénéficient d'une base arrière grâce à la complicité de leurs compagnons d'armes avec lesquels ils se sont emparé de Kampala. Une discrète intervention militaire de la France sauvera du désastre une armée régulière de 7 000 hommes, totalement surprise.

Par la suite, des pressions internationales, après la chute du mur de Berlin, obligeront le chef de l'Etat à ouvrir son pays au multipartisme (officialisé le 10 juin 1991) et à entamer avec les rebelles du FPR des négociations, à Arusha (Tanzanie), sur un partage du pouvoir.

Les antagonisme ethniques au Burundi ont conduit à des massacres de même ampleur, mais ils ont surtout frappé les Hutus, restés soumis à la minorité tutsie. A la veille de l'indépendance, le prince Louis Rwagasore (encore vénéré aujourd'hui comme le héros de l'unité nationale) rassemble au sein de l'Union pour le progrès national (UPRONA) hutus et tutsis, musulmans et chrétiens, chefs coutumiers et citadins.

L'assassinat du prince en 1961 va semer la mésentente entre le clan royal et le pouvoir politique. Chef d'une monarchie désormais constitutionnelle, le roi Mwambutsa joue des rivalités familiales, puis ethniques pour conserver son autorité. Mais, alertés par les événements au Rwanda, les Tutsis prennent peur tandis que les Hutus rêvent du pouvoir.

L'UPRONA se désintègre ; le tribalisme gagne les milieux étudiants et les forces de l'ordre. Les tendances hutues de l'UPRONA (désormais éclatée) remportent les élections législatives de mai 1965 et, en octobre, la répression d'une mutinerie d'officiers hutus, qui a chassé le roi Mwambutsa de son palais, signe, selon Jean-Pierre Chrétien, *« une rupture décisive au sein des élites tutsie et hutue »*.

En avril 1972, l'irruption de groupes armés hutus depuis les camps de réfugiés de Tanzanie entraîne à nouveau une terrible répression. Et ces deux tentatives réciproques de génocide, évoquées encore aujourd'hui dans la population par le mot *« ikiza »*, (catastrophe, en kirundi), font près de 100 000 morts. L'année d'après, une énième incursion meurtrière des exilés hutus déclenche une réaction non moins sanglante de l'armée burundaise. Ce qui provoque immédiatement, au Rwanda voisin, une hécatombe dans la communauté tutsie.

En 1976, après dix années au pouvoir, le général Michel Micombero perd le pouvoir au profit d'un officier originaire de la même région de Bururi. Le règne du colonel Bagaza est marqué par une profonde détérioration des relations entre la présidence et le puissant clergé catholique. Il est renversé à son tour, sans effusion de sang, par un autre militaire de Bururi, le major Pierre Buyoya qui, après de nouveaux massacres en août 1998 (entre 5 000 et 20 000 morts) lance courageusement une politique de réconciliation nationale, attribue plus de 50 % des postes ministériels à des Hutus et finit par instaurer le multipartisme.

Les élections présidentielle, puis législatives de juin 1993 ouvrent les portes du pouvoir aux Hutus, grâce à la victoire du président Melchior Ndadayé, chef du parti modéré FRODEBU, dont le succès reléguera à l'arrière-plan les extrémistes du Palipehutu... Jusqu'à l'assassinat de Melchior Ndadayé et de six autres hauts responsables du nouveau régime par des militaires putschistes, le 21 octobre 1993.

J. H.

La situation en Bosnie-Herzégovine

L'ONU augmente le nombre de ses «casques bleus»

Le Conseil de sécurité a autorisé, mercredi 27 avril, le déploiement de 6500 «casques bleus» supplémentaires en Bosnie-Herzégovine, faisant de la mission des Nations unies en ex-Yougoslavie la plus grande opération de maintien de la paix de l'histoire de l'ONU.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Le Conseil a été contraint de retarder le renforcement des contingents de l'ONU en Bosnie – prévu pour le mois dernier – car les Etats-Unis ont refusé de contribuer aux coût de l'opération, dont 30 % sont à leur charge. Le refus américain a été implicitement critiqué par la France. S'exprimant au cours de la réunion du Conseil, l'ambassadeur français, Jean-Bernard Mérimée, s'est félicité du fait que le Conseil ait *«enfin»* décidé de déployer davantage de forces en Bosnie : *«Je dis «enfin», car cette décision est, à nos yeux, bien tardive»*, a-t-il dit.

Sans nommer les Etats-Unis, M. Mérimée a ajouté : *«Nous ne pouvons que regretter ce retard, qui nous paraît totalement injustifiable»*, compte tenu de la situation sur le terrain. Selon le représentant de la France, d'un point de vue politique, les *«tergiversations»* du Conseil n'ont *«pas donné l'image de claire détermination que les circonstances exigent»*.

La résolution 914, adoptée à l'unanimité, porte le nombre total des «casques bleus» en ex-Yougoslavie à 44 870, dont 17 000 pour la Bosnie. Mais, selon des sources à l'ONU, pour l'instant seulement 33 000 soldats sont déployés; reste à savoir qui fournira les quelque 12 000 militaires déjà autorisés par le Conseil. Le déploiement d'un contingent turc entre les forces musulmanes et croates a été autorisé le mois dernier par le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, mais les 2 700 soldats turcs n'arriveront pas en Bosnie avant deux mois, car les chefs de la FORPRONU insistent pour qu'ils soient accompagnés de logisticiens. Équipés par les Allemands, plus de 3000 Pakistanais et 1 200 Bangladais sont en formation en Allemagne.

La FORPRONU «clé» d'un règlement

Dans un rapport au Conseil en février dernier, le secrétaire général avait estimé à 10 050 soldats les renforts nécessaires pour que l'opération en Bosnie soit viable. Refusant le coût d'une telle force, les Etats-Unis ont refusé de voter en faveur de la résolution. Et, le 31 mars, le Conseil n'avait autorisé que 3 700 «casques bleus» supplémentaires. Mais le 20 avril, le président Bill Clinton a donné son accord à l'envoi de la totalité des troupes demandées par la FORPRONU. Plus important contributeur au budget des Nations unies, Washington doit 1,2 milliard de dollars pour l'ensemble des opérations de maintien de la paix de l'ONU, dont plus de 200 millions de dollars à la FORPRONU.

Devant le Conseil, l'ambassadeur américain, Madeleine Albright, a exprimé la *«conviction»* de son gouvernement que la FORPRONU reste la *«clé»* d'un règlement pacifique en ex-Yougoslavie. Faisant allusion à la décision de l'OTAN de lancer un ultimatum aux Serbes, Mme Albright a estimé que cette décision *«aidera»* la FORPRONU a protéger les «zones de sécurité».

A la demande de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), un nouveau débat sur la situation en Bosnie a eu lieu, au cours duquel le ministre des affaires étrangères du Pakistan, Sardar Aseff Ahmed Ali, s'est interrogé : *«Pourquoi la conscience du monde ne se révolte-t-elle pas contre le génocide qui continue à être perpétré en Bosnie? Est-ce parce que les victimes sont musulmanes? Nos peuples nous le demandent.»*

Son homologue turc a demandé l'application *«immédiate»* des décisions prises par l'OTAN à l'encontre des Serbes : *«Il doit être évident que les agresseurs ne comprennent que le langage de la fermeté.»* Insistant pour que les pays islamiques participent aux négociations de paix en Bosnie, le ministre iranien des affaires étrangères a, pour sa part, réclamé la levée de l'embargo sur les armes en faveur des Musulmans bosniaques. Ali Akbar Velayati a notamment estimé que cet embargo était *«illégal, inapplicable, immoral et irréalisable»*.

AFSANÉ BASSIR POUR

Selon les organisations humanitaires

La vie dans l'enclave de Gorazde va devenir impossible

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

Les responsables de l'ONU à Sarajevo entendent accélérer la reprise des négociations sur la Bosnie. *«On ne peut pas continuer de passer d'un ultimatum à un autre, d'un Gorazde à un autre; il faut sortir de ce cercle vicieux et parvenir à une cessation complète des hostilités sur l'ensemble du territoire afin de créer les conditions pour un règlement politique de la crise»*, a expliqué, mercredi 27 avril, le directeur des affaires civiles de la FORPRONU, Sergio Veira de Mello.

Les médiateurs internationaux devaient donc se rendre dès jeudi 28 avril à Sarajevo pour tenter de ramener les belligérants autour de la table de négociation. La réticence des dirigeants bosniaques, qui réclament comme préalable le retrait effectif des Serbes des zones occupées à la suite de l'offensive contre Gorazde, annonce toutefois des pourparlers difficiles. En attendant, le personnel humanitaire met en garde contre la non-viabilité d'une enclave désormais occupée aux deux tiers par les forces serbes bosniaques et qui risque de devenir une prison à ciel ouvert.

«Quand nous sommes entrés samedi soir, la ville était déserte: elle l'est restée jusqu'à dimanche matin. Ensuite, les gens ont recommencé à sortir dans les rues; on a senti un grand soulagement. De nombreux bâtiments sont endommagés ou détruits sur les deux rives de la Drina, mais la vie reprend graduellement» : Sergio de Mello décrit ainsi les premières heures du cessez-le-feu à Gorazde. Accompagné du général Soubirou, commandant des «casques bleus» pour le secteur de Sarajevo, il est entré dans la ville assiégée quelques heures avant l'expiration de la première phase de l'ultimatum de l'OTAN, enjoignant aux forces serbes qui harcelaient Gorazde de se retirer à 3 kilomètres autour du centre de la ville.

A ce premier témoignage est venu s'ajouter celui du général Michael Rose, le patron des «casques bleus» en Bosnie, qui, après une visite éclair mercredi, a constaté : *«La ville n'est pas aussi détruite que je pensais»*. Les représentants de l'UNICEF, pour leur part, ont estimé que *«bien que la ville ait souffert, cela ne peut être comparé à Srebrenica ou Vukovar»*. Certes, les bombardements intensifs contre l'enclave de Gorazde, où s'entassent 65 000 habitants, n'ont duré que quelques semaines; ceux de Vukovar, ville de l'Est de la Croatie, et de Srebrenica, une autre enclave de Bosnie orientale, ont duré plusieurs mois. Mais, quel que soit le degré de destruction et le nombre de victimes, revu à la baisse par le directeur de l'hôpital lui-même, Gorazde n'est plus qu'un petit réduit de 3 kilomètres, surpeuplé, encerclé par les forces serbes et condamné à dépérir.

«Le vrai problème de Gorazde n'est pas la quantité de bâtiments détruits mais plutôt l'impossibilité pour l'enclave musulmane de survivre par elle-même dans l'avenir.» Par cette constatation, le HCR laissait entendre mercredi à Sarajevo que l'avenir de Gorazde ne serait guère plus brillant que celui de Srebrenica. Rien d'étonnant, puisque les Serbes y ont appliqué la même politique. Après avoir réduit l'enclave à une peau de chagrin, en ne laissant à la population musulmane que des terres inexploitables, ils ont détruit le réseau électrique et la station d'épuration d'eau. Si le HCR qualifie cette stratégie de *«crime de guerre»*, c'est que son objectif est de contraindre la population, tôt ou tard, à l'exode.

«Plus de ghetto musulman»

«Nous ne voulons pas d'un nouveau ghetto musulman», a averti le porte-parole du HCR à Sarajevo, Peter Kessler. Le *statu quo* actuel, *«même s'il est préférable aux bombardements intensifs de quatre semaines, est inacceptable»*, a, de son côté, déclaré Sergio de Mello. La préoccupation est pour le moment de mettre ce réduit sous perfusion. *«Le maintien en vie de l'enclave nécessite l'envoi d'au moins un convoi par jour»*, a expliqué M. Kessler. Cette opération dépendra de la volonté des Serbes qui, jusqu'à présent, ont ignoré les injonctions de la communauté internationale sur le respect de la libre circulation des convois et du personnel humanitaires.

La question qui se pose aujourd'hui est : comment éviter la répétition de ce qui se passe à Srebrenica, que les forces serbes s'efforcent depuis plus d'un an à rendre invivable? Décrétée «zone de sécurité» de l'ONU en avril 1993, l'enclave de Srebrenica se meurt peu à peu. Cinquante mille personnes y vivent, entassées dans des maisons sans toît, privées de tout ce qui pourrait encourager leur enracinement. Les Serbes s'opposent à l'acheminement de matériaux de construction et entravent la reconstruction des réseaux d'eau et d'électricité. Aussi les habitants de Srebrenica se contentent-ils de quelques litres d'eau par semaine et continuent-ils à vivre sans électricité.

L'éventualité d'une évacuation des civils de Gorazde n'a pa été écartée par les organisations humanitaires. L'infrastructure de la ville, qui pouvait suffire aux 25 000 habitants d'avant la guerre, ne peut pas permettre aux 65 000 personnes qui y vivent actuellement de rester sur place.

FLORENCE HARTMANN

Accord croato-musulman sur un gouvernement commun. – Musulmans et Croates de Bosnie sont parvenus, mercredi 27 avril, à un accord sur la répartition des postes dans le gouvernement de leur future fédération, rapporte l'agence croate Hina. Un projet rédigé par des experts des deux parties prévoit un gouvernement de douze ministres – cinq Croates et sept Musulmans – dont le chef sera musulman. – *(Reuter.)*

Maintien des pressions militaires et diplomatiques sur les Serbes

Après le succès de son ultimatum à Gorazde, l'OTAN maintient ses menaces militaires sur les Serbes de Bosnie tandis que la France et la Russie sont convenues, mercredi 27 avril, de relancer rapidement les négociations pour une solution politique à la guerre.

«Le Conseil [de l'Alliance atlantique] *a répété sa détermination de lancer des frappes aériennes en coordination avec la FORPRONU* [Force de protection des Nations unies] *si Gorazde et d'autres zones de sécurité en Bosnie sont attaquées ou si les zones d'exclusion* [de 20 kilomètres pour les armes lourdes de Gorazde et Sarajevo] *sont violées»*, a déclaré, mercredi à Bruxelles, le porte-parole de l'OTAN, à l'issue de la réunion hebdomadaire des ambassadeurs des seize pays membres. Le Conseil a particulièrement salué *«l'engagement constructif de la Russie»* pour ramener les belligérants à la table de négociations.

A Genève, les ministres russe et français des affaires étrangères, Andreï Kozyrev et Alain Juppé, sont convenus de la nécessité *«d'aller vite»* pour relancer les négociations politiques. La France et la Russie ont ainsi souhaité que le «groupe de contact» (Russie, Etats-Unis, Europe, Nations unies) – qui devait se rendre, jeudi 28 avril, à Sarajevo puis à Pale (fief des Serbes de Bosnie) – adresse un premier rapport dans les huits jours.

«Il ne faut pas que les choses s'enlisent (...). Il faut mettre la pression politique sur le travail de ce groupe de façon qu'il aboutisse le plus vite possible à une réunion au niveau ministériel et ensuite au sommet que la Russie et la France ont appelé de leurs vœux», a déclaré Alain Juppé. Cette réunion ministérielle pourrait se tenir dès la semaine prochaine, ont estimé les deux diplomates. *«Il est vital que nous profitions* [de l'élan né de la crise de Gorazde] *pour tenter de trouver un règlement négocié»*, a expliqué M. Kozyrev.

Le plan des grandes puissances (maintien de la pression militaire et relance des négociations) pour sortir de l'impasse a, au moins, un point faible : la menace de l'OTAN ne vaut que si l'une des six «zones de sécurité» est attaquée. L'éventuelle extension de la protection de l'OTAN à des zones qui ne sont pas «de sécurité» est de la compétence de l'ONU, car *«ce n'est pas l'affaire de l'OTAN de prendre le droit international dans ses mains»*, a estimé mercredi le général Richard Vincent, président du comité militaire de l'Alliance.

Le général Vincent a admis qu'une offensive serbe pour élargir le corridor de Brcko (qui, dans le nord de la Bosnie, relie les territoires sous contrôle serbe) est *«une possibilité»*. A Sarajevo, un porte-parole a indiqué que la FORPRONU était *«préoccupée»* par ce qui risque de se passer à Brcko, après le retrait des armes lourdes de Gorazde. – *(AFP, Reuter, AP, UPI.)*

Les «machinistes» du «Cavaliere»

Suite de la première page

Parler de Bettino Craxi, aujourd'hui qu'on le tient symboliquement pour responsable de tous les errements de la première République, pourrait sembler déplacé. Mais probablement pas aux yeux de M. Berlusconi dont l'une des grandes qualités est d'être très fidèle en amitié. Ne dit-on pas que dans le mausolée qu'il s'est déjà fait construire pour «après», des places sont prévues pour que les plus fidèles reposent à ses côtés?

Une chose encore – que l'on oublie trop souvent derrière l'image souriante télévisée –, le «Dottore», qui joue à l'occasion les mécènes, est animé d'une grande curiosité : désir d'apprendre, de fouiller, d'approfondir, de lire, lui dont les livres de chevet sont *l'Eloge de la folie*, d'Erasme de Rotterdam et *L'Utopie*, de Thomas More.

Il fut un temps, dit-on, lorsqu'il rencontrait une personne qui le fascinait sur le plan économique ou culturel, où il organisait immédiatement un séminaire privé pour l'écouter, voire se l'attacher. Des choix très éclectiques. Après tout, même Rocco Buttiglione, un des idéologues du Parti populaire et philosophe catholique, eut un temps son oreille, tout comme Giulio Tremonti, économiste proche du leader référendaire centriste Mario Segni.

La garde rapprochée

Qui sont alors les hommes, les «machinistes» qui comptent pour Silvio Berlusconi? Certains se retrouveront au gouvernement, beaucoup d'autres resteront dans l'ombre. Il y a d'abord le petit cercle restreint des inconditionnels de toujours : Fedele Confalonieri, pratiquement l'*alter ego*, le catholique du groupe, aujourd'hui président de la Fininvest, que le «Cavaliere» a connu tout jeune lorsqu'ils jouaient ensemble de la musique pour se faire un peu d'argent de poche en vacances. Il aurait sa place dans le mausolée...

Il y a ensuite les deux frères siciliens, Alberto et Marcello Dell'Utri. Ce dernier, qui passe pour proche de l'Opus Dei, est directeur de Publitalia, la centrale de publicité du groupe, une place forte vitale puisqu'elle a fourni à Forza Italia, nombre de ses cadres et certains de ses candidats. Lesquels ont été sommés de choisir entre la politique et la Fininvest, lors de la grande réunion du mouvement, il y a quelques semaines, suscitant les premières «grognes» internes. C'est à cause des deux frères Dell'Utri que Silvio Berlusconi a connu ses plus âpres polémiques au cours de la campagne électorale, lorsqu'un «repenti» mafieux, Toto Cancemi, accusa Marcello d'avoir versé de l'argent et entretenu des rapports avec un autre «boss» local, Vittorio Mangano.

Presque sur le même plan et tout aussi indispensables sont les deux avocats de Silvio Berlusconi : Cesare Previti et Vittorio Dotti, dont il pensa un instant faire les deux chefs de groupe de Forza Italia à la Chambre et au Sénat. Vittorio Dotti, devenu vice-président de la Chambre est, à cinquante-trois ans, le conseiller le plus précieux dans le domaine commercial. Réservé, amateur de voile, d'archéologie et de musique classique, il travaille avec Silvio Berlusconi depuis 1980, et a suivi – sur le plan légal s'entend – toute l'aventure des chaînes privées, l'achat des grands magasins Standa ainsi que la grande bataille pour le contrôle de la maison d'édition Mondadori.

Cesare Previti, soixante ans, a su se rendre plus indispensable encore. Le verbe haut, l'accent «romain» très prononcé, amateur de voile lui aussi (point commun aux trois hommes), président du club sportif Canottieri Lazio, des sympathies de jeunesse avec la droite issue du MSI, alors néo-fasciste : il est l'homme des situations délicates. C'est lui qui, à la fin des années 60, fit acheter à Silvio Berlusconi, sa fameuse villa d'Arcore, près de Milan; lui encore qui, grâce à un carnet d'adresses inestimable dans les milieux d'affaires et politiques, lui a, semble-t-il, fourni les contacts nécessaires pour se lancer dans la télévision. Au point que Fininvest est née pratiquement dans l'étude de l'avocat. Devenu vice-président de la Fininvest Communicazioni, il devrait logiquement hériter d'un portefeuille au gouvernement.

Voilà pour la «garde rapprochée», à laquelle il convient tout de même d'ajouter deux noms : Domenico Mennitti et Gianni Letta. Le premier, cinquante-trois ans, massif, volontaire, ancien militant du MSI (il fut vice-secrétaire de Pino Rauti) avec lequel il prit ses distances avec l'arrivée de Gianfranco Fini, l'actuel secrétaire, est devenu le coordonnateur de Forza Italia. Le second, Gianni Letta, soixante ans, homme de culture, ancien directeur du journal *Il Tempo* et vice-président de Fininvest Communicazioni, est au contraire le diplomate, le médiateur par excellence. Celui qui assura longtemps le lien avec le monde démocrate-chrétien et la Curie romaine. Avant de nouer des contacts aujourd'hui avec les centristes? Il devrait, en tout cas, se retrouver bientôt au Palais Chigi.

Viennent ensuite les divers conseillers. Dans le domaine de la presse et des médias, le porte-parole de la campagne, le pur et dur Antonio Tajani, de sympathie monarchiste, est le plus visible, mais un des plus écoutés pourrait être le nouveau directeur d'*Il Giornale*, Vittorio Feltri. Ce dernier joue un peu le rôle de «médiateur», assurant le dialogue entre les trois composantes de la majorité (Ligue, Forza Italia, Alliance nationale). Non négligeable non plus – dans une moindre mesure –, le rôle de Paolo Liguori, directeur de «Studio Aperto», le journal télévisé d'Italia 1, ainsi que celui de Giuliano Ferrara, journaliste éditorialiste, auparavant proche des socialistes de Bettino Craxi.

Des personnalités très différentes

Dans le domaine culturel, plus intime, peu de monde à découvert : exception faite du cinéaste Franco Zeffirelli, du critique d'art et chroniqueur, l'ex-député libéral et dandy, Vittorio Sgarbi. Sur le plan purement politique et économique se retrouvent des personnalités aussi différentes que Paolo Del Debbio, trente-six ans, intellectuel catholique diplômé de philosophie et de théologie, qui a inspiré certains discours de campagne électorale et mené les tractations avec la Ligue, avant de s'occuper du Centre d'études de «Forza Italia»; le professeur Giuliano Urbani, politologue libéral et modéré venu de la prestigieuse université Bocconi à Milan, qui est l'inspirateur de la *«doctrine politique»* berlusconienne; ou enfin Antonio Martino, l'économiste ultra-thatchérien, promoteur de l'idée de réduction des impôts, légèrement en retrait depuis qu'il est en partie revenu sur ses promesses electorales. Son nom avait circulé pour le ministère des affaires étrangères.

Enfin Tiziana Parenti, l'ex-juge du pool milanais «Mains propres». Elle aussi en retrait. Elle aussi en disgrâce surtout depuis qu'elle a émis publiquement l'idée que les Clubs de Forza Italia (13 000) dont s'occupe Angelo Codignoni, aient pu dans certains cas être infiltrés par la Mafia. On avait pourtant cru un moment que l'ancien juge serait nommée au ministère de la justice.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

POLOGNE

M. Kolodko est nommé ministre de l'économie et des finances

VARSOVIE

de notre correspondant

M. Lech Walesa a approuvé, mercredi 27 avril, la candidature, présentée par le premier ministre Waldemar Pawlak, de Grzegorz Kolodko, quarante-cinq ans, au poste de vice-premier ministre chargé de l'économie et des finances, poste vacant depuis la démission en février dernier de M. Marek Borowski. M. Kolodko avait obtenu au préalable le soutien de l'Alliance ex-communiste SLD, habilitée à pourvoir ce poste en vertu de l'accord de coalition avec le Parti paysan polonais (PSL) de M. Pawlak.

Ancien membre du Parti communiste (POUP) dissous, M. Kolodko est professeur à l'Ecole supérieure de commerce (SGH) à Varsovie, où il dirige depuis 1988 l'Institut des finances. Dans les années 1982-1988, il a été conseiller du président de la Banque nationale de Pologne (NBP, banque centrale). Il a, par ailleurs, été enseignant à l'université d'Illinois aux Etats-Unis, consultant économique de l'ONU et, en 1991, celui du Fonds monétaire international (FMI).

Le président Walesa avait refusé, le 25 mars, un candidat ex-communiste, M. Dariusz Rosati, proposé par la majorité de gauche pour diriger l'économie et les finances. Ce refus avait provoqué une crise, résorbée depuis, dans les rapports entre le chef de l'Etat et la coalition gouvernementale.

La nomination de M. Kolodko coïncide avec une détérioration du climat social en Pologne, où le syndicat Solidarité a appelé à une grève générale à partir du jeudi 28 avril (*le Monde* du 28 avril). Ce mouvement, s'ajoutant à une grève qui affecte depuis sept jours les mines de lignite (36 000 salariés au total) et une vingtaine de fosses de charbon, risque, selon le gouvernement, d'*«anéantir la croissance économique»* amorcée depuis peu. La direction de Solidarité veut obtenir notamment l'annulation d'une récente loi sur le contrôle des salaires dans les entreprises d'Etat, la semaine de travail de 40 heures (42 heures actuellement), et des avantages sociaux contenus dans un «pacte sur l'entreprise» proposé par le gouvernement précédent en 1993 et toujours en cours de négociations.

MICHEL GARA

EUROPE

RUSSIE

Boris Eltsine impose de justesse son «pacte d'entente civile»

L'assassinat d'un député, au plus mauvais moment, a failli faire rater l'opération, mais Boris Eltsine a obtenu ce qu'il voulait. Un «pacte d'entente civile», donnant en théorie à l'actuel président l'assurance de rester tranquillement au pouvoir jusqu'en 1996, devait être signé jeudi 28 avril en très grande pompe au Kremlin par M. Eltsine, les présidents des deux Chambres et une foule d'organisations plus ou moins représentatives de la «société» russe.

MOSCOU

de notre correspondant

L'alerte a été chaude et la cérémonie a bien failli être reportée, sinon définitivement compromise. Après une longue série de banquiers, d'entrepreneurs voire de mafieux de gros calibre, la victime était, pour la première fois, un député de la Douma.

Andrei Aïzderdzis, trente-cinq ans, qui avait abandonné ses activités de banquier et d'homme d'affaires pour devenir, en décembre dernier, député indépendant, a été tué sur le pas de sa porte, en rentrant du Parlement, très probablement par un tueur à gages (*le Monde* du 23 avril). Il éditait un journal qui avait récemment publié une longue liste de noms présentés comme ceux de «mafieux».

Après avoir exprimé leur indignation, les députés ne pouvaient évidemment que deman der des comptes aux responsables du maintien de l'ordre, ou plutôt du désordre de plus en plus morbide qui règne en Russie.

Le premier ministre, Victor Tchernomyrdine, fut prié de venir sur le champ, accompagné du ministère de l'intérieur et du chef de l'ex KGB, rebaptisé service de contre espionnage, pour une séance à huis clos.

Les députés, à une écrasante majorité, votèrent même une résolution rappelant au président Eltsine qu'il avait autorité directe sur ce qu'on appelle ici «les ministères de force» et qui échappent, *de facto*, à la tutelle du premier ministre.

Les députés ont même exigé le limogeage du ministre de l'intérieur Viktor Erine, un homme que Boris Eltsine avait comblé d'honneurs au lendemain des sanglants événements d'octobre dernier, en dépit de l'attitude très controversée de la police.

Le talent de M. Rybkine

Naturellement, l'occasion était belle pour un morceau de bravoure de Vladimir Jirinovski, qui réclama pour lui-même le poste de ministre de l'intérieur, ajoutant pour faire bonne mesure que son parti «libéral-démocrate» était prêt à fournir un gouvernement au grand complet.

Tout cela prit presque la journée. Les députés hostiles au pacte présidentiel «d'entente civile» firent valoir qu'après un tel assassinat, il était impensable de se prêter à pareil faux semblant, les autres expliquant au contraire que le meurtre prouvait à quel point ce pacte était nécessaire et urgent.

Au bout du compte, on en revint à l'issue envisagée dès le début. Le «pacte» réclamé par M. Eltsine sera signé par le président de la Douma, les différents groupes parlementaires pouvant dès lors considérer, au choix, qu'ils sont ou ne sont pas liés par cette signature.

Encore cette solution de facilité ne fut-elle trouvée que grâce à une manœuvre du président de la Douma, M. Rybkine, qui a fait, une nouvelle fois, preuve de son talent. Cet homme aussi aimable que mystérieux, député communiste dans l'ancien Parlement, «agrarien» dans le nouveau, a été élu à son poste par les opposants à Boris Eltsine. Mais son attitude a, depuis, très souvent déconcerté ses anciens amis, peut-être parce que ses hautes ambitions personnelles l'incitent à composer avec le président tant que la situation n'est pas mûre.

A vrai dire les députés ne savaient pas encore précisément, mercredi, quel texte le «speaker» de la Douma allait pouvoir signer le lendemain.

Les services de la présidence ont en effet modifié à de nombreuses reprises le texte, pour tenter d'obtenir le maximum de signatures, et la mouture définitive n'était toujours pas connue à la veille de la cérémonie.

L'essentiel, la raison première du «pacte» a cependant été préservé : les signataires s'engagent à ne pas faire campagne pour la tenue d'élections présidentielles avant l'échéance de 1996.

Boris Eltsine franchit ainsi une nouvelle étape. Dans un premier temps, après avoir déclenché en septembre dernier l'épreuve de force contre l'ancien Parlement, il s'était engagé par écrit, sous forme d'un «décret», à remettre son mandat en jeu d'ici juin 1994 (ce décret, contrairement à beaucoup d'autres, n'a curieusement toujours pas été annulé).

Ensuite, par le biais de «dispositions transitoires» adjointes au texte de la nouvelle constitution, la durée initiale du mandat présidentiel, jusqu'en juin 1996, a été rétablie. Le «pacte d'entente civile» donne une sorte de garantie supplémentaire au président, puisqu'il dénie en pratique à ses signataires le droit de réclamer une élection avant cette échéance.

L'hommage de Vladimir Jirinovski

L'utilité d'un pareil texte peut sembler douteuse, dans une «démocratie» dotée d'une constitution, mais M. Eltsine y voit apparemment une sorte de version russe du pacte de la Moncloa, conclu en Espagne au moment de la transition post-franquiste, et auquel il s'est beaucoup intéressé lors de sa récente visite à Madrid. La signature du «pacte» devrait aussi permettre d'offrir le spectacle d'une Russie rassemblée autour de son président, soucieuse de tranquillité, et, à l'inverse, d'assimiler les opposants les plus déterminés à des fauteurs de troubles.

A l'approche du 1er mai, la télévision commence à diffuser les images d'impressionnantes séances de préparatifs de la police. Pour parvenir à son but, l'équipe présidentielle a élagué le texte de nombre de dispositions contraignantes, concernant en particulier les régions, et ajouté quelques promesses de nature économique et sociale.

D'autres concessions récentes aux députés nationalistes, en particulier la remise en cause des manœuvres conjointes russo-américaines prévues pour cet été dans l'Oural, semblent également dictées par le souci de les voir signer.

Tous n'ont pas été convaincus, loin s'en faut : les communistes de M. Ziouganov ont maintenu leur opposition au pacte, tout comme les démocrates d'opposition libérale de l'économiste Grigori Iavlinski, et certaines formations «eltsiniennes» elles-mêmes ont eu des états d'ames.

Quant à Vladimir Jirinovski, il a paru longtemps hésiter, poser des conditions, demander un report de la cérémonie, mais il a soigneusement évité d'opposer un refus catégorique à Boris Eltsine.

Le chef du parti «libéral-démocrate», en dépit de ses multiples pantalonnades récentes, ne semble d'ailleurs pas vouloir se contenter de jouer les trublions braillards mais inoffensifs. Ainsi, avant de célébrer bruyamment son anniversaire avec cinq cents invités abreuvés de maxi-bouteilles de vodka à son *nom*, M. Jirinovski a-t-il fait paraître dans les *Izvestia* un nouvel article programme, faisant suite à l'étonnant texte publié l'été dernier par le même journal.

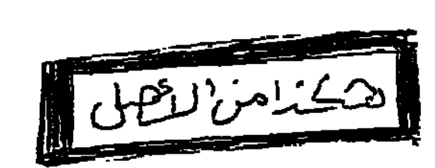
C'est encore un texte viscéralement nationaliste et profondément démagogique, mais rédigé avec soin et talent. Il comprend son comptant d'allusions racistes et de promesses de rétablir l'ordre en fusillant les criminels, mais il frappe surtout par un éloge dithyrambique de Boris Eltsine, «*héros d'un conte russe*». Ce président «*intuitif*», ce «*mystique*» qui «*défie toute logique*» peut en effet encore devenir un «*tsar-père*». Pour cela, lui qui a *brisé l'échine du système en août 1991*, détruit en décembre de la même année une Union de républiques «*artificiellement égales*», et liquidé les Soviets en octobre 1993, doit encore accomplir deux actions à sa portée, deux «*sauts*» : d'abord supprimer toute autonomie régionale au sein de la Russie, et ensuite ramener les actuels états indépendants de l'ex-URSS au rang de provinces russes.

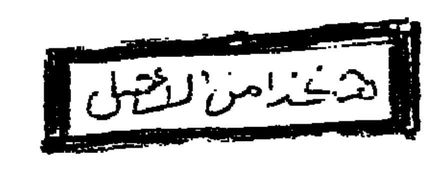
Restera alors à accomplir le «*sixième saut, vers le sud, vers l'Océan Indien*», mais cela, conclut M. Jirinovski, «*c'est ma chance à moi, ma mission*». Vladimir Jirinovski est certes cet excité instable qui jette des mottes de terre sur les manifestants de Strasbourg, fait le coup de poing un peu partout et répand des insanités. Mais il n'a pas renoncé à exprimer, à travers ses propres fantasmes, les tentations qui rôdent.

JAN KRAUZE

ESPAGNE : assassinat d'un policier. – Un garde civil espagnol a été tué, à la sortie de son domicile, jeudi matin 28 avril, à Trapaga, près de Bilbao (Pays basque). Selon la police, les assassins, deux hommes et une femme, ont réussi à prendre la fuite après le meurtre. – *(Reuter.)*

Boris Eltsine rétablit la «vérité historique» pour les Iakoutes. – Le président Boris Eltsine a rétabli, par un décret publié le 27 avril, la «*vérité historique*» concernant les Iakoutes. Ce peuple de l'Extrême-Orient russe est désormais déclaré avoir été réprimé sur ordre des bolcheviks dans les années 20. – *(AFP.)*





MAI 1994

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

NUMÉRO SPÉCIAL EXAMENS
12 PAGES

POUR ACTUALISER VOS CONNAISSANCES,
L'ÉCONOMIE DES GRANDES RÉGIONS DU MONDE ET DE LA FRANCE
AVEC LES CHIFFRES LES PLUS RÉCENTS, LES DONNÉES
LES PLUS NEUVES ET LES ANALYSES DES SPÉCIALISTES DU *MONDE.*

LE DERNIER ÉTAT DU MONDE :

L'Europe face à la CEI. Les « nouveaux riches » de la zone Asie pacifique. L'Amérique aux Américains. Le GATT et les autres.

LE DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE :

Après une année noire, 1994 sera-t-elle celle de la reprise ? La dégradation du marché de l'emploi. La dérive des finances publiques.

LES CLÉS DE L'INFO :

La loi quinquennale sur l'emploi, le tunnel sous la Manche, les islamistes en Turquie, 20e anniversaire de la révolution portugaise, pagaille chez les écologistes, l'Etat au secours du Crédit lyonnais, Air France : le plan Blanc adopté...

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

BON DE COMMANDE : NUMÉRO SPÉCIAL DDC MAI 1994

Nom ______________________ Prénom ______________
Adresse ______________________________________
Code postal ________________ Localité ______________
France (métropole seulement) Nb. ex. .... × 17 F (port inclus) ....

(Pour l'étranger, nous consulter.)

Bulletin à découper et à envoyer avec votre règlement à :
« Le Monde » : service vente au numéro, 15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15 (France)
Pour être servie, toute commande doit être accompagnée de son règlement par chèque postal ou bancaire.

DIPLOMATIE

Poursuivant sa visite en Asie centrale

François Mitterrand a rendu hommage à la politique régionale du Turkménistan

ACHKHABAD

de notre envoyée spéciale

« Je me demande si vous n'êtes pas le seul pays de cette région à ne pas être impliqué dans les guerres de votre voisinage, qui ne sont pas des combats de second ordre, qui sont de véritables guerres » : en saluant en ces termes, mercredi 27 avril, le président turkmène Saparmourad Niazov, François Mitterrand a répondu en partie aux interrogations soulevées par sa tournée en Ouzbékistan et au Turkménistan.

Jeter un peu de lumière sur les conflits d'Asie centrale au moment où l'attention se focalise sur la Bosnie, sur le conflit tadjik qui risque de ramener la Russie à ses vieux démons impérialistes : voilà bien ici l'une des ambitions du président français. Cela constitue à coup sûr une bonne raison de se rendre dans ces obscurs Etats musulmans de l'ex-URSS où aucun chef d'Etat occidental ne l'avait précédé ; de mobiliser une demi-douzaine d'avions et près de quatre cents personnes pour assurer cinq jours de visites d'Etat dans des zones sans infrastructure moderne où la chaleur, notamment sur les sites archéologiques, abondamment visités, se fait déjà durement sentir ; et de passer outre au fait que les présidents ouzbek et turkmène, signataires des accords de la CFCE, en ignorent allégrement les dispositions sur les libertés civiques.

Des faiblesses internes

Le président Mitterrand a expliqué pourquoi il n'entendait pas être exigeant envers ces pays qui n'ont jamais connu la démocratie, ni *« jeter la pierre si tout, au Turkménistan, ne se passe pas comme à Paris »*. S'il est malgré tout venu leur manifester son soutien, c'est parce qu'il estime important, pour des raisons géopolitiques, que leur fragile indépendance soit défendue. Cibles du regain d'ambitions de leurs anciens colonisateurs russes qui détiennent toujours les clés de leur sécurité, ces deux nouveaux Etats sont des postes avancés de la CEI et des gardes-frontières russes, face à l'Afghanistan et à l'Iran.

A cette localisation peu confortable s'ajoutent de grandes faiblesses internes : la menace pèse ici, a dit M. Mitterrand à Tachkent, de voir *« l'intolérance religieuse »* s'ajouter à la *« rudesse des temps »* – c'est-à-dire la crise économique postsoviétique qui affecte, dans le cas ouzbek, le pays le plus peuplé d'Asie centrale et dont la population s'accroît de 500 000 personnes par an. Avec tous les risques, donc, qu'elle ne reste pas longtemps sourde aux appels intégristes si les investissements étrangers se font attendre.

Avec le risque, aussi, que le président ouzbek, Islam Karimov, ne cherche à s'affirmer encore plus comme le chef d'une puissance régionale *« imposant la stabilité »* non pas seulement à sa propre population – ce que M. Mitterrand a salué – mais aussi à ses voisins, lesquels ont tous des minorités ouzbèkes. Ce que le président français a indirectement condamné en louant l'attitude – inverse – adoptée par le voisin turkmène.

Contrairement à l'Ouzbékistan, le Turkménistan ne participe pas, au côté des Russes, aux « forces collectives de paix » déployées au Tadjikistan. Et contrairement à l'Ouzbékistan également, mais aussi à l'Iran et au Pakistan, il n'intervient pas dans les conflits interafghans, si ce n'est pour y tenter des médiations. Dans l'attente, a dit le président turkmène lors de son entretien avec M. Mitterrand, qu'un *« homme nouveau émerge au sein des groupes pachtouns, qui soit capable d'amorcer la réconciliation nationale »*, a indiqué le porte-parole de l'Elysée.

Les « insidieux » visés

Le président Niazov a de bonnes raisons pour mener cette sage politique extérieure. Avec moins de quatre millions d'habitants, mais un vaste territoire riche en gaz et une frontière de plus de mille kilomètres avec l'Iran, son pays peut être une proie facile. *« Votre indépendance n'est sans doute pas menacée et les prises de contrôle aujourd'hui se font plus insidieuses et n'ont pas nécessairement recours aux armes »*, lui a déclaré jeudi M. Mitterrand lors du dîner officiel. Les « insidieux » ainsi visés seraient moins les Iraniens – dont M. Niazov a dit qu'ils étaient des voisins sans problème – que les Russes sur le territoire desquels passe le seul gazoduc partant des champs turkmènes, et qui alimente les pays insolvables de la CEI. D'où le projet cher à M. Niazov d'en construire un autre par le sud, en direction des marchés européens.

M. Mitterrand a satisfait son hôte en déclarant mercredi qu'il ne partageait pas les objections de Washington à ce qu'il passe par l'Iran. Il l'a satisfait aussi en lui promettant, comme au président ouzbek, l'envoi prochain d'une mission militaire française pour étudier la possibilité d'une coopération dans le domaine de la formation pour le contrôle aérien ou la surveillance des frontières. Toutes coopérations également envisageables dans le cadre du partenariat pour la paix de l'OTAN dont le président turkmène a annoncé à ses interlocuteurs français, apparemment étonnés, qu'il en a déjà signé l'accord-cadre.

Sans doute satisfait, le président turkmène a accepté de signer, mercredi également, un accord avec Martin Bouygues, arrivé dans l'avion présidentiel. En gestation depuis plus d'un an, cet accord prévoit la construction du futur palais présidentiel d'Achkhabad pour un montant de 400 millions de francs, payable comptant durant les travaux.

Il est certes légitime et de bonne guerre qu'une visite présidentielle ouvre la voie aux entreprises françaises. Mais le contrat Bouygues, qui n'a rien d'une priorité dans un pays dont la nouvelle monnaie a chuté de façon vertigineuse au cours des derniers mois, à de quoi alimenter le mécontentement de la population, aussi fière qu'elle puisse être de voir son président bien logé. Ce n'était certainement pas là un des objectifs de la visite de François Mitterrand.

SOPHIE SHIHAB

COMMISSION EUROPÉENNE : Marcelino Oreja succède à Abel Matutes. – A compter du 28 avril, l'ancien député européen espagnol, Marcelino Oreja remplace Abel Matutes au sein de la Commission européenne (transports et énergie). M. Matutes a présenté sa démission pour pouvoir conduire la liste de l'Alianza Popular (conservateurs) aux élections européennes de juin. – *(AFP.)*

M. Kohl ne souhaitait pas assister aux cérémonies du débarquement. – A l'issue du sommet anglo-allemand qui s'est tenu en Grande-Bretagne, mercredi 27 avril, le chancelier Kohl a été interrogé sur l'absence de l'Allemagne aux cérémonies du débarquement. *« Si j'avais été invité, je n'y serais pas allé. Ce n'est pas un problème entre nous, il faut retenir les leçons de l'histoire »*, a-t-il dit. – *(AFP.)*

ASIE

JAPON

M. Hata forme un cabinet minoritaire

Tsutomu Hata, investi jeudi 28 avril comme chef de gouvernement par l'empereur, a aussitôt formé un cabinet minoritaire, le premier au Japon depuis 1955 : les socialistes, membres de la précédente équipe (celle de M. Hosokawa, démissionnaire le 8 avril), avaient en effet confirmé, quelques heures plus tôt, leur retrait de la coalition composite qui avait succédé, l'été dernier, au Parti libéral démocrate (PLD), au pouvoir pendant trente-huit ans.

Une nomination très attendue était celle de ministre des affaires étrangères, poste tenu dans la précédente équipe par M. Hata lui-même. Le portefeuille a été attribué à Koji Kakizawa, soixante ans, qui avait ces derniers jours quitté le PLD avec six autres députés pour former un petit parti libéral. Les finances, autre ministère crucial, demeurent aux mains de Hirohisa Fujii, membre du Parti du renouveau, que dirige M. Hata. Ioshio Terasawa, sénateur du même Renouveau, ancien vice-président de la société de courtage Nomura, a par ailleurs été nommé directeur de l'agence de planification économique en remplacement de la socialiste Manae Kubota.

Hiroshi Kumagai, ministre sortant du commerce extérieur et de l'industrie (MITI), membre du Renouveau, devient secrétaire général et porte-parole du gouvernement. Il est remplacé au MITI par Eijiro Hata (Renouveau ; sans lien de parenté avec le premier ministre). Le directeur de l'Agence de défense sera M. Atsushi Kanda.

Le PS s'était soudain retiré de la coalition le 26 avril pour protester contre la création d'un bloc parlementaire libéral (conservateur) nommé Rénovation. Avec son partenaire du Parti pour un gouvernement propre (Komeito, bouddhiste), ce « noyau » du nouveau gouvernement peut compter sur 170 voix environ à la Chambre basse, sur un total de 511 députés. Le PLD, principale formation de l'opposition, y a quant à lui 206 élus. – *(AFP, Reuter.)*

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Les derniers hommages à Richard Nixon

En présence de ses quatre prédécesseurs, le président Clinton a prononcé, mercredi 27 avril à Yorba-Linda (Californie), l'éloge funèbre de Richard Nixon, l'homme *« qui n'a jamais renoncé à prendre part aux mouvements et aux passions de son époque »*. Rappelant que Richard Nixon, le seul président américain qui ait dû démissionner, avait *« fait des erreurs »*, Bill Clinton a demandé qu'on juge le défunt sur *« la totalité de sa vie et de sa carrière »*.

YORBA-LINDA

de notre envoyé spécial

Le sénateur républicain Bob Dole a souligné les qualités très *« américaines »* d'un *« fils d'épicier »* travailleur et patriote. De son côté, l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger, très ému, au bord des larmes, a estimé que Richard Nixon avait *« beaucoup accompli, beaucoup souffert, sans jamais abandonner »*.

Quelque trente mille personnes avaient défilé, mardi, devant la dépouille de Richard Nixon. Le cercueil de l'ancien président, couvert du drapeau américain, avait été installé dans le hall de la bibliothèque-musée qui lui est consacrée à Yorba-Linda. *« Il est vrai qu'il nous a menti*, a observé Randy Carillo, trente-neuf ans, qui attendait depuis cinq heures pour rendre un dernier hommage au président Nixon. *Mais c'est aussi l'homme qui m'a évité de partir pour le Vietnam. »*

La foule était, dans sa grande majorité, composée de représentants des classes moyennes blanches, souvent venus avec leurs enfants. Des scouts, des marines du camp de Pendleton, des officiers en uniforme avaient fait le déplacement. Les immigrés chinois avaient tenu eux aussi à se déplacer. *« Je n'oublierai jamais la visite de Nixon en Chine*, dit Tom He, arrivé aux Etats-Unis en 1988. *C'était un grand symbole. »*

En revanche, les immigrés d'origine vietnamienne, malgré la proximité de Little Saigon – une vaste communauté asiatique située au sud de Los Angeles – étaient rares. Peu de Noirs aussi attendaient sous les drapeaux en berne de Yorba-Linda, ville natale du président Nixon. Le père du président défunt y avait lui-même construit un bungalow, toujours en place, derrière la bibliothèque.

La commune, autrefois agricole, est aujourd'hui surtout résidentielle. Yorba-Linda fait maintenant partie de la grande banlieue de Los Angeles, où les classes moyennes blanches se regroupent, fuyant le centre-ville dégradé. La ville est plus peuplée qu'en 1913, lorsque Richard Nixon est né dans une famille quaker, mais elle a conservé ses églises presbytérienne, méthodiste et baptiste.

La cérémonie officielle de mercredi a regroupé deux mille personnes. Peu avant l'hymne national, quatre avions F-16 sont passés à basse altitude au-dessus du cercueil, vingt et un coups de canon et trois salves ont été tirés. Le président a été enterré près de sa femme, Pat, décédée en juillet 1993.

La journée de deuil national décrétée par le président Clinton n'a pas fait l'unanimité : *« Je me souviens de M. Nixon comme d'un escroc »*, s'est plaint un résident de Los Angeles. D'autres critiquaient la fermeture des postes et des autres bureaux fédéraux. Mais aucun manifestant n'était venu jusqu'à Yorba-Linda. Seul le passage répété d'un petit avion tirant une banderole appelant à la *« non-violence »*, peu avant la cérémonie, a inquiété les services de sécurité.

RÉGIS NAVARRE

PROCHE-ORIENT

YÉMEN

Affrontements meurtriers entre nordistes et sudistes

Le premier anniversaire des premières élections générales pluralistes après l'unification du Yémen a été marqué, mercredi 27 avril, par de durs affrontements entre des unités des troupes sudistes et nordistes, à Omrane, à une soixantaine de kilomètres au nord de la capitale, Sanaa. Il y a eu des dizaines de tués, selon les deux camps.

Des sources diplomatiques indiquent que *« beaucoup de corps ont été amenés à Sanaa »*. Un cessez-le-feu est intervenu dans la soirée, mais d'après des habitants de la région contactés par téléphone des tirs étaient encore entendus dans le courant de la nuit.

Ces affrontements, les plus violents depuis ceux qui avaient fait une vingtaine de morts dans la province sudiste d'Abyane, le 21 février dernier, sont aussi ceux qui se sont déroulés le plus près de la capitale.

Selon un porte-parole du ministère de la défense à Sanaa, l'incident a eu lieu au moment où un comité militaire chargé de résoudre le conflit entre sudistes et nordistes, accompagné des attachés militaires américain et français, effectuait une visite dans ce secteur. *« On tirait de tous les côtés des obus de chars et toutes sortes de projectiles. Les membres de la commission ont néanmoins réussi avec difficulté à quitter les lieux »*, a indiqué un membre du comité.

Les anciens Yémens du Nord et du Sud ont proclamé leur union en mai 1990, mais quatre ans plus tard cette unité reste de façade. Un accord conclu le 20 février dernier *(le Monde* du 22 février), visant à régler les différends en instaurant une décentralisation très poussée, n'a pas aplani les divergences. La Jordanie, Oman, l'Egypte, les Emirats arabes unis se sont entremis, mais en vain jusqu'à présent. – *(AFP, AP, Reuter.)*

IRAN : prochaine livraison d'un troisième sous-marin russe. – L'Iran doit prendre livraison *« avant la fin de l'été »* d'un troisième sous-marin acheté à la Russie, a déclaré, mercredi 27 avril, le contre-amiral Ali Chamkhani, commandant de la marine. Les deux premiers ont été livrés en novembre 1992 et août 1993. Ces livraisons inquiètent les pays arabes du Golfe et leurs alliés occidentaux qui maintiennent une présence navale permanente dans les eaux de cette région. – *(AFP.)*

SYRIE : accord de coopération militaire avec Moscou. – Le ministre syrien de la défense, Moustapha Tlass, et le premier vice-premier ministre russe, Oleg Soskovets, ont signé, mercredi 27 avril à Damas, un accord de coopération technique militaire, le premier dans ce domaine depuis l'effondrement de l'ex-URSS. Ce document, dont la teneur n'a pas été révélée, *« constitue un pas dans la bonne direction »*, a déclaré le général Tlass. L'Union soviétique était le principal fournisseur d'armes de la Syrie. – *(AFP.)*

Les rapports entre François Mitterrand et le Parti socialiste

Les amis de Michel Rocard redoutent une tentative de déstabilisation

La volonté de l'Elysée d'empêcher le Parti socialiste de célébrer à sa façon l'anniversaire du suicide de Pierre Bérégovoy intervient au moment où les amis de Michel Rocard redoutent une tentative de déstabilisation du « candidat naturel » du PS à la prochaine élection présidentielle. Ils constatent, en effet, que diverses personnalités proches de François Mitterrand *commencent à compliquer* la tâche du premier secrétaire du PS, notamment en estimant que la liste qu'il conduira aux européennes devrait atteindre un score plus élevé que celui que M. Rocard s'est lui-même fixé.

■ BERNARD TAPIE : Les socialistes se demandent si l'Elysée n'est pas décidé à soutenir, plus *ou moins discrètement*, la liste du MRG aux européennes, que conduira le député des Bouches-du-Rhône. Le ralliement de Catherine Lalumière, ancien ministre socialiste, plaide en ce sens, alors que M. Tapie s'efforce d'ouvrir sa liste à de nombreuses personnalités proches du PS.

L'embellie n'aura pas duré longtemps. Satisfait de l'apparente pacification du parti dont il s'est emparé il y a à peine plus d'un an, dopé par les résultats somme toute plutôt encourageants des élections cantonales, débarrassé du casse-tête laborieux de la constitution de la liste socialiste aux élections européennes, Michel Rocard pouvait croire qu'il allait démarrer cette nouvelle campagne dans une relative sérénité. Mais c'était ne pas compter avec les cactus qui poussent comme par génération spontanée sur le parcours du premier secrétaire du Parti socialiste.

L'affaire la plus embarrassante, *humainement comme* politiquement, est évidemment la délicate commémoration, le 1er mai, du suicide de Pierre Bérégovoy. Le ton, déjà, n'était pas facile à trouver.

Dans un premier temps, la rue de Solférino, en accord avec des amis de l'ancien premier ministre *(voir ci-contre)* avait décidé de saluer de façon solennelle, *« le militant socialiste »* et *« l'ami Pierre »*. Deux entretiens de Gilberte Bérégovoy, mettant en cause le parti et ses dirigeants (qui l'auraient elle aussi abandonnée après avoir tourné le dos à son mari, concourant ainsi à accentuer la dépression qui l'a mené à la mort), le film hagiographique de Serge Moati, puis l'attitude de l'Elysée interdisant de fait au Parti socialiste, en tant que tel, d'organiser une cérémonie solennelle n'ont fait qu'ajouter au malaise.

Le vitriol de Claude Cheysson

La présence de Bernard Tapie, aux côtés de François Mitterrand, à Nevers le 1er mai n'arrange rien. Soucieux de ne pas ouvrir de polémique publique, les dirigeants socialistes se rendront donc à Nevers pratiquement à titre individuel. Michel Rocard repartira, sans avoir pris la parole, sitôt la cérémonie achevée, vers Paris.

Au parti, on devra se contenter de dévoiler une plaque en l'honneur de Pierre Bérégovoy rue de Solférino. Sa veuve, qui a été invitée, n'a pas encore fait connaître sa réponse. *« Si l'image que veut donner l'Elysée, c'est Mitterrand et Tapie entourant la veuve de Pierre à la sortie de la cathédrale, ça le regarde »*, confie avec amertume un membre du bureau national.

Tenu en lisières de la commémoration d'un événement qui reste douloureux, comme s'il était le cousin pas très fréquentable de la famille, le PS a, par-dessus le marché, d'autres soucis, avec les élections européennes. Passe encore que Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures de Pierre Mauroy et député européen sortant, déverse son vitriol à propos de la liste européenne (*le Monde* du 27 avril) cela peut être pris pour une démarche individuelle. Mais que Jack Lang et Ségolène Royal mettent la barre à 22 ou 23 %, quand le parti la place à 20 %, quand de multiples rumeurs laissent entendre que si la tête de liste du parti ne réussissait pas à obtenir un bon score, il se discréditerait pour mener l'assaut de l'Elysée, les dirigeants du PS se mettent à grincer des dents.

Les coups de griffes des fabiusiens

Quand, en outre, Catherine Lalumière, dont on voit mal qu'elle ne s'en soit pas ouverte à l'Elysée, rejoint la liste de Bernard Tapie, quand le président de la République a la délicatesse de faire raccompagner le président du MRG au siège de son parti après l'avoir reçu, on ne peut, rue de Solférino, que laisser entendre, à mi-voix, que l'Elysée, repris par ses vieux démons, recommence à savonner la planche de Michel Rocard, en chouchoutant de façon éhontée Bernard Tapie. On y note aussi que le président de l'OM, qui a tenté de s'attirer les bonnes grâces de responsables étudiants, n'y a peut-être pas pensé tout seul. Bref, on n'est pas loin de voir dans cette conjonction de signes une véritable tentative de déstabilisation de Michel Rocard et de son équipe.

De plus, comme on n'est jamais si bien servi que par les siens, une véritable fronde des fabiusiens, soutenus par Henri Emmanuelli, s'est exprimée au cours du dernier bureau national, mercredi 27 avril, contre l'élargissement de l'Union européenne à l'Autriche, la Finlande, la Norvège et la Suède, à laquelle Michel Rocard est favorable.

Alors qu'il avait été écarté des discussions sur la liste, Pierre Mauroy a eu la surprise de se voir appelé à la rescousse par Michel Rocard, à qui il a dû ne pas ménager son soutien. Lionel Jospin n'a pas été en reste, qui a donné une verte leçon d'arithmétique électorale à ceux qui estiment qu'il faut mettre la barre des européennes à 22 ou 23 %, le score atteint par la liste conduite par Laurent Fabius en 1989 : alors, note l'ancien ministre de l'éducation nationale, que les socialistes roulaient il y a cinq ans avec les radicaux et les chevènementistes, prétendre qu'avec une liste autonome ils pourraient aboutir aux mêmes chiffres, est le fait de gens *« qui soit ne s'y connaissent pas, soit sont malhonnêtes »*.

Tout cela commence à faire désordre, mais, jusqu'ici, Michel Rocard et ses amis ont feint d'ignorer les attaques ou les coups de patte dont ils sont les victimes à répétition. Il n'est pas sûr que cela puisse durer bien plus longtemps. *« On se sent un peu dans la position du mouton qui se fait tondre, et à qui l'on conseille de ne pas bouger parce que cela lui ferait mal »*, ironise un dirigeant du parti, qui estime qu'il va bien falloir songer à une riposte. Toute la question est de savoir l'ajuster : ne pas paraître céder à un mouvement d'humeur mais ne pas perdre non plus la face, en réaffirmant une autorité que des amis bien intentionnés s'emploient à saper.

AGATHE LOGEART

Les proches de Pierre Bérégovoy regrettent la tournure prise par l'hommage à l'ancien premier ministre

NEVERS

de notre correspondant

Un hommage collectif à Pierre Bérégovoy avait été prévu pour le 1er mai à Nevers sous la forme d'un rassemblement public marqué par une série de témoignages. Ceux de Michel Rocard et de ses trois prédécesseurs à la tête du PS, mais aussi de Georges Marchais pour le PCF, de Robert Fabre pour le MRG, de représentants des grandes centrales syndicales, du maire de Nevers et du frère de l'ancien premier ministre, Michel Bérégovoy.

L'idée d'une telle manifestation était venue de deux proches de Pierre Bérégovoy, Olivier Rousselle et Didier Boulaud, l'un à Paris, l'autre à Nevers, qui jugeaient que le premier anniversaire de la mort de l'ancien premier ministre devait être l'occasion pour toutes les forces qui l'avaient accompagné au cours de sa vie de se retrouver pour saluer sa mémoire. Ils étaient, en même temps, saisis de nombreuses sollicitations émanant de socialistes comme de l'association des anciens membres du cabinet de Pierre Bérégovoy qui les incitaient à « faire quelque chose » pour ce 1er mai.

L'intervention de l'Elysée

M. Rousselle, qui fut assistant parlementaire, chef de cabinet et conseiller politique du disparu, et M. Boulaud, qui fut son directeur de cabinet à la mairie de Nevers avant de lui succéder à l'Assemblée nationale, puis dans les fonctions de maire, font adopter leur projet par la direction du PS. Ils en informent l'Elysée. Leur souhait est que François Mitterrand se rende lui aussi à Nevers le 1er mai.

Les préparatifs commencent, les cartons sont imprimés et les invitations sont lancées. Le rassemblement est placé sous le patronage de la direction du PS, des groupes socialistes de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Parlement européen, et du maire de Nevers.

Mais, dans deux entretiens publiés par *VSD* (*le Monde* du 23 avril) et *Télérama* (daté 30 avril-6 mai, *lire ci-dessous*), Gilberte Bérégovoy exprime de l'amertume envers le PS et annonce qu'elle boycottera la manifestation organisée à Nevers sous l'égide du parti. L'Elysée avait déjà donné le ton en faisant savoir à la direction socialiste que M. Mitterrand organiserait sa propre cérémonie d'hommage à l'ancien premier ministre, qu'il irait donc à Nevers le 1er mai et qu'il y prendrait la parole le matin. L'objectif recherché par l'entourage présidentiel était clair : amener le PS à renoncer à son rassemblement.



Aux yeux de l'opinion, le chef de l'Etat apparaîtrait, par l'intermédiaire des caméras, comme le défenseur du « juste », celui qui ne l'avait jamais lâché, comme dans le film de Serge Moati consacré à l'ancien premier ministre, diffusé mercredi 27 avril sur France 2, qui a été commandé, cofinancé et inspiré par l'Elysée (voir le supplément « Radio-Télévision » dans *le Monde* daté 25-26 avril). Ni M. Rousselle, ni M. Boulaud n'apparaissent dans ce film.

Hommage officiel

L'initiative élyséenne a semé le trouble parmi les responsables du PS et les anciens collaborateurs de Pierre Bérégovoy. Certains, tel M. Fabius, étaient partisans de maintenir l'hommage collectif programmé pour le dimanche après-midi.

A la réunion du bureau exécutif du PS, le 20 avril, les partisans de l'annulation l'ont emporté. Parmi eux, M. Rocard n'a sans doute pas voulu braver l'Elysée en lui tenant tête à la veille d'échéances cruciales pour le premier secrétaire du PS.

Ce qui devait être un témoignage militant au Centre des expositions de Nevers, qui peut accueillir plusieurs milliers de personnes, risque de se transformer en un hommage officiel au palais ducal de la ville, qui ne pourra recevoir que de quatre cents à cinq cents privilégiés.

Cependant, à la suite du changement de programme, des parlementaires socialistes et d'anciens collaborateurs de Pierre Bérégovoy ont renoncé à faire le voyage.

JACQUES SPINDLER

Mme Bérégovoy critique de nouveau le PS. – L'hebdomadaire *Télérama* (daté 30 avril – 6 mai) publie un entretien avec Gilberte Bérégovoy, la veuve de l'ancien premier ministre, qui renouvelle ses critiques contre les socialistes. *« La réaction de ses camarades après la défaite aux législatives a dû lui faire très mal. Surtout lors du comité directeur du 3 avril, lorsque la moitié des participants a quitté la salle pour ne pas l'écouter s'expliquer. On voulait lui faire porter le poids de la débâcle, alors qu'elle était programmée depuis un an »*, déclare Mme Bérégovoy. Revenant sur l'affaire du « prêt » consenti par Roger-Patrice Pelat pour l'achat d'un appartement, elle rapporte qu'elle avait dit à son mari qu'il avait fait *« une connerie »* en déclarant ce prêt chez un notaire. *« Patrice Pelat,* indique-t-elle, *lui avait dit : « Si tu ne peux pas me rembourser, tu ne me le rembourses pas. » Pierre avait tenu à tout faire dans les règles. »*

Bernard Tapie sur les plates-bandes du PS

Bernard Tapie est bien décidé à ratisser le plus large possible. Pour composer la liste qu'il va mener aux élections européennes, tous ceux que le PS a laissé échapper sont non seulement accueillis à bras ouverts, mais sollicités avec insistance par le MRG. Avec pour l'instant un certain succès.

Pour bien montrer que sa liste sera ancrée à gauche, et que les électeurs socialistes pourront voter pour elle sans trahir leur idéal, il vient d'obtenir de Catherine Lalumière qu'elle y figure en troisième position. Il n'a pas eu grand mal à convaincre cet ancien ministre socialiste, longtemps membre du comité directeur du PS. Depuis qu'elle n'a pas obtenu le renouvellement de son mandat de secrétaire général du Conseil de l'Europe (*le Monde* du 14 avril), cette proche de François Mitterrand jugeait qu'il était regrettable que ne soit pas utilisée sa connaissance des dossiers européens, le réseau de relations qu'elle s'est constitué en cinq ans à la tête de cette institution qui réunit, depuis l'effondrement du bloc communiste, tous les pays européens.

Sa déception de ne pas avoir été contactée par le PS est manifestement grande. Ayant, dit-elle, *« le sentiment d'un gâchis »* si elle était *« restée sur la touche »*, elle a été ravie d'être sollicitée par Jean-François Hory, président du MRG. Elle assure ne pas avoir le sentiment de trahir les socialistes, car, pour Mme Lalumière, la liste du MRG n'est pas *« rivale »* de celle du PS mais *« complémentaire »*, puisqu'elle est d'abord une *« liste de gauche »*. Elle a d'ailleurs, explique-t-elle, pris contact, avant de se décider, avec *« le premier secrétaire du PS »*, et *« consulté des amis appartenant à tous les milieux »*. Mais elle refuse de préciser si parmi ceux-ci figurent M. Mitterrand ou des membres de son entourage élyséen.

L'ouverture aux écologistes et à SOS-Racisme

Ce nouveau ralliement à Bernard Tapie, en tout cas, permet au MRG de présenter une liste largement ouverte – cette liste devra être approuvée par la convention nationale de ce parti, samedi 30 avril, après que sa réunion eut été reportée deux fois. Déjà, le député des Bouches-du-Rhône a promis une place éligible à André Sainjon, ancien dirigeant de la CGT, qui avait été élu au Parlement européen en 1989 sur la liste de Laurent Fabius, mais que le PS n'a pas voulu représenter cette année.

Djida Tazdaït, elle aussi député européen sortant, mais membre du groupe des Verts, qui l'avait fait élire au titre de leur ouverture sur les jeunes des banlieues, devrait, elle aussi, être récupérée par le MRG. Ce ne sera pas la seule représentante de la mouvance écologiste, puisque Noël Mamère, ancien vice-président de GE, devrait être en quatrième position et que Christine Barthet, qui fut leseul membre de ce mouvement à pouvoir figurer au second tour des législatives de 1993, dans le Haut-Rhin, pourrait aussi être présente derrière le président de l'OM.

Bernard Tapie ne souhaite pas s'arrêter là pour attirer à lui des représentants de tous les milieux. Il a contacté Philippe Campinchi, président de l'UNEF-ID et proche du PS, mais celui-ci ne devrait pas, finalement, céder à la tentation. Celle-ci, en revanche, est très forte pour Fodé Scylla, président de SOS-Racisme. Mais ce dernier ne veut y aller que s'il peut engager tout son mouvement ; c'est pourquoi il a demandé, mercredi 27 avril, l'avis du bureau national, où cette idée est plutôt bien passée, ses membres jugeant que M. Tapie est le responsable politique qui a les idées les plus proches d'eux sur l'immigration et le racisme ; la décision définitive ne sera prise que le vendredi 29 avril par le conseil national. Cela créé au PS de grandes difficultés à Julien Dray, père fondateur de SOS-Racisme et toujours inspirateur de cette association. Il assure qu'il n'est pour rien dans cette opération, qu'il déconseille à M. Scylla de se lancer dans cette aventure, mais qu'il n'a pas les moyens de l'en empêcher. Un constat d'impuissance qui laisse rêveur les « camarades » du député de l'Essonne.

En tout cas, même si M. Hory assure, dans *le Nouvel Observateur* du 28 avril, que *« la campagne européenne des radicaux de gauche sera entièrement focalisée sur Bernard Tapie »*, dont il dit que s'il a *« des points communs avec Berlusconi »*, lui *« est de gauche »*, M. Tapie pourra prétendre qu'il a du monde derrière lui.

THIERRY BRÉHIER

Candidat sur la liste de M. Wurtz

M. Herzog (PCF) développe ses propres propositions

Comme il l'avait annoncé, Philippe Herzog, membre du bureau national et candidat, à la troisième place, sur la liste du PCF pour les élections européennes, a commencé, mercredi 27 avril, au lendemain de la réunion du conseil national de son parti, à avancer ses propres propositions. *« Moi, je suis pour une construction politique de l'Europe, alors que mes amis communistes entretiennent le flou »*, a affirmé M. Herzog. *« Je jouerai, dans cette campagne, ma propre partition »*, a-t-il ajouté, en estimant que la préparation du scrutin du 12 juin donne l'occasion aux communistes de *« faire vivre le pacte unitaire »* proposé par Robert Hue (*le Monde* du 28 avril).

Tête de la liste du PCF lors des précédentes élections européennes, en 1989, Philippe Herzog a avancé trois propositions : la réunion d'assises des salariés d'Europe sur toutes les questions liées à l'emploi ; l'organisation d'un référendum, dès 1995, sur les perspéctives institutionnelles de l'Union européenne et la formation d'un conseil des élus émanant des Parlements nationaux ; le lancement d'un grand débat sur les enjeux de l'élargissement de l'Europe vers l'Est, en association avec les pays du Sud.

Pour M. Herzog, la campagne des élections européennes doit permettre de *« clarifier les options possibles »*, notamment avec le Parti socialiste. Il estime, en effet, que le PS entretient une contradiction lorsqu'il affirme *« se distancier du libre-échangisme »* tout *« en s'enfermant dans le cadre du traité de Maastricht »*.

M. Baudis obtiendrait 38 % selon BVA

Une enquête de BVA réalisée du 15 au 19 avril auprès de 1 007 personnes, dont les résultats sont publiés par *Paris-Match* (daté 5 mai), montre que la liste d'union RPR et UDF conduite par Dominique Baudis recueillerait 38 % des suffrages aux élections européennes, celle du PS conduite par Michel Rocard, 18,5 %, et celle du MRG de Bernard Tapie, 9,5 %. La liste du Front national totaliserait 9 %, celle du PCF, 6 %, et celle de Philippe de Villiers, 4,5 %, soit au-dessous de la barre fatidique de 5 %. Une liste conduite par Brice Lalonde obtiendrait 4 %, tout comme celle de Jean-Pierre Chevènement. Enfin, la liste d'extrême gauche d'Arlette Laguiller, avec 2,5 % d'intentions de vote, devancerait la liste des Verts, et celle de *Chasse, pêche, nature et tradition*, créditées chacune de 2 %.

Le Monde • Vendredi 29 avril 1994 11

Le projet de loi sur la participation

Les députés facilitent la représentation des salariés dans les entreprises privatisées

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, dans la nuit du mercredi 27 au jeudi 28 avril, le projet de loi sur l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise, présenté par Michel Giraud, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Les députés ont amendé le texte afin de faciliter l'entrée des salariés dans les instances dirigeantes des entreprises privatisées. Les groupes de l'UDF et du RPR ont voté « pour » tandis que le groupe PS a voté « contre », les communistes ne prenant pas part au vote.

Après l'amertume laissée par la controverse sur le contrat d'insertion professionnelle (CIP), on pouvait s'attendre à des frictions entre Michel Giraud et l'Assemblée nationale pour ce premier rendez-vous de la session sur un texte « social ». Les échanges entre le ministre du travail et la majorité autour du projet gouvernemental améliorant la participation des salariés dans l'entreprise ont été, pourtant, fort urbains. De part et d'autre, l'humeur était plutôt à la conciliation.

Il est vrai qu'un désaccord sur l'importance à accorder à la participation des salariés dans les entreprises privatisées avait été préalablement désamorcé lors de la réunion de la commission des affaires sociales, M. Giraud ayant pu prendre part à cette réunion en vertu des nouvelles dispositions du règlement intérieur de l'Assemblée. Jacques Godfrain (RPR, Aveyron), rapporteur du texte, et Daniel Garrigue (RPR, Dordogne) avaient fait adopter, en effet, par la commission, un amendement prévoyant que les entreprises privatisées opteraient pour le statut de sociétés à directoire et conseil de surveillance, un tiers des sièges de cette dernière instance devant être réservé, en outre, aux actionnaires salariés. Selon M. Godfrain, *« il serait regrettable que le capital de militantisme économique et social soit abandonné à l'occasion de la privatisation »*.

Le déblocage des fonds

Devant la réticence de M. Giraud, MM. Godfrain et Garrigue ont assoupli leur position. Dans une nouvelle rédaction de leur amendement, l'option pour le statut de sociétés à directoire et conseil de surveillance n'est plus rendue obligatoire en cas de privatisation. En outre, le seuil de représentation de salariés (actionnaires ou non) dans les instances dirigeantes est limité à 20%. C'est cette formule qui a finalement été adoptée par l'Assemblée après avoir reçu l'aval de M. Giraud.

De leur côté, les députés n'ont pas cherché querelle au gouvernement à propos de l'insertion dans le texte d'une des mesures de relance de la consommation annoncées par Edouard Balladur sur TF 1 le 21 avril, insertion qui les avait froissés, dans un premier temps, parce que n'ayant qu'un rapport lointain avec la finalité du projet. Le gouvernement souhaitait, en effet, permettre aux salariés de bénéficier du versement anticipé des fonds de participation dus au titre de l'année 1989 dans le cas de l'acquisition d'une voiture particulière ou de la réalisation, entre le 15 février et le 30 décembre, de travaux immobiliers d'un montant supérieur à 20 000 francs. Non seulement les députés se sont rendus aux arguments de M. Giraud, mais ils ont accepté d'étendre le déblocage anticipé aux fonds de participation dus au titre de l'année 1990.

Ce même consensus a prévalu lors de l'adoption d'un amendement de Jean-Yves Chamard (RPR, Vienne) à propos de la disposition du texte créant un compte-épargne-temps alimenté par des reports de congés payés, les primes conventionnelles ou les primes d'intéressement. Les députés ont approuvé la proposition de M. Chamard permettant, aussi, d'alimenter ce compte avec une fraction des augmentations de salaires.

FRÉDÉRIC BOBIN

La République selon M. Hoeffel

Répondant à une question de Charles Cova (RPR, Seine-et-Marne) sur les incidents ayant récemment éclaté à Chelles, Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales, s'exprimant en l'absence de Charles Pasqua, a fourni, mercredi 27 avril, à l'Assemblée nationale, une version des événements émaillée de références ethniques.

Après avoir relevé que le jeune adolescent de seize ans tué était *« d'origine maghrébine »*, le ministre a précisé que le jeune ayant avoué le meurtre était *« d'origine asiatique »*. Ce recours à la grille de lecture ethnique était-il vraiment nécessaire à la compréhension des événements ? De la part d'un membre d'un gouvernement ayant banni toute référence au « multiculturalisme », cette insistance à souligner les « origines » ne manque pas de surprendre.

F. B.

Les députés veulent être associés à la réforme institutionnelle de l'Union européenne. – La délégation pour les Communautés européennes de l'Assemblée nationale, que préside Robert Pandraud (RPR), a décidé, mardi 26 avril, de créer une *« mission de réflexion »* sur la réforme institutionnelle qui devrait être examinée lors d'une conférence intergouvernementale en 1996. La délégation souhaite être associée au travail réalisé dans cette perspective lors de la présidence française de l'Union européenne au cours du premier semestre 1995.

Dans une publication de son groupe à l'Assemblée nationale

Le RPR reproche à M. Balladur de ne pas dialoguer suffisamment avec la majorité

La *Lettre* hebdomadaire du groupe RPR de l'Assemblée nationale souligne, mercredi 27 avril, que le dernier entretien télévisé d'Edouard Balladur avec douze Français sur TF 1 (*le Monde* du 23 avril) est la *« preuve que, si le dialogue direct avec le pays est parfois nécessaire, l'autre dialogue, celui que le premier ministre doit conduire avec la majorité, n'est pas moins indispensable »*. L'éditorial, non signé, de cette publication des députés néogaullistes, que dirige Michel Péricard, député des Yvelines, souligne que le chef du gouvernement, face à un échantillon d'intervenants choisis par la SOFRES, a *« entendu ce que chaque élu de la majorité entend, semaine après semaine »*.

« Il aura aussi sans doute constaté que les parlementaires de sa majorité, parfois soupçonnés d'être insuffisamment solidaires, ne font que refléter les soucis quotidiens des électeurs », ajoute la *Lettre*. *« Sa majorité ne fait rien d'autre que de transmettre le sentiment général »* et, *« paradoxalement, la télévision aura ainsi démontré que le relais constitué par les élus est un formidable atout et non une gêne pour le gouvernement »*, poursuit le groupe RPR.

Pour sa part, Bernard Pons, président du groupe, a indiqué, sur France 3, qu'*« il y avait eu une grande attente après les élections législatives et qu'aujourd'hui il y a peut-être une certaine déception dans l'électorat »* de la majorité.

SÉNAT : adoption du projet de loi sur la protection des logiciels. – Le Parlement a définitivement adopté, mercredi 27 avril, le projet de loi sur la protection juridique des programmes d'ordinateurs, modifiant le code de la propriété intellectuelle. Les sénateurs ont approuvé ce texte sans modification par rapport à l'Assemblée nationale. Ce projet porte mise en œuvre de la directive des Communautés européennes du 14 mai 1991.

PME : quarante sénateurs RPR proposent une révision des seuils sociaux et fiscaux. – Une quarantaine de sénateurs du RPR, à l'initiative de Georges Gruillot (Doubs), ont déposé une proposition de loi visant à réviser les seuils sociaux et fiscaux (plus de dix salariés et plus de cinquante salariés) dans les petites et moyennes entreprises, afin de *« lutter contre le chômage »*. Ils proposent que *« la mise en place d'un comité d'entreprise ne [soit] obligatoire que si l'effectif d'au moins cinquante salariés est atteint pendant vingt-quatre mois, consécutifs ou non, au cours des cinq années précédentes »*.

JOURNÉE DE LA DÉPORTATION : M. Attali juge « excellent » le discours de M. Mitterrand à Izieu. – Jacques Attali, ancien président de la BERD, ancien conseiller spécial du président de la République, a déclaré, mardi 26 avril, sur RTL, que le discours de François Mitterrand lors de l'inauguration du Musée-mémorial d'Izieu, dans l'Ain, le 24 avril (*le Monde* des 26 et 27 avril) était *« un discours excellent, (...) remarquable »*, tout en précisant : *« Je dois dire que pour ma part, entre réconciliation nationale et mémoire, je choisis la mémoire. »*

RECTIFICATIF. – Plusieurs lecteurs nous ont fait observer, à la suite de l'article intitulé : « Pour M. Mitterrand, le génocide s'inscrit dans une logique de guerre », publié dans *le Monde* du 23 avril, que le port de l'étoile jaune avait été imposé aux juifs non par une loi de Vichy, mais par une ordonnance de l'autorité allemande en zone occupée et qu'elle n'avait pas été étendue à la zone sud après l'invasion de celle-ci en novembre 1942. Seule l'apposition de la mention « juif » sur la carte d'identité était rendue obligatoire par les lois de Vichy.

Fondateur du mouvement Idées-Action

M. Madelin juge « intéressantes » les réformes proposées par M. Berlusconi

Alain Madelin, vice-président du Parti républicain et ministre des entreprises, a indiqué, mercredi 27 avril, que le mouvement Idées-Action, qu'il a lancé le 9 mars (*le Monde* du 11 mars), a reçu le soutien de cent vingt parlementaires appartenant tant au RPR qu'à l'UDF. M. Madelin, qui a répété que son initiative a reçu l'aval du premier ministre et des responsables de la majorité, s'est fixé pour objectif de créer *« une dynamique de changement et de réformes »* et de développer *« la culture de la responsabilité personnelle »*.

« Le défi de notre époque est de produire des citoyens », a assuré M. Madelin, qui espère que *« cent cercles locaux »* seront mis en place d'ici à l'été. Le ministre des entreprises a dénoncé *« le risque du populisme et du simplisme dangereux »* qui menace, selon lui, la société française, avant de juger *« intéressantes »* les réformes proposées en Italie par Silvio Berlusconi au travers de son mouvement Forza Italia. *« Ce sont des réformes de rupture avec une certaine vision de la société »*, a conclu M. Madelin.

Un sondage de BVA sur l'élection présidentielle

M. Balladur et M. Chirac seraient au coude à coude en cas de primaires à droite

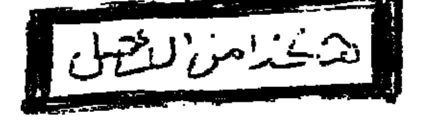
Une enquête effectuée par BVA, du 15 au 19 avril, auprès de 1 007 personnes, et publié par *Paris-Match* (daté 5 mai), montre que si une primaire était organisée à droite pour désigner le candidat à l'élection présidentielle, Jacques Chirac obtiendrait 28 % des suffrages, au lieu de 22 % en février, et Edouard Balladur 27 %, au lieu de 36 % il y a deux mois. M. Chirac obtiendrait auprès des sympathisants RPR un meilleur score qu'auprès des sympathisants UDF (58 % contre 19 %), alors que M. Balladur est dans la situation inverse (53 % auprès de l'UDF, contre 36 % auprès du RPR).

Au second tour de l'élection, M. Balladur et M. Chirac obtiendraient le même score (55 %) face à Jacques Delors. En revanche, M. Chirac obtiendrait 61 % face à Michel Rocard, au lieu de 59 % pour M. Balladur. C'est la première fois, dans ce baromètre de BVA, que M. Chirac devance M. Balladur.

La progression du maire de Paris a également été mesurée par la SOFRES dans son « baromètre » des personnalités que les personnes interrogées souhaitent voir jouer *« un rôle important au cours des mois et des années à venir »*. En janvier, il n'obtenait que 37 % et arrivait en septième position à droite. En avril, M. Chirac est quatrième, après M. Balladur (56 %), Simone Veil (52 %) et Charles Pasqua (52 %), avec 41 %.

Le baromètre de CSA pour *le Parisien* a également fait état d'une nette progression du président du RPR. L'écart entre les résultats obtenus par M. Balladur et par M. Chirac n'est plus que de 6 points en avril : 45 % des personnes interrogées feraient confiance au premier ministre comme président de la République, contre 39 % au maire de Paris. Cet écart avait toujours dépassé les 20 points jusqu'en mars dernier.

G. P.



SOCIÉTÉ

Un entretien avec le ministre de la défense

François Léotard : il appartiendra au prochain chef de l'Etat de moderniser l'arsenal nucléaire

Dans un entretien au Monde, *François Léotard récuse les critiques portées contre son projet de programmation militaire 1995-2000 par ceux qui lui reprochent de n'avoir fait aucun choix* (le Monde *du 22 avril*). «Ce n'est ni une loi fourre-tout ni une simple loi de transition», *rétorque le ministre de la défense, qui ajoute :* «Il n'y a que des choix» *dans cette programmation gouvernementale.*

C'est au prochain chef de l'Etat de choisir la nouvelle panoplie nucléaire qui est appelée à coexister avec les sous-marins stratégiques, dit encore M. Léotard.

«Il y a un an que vous êtes ministre de la défense. Vous avez rédigé un Livre blanc et une loi de programmation militaire. Vos adversaires disent que ces deux textes sont, en réalité, des «bâtards» de la cohabitation. Que répondez-vous à ceux qui vous accusent de n'avoir fait aucun choix?

– Depuis le lancement du nouveau programme d'arme de précision tirée à grande distance (APTGD) jusqu'au décalage du missile nucléaire M.5, il n'y a que des choix dans cette loi de programmation ! Choix de la simulation pour le nucléaire, choix du sous-marin d'attaque de nouvelle génération, choix du spatial militaire, choix du renforcement du service de renseignement, choix d'une plus grande professionnalisation de l'armée de terre, etc. Ceux qui parlent des «non-choix» font, en réalité, trois types de reproches au gouvernement : celui de ne pas avoir pris de décision sur l'avenir du plateau d'Albion, celui de n'avoir arrêté aucun programme et celui de ne pas en avoir lancé de nouveaux.

» Sur le premier point, nos concitoyens comprendront que c'est au prochain chef de l'Etat qu'il appartiendra de donner des orientations sur le maintien, ou non, de la deuxième «composante» de notre force de dissuasion (1). Cette question ne pouvait, à l'évidence, trouver de réponse dans la loi de programmation.

» Un mot sur le second point : si aucun des grands programmes en cours n'a été annulé, c'est principalement que j'ai jugé prioritaire l'équipement des forces et que la quasi-totalité des équipements arrive en phase de fabrication et de livraison. C'est aussi parce que le maintien de certains programmes réalisés en coopération m'a paru essentiel pour ne pas étouffer dans l'œuf la construction d'une Europe de la défense.

» Enfin, troisième remarque : il est vrai qu'un seul nouveau grand programme, celui de l'arme de précision tirée à grande distance (APTGD), a été inscrit dans le projet de loi. D'autres ne le seront qu'une fois réunies les conditions indispensables à leur réalisation : engagement de nos partenaires européens, accord sur les caractéristiques militaires, organisation de structures industrielles garantissant une réalisation des programmes au moindre coût.

«Ne pas préparer la dernière guerre»

» Loin d'être une simple «programmation de transition», ce projet de loi est le résultat de trois grandes orientations : donner aux armées des outils conformes aux besoins opérationnels, définis par le Livre blanc ; entretenir et développer la coopération à l'échelle européenne ; ne pas faire une «programmation fourre-tout» en lançant, de manière inconsidérée, des programmes d'armement mal définis, mal négociés, mal organisés, que l'Etat n'aurait pas, à moyen terme, les capacités de financer. Je ne vois pas en quoi la cohabitation pourrait peser sur l'horizon 2010 (perspective du Livre blanc), date à laquelle s'engagera le troisième septennat de l'après-95.

– Quel est ce qu'on pourrait appeler l'«archétype» des guerres qui menacent les intérêts français? Est-ce la guerre du Golfe ou celle des Balkans?

– Il n'y a probablement pas d'archétype. Les guerres qui ont déjà eu lieu ne se reproduiront pas. Et, bien qu'il faille en tirer des leçons, il me paraît dangereux de vouloir trop s'y référer. Car c'est ainsi que, par manque de réflexion et d'imagination, on prépare la dernière guerre – celle qui n'aura pas lieu – et qu'on se trouve désemparé devant celle qui survient. Il est peut-être temps d'éviter de reproduire les erreurs du passé qui nous ont coûté si cher. C'est, je crois, ce que fait fort bien le Livre blanc.

» Il retient six scénarios. Les deux premiers sont : *«conflit régional ne mettant pas en cause nos intérêts vitaux»* et *«conflit régional pouvant mettre en cause nos intérêts vitaux»* dans lesquels sont décrites les situations les plus plausibles auxquelles nous pourrions être confrontés. Des forces importantes et modernes seraient mises en jeu. Nous interviendrions très probablement au sein de coalitions, comme ce fut le cas lors de la guerre du Golfe. Ces deux scénarios ont servi à quantifier les forces conventionnelles des trois armées et à définir leurs structures, leurs modes d'action. Ces forces et leurs équipements seront réalisés en plusieurs étapes. La programmation 1995-2000 que je présenterai prochainement devant le Parlement en sera la première.

» Le Livre blanc complète ces deux scénarios par quatre autres : 1) l'atteinte à l'intégralité du territoire national hors métropole ; 2) la mise en œuvre des accords de défense bilatéraux ; 3) les opérations en faveur de la paix et du droit international ; 4) la résurgence d'une menace majeure contre l'Europe occidentale, qui justifie, à elle seule, le maintien de forces de dissuasion suffisantes et crédibles.

– Vous avez qualifié l'ONU de «machin». Or, la France lui délègue un maximum de «casques bleus». Ne faudrait-il pas mieux hiérarchiser désormais nos actions?

– *Pour exprimer une frustration* légitime devant certaines inadaptations, j'ai utilisé l'expression du général de Gaulle. Tout le monde a pu observer que l'engagement de l'ONU dans des opérations de maintien de la paix a, en deux ou trois ans, totalement changé. Dans son ampleur, d'abord, puisque le nombre des «casques bleus» dans le monde, qui était de 5 000 en 1989, a culminé à 80 000 en 1993. Dans sa forme, ensuite, puisque s'est substituée, à l'interposition pacifique entre belligérants consentants, une action plus proche d'une opération de guerre, par exemple en Somalie et en Yougoslavie.

» *Il était inévitable que* l'ONU, victime, de surcroît, des lourdeurs inhérentes à une organisation humanitaire, éprouvât des difficultés à s'adapter. Des critiques s'imposaient. Le gouvernement français les a formulées. J'ai moi-même remis un mémorandum à ce sujet, de la part de M. Balladur, à M. Boutros-Ghali, dès l'été 1993. Mais l'ONU reste le cadre de droit et d'intervention de la communauté internationale. Elle doit s'adapter aux nouvelles crises qu'elle affronte, et la France entend l'y aider.

– On a l'impression que les discussions s'enlisent entre l'OTAN et l'UEO, pour la mise sur pied de ces instruments souples de commandement et de conduite des opérations que sont les groupes de forces multinationales et interarmées (2). Est-ce un signe de la mauvaise volonté des Etats-Unis ou la preuve que l'identité européenne de défense, dont on parle tant, a du mal à s'incarner?

– Je ne pense pas qu'on puisse parler d'enlisement. L'OTAN s'est attelée dès janvier à la mise en place du «partenariat pour la paix», qui était sa priorité. Dans ce domaine, tout est allé remarquablement vite, puisque quatorze pays y ont adhéré. Et je constate que les Américains et les Européens ont coopéré dans un esprit conforme à la déclaration du sommet atlantique du 10 janvier 1994. Je m'en félicite.

» Il reste, en effet, à se livrer à un exercice comparable pour les groupes de forces multinationales et interarmées. Les travaux ont commencé à Bruxelles, et je peux vous dire qu'ils se déroulent dans le même esprit. J'ai bon espoir de les voir aboutir conformément à nos vœux.

– Comment résoudre cette contradiction entre le fait que les sociétés occidentales n'acceptent pas l'idée de sacrifice – on évoque, dans les états-majors, cette conception de la «guerre zéro mort» chez soi – et la constatation qu'il y a des périls de plus en plus menaçants autour d'elles?

– Le concept de «guerre zéro mort» est absurde et dangereux. La guerre, qu'on y succombe ou *qu'on y réponde*, reste une violence. Les démocraties ont toujours du mal à répondre de cette violence. Mais elles doivent accepter, si elles tiennent à leurs valeurs, l'idée du sacrifice. On ne défend bien que ce que l'on aime au péril de sa vie. La phrase de Winston Churchill reste d'actualité. On pense avoir le choix entre la honte et la guerre. On choisit la honte et on a la guerre.

– On vous accuse d'introduire la perspective d'une armée à deux vitesses. D'un côté, une structure territoriale lourde et une défense du territoire qui mobilisent beaucoup d'effectifs. De l'autre, une armée «projetable» de 100 000 soldats opérationnels pour des actions extérieures. Comment les faire coexister?

– Le Livre blanc fixe comme objectif à l'armée de terre la mise sur pied de forces «projetables» de 120 000 à 130 000 hommes, professionnels et appelés. Ce chiffre est à rapprocher des 227 000 militaires que comportera cette armée en l'an 2000. Environ 100 000 hommes et femmes seront donc chargés d'assurer des actions indispensables, comme le soutien des forces, la formation et l'instruction, l'encadrement du service national, la préparation de la mobilisation, le fonctionnement des structures territoriales et des états-majors centraux. Ils seront également chargés d'assurer les missions permanentes de sûreté du territoire national.

» Il ne s'agit pas d'une armée à deux vitesses, mais d'une armée recentrée vers ses missions opérationnelles au prix d'un allégement des soutiens et des structures territoriales. On ne peut pas nous demander de tirer les leçons de la guerre du Golfe et nous reprocher de le faire.



Le pari de l'Europe

– Une autre critique consiste à vous reprocher de fabriquer une armée de prototypes. On ralentit les commandes, on les retarde, on les met en sommeil. Faute d'avoir su choisir, on fait un peu de tout, à doses homéopathiques, au risque de n'avoir que des échantillons.

– Précisément, la programmation fait le choix de privilégier les fabrications et de terminer les programmes en cours, au maximum, dans le but de casser la logique ancienne que vous dénoncez. Il faut donner l'avantage à l'équipement de nos forces. L'actualité nous le rappelle. Citons les programmes préservés : le porte-avions nucléaire, l'avion Rafale-Marine, les sous-marins nucléaires d'attaque, dont le lancement est même anticipé, les frégates Horizon, le char Leclerc, les programmes spatiaux (Syracuse et Hélios). Ce sont, de loin, les plus nombreux.

» Certains, c'est vrai, seront retardés. L'hélicoptère NH-90, par exemple, correspond à un vrai besoin. C'est la raison pour laquelle ce programme est maintenu. Cependant, ses caractéristiques étaient très élaborées parce qu'il avait été conçu du temps de la guerre froide. Une remise à plat était nécessaire, pour le revoir complètement et réduire les coûts. On vise une économie de 30 %. Que fallait-il faire? Ne pas répondre à un réel besoin opérationnel, en arrêtant le projet? *C'eût été incohérent* avec mon souci de donner la priorité à l'équipement de nos forces.

» Le premier choix est de donner la priorité à la fabrication : 75 % des crédits lui seront consacrés en l'an 2000. *Ce choix* impose une contrainte sur les études et le développement, qui voient leur part relative se réduire. Ce choix résulte, d'une part, d'un souci de meilleure efficacité dans la gestion des crédits publics – je suis convaincu que l'on peut faire autant avec un peu moins – et, d'autre part, de ma conviction européenne. La construction progressive de l'Europe industrielle de défense permettra une mise en commun plus grande des connaissances et réduira les doublons dans les dépenses publiques de recherche. J'ai fait un pari européen. J'ai été vigilant, cependant, à maintenir les crédits pour la recherche plus fondamentale.

» Le deuxième choix, c'est la grande sélectivité dont j'ai fait preuve en limitant le nombre des programmes nouveaux lancés. Il y aura le programme de sous-marin successeur des sous-marins actuels d'attaque, le missile de croisière à la française, des crédits pour démarrer la définition du missile anti-navires futur et de l'avion de transport lourd. Mais ce sont les seuls programmes nouveaux.

» Le troisième choix, c'est celui de l'industrie et, donc, de l'économie et de l'emploi : 600 000 emplois sont concernés dans des secteurs de pointe à forte activité civile. J'ai réduit les dépenses d'infrastructures des armées, pour augmenter l'effort pour l'industrie. Les compétences sont maintenues, la totalité des plans de charge confortés. J'ai estimé qu'au moment où nos industriels négociaient des rapprochements entre eux ou avec des partenaires étrangers et qu'ils contribuaient, de ce fait, à façonner l'Europe de défense, ma responsabilité était de donner à chacun le maximum de chances pour permettre à la France d'occuper le rôle qu'elle mérite en la matière.

– Vous avez appelé les industriels à faire la chasse au «gaspi» et à viser des gains de productivité de 2 % par an. Ce faisant, vous les invitez à reconsidérer à la baisse les caractéristiques et les performances de leurs matériels. Peut-on avoir une défense au rabais?

– Il y a deux démarches différentes et complémentaires.

» D'abord, la réduction des caractéristiques des matériels. Mon souci est double. Le premier est de remettre à plat quelques programmes conçus, au départ, au moment de la guerre froide, de façon à les adapter au contexte stratégique décrit dans le Livre blanc. L'exemple est le NH-90. Le second est de modifier progressivement la façon de concevoir du ministère de la défense, de sorte que, à chaque fois qu'une caractéristique supplémentaire est demandée, on s'interroge sur son coût avant de prendre la décision. Cela passe par un meilleur dialogue entre les industriels et les différentes composantes de mon ministère. En somme, c'est aller vers un ministère plus efficace et plus responsable.

» La seconde démarche complémentaire est celle des gains de productivité. Elle consiste à demander aux industriels d'être plus performants, de réaliser la même chose pour moins cher. C'est leur rendre un service, car cela leur permet d'être plus compétitifs et d'améliorer leurs chances à l'exportation.

» Il ne s'agit nullement d'une défense au rabais, ni d'équipe*ments inférieurs à ceux des* autres. Il s'agit de demander à chacun d'être plus efficace, de faire mieux avec autant. Il n'y a qu'à comparer notre savoir-faire et la performance de nos équipements. Nous restons parmi les meilleurs du monde : la performance de nos sous-marins nucléaires, le succès du programme Rafale, l'avance technologique du char Leclerc en témoignent. Je considère que la rigueur de gestion, dont cet effort est la preuve, fait partie de ma responsabilité. Nous devons aux citoyens de notre pays cette assurance.»

Propos recueillis par
JACQUES ISNARD

(1) Les sous-marins nucléaires lance-missiles stratégiques constituent la première composante. Il en existe deux autres : les bombardiers Mirage IV (retirés du service en 1996) et les missiles du plateau d'Albion en Haute-Provence (NDLR).

(2) Il s'agit du projet de l'OTAN (auquel la France adhère) de créer des états-majors de forces multinationales et interarmées, que les Américains appellent des CJTF *(combined joint tasks forces)*. – (NDLR).

Génération Ecologie critique la loi de programmation militaire. – Génération Ecologie critique la loi de programmation militaire présentée la semaine dernière par François Léotard, estimant que *«l'augmentation du budget militaire de 0,5 % par an»* sur la période 1995-2000 *«peut apparaître surprenante et contestable»*. Le mouvement présidé par Brice Lalonde *«s'interroge»* sur *«la complaisance du gouvernement envers le groupe de pression de l'industrie d'armement»* à un an des élections présidentielles.

REPÈRES

ASSURANCES

1 967 victimes de la catastrophe de Furiani indemnisées

Les 1 967 *dossiers de victimes* de la catastrophe de Furiani, qui avait fait 15 morts le 5 mai 1992 avant le match de Coupe de France de football entre Bastia et l'OM, ont fait l'objet d'une indemnisation, pour un montant *global de 184 913 385 francs.* Ces chiffres ont été fournis, mercredi 27 avril, par le comité de pilotage de l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM) de Bastia. A six mois de l'ouverture du procès, prévue *le 3 octobre à Bastia, il* reste 382 dossiers en instruction, notamment des blessés violemment touchés, toujours en procédure avec les assurances concernées. Au total, 2 349 dossiers avaient été déposés.

BANLIEUES

Incidents entre jeunes et policiers à Toulon

Quelque trois cents jeunes ont affronté les forces de l'ordre, dans la nuit du mercredi 27 au jeudi *28 avril dans la cité de la* Beaume, à Toulon. Les incidents ont éclaté après un «rassemblement pacifique» organisé par une centaine de jeunes du quartier, à la suite du décès d'un des leurs, Faouzi Benraïs, *vingt-deux ans, qui s'est tué* en moto dans la nuit de mardi à mercredi à Toulon, après avoir été pris en chasse par une voiture de police en patrouille. Selon la police, trois policiers, un sapeur-pompier et un *enfant ont été blessés* lors des incidents, tandis que cinq véhicules ont été incendiés et une demi-douzaine endommagés.

ÉDUCATION

Le Père Cloupet maintient ses demandes de postes pour le privé

Réagissant aux propos de François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, concernant les demandes de moyens supplémentaires formulées par l'enseignement privé sous contrat (*le Monde* daté 24-25 avril et 27 avril), le Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique, a estimé *«positif»*, mardi 26 avril, que le ministre *«vise l'équité entre les enseignements public et privé»*. Il fallait *donc bien, selon lui, «donner des postes au privé». «Nous n'abandonnerons pas nos exigences pour la rentrée»*, a précisé le Père Cloupet. *«Et si on veut mettre le bazar en France,* a-t-il ajouté, *rien de plus facile, mais ce sera la dernière cartouche.»*

SIDA

L'AZT recommandé aux femmes enceintes séropositives

Le traitement par l'AZT des femmes enceintes séropositives ne présentant pas de symptômes de la maladie et dont le taux de lymphocytes (globules blancs) CD4 reste supérieur à 200/mm³, ainsi qu'un suivi à long terme de leurs bébés, est officiellement recommandé par un groupe d'experts de l'agence du médicament. Dans un communiqué publié mercredi 27 avril, les *experts présentent les résultats* intermédiaires d'une étude réalisée aux Etats-Unis et en France auprès de femmes dont le taux de lymphocytes CD4 était supérieur à 200/mm³, qui font apparaître une réduction des deux tiers (8 % avec AZT contre 25 % sans) de la transmission materno-fœtale du virus de l'immunodéficience humaine (VIH). *«L'AZT ne supprime pas totalement la transmission du virus»* rappellent les experts qui estiment que *«la grossesse doit être tout particulièrement découragée»* chez les femmes enceintes séropositives ayant moins de 200 lymphocytes CD4/mm³.

VILLE

Accord de partenariat entre Mme Veil et les professionnels du bâtiment

Ministre des *affaires sociales* et de la ville, Simone Veil a signé, mercredi 27 avril, avec l'association des maires de France et plusieurs syndicats professionnels du bâtiment, une «charte de *partenariat pour le* développement des quartiers en difficulté». Cet accord est destiné à inciter les entreprises à participer à l'insertion des jeunes et au développement des activi*tés économiques dans les quel*que 200 agglomérations concernées par les contrats de ville et les «grands projets urbains». Cette «charte» a été signée avec des fédérations professionnelles, *non plus directement* avec des entreprises comme les «protocoles» signés en 1992 par Bernard Tapie, jugés non conformes au code des marchés publics. Elle doit servir de cadre à des conventions de développement, signées localement entre les maires, les bailleurs sociaux et les partenaires économiques.

prochain chef de l'
nucléaire

JUSTICE

Après avoir porté plainte contre le juge Jean-Pierre

Pierre-Antoine Lorenzi devrait quitter le Service central de prévention de la corruption

Le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, a fait informer Pierre-Antoine Lorenzi, secrétaire général du Service central de prévention de la corruption (SCPC), le 26 avril, qu'il envisageait de mettre fin à ses fonctions. Cette mesure fait suite à la décision de M. Lorenzi d'engager des poursuites pénales contre le juge Thierry Jean-Pierre. La proposition de révocation a été transmise au secrétariat général du gouvernement, qui devrait la soumettre à Edouard Balladur et, vraisemblablement, à François Mitterrand.

En mettant un terme aux fonctions de Pierre-Antoine Lorenzi au Service central de prévention de la corruption (SCPC), le ministre de la justice va-t-il étouffer le conflit larvé qui oppose le juge Jean-Pierre, chargé de mission auprès du garde des sceaux, à l'ancien chef de cabinet de Michel Vauzelle? L'affaire ne risque-t-elle pas, au contraire, de tourner au bras de fer entre l'Elysée et la chancellerie sous l'œil inquiet de Matignon?

Chargé d'une réflexion sur la lutte contre le crime organisé après être devenu au fil des *« affaires »* (Urba, Pelat, Bérégovoy) la *« bête noire »* des socialistes, le juge Jean-Pierre avait remis, fin février, un premier rapport d'étape qui n'est pas passé inaperçu. D'abord, parce que ce texte confidentiel s'est trouvé exposé dans le *Figaro* du 7 mars. Ensuite parce qu'il s'en prenait, sans ménagements, à certains *« organismes disparates, concurrents, antagonistes et finalement largement inefficaces »*, tels que l'Office central de répression de la grande délinquance financière (OCRGDF) et l'Unité anti-mafia (URCAM), dépendant tous deux du ministère de l'intérieur, le TRACSIN, rattaché à celui des finances, ou encore le SCPC, placé sous l'autorité du ministre de la justice.

Le juge se montrait particulièrement sévère à l'égard de cette cellule interministérielle créée, en janvier 1993, par Pierre Bérégovoy et dont le numéro deux se trouvait être Pierre-Antoine Lorenzi, un proche de Laurent Fabius et de Michel Vauzelle, le prédécesseur de Pierre Méhaignerie à la chancellerie. D'après lui, le SCPC évoluait *« dans un flou juridique assez alarmant »*, menant de *« véritables enquêtes officieuses »* et fonctionnant *« comme un service de renseignement »*. Et cela alors que le Conseil constitutionnel l'avait confiné dans un rôle de centralisation de l'information. Le magistrat accusait aussi le SCPC d'avoir gardé sous le coude des dossiers mettant en évidence des faits douteux alors que la loi lui fait obligation de les transmettre aux parquets compétents (1). En conclusion, il jugeait *« difficile de laisser le SCPC fonctionner comme il le fait actuellement »*.

Des objectifs à caractère politique

Face à ce réquisitoire, la contre-attaque n'avait pas tardé. S'estimant diffamé, M. Lorenzi avait fait citer le magistrat et *le Figaro* devant la 17e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris. Le 11 avril, pour faire bonne mesure, il demandait au garde des sceaux de se constituer partie civile à ses côtés contre son chargé de mission (*le Monde* du 15 avril).

La chancellerie n'a pas apprécié cette double démarche que Me Arnaud Montebourg, l'un des avocats de M. Lorenzi, juge pour sa part *« parfaitement légale et légitime »*. Le 13 avril, son client était invité à prendre connaissance de son dossier administratif; une injonction qui prélude généralement à une procédure de révocation. On indiquait à la chancellerie que la mesure était envisagée *« dans l'intérêt du service »*, compte tenu du manquement de M. Lorenzi à l'obligation de réserve; tout en affirmant qu'*« il ne s'agit pas d'une sanction »*.

M. Lorenzi et ses défenseurs décidaient alors d'en appeler au président de la République, en sa *« qualité constitutionnelle de détenteur du pouvoir de nomination aux emplois civils et militaires »*. Pour Me Montebourg, la révocation de son client fait partie des prérogatives du chef de l'Etat. Même si M. Lorenzi, qui n'appartient pas au corps des fonctionnaires, a été nommé par simple décret du premier ministre, à l'époque Pierre Bérégovoy.

L'avocat, qui a écrit à François Mitterrand, le 15 avril, pour l'informer des détails de cette affaire, en a profité pour dénoncer *« la quasi-absence d'enquête menée par le juge Jean-Pierre »* et *« les objectifs à caractère politique »* que le magistrat poursuivrait, selon lui, *« en son nom et pour d'autres »*. Une allusion au petit cercle de magistrats qui entourent Pierre Méhaignerie et dans lesquels Me Montebourg veut voir sa *« garde noire »*.

Pour les adversaires du juge Jean-Pierre, il ne fait pas de doute que ce dernier se sert de sa mission pour régler des comptes avec les socialistes. Ils en veulent pour preuve un passage de son rapport dans lequel, pour étayer sa démonstration, il affirme se fonder, entre autres sources, sur les déclarations d'un membre du SCPC *« qui a demandé a être entendu en dehors des locaux du service »*. Or, s'il faut en croire une note de Bernard Challe, le magistrat qui dirige le SCPC, c'est Thierry Jean-Pierre lui-même qui aurait demandé à *« rencontrer indirectement »* l'intéressé.

Manipulation? Piège? Maladresse? Pour expliquer cette contradiction, le magistrat, qui maintient sa version des faits et souligne le *« sérieux »* de son enquête, parle de *« quiproquo »* et de *« tempête dans un verre d'eau »*.

Pour l'heure, alors que les avocats de M. Lorenzi tentent une ultime démarche auprès de Pierre Méhaignerie, la décision revient à Matignon. Entre la nécessaire solidarité gouvernementale et le souci de ménager l'Elysée, le choix de M. Balladur est délicat. Signera-t-il lui-même le décret de révocation? Le soumettra-t-il à François Mitterrand? Dans l'un ou l'autre cas, que peut faire l'Elysée?

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

(1) Ces dossiers, onze en tout, mettent en cause plusieurs élus, des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires et deux journalistes de télévision ayant exercé de hautes fonctions.

Au tribunal de grande instance de Paris

Les injures et la diffamation de « l'Idiot international » contre Josyane Savigneau

La première chambre civile du tribunal de Paris présidée par Jacqueline Cochard a examiné, mercredi 27 avril, les plaintes déposées par Josyane Savigneau, journaliste au *« Monde »*, par ce journal et par sa Société des rédacteurs contre Jean-Edern Hallier, directeur de *« l'Idiot international »*. Jean-Edern Hallier était assigné pour diffamation, injures et manquement à l'intimité de la vie privée.

L'affaire remonte au 23 octobre 1992, date à laquelle *le Monde* publie, sous la signature de Josyane Savigneau, une critique sévère et argumentée du dernier roman de Jean-Edern Hallier, *Je rends heureux*. Fâché par cet outrage à génie, l'auteur répond, à partir de décembre 1992 dans *l'Idiot international*, par une série d'articles dénonçant la corruption de la critique littéraire, singulièrement celle du « Monde des livres » et de sa responsable, Josyane Savigneau. Il atteint les sommets de son art dans les numéros d'avril et mai 1993, s'attaque à *« une sale petite maison de passe des lettres »*, « le Monde des livres », dirigé par *« une salariée des éditions Gallimard »*, Josyane Savigneau, décrite comme une *« obscène gourgandine »*, *« bétasse »* au *« clitoris querelleur »*, pour ne retenir que les qualificatifs les plus aimables.

Avocat du *Monde*, Me Yves Baudelot a donné lecture de cette littérature au tribunal présidé par Jacqueline Cochard. Jean-Edern Hallier, écharpe de soie, agitait sa canne blanche, ponctuait cette lecture de commentaires satisfaits et de ricanements, au point que la présidente a dû le menacer, à plusieurs reprises, d'expulsion. *« Etre accusé de servir les intérêts d'un éditeur, il n'y a pas d'accusation plus grave pour un critique »*, a remarqué Me Jean-Denis Bredin, avocat de Josyane Savigneau qui a souligné, comme Me Baudelot, que sa cliente n'avait d'autre attache avec les éditions Gallimard que la publication, en 1990, d'une biographie consacrée à Marguerite Yourcenar. *« L'écriture se situerait au-dessus du droit*, a-t-il dit? *Cette conception n'est pas celle d'une société civilisée. »* Au nom de la Société des rédacteurs du *Monde*, Me Jean Martin a affirmé qu'au-delà de ses accusations contre Josyane Savigneau, Jean-Edern Hallier avait mis en cause l'indépendance du *Monde* et a estimé que ce procès oppose *« deux conceptions de la liberté de la presse »*, celle du *Monde* et celle de *l'Idiot international*, publication dont le contenu et la tonalité actuels rappellent *« les pages noires de la presse française »*.

« Avec son style propre »

Les défenseurs de Jean-Edern Hallier se sont attachés à minimiser la portée des écrits du polémiste. A Me Bredin qui avait souligné les penchants de l'auteur pour la *« scatologie »*, Me François Gibault a répondu, sans jeu de mots, que Jean-Edern Hallier écrit *« avec son style propre »*. Comme Me Jacques Vergès, il a reproché à Josyane Savigneau, qui réclame 1 million de francs, et au *Monde*, qui demande 500 000 francs, d'avoir engagé une procédure *« pour l'argent »* et non pas *« pour l'honneur »*. D'autant, a indiqué Me Gibault, que Jean-Edern Hallier est *« ruiné, n'a plus un centime »* et que ses droits d'auteur sont bloqués. L'argument ne tient pas, avait répondu par avance Me Baudelot, puisque Jean-Edern Hallier *« ne paye jamais rien »*.

Les avocats de l'écrivain ont défendu la thèse d'une sorte de complot, animé par *le Monde*, *« l'establishment »*, dit Me Vergès, contre un malheureux polémiste sans le sou, à demi aveugle, et contre son journal, que l'on chercherait à liquider. Me Vergès en veut pour preuve la *« campagne »* orchestrée, selon lui, par *le Monde* contre *l'Idiot international* porteur d'une idéologie *« national communiste »* ou *« brun rouge »* (*le Monde* du 26 juin 1993). La disparition de *l'Idiot international*, selon Me Gibault, serait l'assassinat de la presse française, tandis que celle du *Monde* passerait inaperçue.

En fin d'audience, Jean-Edern Hallier s'est précipité, sans sa canne et d'un pas fort assuré, vers la présidente afin de placer un discours à sa façon. Coutumier de l'incident – il avait récusé ses juges lors d'une précédente affaire – Jean-Edern Hallier n'a pu poursuivre plus avant. Mme Cochard a suspendu l'audience alors que les protagonistes menaçaient d'en venir aux mains. Elle a été rouverte quelques minutes plus tard afin d'examiner les assignations du *Monde* et de Josyane Savigneau contre *National Hebdo*, organe proche du Front national, qui avait publié des extraits des écrits reprochés à Jean-Edern Hallier.

Jugement le 8 juin.

L'affaire Valenciennes-OM

Les instances internationales ont entériné les décisions du conseil fédéral

Quatre jours après les sanctions prises par le conseil fédéral de la Fédération française de football (FFF) dans l'affaire de tentative de corruption lors du match Valenciennes-OM (*le Monde* daté 24 et 25 avril), les fédérations internationale et européenne du football (FIFA et UEFA) ont décidé, mercredi 27 avril à Vienne, d'entériner les décisions prises à Paris. Les suspensions des joueurs Jean-Jacques Eydelie, Christophe Robert et Jorge Burruchaga sont étendues au plan international jusqu'au 1er juillet 1996. L'Olympique de Marseille pourra participer à une Coupe d'Europe la saison prochaine si ses résultats sportifs l'y autorisent. La FIFA et l'UEFA estiment avoir ainsi mis *« un point final à cette affaire sur le plan sportif »*. Me Jean-Jacques Bertrand, conseil de Jorge Burruchaga, a annoncé que son client ferait sans doute appel de ce jugement en justice ou devant des conventions internationales chargées de veiller au respect des droits de l'homme.

Reconstitution de la prise d'otages par Eric Schmitt. – Une reconstitution de la mort d'Eric Schmitt, le preneur d'otages de la maternelle de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) tué par la police le 15 mai 1993 (*le Monde* du 18 mai 1993), a été opérée par la justice mercredi 27 avril sur les lieux du drame. Le procureur de la République à Nanterre, Pierre Lyon-Caen, le juge d'instruction chargé du dossier, Alain Prache, le capitaine des pompiers, Evelyne Lambert, et deux policiers du RAID étaient présents. Contestant la version officielle de la mort d'Eric Schmitt, la sœur du preneur d'otages avait déposé plainte pour *« homicide volontaire avec préméditation »*.

Une directrice d'école maternelle soupçonnée de diriger un réseau de prostitution. – La directrice d'une école maternelle de Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis) a été écrouée, début avril à Paris, parce qu'elle est soupçonnée de diriger un réseau de prostitution. Elle aurait mis en rapport plusieurs prostituées avec des clients, pour des prestations s'élevant de 1 000 à 2 000 francs sur lesquelles elle aurait perçu une commission, selon l'enquête de la Brigade de répression du proxénétisme (BRP) conduite sur commissions rogatoires du juge d'instruction parisien Didier Ducoudray.

EN BREF

INCENDIE CRIMINEL : un lieu de prière musulman détruit à Castelnaudary. – Un lieu de prière musulman ouvert récemment à Castelnaudary (Aude) a été détruit, dans la nuit de mardi à mercredi 27 avril, par un incendie criminel. Ce forfait, qui n'a pas fait de victime, n'a pas été revendiqué. Le local, prêté par la mairie, avait été ouvert il y a moins de deux mois à la demande de l'association Castelnaudary-Maghreb, regroupant des membres de la communauté musulmane de la ville. La municipalité et le président de l'association ont porté plainte. Une enquête a été ouverte.

AGRÉGATION : les épreuves de remplacement auront lieu les 30 mai et 2 juin. – Les épreuves du concours de l'agrégation annulées, mardi 26 avril, à la suite de l'intervention d'un commando du FLNC dans le centre de Nice auront lieu, non le vendredi 3 juin, comme il a été indiqué par erreur (*le Monde* du 28 avril), mais le lundi 30 mai pour trois disciplines (grammaire, biochimie-génie biologique et italien) ainsi que le jeudi 2 juin pour les huit autres (lettres modernes, lettres classiques, histoire, géographie, anglais, allemand, espagnol, arabe).

SPORTS

FOOTBALL : le Milan AC bat Monaco (3-0) en Ligue des champions

Impuissance monégasque

La finale de la Ligue des champions opposera comme prévu le Milan AC au FC Barcelone le 18 mai à Athènes. L'AS Monaco s'est incliné logiquement à Milan (3-0) lors de la demi-finale disputée sur un match, mercredi 27 avril. Les Milanais ont ouvert la marque par Marcel Desailly (14e) puis ont inscrit deux autres buts par Demetrio Albertini (48e) et Daniele Massaro (66e) alors qu'ils jouaient à dix, après l'expulsion de leur défenseur Alessandro Costacurta. Dans l'autre demi-finale, le FC Barcelone a éliminé le FC Porto sur le même score (3-0).

MILAN
de notre envoyé spécial

San Siro gronde en cette fin de première mi-temps. Un homme vêtu de noir a osé attenter à l'un des maîtres du lieu. Bernd Heynemann n'a même pas fait mine d'hésiter avant d'agiter un deuxième carton jaune, synonyme d'expulsion, sous le nez d'Alessandro Costacurta. Du haut de ses tribunes, le public milanais déverserait encore davantage sa bile, comme de la poix brûlante, comme s'il se rendait compte que l'arbitre allemand venait de montrer l'exemple aux adversaires du jour.

Entre les quatre tours d'angle de ce stade, entre ses gradins abrupts, il ne faut douter de rien. Face à ces signes extérieurs d'arrogance, il faut être sûr de son bon droit. Au moins croire en sa révolte contre les puissants du football. Trois ans plus tôt, l'OM des Papin, Waddle et Pelé avait réussi ainsi. En prenant le Milan AC à la gorge, en s'installant, comme chez lui, dans son camp, il était parvenu à faire taire les grondements de San Siro. Il avait gagné son rang d'aspirant à la Coupe d'Europe, grâce à un match nul au-dessus de tout soupçon. Comme Bernd Heynemann, les Marseillais avaient alors osé quelque chose que peu tentent dans ce stade. Une irrévérence.

Mercredi soir, les Monégasques n'ont su ni déchiffrer l'avertissement arbitral, ni tirer les leçons de l'histoire récente de ceux qu'ils remplaçaient en Ligue des champions, que Marcel Desailly, vainqueur de la finale de Munich avec l'OM, s'était chargé de leur rappeler d'un coup de tête. A onze contre dix, ils ont regardé leur fol espoir de finale s'effilocher au fil des minutes. Ils ont laissé leurs ambitions se dissoudre dans un sentiment d'impuissance. A l'impossible d'une victoire en terre lombarde, ils n'étaient certes pas tenus. Au moins auraient-ils pu donner l'impression de vouloir tenter leur chance dans un quitte ou double.

Révolution culturelle?

Car, comme l'avait annoncé son attaquant Jurgen Klinsmann, les Monégasques jouaient dans ce match-couperet le sort de leur saison. En bravant la logique, ils auraient écrit un épilogue moins amer à leurs errements en championnat, qui ne leur laissent que peu d'espoir de disputer une Coupe d'Europe la saison prochaine. Le flop de cette défaite sans appel résonnera d'autant plus dans le creux d'une année ratée.

Les bonnes performances en Ligue des champions face aux Turcs de Galatasaray, face aux Russes du Spartak Moscou, apparaîtront comme des trompe-l'oeil. L'élégance technique de leur meneur de jeu, Enzo Scifo, sera relue comme le révélateur d'un manque d'agressivité, de rapidité dans les offensives. Dès que Monaco a croisé une puissance continentale, Barcelone deux fois puis Milan mercredi, l'équipe a échoué à hisser son jeu à la hauteur de ses prétentions. Comme si elle flottait dans ce costume de champion de France, trop grand pour elle.

Face à un Milan AC qui a pourtant perdu une grande partie de son génie de la fin des années 80, l'AS Monaco aura vu tous les clichés dont elle voulait se débarrasser lui coller à la semelle. Ceux des bords de mer sans vague, de l'opulence assoupie. Ceux de l'éternel second, comme trop policé pour bousculer les hiérarchies. *« Monaco me rappelle le Danemark de l'Euro 92 en Suède, il ne devait pas participer et il est devenu champion d'Europe »*, rêvait à haute voix le prince héritier Albert, avant le match, dans la *Gazzetta dello sport*. Avant de devenir un favori qui gagne, l'AS Monaco n'a pas encore réussi à se dessiner le profil de cet *outsider* qui saurait créer des surprises. La saison blanche qui se profile dans l'avenir immédiat du club lui laissera peut-être tout le loisir pour entamer cette révolution culturelle.

JÉRÔME FENOGLIO

CYCLISME : 52,713 km dans l'heure

Le dernier record de Graeme Obree

Le record de l'heure cycliste ne déroge pas à la règle absolue du genre : il peut toujours être battu. La liste de ses détenteurs s'allonge donc : après Fausto Coppi, Jacques Anquetil, Eddy Merckx et Francesco Moser, il y a, aujourd'hui, Chris Boardman et Graeme Obree qui se le disputent depuis juillet 1993, ignorant les velléités de retour, en janvier 1994, du « vieux » Francesco Moser.

Mercredi 27 avril, à Bordeaux, l'Ecossais Graeme Obree, sorti en trombe du chômage en 1993 pour battre les 51,151 km « historiques » de Moser puis devenir *champion du monde de poursuite et détenteur du record du* monde du 4 kilomètres, a rendu les choses plus épineuses en parcourant 52,713 km dans l'heure, soit 443 mètres de mieux que son compatriote Boardman le 27 juillet 1993.

Sorti de la « dèche » depuis ces exploits, Obree n'en reste pas moins la sorte de Martien de ses débuts, juché dans une position fœtale sur une « bécane » bricolée avec quelques pièces de machine à laver. Un incroyable athlète qui, mercredi, a utilisé un braquet énorme 52 × 12 (9,25 mètres *par coup de pédale)* pour voler des mètres au temps. Un baroud d'honneur? Le vélo d'Obree et la position du coureur pourraient être interdits, le 6 mai. Au nom des *« valeurs traditionnelles »* du cyclisme, la Fédération internationale réunie à Rome pourrait alors en décider ainsi.

B. M.

Le gouvernement décide de l'aménagement de la région

Le schéma directeur réserve 6 000 hectares supplémentaires aux espaces naturels et agricoles

Le journal officiel du jeudi 28 avril publie un décret du ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, Bernard Bosson, *« portant approbation de la révision du schéma directeur de la région d'Ile-de-France »*. Le nouveau document, relativement contraignant en matière d'urbanisme et d'occupation de l'espace, remplace celui de 1976. Par rapport à la version mort-née d'octobre 1992, qui avait suscité des critiques des assemblées régionale et départementales, il fixe des objectifs de croissance plus limités. L'environnement est davantage pris en compte, et plusieurs infrastructures de transports sont sensiblement révisées. Une liaison directe est prévue par TGV entre la Défense et le réseau Nord.

Le document, qui peut être consulté par le public dans les préfectures, mais qui n'est plus amendable, fera l'objet d'une audition de Jean-Claude Aurousseau, préfet de région, devant le conseil régional du jeudi 5 mai.

Le cadre du développement de l'Ile-de-France est donc tracé pour les vingt ans qui viennent. Il s'intègre dans la « charte du Bassin parisien » présentée il y a un mois par le ministre de l'intérieur et de l'aménagement. Le schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) constitue donc un point de repère majeur pour l'ensemble de la politique d'aménagement du territoire et pour la loi d'orientation que le gouvernement doit présenter au Parlement à la fin juin, provoquant à coup sûr de vifs débats, dont les passes d'armes récentes entre Charles Pasqua et René Monory ont donné un avant-goût.

Les services du préfet de région, Jean-Claude Aurousseau, *ont effectué un travail juridique* de bénédictins pour obtenir du Conseil d'Etat le feu vert sur de nombreux points de la nouvelle version du SDRIF et se prémunir contre les recours éventuels, puisque la mouture d'octobre 1992 avait essuyé l'avis négatif du conseil régional et des huit conseils généraux. Saisie par le préfet, la haute juridiction administrative réunie en assemblée générale (par conséquent avec les magistrats de la section du contentieux) a donné, fin mars, un avis positif quasi unanime au projet de décret.

Moins d'habitants

Le nouveau document, qui prend le relais de celui de *1976* auquel Paul Delouvrier a attaché son nom, tient donc compte dans son contenu – sauf pour ce qui concerne le Grand Stade à Saint-Denis – des remarques et critiques officielles des assemblées locales. Il est par ailleurs conforme aux orientations données par le gouvernement au comité interministériel de Mende en juillet 1993, qui avait révisé nettement en baisse, dans le sens d'une croissance mieux maitrisée, les objectifs de développement de *la région*.

Le SDRIF se veut d'une plus grande clarté juridique que le document d'octobre 1992, en faisant le distinguo formel entre *« les règles pour l'utilisation des sols »* et ce qui relève seulement d'un *« guide pour l'aménagement général »*. Cette précision est nécessaire car le schéma vaut véritable directive d'aménagement du territoire pour l'Ile-de-France et, en conséquence, les plans d'occupation des sols (POS) des communes ou des syndicats *et les schéma locaux devront* être compatibles avec ses prescriptions contraignantes (zones d'urbanisation, protection des espaces naturels et agricoles, tracé des infrastructures nouvelles de transport...).

Les trois caractéristiques essentielles du schéma touchent à la protection accrue de l'environnement, la réduction des ambitions d'urbanisation et une remise à jour des réseaux de transport.

■ **L'environnement.** Le document note que *« la grande couronne agricole et forestière permet à l'Ile-de-France de préserver son patrimoine rural irremplaçable. Elle sera strictement protégée »*. La réduction importante (– 13 %) par rapport au projet de 1992 des espaces réservés à l'urbanisation ajoute 6 000 hectares à la superficie des zones naturelles et des terres agricoles. Les *« coupures vertes »* sont accentuées au nord-ouest de Cergy, sur le plateau de Saclay, le long du cours aval de la Seine en allant vers Mantes, par exemple. *Les* cartes identifient nettement les parcs naturels existants (Chevreuse) ou en projet (Vexin, boucles de la Marne, Gâtinais). Enfin, il sera interdit aux maires d'urbaniser leur territoire à moins de 50 mètres des lisières des forêts de plus de 100 hectares.

■ **La réduction des ambitions d'urbanisation.** Elle découle des choix décidés à Mende : 11 800 000 habitants en 2015 et 5 800 000 emplois au lieu de 12,2 et 5,95 dans le projet d'octobre *1992. Mais le SDRIF* ne contient plus de chiffres précis par petite zone géographique. Le découpage de la région en 32 aires d'études comportant des indications détaillées est supprimé. Au chapitre de la construction, le rythme de 53 000 logements par an est retenu.

Des lignes de métro prolongées

Les espaces urbanisables sont réduits de 50 200 hectares à 43 750. Un notion nouvelle apparaît, celle d'*« espaces partiellement urbanisables »*. Selon le schéma, les communes auront l'obligation, dans leurs documents d'urbanisme, de déterminer d'ici 2003, à l'intérieur des espaces dits *« partiellement urbanisables »* et figurés en hachures sur les cartes, les surfaces qui impérativement devront rester naturelles ou agricoles jusqu'en 2 015 (40 % au total en grande couronne et 20 % en proche couronne). *« Cette disposition plus claire est indispensable pour donner des garanties aux agriculteurs qui ont besoin de perspectives foncières claires pour investir »*, dit-on à la préfecture.

Au plan universitaire, la proportion d'étudiants en Ile-de-France sera ramenée à 20 % du total national au lieu de 26 % aujourd'hui. Pour la recherche, un tiers des postes de chercheurs publics, créés ou à renouveler, seront affectés à la région capitale.

■ **La remise à jour des réseaux de transport.** Le schéma ne touche pas à la plupart des grands projets, dont beaucoup sont déjà engagés, et notamment les travaux de transport collectifs tels EOLE ou METEOR. Il n'est pas question non plus de remettre en cause les rocades ferrées dites ORBITAL (métro rapide), l'une proche de Paris, l'autre située à quelques kilomètres. Mais les tracés seront légèrement modifiés, notamment à l'est pour *ORBITAL*.

De nouveaux prolongements de lignes de métro sont décidés, en plus de ceux retenus dans le projet de 1992. Il s'agit de la ligne 7 jusqu'au centre du Bourget, et de la ligne 11 jusqu'à Rosny-Bois-*Perrier. Le transport en site propre* Saclay-Massy ira jusqu'à Orly, et le RER B sera prolongé au-delà de Mitry-Mory jusqu'à Dammartin-en-Goële (Seine-et-Marne).

Quant au réseau routier, l'opé*ration B18 (autoroute entre* Issy-les-Moulineaux et Meudon) est abandonnée. Une partie de l'autoroute A15 au nord de la Défense est transformée en boulevard urbain, et l'autoroute B4, qui devait assurer la liaison directe entre Meaux et Roissy, est remplacée par un aménagement des voiries existantes.

Dans certaines zones particulièrement délicates, les infrastructures prévues ne sont pas remises en cause, mais des études com*plémentaires sont prescrites, près* de la forêt de Ferrières (non loin de Marne-la-Vallée) par exemple. Enfin, le schéma contient une carte, de valeur indicative, intitulée *« schéma possible d'un réseau à péage »*, comportant notamment des voiries souterraines.

Le réseau TGV subit deux modifications essentielles : le principe d'une liaison nouvelle et directe entre la Défense, le réseau nord de la SNCF et Roissy est retenu, et le tracé du « barreau sud » de l'Essonne, qui aurait permis à un voyageur d'aller, à la fin du siècle, de Nantes à Nancy, par exemple, sans passer par la gare de Massy, ne figure plus dans le schéma.

FRANÇOIS GROSRICHARD

La mort d'un chêne de la forêt de Fontainebleau

Jupiter décapité

Le plus vieux chêne de la forêt de Fontainebleau, dans le *département* de la Seine-et-Marne, mort l'an dernier, a été élagué pour des raisons de sécurité. Cette mutilation d'un arbre, qui réussit à s'épanouir pendant la guerre de Cent Ans, suscite un tollé chez les amoureux *du massif*.

Agé d'environ six cent cinquante ans, d'après les archives conservées par l'administration forestière, le chêne Jupiter dominait la forêt de Fontainebleau de sa masse impressionnante. Les forestiers le protégeaient amoureusement, comme un témoin vivant de leur gestion à long terme. Et les promeneurs venaient contempler avec respect le doyen de cette forêt, devenue aujourd'hui un vaste parc de loisirs pour les Franciliens.

Mais l'ancêtre souffrait de son grand âge et, sans doute achevé par quatre années consécutives de sécheresse, il a fini par rendre l'âme pendant l'été 1993. Pris de court, les agents de l'Office *national des* forêts (ONF) ont tenté de sauver ce qui pouvait encore l'être en prélevant des greffons sur le géant, afin de produire *in vitro* des rejetons d'un spécimen à la longévité exceptionnelle. Trop tard, hélas ! Lorsque, le 11 avril, l'entreprise d'élagage dresse sa grue pour prélever des extrémités de branche, il faut se rendre à l'évidence : aucune montée de sève n'a eu lieu. L'arbre est mort de pied en cap.

Tollé général

C'est alors qu'est commis l'acte que beaucoup, aujourd'hui, considèrent comme une erreur *irréparable*. Constatant que les branches maîtresses sont non seulement mortes mais souvent pourries de l'intérieur, et profitant de ce que la grue des élagueurs est en place, l'ONF fait couper toutes les extrémités de branches de l'arbre *« afin d'assurer la sécurité du public »*. Le vieux chêne dresse donc aujourd'hui une cime réduite à l'état de chandelier. Jupiter, gloire de la forêt de Fontainebleau, a été fait manchot sur son cadavre.

Cette opération, aussitôt connue, suscite un tollé général parmi les amoureux de la forêt de Fontainebleau. *« L'ONF m'a tuer »*, écrit le président du comité pour le parc national de Fontainebleau, Samuel Baunée, usant d'une formule inaugurée par André Rousselet dans une tribune publiée dans *le Monde*. *« On ne nous a même pas consultés alors que le massif est un site classé »*, se plaint Louis Prieur, architecte membre de la commission départementale des sites.

Quant à la Direction régionale de l'environnement (DIREN), elle constate que l'ONF n'a pas tenu compte de son courrier de l'été 1993 la mettant en garde contre des mesures trop radicales. *« Il est désolant*, indique-t-on à la DIREN, *qu'on invoque la sécurité pour ce chêne en pleine forêt, facilement isolable, alors que l'on respecte intégralement des arbres beaucoup plus dangereux pour le public, comme à Paris le fameux robinier de Saint-Julien-le-Pauvre, ou les arbres du Père-Lachaise. »*

Le charme des arbres éteints

De fait, on peut légitimement s'étonner de cette hâte à élaguer, ou de ce retard à prélever des greffons. Si Jupiter pouvait foudroyer un passant de ses bras morts, il suffisait d'établir un périmètre de protection, comme cela avait déjà été fait à son pied, pour préserver ses racines du piétinement. De la sorte, le doyen, même mort, aurait continué à dresser son imposante stature.

Il aurait simplement pris cette couleur argentée qui fait le charme des arbres éteints, et il aurait en plus offert sa ramure intacte aux oiseaux, toujours amateurs de perchoirs élevés et dégagés. C'est le cas, par exemple, d'un vieux chêne mort après l'inondation du lac du Der, en Champagne, qui sert aujourd'hui de refuge à un couple de très rares aigles pêcheurs.

« On a élagué plus fort que prévu, reconnaît Xavier Laverne, directeur régional de l'ONF. *Nous voulions seulement prendre des greffons. Mais l'état pitoyable des branches nous a contraints à les tailler pour raisons de sécurité. »* Cette bévue, car c'en est une, va apporter de l'eau au moulin de ceux qui militent pour la transformation du domaine de Fontainbleau en parc national, afin que le massif soit géré pour la seule protection de l'environnement, des sites remarquables et de l'accueil du public. La mutilation de Jupiter, véritable monument historique, certes non reconnu officiellement, risque de faire monter la pression en ce sens.

ROGER CANS

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

DEUX DOIGTS SUR LA GACHETTE. Film américain de Deran Sarafian, v.o. : Forum Horizon, 1er (36-65-70-83) ; UGC Odéon, 6e (36-65-70-72) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; George V, 8e (36-65-70-74) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15e (36-65-70-47) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

GHOST IN THE MACHINE. Film américain de Rachel Talalay, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

M. BUTTERFLY. Film américain de David Cronenberg, v.o. : Forum Horizon, 1er (36-65-70-83) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; UGC Danton, 6e (36-65-70-68) ; UGC Biarritz, 8e (36-65-70-81 ; 36-65-70-81) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; v.f. : Rex, 2e (36-65-70-23) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Mistral, 14e (36-65-70-41).

NORMAN MCLAREN, JEUX D'IMAGES. Film américain de Norman McLaren. 2310-, v.o. : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; v.f. : Reflet République, 11e (48-05-51-33).

LES OMBRES DU CŒUR. Film britannique de Richard Attenborough, v.o. : Forum Horizon, 1er (36-65-70-83) ; Gaumont Opéra Impérial, 2e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-65-70-73) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; UGC Biarritz, 8e (36-65-70-81 ; 36-65-70-81) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Kinopanorama, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15) ; UGC Maillot, 17e (36-65-70-61) ; v.f. : Rex, 2e (36-65-70-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Opéra, 9e (36-65-70-44) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (36-65-70-45) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55).

4 MARIAGES ET 1 ENTERREMENT. Film britannique de Mike Newell, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Maillot, 17e (36-65-70-61) ; v.f. : Rex, 2e (36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Opéra, 9e (36-65-70-44) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55).

SALADES RUSSES. Film français de Youri Mamine, v.o. : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

SANS POUVOIR LE DIRE. Film italien de Liliana Cavani, v.o. : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA SCORTA. Film italien de Ricky Tognazzi, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55).

WENDEMI, L'ENFANT DU BON DIEU. Film burkinabé-français de S. Pierre Yameogo, v.o. : Utopia, 5e (43-26-84-65).

Les pôles de développement économique

Le schéma prévoit l'organisation urbaine et le développement économique autour de cinq pôles :

– Des *« centres d'envergure européenne »* : Paris, La Défense, Roissy, Marne-la-Vallée, l'ensemble Massy-Saclay-Orly.

– Quatre *« sites de développement économique »* : l'ensemble La Plaine-Saint-Denis-Genevilliers-Le Bourget, le secteur Seine Amont, le site des anciennes usines Renault à Boulogne-Billancourt, le site Seine Aval.

– Les villes nouvelles dont la capacité d'accueil reste importante : Cergy-Pontoise, Marne-la-Vallée, Sénart, Evry, Saint-Quentin-en-Yvelines.

– Trois pôles nouveaux bien desservis : Melun, Meaux, Mantes.

– Des villes *« traits d'union »* qui doivent permettre une ouverture du Bassin parisien vers les régions voisines : Coulommiers, Provins, Nangis, Montereau, Nemours, Fontainebleau, Etampes, Dourdan, Rambouillet, Houdan, Magny-en-Vexin, Persan-Beaumont, Othis, Dammartin-en-Goele.

REPÈRES

RÉTROSPECTIVE

Images de Cannes dans un bureau de poste

De l'affiche du premier Festival de Cannes de 1939 au dessin de Fellini qui illustre l'édition 1994, l'exposition du bureau de poste de la rue La Boétie retrace, en une trentaine d'affiches, 47 années de septième art. Des images des années 50 ou 60, parmi lesquelles deux affiches de Folon, d'autres de réalisateurs comme le Japonais Kurosawa ou de créateurs de décor comme Alexandre Trauner, complètent cette iconographie.

Pour le prochain festival, c'est un dessin de Fellini, tiré de *la Strada*, qui a été choisi. On y voit *Giuletta Massina, de dos, petite* silhouette enfantine au bord de la mer, tambour en bandoulière.

► Bureau de Poste de La Boétie, 49, rue de la Boétie, dans le huitième arrondissement, jusqu'au vendredi 20 mai. Salle Louis-Fournioux, de 11 à 15 heures, sauf les samedis et dimanches.

FINANCES

Echec aux faussaires

Pierre-Mathieu Duhamel, directeur des finances de la ville, est fier des deux derniers emprunts qu'il vient de lancer sur le marché européen. Les obligations, d'une valeur de 2,2 milliards de francs, sont matérialisées par des coupons détachables et anonymes qui, à l'instar des billets de banques devraient être à l'abri des contrefaçons. On les a imprimées sur du papier-monnaie dans l'épaisseur duquel on est parvenu à inclure le logo de Paris et un semis de petits signes s'apparentant à du morse. Ces marques sont invisibles à *l'œil nu* et n'apparaissent que si on les illumine, avec une lampe à ultra-violets. Le procédé est quasiment inimitable par un faussaire. Les acheteurs des obligations parisiennes peuvent dormir tranquilles.

Interrogé sur un nouvel aménagement du temps à l'école

M. Chirac reste prudent sur l'hypothèse de la semaine scolaire de cinq jours

La proposition du rectorat de Paris de mettre à l'étude, pour les écoliers parisiens, une organisation du temps scolaire réparti sur cinq jours, incluant le mercredi et libérant le samedi (*le Monde* du 9 avril), a fait l'objet d'une question de Georges Sarre (Mouvement des citoyens) au conseil de Paris du lundi 25 avril. *« Quelles conséquences implique cette réforme dans l'hypothèse où ce projet d'aménagement serait mis en œuvre ? La ville de Paris entend-elle soutenir cette initiative ? »*, a demandé le conseiller du onzième arrondissement de Paris.

Sans opposer une fin de non-recevoir à la proposition du rectorat, la municipalité y a apporté une réponse d'une grande prudence. *« Ces modifications impliquent des difficultés d'organisation et des incidences considérables en terme d'emploi du temps des parents et des enseignants, en terme de pédagogie pour les maîtres et les enfants et en termes économiques pour la collectivité et les familles »*, a répondu le maire de Paris qui renvoie la balle dans le camp du rectorat auquel *« appartiennent les suites à donner à la concertation ouverte par la municipalité »*.

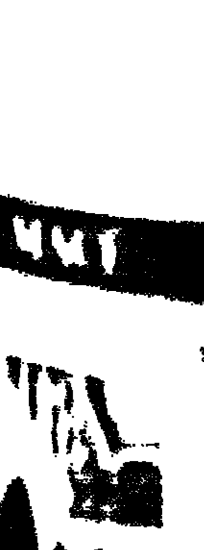
Mais les choses semblent, pour l'instant, assez mal engagées, selon le maire, puisqu'*« il ressort que l'hypothèse de la semaine de cinq jours n'est pas soutenue par les partenaires consultés et qu'un certain nombre d'entre eux ont exprimé leur désaccord vis-à-vis de la semaine de quatre jours »*.

Cette dernière formule est déjà partiellement mise en œuvre, dans toutes les écoles maternelles et primaires de la capitale, depuis la dernière rentrée scolaire, les élèves ayant congé un samedi matin sur deux.

Le maire insiste néanmoins sur le caractère *« expérimental et provisoire »* de cette mesure, laissant ainsi ouverte la possibilité d'un retour en arrière ou d'un passage à une formule plus ambitieuse.

Une réforme *« aussi fondamentale »* que l'organisation d'une semaine de cinq jours consécutifs, avec allégement du temps de travail quotidien et prise en compte, dans la journée, des activités périscolaires financées par la ville, *« mérite que soit pris le temps de la réflexion »*, conclut Jacques Chirac.

Ch. G.



Rencontre avec le saxophoniste camerounais

Manu Dibango, l'Afrique en un disque

Prosélyte de la musique africaine à travers le monde, le saxophoniste camerounais Manu Dibango publie *Wakafrica*, un disque qui réunit les chansons les plus populaires du répertoire africain, enregistrées avec la collaboration de vedettes anglo-saxonnes et africaines.

■ CRISE. Ce disque bilan paraît à un moment où la vitalité de la musique africaine se heurte au délabrement de structures économiques encore accentué, en Afrique francophone, par la dévaluation du franc CFA.

Sur le livret de *Wakafrica*, une photo en pied de Manu Dibango figure le continent africain. Le musicien y pose, coude replié (le Sénégal), épaule anguleuse (la corne de l'Afrique), les jambes en perspective fuyante (l'Afrique du Sud). Au verso, le graphiste a placé un petit autobus comme en fabriquent les Africains à partir de boîtes de conserve récupérées . Ainsi se résume *Wakafrica*, le dernier album du saxophoniste camerounais : une invitation au voyage à travers deux décennies de chanson du continent noir, vue d'en haut, d'Occident. Mais *Wakafrica* est aussi l'affirmation têtue de l'existence d'un répertoire africain — avec ses auteurs, ses compositeurs, ses diverses interprétations — opposé à une vision *« folklorique, qui réduit l'Afrique à son passé »*.

« La chanson africaine est une évidence, non évidente pour les Européens, explique Manu Dibango. *On se souvient peu des âges d'or de l'Afrique noire. La première fois que je suis allé au Zaïre, en 1961, j'étais étonné : chaque matin devant la porte de Franco* (1), *il y avait une file d'auteurs-compositeurs venus lui proposer des chansons. Ainsi approvisionnés, Franco ou Kabasélé faisaient un tube par mois. Ils avaient des Cadillac, des villas. Puis Mobutu est arrivé. »*



P. TERRASSON

Manu Dibango : une invitation au voyage à travers deux décennies de chansons africaines

Une tour de Babel

Manu Dibango voulait explorer les succès populaires du continent à la lumière de son jazz, lui insuffler une rythmique plus neuve. Mais pas seul. Il a donc fait appel à des interprètes prestigieux (Youssou N'Dour, Salif Keita, Peter Gabriel, King Sunny Addé ou Ray Lema), à des invités attractifs (Manu Katché à la batterie, Sinead O'Connor aux chœurs) et à un producteur africain habitué aux sonorités de la pop anglaise et américaine, Georges Acony . Manu Dibango a rassemblé des mélodies africaines identifiables dès la première mesure : *Emma* (Touré Kunda), *Pata Pata* (Myriam Makeba), *Lady* (Fela), *Wimoweh* (Linda/Campbell). A ce canevas familier au Nord et au Sud, il a ajouté un classique mandingue, *Diarabi* (de Kanté Manfila) et des compositions « africaines » de stars anglo-saxonnes. *Biko* (Peter Gabriel), *Homeless* (extrait de l'album *Graceland* de Paul Simon, cosigné par celui-ci et Joseph Shabalala, chef du groupe vocal zoulou Ladysmith Black Mambazo).

Wakafrica est une tour de Babel. L'Angolais Bonga chante *Diarabi* en langue malinké. Le Sénégalais Youssou N'Dour donne une version en ouolof — excellente — de *Soul Makossa*, tube fondateur de la world-music composé par Manu Dibango en 1972, qui a « inspiré » le *Wanna Be Starting Something* de Michael Jackson. Peter Gabriel retrouve Ladysmith Black Mambazo et l'Ougandais Geoffrey Oryema pour reprendre *Biko*. Alors que le Zaïrois Ray Lema se glisse vers le sud pour chanter *Homeless*, la Béninoise Angélique Kidjo et un autre Zaïrois, Papa Wemba, recréent *Ami oh !* (de Manfed Ebanda).

Musicalement, tous ceux-là ne sont pas si éloignés les uns des autres : ils appartiennent au courant moderne de la musique africaine, comme Lucio Dalla et Jacques Higelin à la chanson européenne. Ils sont depuis longtemps habitués aux mélanges, et vivent dans un monde où le griot ne se distingue plus toujours du compositeur de musique à danser, comme le soukouss zaïrois, et de la star à l'anglo-saxonne.

Les participants à *Wakafrica* ont prêté leur voix, leur sensibilité à Manu Dibango, avant d'accepter de le laisser unifier le tout *« en faisant du Manu Dibango »*. *« J'ai été le couturier qui a donné le style*, dit-il. *J'avais embauché la chanteuse Kaïssa Doumbé pour servir de mannequin. C'est sur elle que je testais les nouveaux habillages — les arrangements, les rythmiques — de ces chansons. Elle les a toutes essayées. Finalement, elle a gardé* Pata Pata. »

Wakafrica n'a pas toujours été une partie de plaisir. L'Afrique, les contrats, les tournées, sont morcelés. *« C'est un projet ancien. Au début des années 70, j'avais enregistré deux disques* (chez Sonodisc) *où je reprenais des mélodies africaines connues. J'ai poursuivi cette idée avec une formation plus importante dans* Négropolitaines (en deux volumes, chez Mélodie. On y retrouve *Pata Pata*, *Indépendance* de Kabasélé, etc., en version instrumentale). *Puis, nous avons mis deux ans à réaliser* Wakafrica. »

Le disque est-il à la hauteur des espérances ? L'art et l'énergie de Manu Dibango, la personnalité des chanteurs font des miracles (*Soul Makossa*, *Homeless*, *Ami oh !* sont formidables). Mais les compositions, la production et les interprètes ne font pas toujours bon ménage (*High Life*, le morceau enregistré par le Nigérian King Sunny Ade, artiste pourtant majeur, est décevant et deux morceaux instrumentaux rappellent l'éclectisme un peu opportuniste qui a conduit Manu Dibango, sexagénaire généreux, à jouer du saxophone à côté de jeunes rappers, à revoir la *Javanaise* de Gainsbourg, ou à présenter des émissions de télévision, pour masquer une certaine paresse musicale.

Ces faiblesses de l'album représentent un danger, car *Wakafrica* est un gros projet, qui a coûté aux alentours de 2 millions de francs à sa maison de disques, Fnac Music. Mais Manu Dibango est remarquablement soutenu par ses musiciens habituels (Vincent N'Guini, Armand et Félix Sabal-Leco, Francis M'Bappé, Tony Allen, si bons que Paul Simon ou Peter Gabriel les ont parfois « empruntés ») et des musiciens traditionnels (percussions, kora, balafon, violon *n'goni*) qui n'avaient guère pratiqué ce genre de sport auparavant.

« Cela posait des problèmes techniques, de gammes, précise Manu Dibango. *Lansina Kouiaté, le balafoniste, devait sans cesse changer ses lames. Moriba Koïta, le joueur de* n'goni *malien, jouait une phrase, je lui donnais la réponse au saxophone. C'était une révolution dans sa tête. Comment suivre ? Les musiciens traditionnels ont peur de violer un patrimoine initiatique en changeant l'agencement des instruments. De même, lorsqu'un chanteur interprète la chanson d'un autre, les Africains ont de suite l'idée de vol. Là-bas, la chanson c'est comme l'agriculture : on brûle tout avant de replanter. Or, pour survivre, il faut renoncer à cette fermeture. Sans Broadway, sans Gershwin, sans Cole Porter, le jazz serait resté blues. »*

« Tout est sens dessus-dessous »

Manu Dibango voudrait que *Wakafrica* fasse réfléchir. La musique parviendrait-elle à affermir l'idée panafricaine, unitaire et pacifique, que la politique et l'économie s'acharnent à contredire ? : *« En tout cas, c'est là-bas que tout se joue. Car si* Yéké Yéké, *de Mory Kanté, a eu valeur de symbole, si* Soul Makossa *s'est vendue à des millions d'exemplaires à travers le monde, tous ces produits français, commercialisés aux Etats-Unis, ont largement échappé à l'Afrique. Et, aujourd'hui, à nouveau, tout est sens dessus dessous. La dévaluation du franc CFA a mis les musiciens dans une impasse encore plus grande* (lire l'encadré ci-contre). *En Europe, les frontières se ferment, là-bas ils n'ont plus les moyens de travailler, ils sont perdants des deux côtés. »*

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) L'Okang La Ndju Pene Luambo Makiadi, dit « Franco », fut la première grande vedette de la musique africaine, après les indépendances. Ce Zaïrois était l'un des inventeurs de la version congolaise de la rumba.

▶ Wakafrica, 1 CD Fnac Music 592137.

▶ En concert : Manu Dibango et le Soul Makossa Band les 27 et 28 mai au Casino de Paris (avec Papa Wemba, Ray Lema, Salif Keita, Touré Kunda, Kaïssa Doumbé, Nicole Croisille). Tél. : 49-95-99-99 . Le 21 mai à 20 h 30 à la Filature de Mulhouse (avec Princess Erika, Salif Keita, Lokua Kanza). Tél. : 89-36-28-29.

La dévaluation et les pirates

La dévaluation du franc CFA en janvier 1994 a achevé de convaincre EMI, seule multinationale du disque encore présente en Afrique de l'Ouest, du bien-fondé de son désengagement africain. Pathé-Marconi-Côte d'Ivoire produit environ 1,3 million de cassettes chaque année. Au catalogue, on retrouve les références de nombreux artistes ivoiriens (Alpha Blondy, Meiway, Ismaël Isaac), et d'Afrique centrale. EMI dispose également d'une filiale à Bamako (Mali) depuis 1992, chargée de développer les potentialités locales, qui sont nombreuses (Djeneba Diakité, Lobi Traoré). Longtemps, Pathé-Marconi Côte d'Ivoire a tenté de résister à la plaie des cassettes pirates, moins chères, et de moins bonne qualité, qui inondent le marché africain.

Depuis quelques temps déjà, EMI avait entrepris de se retirer de certains pays du tiers-monde, dont la Côte d'Ivoire. La dévaluation du franc CFA et la diminution du pouvoir d'achat des consommateurs africains l'ont définitivement convaincue de céder ses filiales, tant à Abidjan qu'à Bamako. De plus, la major anglaise vient de créer sa collection de world-music, Hémisphère, dont les six premiers titres seront mis vente dans le monde entier début mai. Trois volumes de cette première série sont consacrés à des artistes africains (*Electric & Acoustic Mali, Reggae Africa, Patience Dabany*). La plupart des titres viennent de l'écurie EMI Afrique, et les dirigeants des filiales africaines, Philippe Berthier au Mali, et Michel Jabre à Abidjan, ont activement participé à leur élaboration. Les albums d'Hémisphère devraient *« donner une large vitrine à des artistes encore méconnus »*. L'intention est louable. Mais demain, comment vivront les artistes africains aujourd'hui proposés au public occidental ?

V. Mo.

CINEMA

Festival de Cannes

La Quinzaine des réalisateurs 1994

La Société des réalisateurs de films (SRF) qui organise la Quinzaine des réalisateurs à Cannes depuis 1969 a présenté, le 26 avril, les films retenus pour son édition 1994 :

Auf Wiedersehen Amerika, de Jan Schutte (Allemagne).

Muriel's Wedding, de P. J . Hogan (Australie).

71 Fragmente einer Chronologie des Zufalls, de Michael Haneke (Autriche).

Amateur, de Hal Hartley (Etats-Unis).

Fresh, de Boaz Yakin (Etats-Unis).

Pida Huivista Kiini Tatjana, d'Aki Kaurismaki (Finlande).

Ap'ti Hioni, de Sotiris Gortisas (Grèce).

Back To Back, Face To Face, de Huang Jianxin (Hongkong/Chine).

Bandit Queen, de Shekhar Kapur (Inde)

Senza Pelle, d'Allesandro d'Allatri (Italie).

Wrony, de Dorota Kezierzawska (Pologne).

A Caixa, de Manoel de Oliveira (Portugal).

Tres Palmeiras, de Joao Botelho (Portugal).

Katia Ismailova, de Valeri Todorovski (Russie/France).

Eat Drink Man Woman, d'Aung Lee (Taïwan)

Les Silences du palais, de Moufida Tlati (Tunisie/france).

Le Dieu, l'homme, le monstre, film collectif bosniaque sous la direction d'Adémir Kenovic sera présenté en séance spéciale.

Par ailleurs, la SRF a présenté les films retenus pour la section Cinémas en France : *les Amoureux*, de Catherine Corsini, *Faut pas rire du bonheur*, de Guillaume Nicloux, *Petits arrangements avec les morts*, de Pascale Ferran, et *Trop de bonheur*, de Cédric Kahn.

JEAN VIGO : le prix à « Trop de bonheur », de Cédric Kahn. – Le jury du prix Jean Vigo a décerné cette récompense, créée en 1951 pour encourager les *« auteurs d'avenir »* à *Trop de bonheur*, de Cédric Kahn, un long-métrage qui sera présenté au prochain festival de Cannes dans la section Cinémas en France. Le prix du court-métrage est allé à *75 Centilitres de prières* de Jacques – Maillot, également présenté à Cannes.

SCENARIO : Jeanne Labrune, meilleure scénariste. — Un jury de professionnels du cinéma, présidé par Carole Bouquet, a attribué lundi 25 avril le Grand Prix du meilleur scénariste 1994 à Jeanne Labrune pour *Vatel ou le Vertige*. Ce prix, d'un montant de 150 000 francs, est destiné à aider à la réalisation du film qui sera mis en scène par la scénariste, réalisatrice de *De sable et de sang*.

La création d'un Observatoire du public des films

Les spectateurs comme cibles

Dominique Wallon, directeur général du Centre national du cinéma (CNC), a présenté, le 27 avril, l'Observatoire du public du cinéma, mis en place par ses services en collaboration avec le syndicat des exploitants et l'institut Médiamétrie. Son objectif est d'analyser la composition du public en salle de chaque film, selon les critères d'âge, de catégories socio-professionnelles, d'habitat, d'assiduité dans les salles obscures, etc. Conséquence logique d'une diffusion du cinéma qui fait de plus en plus appel aux techniques du marketing, cet outil permettra d'affiner la commercialisation de films qui, pour la plupart, ne s'adressent plus à un hypothétique « grand public » (lequel n'est au rendez-vous des salles que pour deux ou trois titres par an), mais à des « cibles » pariculières.

A côté de cette surveillance générale et permanente, l'Observatoire mène simultanément des études plus ponctuelles. Ainsi, en plus des premiers relevés portant sur trente-cinq films récents, a été présenté le résultat de deux recherches. La première porte sur le public des 6-14 ans, jusqu'à présent exclu des statistiques du CNC, alors que cette tranche d'âge représentait 10 % de l'audience globale en 1993. La seconde étude concerne la fréquentation durant les mois d'été, afin d'évaluer les raisons de cette « morte saison » relative de l'exploitation cinématographique, et éventuellement de remettre en cause l'abandon des mois de juillet et août aux productions américaines.

J.-M. F.

MUSIQUES

LE GEWANDHAUS DE LEIPZIG au Théâtre du Châtelet

Une réhabilitation éclatante

Bien qu'il puisse se prévaloir d'être l'un des plus anciens orchestres occidentaux, d'avoir été mené par une lignée de directeurs musicaux et de chefs invités prestigieux, dont Mozart, Mendelssohn, Berlioz, Liszt, Brahms, Tchaïkovski, Saint-Saëns, Nikisch, Mahler, Furtwängler, Walter et Abendroth, l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig a souffert – comme la Staatskapelle de Dresde – du partage de l'Allemagne *après la Seconde Guerre* mondiale.

l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig a souffert – comme la Staatskapelle de Dresde – du partage de l'Allemagne après la seconde guerre mondiale.

Située dans la partie orientale du pays, cette formation n'a rien perdu de sa modestes a d'autre part éloigné de ces deux orchestres les solistes et les celles de l'Orchestre philharmonique de Berlin. Une politique de cachets cette cette situation aura été de maintenir à Leipzig – comme à Dresde – une chefs de l'Ouest les plus en vue, à de rares exceptions près. *L'avantage de cette situation* aura été de maintenir à Leipzig – comme à Dresde – une Peu après la chute du mur en 1989, Kurt Masur, directeur musical à Leipzig depuis 1970, décrocha un contrat d'enregistrement avec Teldec-Warner, juste avant d'être choisi par les musiciens du Phil*harmonique de New-York pour* être leur nouveau directeur musical. Les New-Yorkais souhaitaient retrouver un prestige écorné pendant les vingt années où ils furent dirigés par Zubin Mehta. L'Orchestre de Leipzig, dont les disques publiés à l'Est par Eterna ne faisaient jusque-là que l'objet de contrats de coproduction (avec Philips, EMI et Eurodisc), entra par la grande porte sur le marché international.

Le Gewandhaus de Leipzig franchit donc de nouveau facilement les frontières allemandes. Le voici à Paris dans le cadre d'une tournée commémorant ses deux cent cinquante années d'existence. Parti d'Amsterdam, le 17 avril, l'orchestre, Kurt Masur et quelques solistes (les violonistes Viktoria Mullova, Sarah Chang, les pianistes Elisabeth Leonskaja et Peter Donohe) passeront par Bruxelles, Londres, Birmingham, Cardiff, Paris, Lucerne, Montreux, Rome, Milan, Madrid et Hambourg, *avant de terminer leur péri*ple européen, le 7 mai, dans la salle de la Philharmonie de Berlin qui a servi de modèle à celle du Gewandhaus de Leipzig. Sviatoslav Richter *y sera leur soliste dans* le Dix-Huitième Concerto de Mozart.

Une interprète sans défense

Au premier des deux concerts que la formation allemande donnait à Paris les 26 et 27 avril, Masur avait inscrit le *Concerto en la mineur*, de Schumann, et la *Septième Symphonie* de Bruckner. Martha Argerich devait en être la soliste, mais elle a annulé. Masur souhaitait présenter à Paris une jeune pianiste chinoise de neuf ans qu'il a découverte. Le Châtelet a préféré engager Maria Joao Pirès, un nom susceptible d'attirer un public plus nombreux. C'est dire le handicap imposé au Gewandhaus de Leipzig : dans les mêmes circonstances, le Philharmonique de Berlin aurait imposé sans discussion possible le soliste de son choix.

Le 26, Maria Joao Pirès était dans de bonnes dispositions musicales et pianistiques. Son jeu plonge au cœur même de la fébrilité schumanienne. L'artiste portugaise est pourtant un peu trop nerveuse, c'est la rançon de sa crainte de ne pas exprimer assez, le signe d'une interprète qui se présente sans défense au public. Sa technique semble trop limitée pour qu'elle aille au bout d'elle-même. Ses mains sont *si* petites, ses épaules si frêles qu'elles ne peuvent soutenir tant d'énergie : la main gauche de la pianiste manque de présence, sa sonorité de profondeur. Masur l'accompagne avec attention, mais sur une autre planète musicale. Le Gewandhaus respire plus large, ses cordes sont plus lyriques que passionnées, les traits d'archet toujours détaillés et d'une souplesse rarement entendue dans une œuvre qui marche si souvent à cloche-pied.

Magnifiées, les qualités de l'orchestre donnent à la *Septième Symphonie* de Bruckner, donnée en seconde partie du concert, une liberté d'allure, une grâce à laquelle la plupart des lectures contemporaines ne nous ont pas accoutumés. Il semble alors que l'on redécouvre l'œuvre entendue cent fois par d'autres. Des détails enfouis jusque-là surgissent, le discours trouve son point d'équilibre. Chaque phrase se déploie dans l'espace avec naturel.

La voie interprétative choisie par Masur et ses musiciens est la plus ardue qui soit : laisser la musique aller, sans chercher à attirer l'attention autrement que par un soin amoureux mis à jouer chaque note, chaque phrase, à construire un édifice harmonieux.

Al. Lo.

▶ A écouter, par Kurt Masur et l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig. Mendelssohn : *Symphonies nos 3 et 4* (1 CD Teldec 4509 921 482) ; *Songe d'une nuit d'été* (1 CD Teldec 2292 463 232, et *Concerto pour violon et orchestre,* avec Maxim Vengerov (1 CD Teldec 4509 908 752).

Un entretien avec Kurt Masur

D'Est en Ouest

Directeur musical du Gewandhaus de Leipzig depuis 1970, Kurt Masur assume également ces fonctions auprès du Philharmonique de New-York depuis 1989. Rencontre avec un chef transcontinental.

« Dans les mois qui ont suivi la chute du mur de Berlin, on a beaucoup dit que des orchestres de l'Allemagne réunifiée seraient dissous. Qu'en est-il ?

– Il y a beaucoup plus d'orchestres en Allemagne qu'en France. Chaque ville de moyenne *importance a le sien. Il serait év*idemment opportun que quelques-unes des quatre-vingt-huit formations allemandes se réunissent pour obtenir de meilleurs résultats, mais la campagne menée par certains hommes politiques qui souhaitaient en voir disparaître quelques-unes, a cessé. C'est curieux, les hommes politiques, trouvent toujours que la culture n'est pas essentielle à la vie de leurs concitoyens.

» Quand la crise économique frappe un pays, les politiques pensent immédiatement qu'il faut se limiter à assurer un logement et des moyens de subsistance à la population. C'est une erreur fondamentale, il ne faut jamais cesser de donner les moyens à tous les citoyens, et particulièrement aux plus pauvres, d'accéder à la culture.

– Vous êtes directeur musical en Allemagne et aux Etats-Unis, deux pays où la culture n'est pas soutenue de la même façon par l'Etat. Cela influe-t-il sur le fonctionnement des orchestres ?

– Le Philharmonique de New-York est, financièrement, quasi *indépendant de l'Etat. Il fonctionne* grâce aux mécènes, au sponsoring et à la vente des billets. Dans certaines villes américaines, cet équilibre est très fragile. L'Orchestre de Cleveland, par exemple, malgré son prestige, n'est soutenu que par une poignée de personnes privées. Sa survie ne dépend que d'elles. A Leipzig, comme en France, la situation est inverse. La situation idéale serait, me semble-t-il, que l'Etat ne fournisse qu'une somme nécessaire au fonctionnement de l'institution, *et que la ville et la région versent la* partie des subventions destinée à l'artistique.

» De cette façon, les habitants se sentiraient propriétaires, dans le bon sens du terme, de leur orchestre. Lorsqu'un musicien du Philharmonique de Berlin dit à un Berlinois qu'il joue dans cet orchestre, il est traité en seigneur . Lorsque je suis arrivé à New-York, ce n'était vraiment pas le cas. Je m'efforce d'inverser cette tendance.

– Les qualités des orchestres de New-York et de Leipzig ?

– Le Philharmonique de New-York *a déjà une longue histoire der*rière lui, puisqu'il a le même âge que le Philharmonique de Vienne. Sa sonorité est brillante, c'est un orchestre virtuose. L'Orchestre du Gewandhaus a une sonorité différente, liée à la culture européenne, plus sombre, moins brillante. C'est comme deux pianos de concert, si bons *mais si différents que l'on ne* peut dire quel est le meilleur. Le fait que je dirige ces deux orchestres me permet d'échanger des solistes et de faire profiter le Philharmonique de New-York du matériel de partitions conservé à Leipzig . Cette formation a tout de même deux cent cinquante ans d'histoire derrière elle. »

Propos recueillis par
ALAIN LOMPECH

THÉÂTRE

L'ENFANT D'OBOCK à Caen

Le corps de la légion

CAEN
de notre envoyée spéciale

Obock est une ville de garnison en République de Djibouti. C'est là que Marie aurait voulu adopter un enfant. Son mari, capitaine d'une compagnie de légionnaires, a refusé. Depuis, d'une ville de garnison à l'autre, elle traîne sa détresse. Les paysages changent, mais qui les voit ? Elle, comme le capitaine et ses hommes, sont prisonniers des mêmes bistrots impersonnels, des mêmes murs blancs qui ne retiennent aucune image – le décor est de Claire Chavanne : quelques panneaux mobiles, lisses, dans lesquels s'ouvrent des fausses fenêtres, des trappes pour laisser passer des lits, une table, des meubles quelconques.

Ecrivant *l'Enfant d'Obock*, (paru aux Éditions théâtrales) Daniel Besnehard a voulu *« explorer un territoire humain, celui de la légion étrangère »*. Un territoire où il a passé des mois à regarder, à écouter, et à retraduire, avec une sorte de compassion détachée. Résultat : une pièce concise, faite de dialogues recomposés, de détails, de gestes exacts dérythmés. La mise en scène de Claude Yersin joue un cérémonial de la banalité qui rappelle les meilleurs moments du « théâtre du quotidien ». Mais appliqué à ce monde masculin, fermé, qui cultive sa légende, c'est insolite, et étouffant. Les hommes s'entraînent à transformer leur *« chair en muscles »* et leurs *« muscles en charogne si une guerre veut de nous »*. Pendant ces exercices ambigus, pendant que leurs corps presque nus luttent et s'enroulent ensemble, ils apprennent à se connaître, à s'oublier. Ils apprennent l'anonymat.

De temps en temps ils se souviennent qu'ils ont été ingénieurs, imprimeurs, ici et là. Ils parlent d'un autre monde : ils sont à présent légionnaires. Ceux que montre Daniel Besnehard le sont devenus sans vraiment *choisir*, parce *que ça* s'est trouvé comme ça. Ils ont été sélectionnés, se sont engagés pour cinq ans minimum, pendant lesquels ils n'ont pas le droit de se marier. Ils vivent entre eux, vont où on leur dit d'aller, font de l'humanitaire, ou la guerre, c'est selon. Ils obéissent. Loin de la soldatesque sanguinaire, très loin de *Gueule d'amour* mais non sans romantisme, la pièce démythifie l'aventure, qu'elle soit héroïque ou amoureuse. Les hommes sont trop dépersonnalisés pour savoir encore comment aimer, trop soumis aux chaos du monde pour être capables de stabilité. Ils forment un seul corps dont la tête serait le capitaine. Ils sont soudés, et la femme s'ennuie. Elle repasse, elle fait les valises, elle couche avec un légionnaire sans autre conséquence qu'un peu plus d'amertume. Finalement elle gagne, parce *qu'elle s'en* va. Elle choisit de s'en aller, seule. Et eux, ils chantent en chœur.

Françoise Bette est remarquable de dignité, de vitalité dans le rôle ingrat de cette Bovary qui a tant à donner et s'est fanée sur pied. Elle a des gestes sans importance, des sentiments simples, sa vérité. Elle fait ressentir à quel point, comme toute société trop homogène, est mutilante cette société masculine. Ce corps unique est composé d'individus (Patrick Montreuil, Eyoum-Deido, Gilles Dao, Karim Belkhadra, Gauthier Baillot) avec, à leur tête, Yves Prunier, capitaine ébahi aux allures de comptable, un homme qui ne sait plus qui il est.

COLETTE GODARD

▶ Prochaines représentations : *Combes-la-Ville, la Coupole, rue* Jean-François-Millet, tél. : 64-88-72-05, les 29 et 30 avril à 20 h 45. Saint-Herblain (Nantes), centre culturel Onyx, 1, place Océane, tél. : 40-38-12-00, les 10 et 11 mai à 21 h. Sceaux, les Gémeaux, 49, avenue Georges-Clemenceau, tél. : 46-60-05-64, du 16 au 20 mai à 20 h 45.

Sept nominations à la tête des centres dramatiques

Coup de jeune sur les scènes publiques

Trente et un centres dramatiques nationaux (CDN) se sont partagé en 1993 les faveurs de 1,8 million de spectateurs. Créés dans les années 70 pour accélérer la décentralisation lancée avec les maisons de la culture, ils sont, comme l'a rappelé Jacques Toubon lors d'une conférence de presse le mercredi 27 avril, *« les pôles d'excellence, avec les théâtres nationaux, du théâtre français »*. L'an passé, plus de cent spectacles y ont été créés, dont plus de cinquante étaient écrits par des *auteurs contemporains français*. Les directeurs des centres dramatiques, metteurs en scène ou producteurs, sont nommés par le ministre pour trois ans, en accord avec les collectivités locales concernées qui cofinancent ces centres.

Les décisions annoncées le 27 avril concernent sept établissements de première importance. A Nanterre-Amandiers, le mandat du metteur en scène Jean-Pierre Vincent, qui avait été prolongé d'un an pour 1994, sera renouvelé à partir de 1995. Lui sera associé Stanislas Nordey, l'une des figures les plus remarquées de la nouvelle génération. Né en 1966, il fut l'élève de Vincent au Conservatoire où il a constitué une troupe de jeunes acteurs qui s'installera à Nanterre avec lui le 1er janvier prochain. Au Théâtre national de Bretagne de Rennes, François Le Pillouer, fondateur du Festival Théâtre en mai à Dijon, producteur de quarante et un ans, succédera le 1er janvier 1995 à Emmanuel de Véricourt. Celui-ci, après avoir recréé dans cette ville une activité de création et de diffusion sur les ruines d'une maison de la culture sinistrée, n'avait pas souhaité le renouvellement de son mandat.

A Toulouse, le *mandat du metteur* en scène Jacques Rosner est prolongé de deux ans, afin qu'il mène à bien la réalisation d'un nouveau théâtre ; lui est associé Robert Cantarella, metteur en scène de trente-six ans, ancien directeur du Théâtre du Quai de la Gare à Paris et bon spécialiste du répertoire contemporain. Un homme du même âge, Dominique Pitoiset, qui a réalisé la saison dernière un très beau *Faust* de Goethe, s'installe au Centre dramatique de Dijon. Il souhaite y continuer un travail de collaboration avec François Le Pillouer et avec René Gonzalès, directeur du Théâtre Vidy de Lausanne (Suisse). Il succèdera le 1er janvier 1996 à Alain Mergnat. Association encore, avec la nomination de Laurent Pelly, trent-deux ans, auprès de Roger Caracache, *reconduit pour trois* ans à la tête du CDN de Grenoble.

Le cas de Limoges

Deux théâtres subventionnés qui n'appartiennent pas à la catégorie des CDN changent de direction. Eric Vigner, trente-quatre ans, qui vient de signer la mise en scène de *Pluie d'été*, de Marguerite Duras, prendra le 1er juillet 1995 la direction du Centre dramatique régional de Lorient. Michel Raskine, metteur en scène d'un *Huis clos* à succès, ancien assistant de Roger Planchon, et André Guittier, jusqu'ici codirecteur avec Daniel Mesguisch du Théâtre de la Métaphore de Lille, forment le duo qui prendra début 1995 la direction du Théâtre du Point du *Jour de Lyon* que Jean-Louis Martinelli a quitté pour le Théâtre national de Strasbourg.

Un cas reste pendant, celui du Théâtre La Limousine à *Limoges*, dirigé par Arlette Théphany et Pierre Meyrand jusqu'au 31 décembre 1995. Le ministre leur a signifié, il y a quelques jours, le non-renouvellement de leur contrat, sans désigner de successeur. Enfin, Jacques Toubon a indiqué que le TNP de Villeurbanne, codirigé par Roger Planchon et Georges Lavaudant, le plus prestigieux des CDN, va faire l'objet *d'« un plan de redressement financier »* et que ni Roger Planchon ni le personnel du théâtre n'avaient désormais de raison de s'inquiéter.

O. S.

Après le licenciement du rédacteur en chef

La rédaction du «Nouvel Economiste» dépose un préavis de grève

Les quarante journalistes de l'hebdomadaire *le Nouvel Économiste*, réunis en assemblée générale, mercredi 27 avril, ont déposé un préavis de grève pour lundi 2 mai. La rédaction demande à Henri J. Nijdam, directeur de la publication, de revenir sur la procédure de licenciement engagée contre le rédacteur en chef, Gilles Le Gendre (*le Monde* du 28 avril). La rédaction demande également l'élaboration d'une charte régissant les relations entre direction et rédaction. Le mouvement de grève devrait empêcher *le Nouvel Économiste* de paraître la semaine prochaine.

Quelle que soit la réponse que donnera Henri J. Nijdam à la rédaction du *Nouvel Économiste* à propos de Gilles Le Gendre, rédacteur en chef contre lequel a été entamée une procédure de licenciement, les relations avec le PDG de Capital Média, société éditrice du *Nouvel Économiste* et de plusieurs autres titres (*le Journal de l'assurance, la Revue vinicole, l'Eperon*, etc.), risquent d'être entachées de suspicion. Et de mettre en cause la relance de l'hebdomadaire. Au sein de la rédaction, l'émotion était à son comble, mercredi 27 avril. *«Nous sommes très choqués. La formule actuelle tient à la cohésion de l'équipe autour de son rédacteur en chef»*, témoigne un journaliste, membre du bureau de la Société des rédacteurs, instance dans laquelle, la veille, des questions avaient été posées à Henri J. Nijdam sur ses relations avec Gilles Le Gendre et sur les solutions qu'il proposerait... *«Nous savions qu'il y avait un conflit larvé dû à l'envie de M. Nijdam d'intervenir plus directement dans la rédaction, en outrepassant son rôle de directeur de la publication. Gilles Le Gendre a fait «sauter le bouchon»*, explique un autre journaliste.

Ironie du sort, le conflit a lieu juste un an après que M. Nijdam, en accord avec Gilles Le Gendre qu'il avait appelé à ses côtés pour diriger la rédaction du *Nouvel Économiste*, a décidé de mettre au point la nouvelle formule du titre. Aujourd'hui, rien en va plus entre les deux hommes, alors que *le Nouvel Économiste* a reconquis un lustre perdu tant sur le plan de la notoriété que sur celui des chiffres. La diffusion payée, en 1993, devrait être de 84 508 exemplaires (contre 83 474 exemplaires en moyenne en 1992) et le journal a collecté 336 pages de publicité au premier trimestre 1994, contre 164 durant la même période, en 1993.

Le patron de Capital Média a justifié sa décision par *«des problèmes de caractère et l'entretien permanent de relations conflictuelles au sein de l'entreprise»*, regrettant par avance qu'il puisse y avoir un *«amalgame»* entre *«un problème de management individuel»* et *«un débat d'idées ou éditorial»*. *«La politique éditoriale ne changera pas avec le départ de Gilles Le Gendre»*, a-t-il affirmé, en notant que *«les inquiétudes de la rédaction étaient infondées»*. Pour les journalistes, ces *«relations conflictuelles»* n'existent pas au sein de la rédaction.

Un management d'entreprise archaïque

La mesure prise contre Gilles Le Gendre crée un *«précédent inacceptable, qui ouvre la porte à tous les abus et révèle un management d'entreprise particulièrement archaïque»*. Quant à la mise en cause de la cohésion de l'entreprise, elle serait surtout due à M. Nijdam, ainsi qu'à la directrice générale de l'entreprise, Martine Prual, accusée par certains de *«semer la zizanie dans la rédaction»*. En outre, des journalistes craignent des *«dérapages»*, et citent par exemple la tentation de M. Nijdam d'influencer l'élection du «Manager de l'année», opération promotionnelle du *Nouvel Économiste*, de favoriser le mélange des genres publicité-rédaction, ou encore de conseiller la prudence sur des articles mettant en cause certaines de ses connaissances.

M. Nijdam nous déclarait récemment : *«Je ne suis pas un financier, je ne suis pas un manager, je suis un «homme produit-presse» qui aime faire des journaux. J'estime qu'en France la presse a accumulé un retard et qu'il n'y a pas antinomie entre les structures de l'entreprise et l'indépendance éditoriale, comme en témoigne la presse anglo-saxonne.»* Le patron du *Nouvel Économiste*, fer de lance du groupe puisqu'il représente 55 % de son chiffre d'affaires, avait aussi indiqué que *«l'une des clefs du succès du* Nouvel Économiste *tenait à la rédaction»*, à laquelle *«il donnait, sans flagornerie, un coup de chapeau»*. En fait de coup de chapeau, la rédaction a plutôt l'impression d'avoir pris un coup de massue.

YVES-MARIE LABÉ

BIBLIOGRAPHIE

Les journalistes en questions

CARTES DE PRESSE
Enquête sur les journalistes de Jean-Marie Charon.
Stock, coll. «Au vif», 356 p., 130 F.

C'est presque devenu une antienne : les journalistes ne sont plus crédibles, le public ne leur fait plus confiance. Sondages catastrophiques, Timisoara, faux entretien de Fidel Castro, désinformation organisée pendant la guerre du Golfe... Cette image négative supplante celle, héroïque, du «quatrième pouvoir». Souhaitons que la première soit aussi noircie que la deuxième était enjolivée.

Jean-Marie Charon, ingénieur de recherche au CNRS et spécialiste des médias, a voulu montrer dans quel contexte s'inscrivait cette crise de confiance. *«Curieux du monde et de la vie qui va*, avance l'ancien rédacteur en chef de *Médiaspouvoirs, le journaliste n'en est pas moins souvent ignorant de l'état de sa profession, de sa réalité sociologique et de ses enjeux institutionnels»*. Reconnaissons même qu'il a horreur qu'on s'occupe de ses affaires. Jean-Marie Charon prend donc le risque d'informer sur les journalistes.

En trente ans la sociologie de la profession a profondément changé : le nombre de journalistes a triplé, le pourcentage de pigistes augmenté, la population s'est rajeunie et féminisée, le niveau de formation a progressé. Surtout, la profession a *«éclaté»*, en se divisant en quatre : information politique et générale (les plus reconnus), audiovisuel (les plus connus), presse régionale (*«les cousins de province»*) et presse spécialisée (*«la descendance illégitime»*). Ces deux dernières catégories emploient près des deux tiers des journalistes.

Il n'y a donc pas une famille, mais des familles, pas une profession unique mais plusieurs métiers. Ils se trouvent pourtant tous confrontés, à des échelles et avec des enjeux différents, aux mêmes problèmes, qui tiennent au bouleversement du paysage médiatique français : *«La sophistication des données techniques et scientifiques, les performances des moyens techniques mis en œuvre par les médias, leur logique concurrentielle et entrepreneuriale, le développement des statuts précaires, la perte des grands repères et la dualité information-communication»*.

Jean-Marie Charon détaille les conséquences de ces changements sur la réalité du travail et sur la dégradation de l'image auprès du public. Les performances techniques ont entraîné une surenchère dans la rapidité, une dictature du direct, qui empêchent les vérifications et conduisent à Timisoara. La plupart des journaux sont nés après guerre *«sur une sorte de négation de l'entreprise»*. La crise économique a, depuis, imposé une logique gestionnaire qui trouve son prolongement dans la reprise en main de certaines entreprises par des grands groupes industriels (dont Matra-Hachette, Bouygues, Alcatel-Alsthom, LVMH). Parallèlement, d'autres groupes, ou les mêmes, ont appris à utiliser leurs relations avec la presse, en mettant au point des services de communication qui multiplient les sollicitations, les pressions plus ou moins discrètes, et inversent la mission des journalistes : au lieu de chercher l'information, ils doivent trop souvent faire un tri entre les informations dont ils sont abreuvés.

Les journalistes ne sont pas seulement victimes de ces mutations et de ces dérives. Ils en sont aussi responsables pour avoir cédé à certaines tentations, ou tout simplement pour ne pas avoir assez pris la mesure de ces changements. Les débats annoncés sur la déontologie n'avancent guère. Le livre de Jean-Marie Charon est sans concession. Il identifie des dangers, des menaces, mais il témoigne d'une confiance certaine dans la profession, et dans sa fonction démocratique. A condition qu'elle ne se contente pas de donner des leçons, mais aussi qu'elle pose et qu'elle se pose les bonnes questions.

ALAIN SALLES

DANS LA PRESSE

Le deuxième jour de scrutin en Afrique du Sud

International Herald Tribune (Paul Taylor) : *«Mercredi, des millions de Sud-Africains se sont débarrassés du fardeau de leur passé en supportant avec une révérente patience de longues files d'attente, afin de reconstituer leur nation sur les bases d'une démocratie multiraciale (...). Le premier jour de scrutin des premières élections au suffrage universel en Afrique du Sud s'apparentait à une catharsis nationale. En beaucoup d'endroits, Noirs et Blancs se tenaient côte à côte – un acte illégal pendant les ténèbres de l'apartheid.»*

Libération (Corinne Moutout et Stephen Smith) : *«Tout était symbole, et les mots presque superflus (...). Avant de voter pour la première fois, à l'âge de soixante-quinze ans, dont vingt-sept passés en prison, [Nelson Mandela] a gravi une colline pour se recueillir sur une tombe : celle du premier président de l'ANC, son lointain prédécesseur John Dube, mort – sans avoir entrevu le suffrage universel – à soixante-quinze ans. L'épitaphe sur sa pierre tombale : «Des ténèbres à la lumière glorieuse»*. C'est en effet le trajet accompli hier par l'Afrique du Sud, lorsque Nelson Mandela, ému, a plongé son bulletin dans l'urne.

RTL (Marc Ullmann) : *«Les Noirs d'Afrique du Sud prennent au pied de la lettre l'expression «droit de vote». C'est un droit, ils ont longuement combattu pour l'obtenir et l'exercice de ce droit est maintenant senti par eux comme un facteur de dignité! Cela dit, il reste du chemin à parcourir pour que l'Afrique du Sud forme une véritable nation.»*

France-Inter (Jean-Marc Sylvestre) : *«La photo de Nelson Mandela déposant son bulletin de vote qui est à la «Une» de tous les journaux, ce matin, est un symbole formidable. Mais les petits Noirs de Soweto espèrent surtout que cela remplira leur assiette dans un logement décent et cela, très vite. Cette démocratie était sûrement nécessaire à la croissance économique, elle n'est pas suffisante.»*

La préparation des élections européennes

InfoMatin (Béatrice Jérôme) : *«Un tremplin pour les droites dures. Un amortisseur pour la droite modérée. Les Européennes donnent souvent des sueurs froides aux partis de gouvernement. (...) Le débat sur Maastricht a encore enfoncé des coins entre [le RPR et l'UDF] à propos de l'Europe. (...) Avec Dominique Baudis et Hélène Carrère d'Encausse, deux pro-européens déclarés pour conduire la liste, la tactique d'unité risque d'ouvrir une autoroute aux autres listes anti-Maastricht.»*

Le Quotidien (Eric Zemmour) : *«Une autre tête de liste a tout intérêt, comme Dominique Baudis, à «surmonter et dépasser Maastricht» : Michel Rocard. L'intérêt objectif des deux hommes est en effet de combattre l'argument principal avancé par de Villiers à droite et Chevènement à gauche : «Baudis, Rocard, bonnet blanc, blanc bonnet.»*

Le Figaro (Anne Fulda et Thierry Portes) : *«Le problème du numéro deux de la liste ayant été réglé, les deux partis de la majorité sont cependant loin d'avoir résolu tous leurs problèmes. (...) Pour l'UDF (...), cette discussion est pimentée par les marchandages auxquels se livrent les différentes tendances de la confédération. (...) [Au RPR], à l'inverse de l'UDF où il y a plutôt pléthore de candidats, la chasse aux parlementaires européens est ouverte.»*

Contact Télévision lancée le 2 mai

Le câble s'ouvre aux petites annonces

Immobilier, voitures, rencontres, troc, emploi... Les petites annonces ont désormais une place sur le petit écran, avec le lancement, dès le 2 mai, de Contact Télévision (CTV), une chaîne exclusivement réservée aux messages payants, diffusée sur le réseau de Paris-TV Câble. Dans un premier temps, faute de canaux disponibles, CTV n'émettra que quelques heures par jour, (du lundi au vendredi, de 8 heures à 10 h 30, et le dimanche, de 8 heures à 9 heures) sur le même canal que la chaîne Paris-Première, reçue dans plus de 150 000 foyers parisiens.

Mais l'ambition de son promoteur, Pierre Bellanger, est d'occuper dès que possible un canal entier, et même, ultérieurement, de multiplier des chaînes spécialisées par type d'annonces (immobilier, auto, etc.), comme le fait déjà la société canadienne Vidéotron, pionnière sur ses réseaux du Québec. Avec CTV, tout particulier pourra se rendre dans un «studio» (installé dans un lieu de grand passage public), enregistrer son message, ou même apporter ses photos, plans, dessins, voire un petit film tourné avec son Caméscope. Pour une somme comprise entre 100 et 500 francs selon le type d'annonce, chaque message (de 30 à 80 secondes) sera filmé et diffusé plusieurs fois. S'il sont intéressés, les téléspectateurs appelleront un numéro de téléphone (surtaxé), en indiquant le code de l'annonce. Une boîte vocale recueillera leurs réponses, que «l'annonceur» pourra consulter de la même façon, par téléphone, sans intermédiaire. Pierre Bellanger, fondateur de la radio Skyrock, est également à la tête de la société Téléfun, spécialisée dans la gestion d'appels téléphoniques (plus de 7 millions par an avec une quarantaine de services), et a déjà une expérience du câble avec un service de radios thématiques payantes, Multiradio (*le Monde* du 17 mai 1993). En se lançant dans l'interactivité bon marché, en mettant en scène des objets ou des personnes, CTV, affirme Pierre Bellanger, ouvre un nouveau «forum» d'expression, où s'épanouiront des «TV-grammes» ou messages personnels.

La convention passée avec le CSA interdit tout message choquant, oblige à respecter le droit habituel des petites annonces, et interdit à CTV le recours à la publicité traditionnelle. Pierre Bellanger pense déjà à décliner géographiquement ce nouveau service (par exemple avec un réseau de franchisés en province), et se prépare aux futurs services de petites annonces «à la demande», permis par les futurs décodeurs numériques après 1996.

Multiplier les choix pour les abonnés

Parce que CTV est le prototype des nouveaux services que veulent multiplier les câblo-opérateurs, Lyonnaise Communications, qui exploite notamment le réseau de Paris, devrait détenir environ 15 % de son capital. Pour son patron, Cyrille du Peloux, le câble a pour vocation de multiplier les choix pour les abonnés, de créer des événements avec, par exemple, le lancement fin mai de Multivision, chaîne de films payante «à la séance» (*le Monde* du 2 avril), et de jouer des atouts de proximité et d'interactivité du câble, par exemple avec CTV, ou en multipliant les décrochages d'information locale pour les Parisiens sur Paris-Première. La plupart de ces services à venir seront optionnels et dépendront de l'équipement des foyers en décodeurs : *«Il progresse vite*, explique M. Du Peloux, *et notre objectif est que 100 % des foyers soient équipés d'un décodeur en 1996.»*

CTV a prévu d'atteindre l'équilibre à la même époque, avec 10 millions de francs de budget annuel et des dépenses qui seront limitées au maximum. Elle espère surtout, en étant la première, devenir la référence des futures chaînes de service du câble.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA



ÉCONOMIE

La création du plus grand pôle financier privé

L'UAP, pièce centrale du capitalisme français

La privatisation de l'UAP marque le transfert du public au privé d'un pouvoir économique et financier considérable. D'autant plus important que le premier assureur français est étroitement lié, sur le plan capitalistique et commercial, à la BNP. L'ensemble UAP-BNP, auquel certains observateurs rattachent Suez, constitue de fait un pôle financier autour duquel gravitent des groupes industriels et qui illustre les structures du nouveau capitalisme français.

■ EXEMPLE. Saint-Gobain représente un véritable cas d'école de ce capitalisme à la française. Exemple, unique pour l'instant, d'une (grande) entreprise liée par des participations croisées à chacun des angles (UAP-BNP-Suez) de ce grand pôle stratégique en voie de réalisation.

La privatisation de l'UAP, lancée mardi 26 avril, six mois à peine après celle de la BNP, donne naissance à un pôle financier sans équivalent en France. Autour du premier assureur national et de la troisième banque, étroitement liés sur le plan capitalistique, se constitue un cœur du nouveau capitalisme. Un centre de pouvoir économique autonome passé du public au privé.

Au-delà des interrogations sur le moment et sur le prix, et des procès faits à «l'Etat Balladur», la mise sur le marché du premier assureur français marque clairement le transfert du public au privé d'un pouvoir économique et financier considérable. Aux yeux des politiques, l'UAP a toujours eu un caractère «stratégique» (*le Monde* du 13 avril) : elle est le premier actionnaire de la BNP et de la Compagnie de Suez et l'un des principaux de la Générale des eaux, de Paribas, de Saint-Gobain, d'Alcatel-Alsthom, d'Elf Aquitaine, de BSN, de Lyonnaise des eaux-Dumez, d'Air liquide, de Bouygues... Elle gère en tout plus de 600 milliards de francs d'actifs.

Pour François Morin, universitaire et spécialiste des structures du capitalisme, un système à la japonaise de solidarité d'entreprises organisé autour de pôles financiers se met progressivement en place. Le plus puissant et le plus achevé, à ses yeux, regroupe aujourd'hui l'UAP et la BNP, à peine privatisés, et Suez. Autour du premier assureur français, de la troisième banque à réseau et de Suez qui reste un symbole du capitalisme financier gravitent un certain nombre de groupes industriels et de services liés les uns aux autres par des participations croisées. On y retrouve pêle-mêle Saint-Gobain *(voir encadré)*, mais aussi Elf Aquitaine, Air France, la Générale des eaux, la Lyonnaise des eaux...

Une construction séduisante sur le plan théorique. Mais seul le temps permettra de distinguer les liens durables, constitués à partir d'intérêts communs, des participations plus artificielles prises pour pallier la faiblesse chronique d'un capitalisme français sans capital. Un capitalisme où les participations croisées et l'homogénéité sociale et politique des dirigeants d'entreprise privatisée et «privatisable» (hauts fonctionnaires proches de la majorité) sont la règle.

Une évolution inéluctable

C'est d'ailleurs pour éviter de voir se multiplier les critiques sur le «verrouillage» des grands groupes qu'Elf Aquitaine, un peu à la surprise générale, ne fait pas partie du groupe d'actionnaires stables de l'UAP tout en appartenant à celui de la BNP. Elf n'exclut tout de même pas d'être un jour dans le tour de table de l'UAP qui, par ailleurs, détient 1,8 % de son capital.

On assiste donc à la naissance d'un de ces grands pôles industriels d'entreprises groupées autour de compagnies d'assurances et de banques. L'UAP possède 15 % de la BNP qui détient en retour 19 % de son capital (ramenés à terme à 15 %). Une construction mise en place à la fin des années 80 sous l'égide de Pierre Bérégovoy. Et, sur le plan commercial, le réseau de la BNP distribue des produits d'assurance-dommages de l'UAP.

Si l'ensemble UAP-BNP pèse et pèsera de plus en plus dans le capitalisme français, il est aujourd'hui difficile de dire si Suez sera bel et bien lié à ce pôle. La participation croisée, de l'ordre de 5 %, entre la compagnie financière et l'UAP est surtout la conséquence d'un passé parfois douloureux, marqué notamment par le conflit sur la compagnie d'assurances Victoire. Suez n'a pas de lien avec la BNP et sa coopération avec l'UAP est très limitée. L'UAP est aussi actionnaire à hauteur de 3,6 % de Paribas, rival de toujours de Suez. Autre contradiction majeure, les liens de ce pôle financier à la fois avec la Lyonnaise et la Générale des eaux.

Les structures «à la japonaise» dans le nouveau capitalisme français sont encore très floues. Les solidarités de personnes et d'entreprises sont encore fluctuantes. Les autres cœurs financiers, autour des AGF, du Crédit lyonnais, de la Société générale, de Paribas et d'AXA ne sont pas aussi clairement constitués que l'ensemble UAP-BNP. Mais le rapprochement autour de banquiers et d'assureurs de groupes industriels semble une évolution inéluctable dans un monde à risques. *«Il est important d'avoir dans son tour de table une grande compagnie d'assurances et une grande banque qui disposent de capitaux abondants, au cas où»*, explique le président d'un grand groupe industriel récemment privatisé.

ÉRIC LESER

Vives réactions du Parti socialiste

C'est un véritable tir de barrage qu'ont déclenché, mercredi 27 avril, les principaux responsables socialistes contre la privatisation de l'UAP. *«Je trouve scandaleux que l'on privatise l'UAP»* au moment où le prix de son action est *«au plus bas de son taux»*, a ainsi déclaré Laurent Fabius, sur Europe 1, estimant que le gouvernement *«veut assurer au début de la campagne présidentielle sa mainmise sur une partie très importante de l'économie»*. De son côté, sur Radio-Monte-Carlo, Henri Emmanuelli a qualifié cette privatisation de *«folie furieuse»* et souligné que la politique du gouvernement visait *«à gagner un an, à tenir jusqu'aux présidentielles, et peu importe si, à l'arrivée, on a bradé les actifs industriels français ou des actifs financiers comme celui de l'UAP»*.

Lors des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, les socialistes sont revenus à la charge, Didier Migaud (Isère) dénonçant le gouvernement qui *«casse les prix pour vendre le patrimoine de l'Etat»*. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, lui a répondu vivement en notant que *«l'argent que nous allons récolter grâce à la privatisation de l'UAP va seulement combler le trou que vous nous avez laissé à Air France»*. Enfin, le groupe socialiste au Sénat a estimé, mercredi 27 avril, dans un communiqué, que la privatisation de l'UAP est *«une opération purement politicienne qui vise à boucher les trous de la gestion gouvernementale, en attendant l'élection présidentielle. (...) C'est une honte et un défi à l'intérêt national»*.

Saint-Gobain, le cas d'école

Le «grand chelem». En décrochant, lundi 25 avril, sa place dans le groupe d'actionnaires stables de l'UAP, Saint-Gobain achève un parcours «modèle». Un véritable cas d'école du capitalisme à la francaise. Exemple, unique pour l'instant, d'une (grande) entreprise liée par des participations croisées à chacun des angles d'un *«pôle financier stratégique»*.

Avec les 1,2 % qu'il vient d'obtenir dans la compagnie d'assurances, le groupe présidé par Jean-Louis Beffa parachève un réseau d'influence déjà ancien, avec Suez (5,73 % du capital), et plus récent, avec la BNP (1,63 %). A l'inverse, et dans une symétrie presque parfaite, Saint-Gobain accueille dans *son tour de table*, l'UAP (4,1 % du capital et 6,5 % des droits de vote), tout comme Suez (6,5 % et 10,4 %) et la BNP (3,6 % et 5,7 %).

Délices d'un capitalisme à la française, d'un rassurant *«je te tiens, tu me tiens...»*? Il y a de cela, bien sûr, puisqu'on ne cache pas, chez Saint-Gobain, que *«c'est, pour une société, un élément de solidité d'avoir des actionnaires stables, soutenant sa stratégie»*. Mais, c'est aussi, un peu plus que cela. Jean-Louis Beffa aime d'abord rappeler que *«la stabilité et la valeur du portefeuille de Saint-Gobain est un avantage pour les actionnaires. Leur rendement est assez sympathique*, soulignait-il, le 10 avril, au cours d'une réunion d'analystes financiers. *Pour un groupe qui a connu, en 1993, une année difficile, c'est un élément de réconfort»*.

Ensuite, en faisant appel, en 1986, à l'UAP et à la BNP pour participer à son tour de table, Saint-Gobain, privatisée avant même que n'existe l'expression de *«noyau dur»*, n'avait fait que choisir son premier banquier et son premier assureur. Cette logique, difficile à contester, a survécu aux multiples changements de pdg qu'ont connu, depuis, ces deux sociétés. donc, de réduire ces liens à de simples renvois d'ascenceurs, à de simples connivences ou solidarités de dirigeants.

Quant au choix de Suez, c'était, pour Saint-Gobain, renouer avec... un ami de plus de vingt ans. C'est sous l'égide de la Compagnie financière, en effet, que le groupe industriel avait opéré, au début des années 60, sa fusion avec Pont-à-Mousson: Suez qui était actionnaire du producteur de fonte, avait alors troqué ses actions contre celles de Saint-Gobain, devenant l'un de ses actionnaires jusqu'aux nationalisations de 1982.

Enfin, la réalité des affaires *bouscule ce que ce schéma des* participations croisées pourrait avoir de trop théorique. Dans l'important portefeuille (28,5 milliards de francs en valeur comptable, plus encore en valeur réelle) de la Compagnie Saint-Gobain, les titres associés à des diversifications financières (à l'exclusion, donc, des innombrables filiales industrielles du groupe) ne pèsent «que» 6,5 milliards (hors UAP, investissement décidé mais non réalisé).

Et dans ce total, ce n'est ni la participation dans Suez (2,7 milliards de francs de valeur comptable), ni celle dans la BNP (749 millions) qui pèsent le plus lourd. Mais celle dans la Compagnie générale des eaux, conservée après une tentative de prise de contrôle remontant au début des années 1980. Depuis le célèbre armistice conclu en 1983, sous l'égide d'André Rousselet, alors secrétaire général de l'Elysée, Saint-Gobain détient 9,95 % du groupe de Guy Dejouany. Et à l'inverse, ce dernier possède 7,7 % du capital et 9,6 % des droits de vote de Saint-Gobain. Participations croisées, quand tu nous tiens...

P.-A. G.

En accélérant la baisse de ses taux directeurs

La Bundesbank veut rétablir la hiérarchie du loyer de l'argent entre le court et le long terme

La Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) a de nouveau abaissé l'un de ses principaux taux directeurs, celui de ses pensions à court terme (REPO), ramené, mercredi 27 avril, de 5,58 % à 5,47 %, soit une diminution de onze points, qui elle-même fait suite à un recul de douze points la semaine précédente (de 5,70 % à 5,58 %). Depuis qu'elle a repris, le 1er mars, la baisse de son taux de pension, fixé à 6 % depuis le 1er décembre 1993, la Bundesbank, à force de réductions hebdomadaires parfois très minimes (0,03 % par exemple), a diminué de plus de 50 points centimes (0,5 %) le coût des liquidités qu'elle distribue aux banques, ce qui a fait fléchir d'autant le loyer de l'argent sur les marchés financiers allemands, et européens par contagion.

Cette politique de désescalade de la Bundesbank, qui pourrait peut-être s'arrêter, temporairement ou non, en raison de la reprise vraisemblable de l'économie allemande, a pour objectif principal le retour à une *«structure ordonnée»* des taux d'intérêt, comme l'indiquait, la semaine dernière, l'un des membres du directoire de la Bundesbank, M. Meister. Une *«structure ordonnée»*, cela revient à ramener les taux à court terme au-dessous de ceux à long terme et non pas au-dessus, la fameuse inversion, qui dure depuis cinq ans, un record d'après-guerre. Cette inversion est due, on le sait, à la politique restrictive des autorités monétaires de Francfort, destinée à calmer la surchauffe et à lutter contre l'inflation.

Aujourd'hui, l'objectif commence à être atteint, l'inflation recule et quant à la surchauffe, l'Allemagne est tombée en récession l'an dernier pour se redresser lentement en 1994. Mais, entretemps, ladite inversion a eu des effets pervers, favorisant les placements à court terme aux dépens des placements à long terme (obligations), et contribuant à gonfler inconsidérément la masse monétaire M3, qui comprend, effectivement, ces placements à court terme, et non pas les obligations.

La Banque de France a suivi

Maintenant, il s'agit donc de rétablir une hiérarchie des taux normale avec un court terme à 1,5 % ou 2 % au-dessous du long terme (dix ans), structure qui existait avant l'inversion. En outre, la Bundesbank n'est pas très heureuse de voir les rendements à dix ans remonter inconsidérément, frisant les 7 %, après avoir chuté, non moins inconsidérément, à près de 5,50 % début janvier, le niveau d'équilibre se situant aux alentours de 6 %. Ce serait, surtout en Allemagne où 70 % du financement des entreprises est à long terme, freiner trop prématurément la reprise de l'économie. De plus, cette remontée, en faisant baisser les cours des obligations, décourage l'épargne qui se reporte sur le court terme, gonflant encore la masse monétaire M3. Cette dernière a explosé en janvier (+21,2 % en rythme annuel), ne refluant que lentement à + 17,5 % en février et 15,2 % en mars, bien au-dessus de la fourchette officielle de + 4 % à + 6 %.

La Bundesbank, apparemment, n'est pas trop inquiète de cette explosion qu'elle veut croire temporaire et due à des facteurs exceptionnels, préférant prendre en compte le ralentissement de l'inflation et des augmentations de salaire. En accélérant la baisse de ses taux directeurs, elle donne aux marchés un signal très clair : le «découplage» des taux européens et des taux américains à court terme qui, eux, sont sur la voie du relèvement, est en route. La Banque de France a imité la Bundesbank, jeudi 28 avril, en ramenant son taux d'appel d'offres de 5,80 % à 5,70 % en dépit d'une certaine faiblesse du franc vis-à-vis d'un mark triomphant. Mais on sait bien maintenant qu'en abaissant ses taux, preuve de confiance dans sa monnaie, une banque centrale rassure les marchés.

En procédant ainsi, les banques centrales européennes faciliteront le rétablissement de ladite hiérarchie, qui s'effectuera par le bas, avec la diminution du court terme, et non par le haut, avec la hausse du long terme, qui vient de se produire avec violence, par contagion avec celle des taux américains. Ces jours-ci, les rendements des emprunts du Trésor des Etats-Unis étaient devenus inférieurs à ceux du Trésor français, ce qui est un comble puisque de l'autre côté de l'Atlantique l'escalade des taux longs a été provoquée par la forte croissance et la crainte de l'inflation et que, de ce côté-ci, on attend avec impatience la relance de l'économie, avec une inflation de plus en plus basse.

FRANÇOIS RENARD

SOCIAL

Le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales

L'IGAS critique la gestion hospitalière

Le rapport annuel de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), publié mercredi 27 avril, insiste sur les difficultés que rencontre la politique de redéploiement des capacités hospitalières. *«On peut légitimement se demander (...) si l'administration de la santé dispose du potentiel nécessaire pour conduire et parfois imposer les restructurations plus ambitieuses qui s'imposent aujourd'hui»*, souligne le document. Celui-ci évoque notamment le cas de la fermeture des neuf lits de maternité de l'hôpital de Vaison-la-Romaine (207 accouchements par an en moyenne sur les quatre dernières années) pour laquelle le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales a dû participer, entre avril 1989 et juin 1992, à soixante-sept réunions. *«On n'ose rapprocher ce chiffre des objectifs nationaux poursuivis par les pouvoirs publics dans ce domaine...»*, commente le rapport.

De même, l'Inspection générale critique le comportement de certains médecins en remarquant qu'*«à l'intérieur d'une même discipline, la division des lits et l'attribution de moyens (...) sont plus souvent la résultante des ambitions et des inimitiés personnelles que d'une logique sanitaire globale»*. L'IGAS s'inquiète également de la *«solvabilité précaire»* des dix principales caisses de retraite d'entreprises dont les engagements (45 milliards de francs) ne font l'objet d'un provisionnement qu'à hauteur de 11 %.

Selon l'Observatoire des privatisations

La France compterait sept millions d'actionnaires

Après les privatisations de la BNP, de Rhône Poulenc et d'Elf Aquitaine, le nombre d'actionnaires individuels en France dépasserait celui de 1987 au plus fort de la première vague de privatisations, avec 7 millions d'actionnaires dont 2,5 millions de nouveaux venus, selon l'Observatoire des privatisations.

«Ces privatisations ont été un grand succès populaire et tout semble indiquer que l'enthousiasme du public se maintient», a indiqué Nicolas Monnier, un des fondateurs, il y a un an, de l'Observatoire des privatisations, structure d'étude créée par l'agence Alice, le groupe Omnium Communication et le cabinet Moreau-Lascombe-Delaitte. Désormais, 12 % de la population française est entrée en bourse, contre 17,5 % en Grande-Bretagne et 5 % en Italie.

Dans un Livre vert adopté par la Commission européenne

Bruxelles propose de lever les barrières dans les radiocommunications mobiles

Les barrières à l'utilisation du téléphone mobile dans l'Union européenne doivent disparaître, estime la Commission européenne dans un Livre vert adopté mercredi 27 avril. Ce mode de communication a connu une forte croissance avec plus de huit millions d'utilisateurs dans l'Union européenne (deux fois plus qu'il y a trois ans). Ils devraient être, selon les prévisions, 40 millions d'ici à l'an 2000.

Le développement des technologies numériques, comme le Global System for Communications (GSM), va également permettre à l'utilisateur de se servir de son appareil dans tous les pays et d'y ajouter de multiples fonctions comme le visiophone et la télécopie. La Commission estime que les communications mobiles doivent être ouvertes à la concurrence au même titre que le téléphone «classique», dont la libéralisation a été fixée par les Douze au 1er janvier 1998.

Cela implique la disparition des règlements dans les Etats membres limitant la possibilité pour les opérateurs de créer des réseaux de télécommunication mobile dans les pays de l'Union. Ces mêmes opérateurs pourront également fournir eux-mêmes l'infrastructure ou utiliser celle mise en place par des tiers, y compris les réseaux publics.

Les certificats et les homologations devront être reconnus et harmonisés dans les Etats membres. Les opérateurs devront aussi pouvoir bénéficier de licences communes pour exploiter un réseau de télécommunications mobiles et, par exemple, un réseau de messagerie personnelle, style paging (Alphapage).

FRANCE TELECOM : baisse des prix du Bi-Bop. – C'est le principe des économies d'échelle. France Telecom, qui vient de franchir la barre des 50 000 abonnés à son téléphone piétonnier Bi-Bop, a décidé de baisser le prix de ses terminaux. A compter du 2 mai, l'appareil sera vendu à 990 francs, contre 1 490 francs actuellement et 1 890 francs lors du lancement du service en avril 1993. Le service Bi-Bop sera ouvert dans toute l'agglomération lilloise à la fin de l'année.

Bientôt des vols TAT sur Orly-Marseille et Orly-Toulouse

Paris reproche à la Commission de Bruxelles d'anticiper sur la remise en cause du monopole d'Air Inter

La Commission européenne a tranché : la France devra ouvrir à la concurrence (essentiellement à TAT European Airlines) les lignes aériennes Orly-Marseille et Orly-Toulouse, exploitées jusqu'ici exclusivement par Air Inter. Le gouvernement français, qui a un délai de six mois pour les mettre en œuvre, a saisi la Cour de justice européenne. Air Inter a décidé d'engager un recours devant le tribunal de première instance des Communautés européennes *Lire d'autre part.*

BRUXELLES
(Union européenne)

de notre correspondant

La direction de l'aviation civile française devra ouvrir à la concurrence les lignes Orly-Marseille et Orly-Toulouse, actuellement exploitées exclusivement par Air Inter. Il lui est cependant accordé six mois de délai pour s'exécuter. De même, elle devra autoriser les compagnies communautaires volant vers Londres à opérer à partir d'Orly et non plus seulement à partir de Roissy. Telles sont les deux décisions prises, après bien des hésitations, par la Commission européenne sur plainte de la compagnie française TAT European Airlines (ex-Touraine Air Transport) contrôlée depuis 1990 par British Airways.

Le litige que Bruxelles vient de trancher, en donnnant tort aux thèses défendues par les autorités françaises, résulte d'une interprétation divergente des obligations résultant de l'accord conclu par les ministres des Douze, en décembre 1992, sur la libéralisation progressive des transports aériens à l'intérieur de l'Union (le *« troisième paquet aérien »*). En outre, la Commission a estimé que Paris n'avait que partiellement respecté les conditions posées au rachat d'UTA par Air France, qui portaient sur l'ouverture à la concurrence de plusieurs lignes intérieures françaises.

La plaque tournante du trafic intérieur

Les règles d'accès au marché décrites par l'accord de décembre 1992 posent comme principe l'ouverture totale (art. 3). Mais des dérogations sont prévues afin de rendre possible une certaine progressivité. Ainsi en est-il pour les droits de trafic sur les routes où s'exerce jusqu'ici un monopole exclusif avec contrainte de service public (art. 5). C'est en s'appuyant sur cette disposition que les Français ont refusé à TAT d'exploiter Orly-Marseille et Orly-Toulouse.

TAT opère déjà sur Roissy-Marseille et Roissy-Toulouse. Mais l'article 8 de l'accord de 1992 sur la gestion des plates-formes aériennes – la répartition des droits de trafic à partir des métropoles disposant de plusieurs aéroports (Londres, Paris) – impose aux autorités de ne pas créer de discrimination. La Commission a estimé que cette condition n'était pas remplie, dans les deux cas considérés (Paris-Marseille et Toulouse d'une part, Paris-Londres d'autre part). En dépit de la taille de Roissy, les compagnies se pressent pour aller à Orly qui demeure la grande plaque tournante du trafic intérieur français.

A Bruxelles, la décision de la Commission est considérée comme plutôt sévère et risquant de poser des problèmes à Air Inter, notamment avec les syndicats. Un lien de fait existe en effet avec l'affaire d'Air France : Bruxelles va devoir se prononcer sur la légitimité, au regard des règles de concurrence, de l'aide que le gouvernement envisage d'accorder à la compagnie nationale. Pour la Commission, il s'agit d'une aide au groupe Air France, dont Air Inter est une filiale... Il semble que les syndicats d'Air Inter interprètent déjà l'obligation faite à leur compagnie de s'ouvrir à la concurrence plus vite que prévu comme une compensation à un prochain feu vert pour les aides publiques versées à Air France. Un troc dont ils estiment faire les frais !

Cependant, le délai de six mois consenti par la Commission devrait faciliter les choses. Il donne du temps au gouvernement pour réaménager son dispositif, par exemple, explique-t-on à Bruxelles, en accordant à Air Inter de nouvelles lignes hors de l'Hexagone. On rappelle qu'une des deux routes visées par la décision de la Commission (Orly-Marseille ou bien Orly-Toulouse) devait être ouverte à la concurrence en juin 1995, l'autre en juin 1996. L'anticipation imposée aux Français n'est pas considérable.

PHILIPPE LEMAITRE

Du confort et des fréquences en plus mais pas de prix cassés

La seule véritable ouverture à la concurrence du ciel français qui puisse permettre de prédire des conséquences heureuses pour le passager aérien est celle qui a vu, le 7 mai 1991, la compagnie Minerve affronter Air Inter sur la ligne « royale » de Paris-Nice.

Les tarifs n'ont pas été du tout concernés par cet affrontement, les protagonistes pratiquant les mêmes tarifs. Le billet aller-retour plein tarif coûte actuellement 2 080 francs chez Air Inter comme chez AOM, repreneur de Minerve. British Airways se lancera-t-elle – par TAT interposée – sur Marseille et Toulouse, autres lignes très rentables, dans une guerre des tarifs avec Air Inter dont les pilotes coûtent au moins 30 % de plus que leurs collègues britanniques ? Possible, mais pas sûr. En revanche, la fréquence des vols a bondi de quinze vols quotidiens effectués par le groupe Air France entre Paris et Nice en 1991 à vingt-sept vols quotidiens actuellement assurées par Air Inter et AOM. Le voyageur d'affaires notamment dispose d'une liberté de choix exceptionnelle.

Le deuxième bénéfice que le passager a tiré de la concurrence entre les deux transporteurs a été un début de confort accru : en effet, Minerve puis AOM ont créé une classe affaires (2 980 francs l'aller-retour plein tarif) beaucoup plus spacieuse et agréable que la partie avant de la cabine réservée par Air Inter aux plus fidèles de ses clients.

CLÉS/ *Les étapes de la libéralisation*

■ **OCTOBRE 1990.** – Lorsqu'en octobre 1990, la Commission européenne approuve, après un bras de fer entre Sir Leon Brittan et le président de l'époque Bernard Attali, le regroupement entre Air France, UTA et Air Inter (qui date de janvier de la même année), les pouvoirs publics français sont obligés d'accepter d'ouvrir à la concurrence des lignes intérieures au départ de Paris. D'autre part, Air France s'engage à se retirer progressivement du capital de TAT (Transport Aérien Transrégional).

■ **OCTOBRE 1991.** – En octobre 1991, le gouvernement attribue dix nouvelles lignes internationales à des concurrents d'Air France. Le nombre de lignes nationales ou internationales où Air France et Air Inter subiront la concurrence d'une compagnie privée est porté à 40. En septembre 1992, le britannique British Airways acquiert 49,9 % de TAT, Air France ayant dû, pour prix de son rapprochement avec Air Inter et UTA, se désengager du transporteur régional. C'est à cette époque que TAT desservira Marseille et Toulouse au départ de Roissy. C'est le 29 décembre 1992 que la fusion entre Air France et UTA est approuvée par les assemblées générales.

En septembre 1993, TAT porte plainte contre les autorités françaises devant les instances européennes pour obtenir le droit de desservir Marseille, Toulouse et Londres au départ d'Orly. A la mi-octobre 1993, Bernard Bosson, ministre des transports, organise le « partage » du ciel français. Air Inter est autorisée à se développer vers le Maghreb et la péninsule Ibérique, notamment. C'est à cette date qu'est décidée, pour avril 1994, l'ouverture d'une ligne Orly-Londres repoussée depuis. Orly-Marseille et Orly-Toulouse doivent s'ouvrir à la concurrence respectivement en avril 1995 et avril 1996 avant l'ouverture totale du ciel européen en 1997.

Un entretien avec le PDG d'Air Inter

Michel Bernard : « On ne fera pas de cadeaux le jour venu... »

« Qu'attendez-vous de votre recours et de celui du gouvernement contre la décision de la Commission européenne ?

– La décision qui vient d'être prise par la Commission de Bruxelles d'ouvrir rapidement Orly à la concurrence sur Marseille et Toulouse représente un préjudice qui n'est pas justifié par les textes européens. Le gouvernement et Air Inter vont la contester, chacun avec ses armes.

– Pensez-vous que la Commission a lié, dans sa décision, la demande de dotation en capital d'Air France et la plainte de TAT ?

– Juridiquement, il n'existe aucun lien entre les deux dossiers. Si un commissaire européen mélange tout, c'est une attitude tactique et non juridique. Nous verrons bien la suite qui sera donnée à notre recours. Toute pression pour lier les deux affaires serait inacceptable. Je ne comprendrais pas que la Commission ne laisse pas se dérouler normalement, et en toute sérénité, cette procédure.

– Si vous n'obteniez pas gain de cause quels seront les effets sur Air Inter de l'arrivée de la concurrence ?

– Au cas où une autre compagnie aérienne desservirait Marseille et Toulouse au départ d'Orly, il est clair que nous nous organiserions pour lui faire une concurrence forte et très active. Nous nous battrions à la fois sur la qualité des produits, les fréquences et les tarifs. On ne fera pas de cadeaux le jour venu mais nous n'en sommes pas encore là ».

Propos recueillis par
MARTINE LARONCHE

Les recours

Le gouvernement a décidé, mercredi 27 avril, de saisir la Cour de justice européenne contre la décision de la commission de Bruxelles. *« Le gouvernement français conteste la décision prise ce jour par Bruxelles, qui entraînerait de graves conséquences, en ouvrant sans période de transition l'ensemble du réseau intérieur français à la concurrence, portant un coup sévère aux efforts menés en faveur d'un aménagement équilibré du territoire national »*, a estimé le ministère des transports dans un communiqué le jour même.

De son côté, Air Inter a décidé d'engager un recours devant le tribunal de première instance des communautés européennes. *« Il ne s'agit pas (...) de refuser l'arrivée de la concurrence sur [ses] lignes, mais d'utiliser, comme il est prévu par les textes réglementaires européens, une période de transition »*, a estimé la compagnie française mercredi.

Théoriquement, ces procédures ne sont pas suspensives et ne devraient empêcher la mise en œuvre de la décision de Bruxelles.

Présenté au conseil des ministres du 29 avril

Le projet de loi sur la famille risque d'être limité par les difficultés de la Sécurité sociale

Le conseil des ministres devrait examiner, vendredi 29 avril, le projet de loi sur la famille présenté par Simone Veil, ministre des affaires sociales. Ce texte prévoit notamment d'attribuer l'allocation parentale d'éducation dès le second enfant et envisage le versement de certaines prestations jusqu'à vingt-deux ans.

Le projet de loi de Simone Veil court le risque d'apparaître comme un énième « plan famille » aux ambitions limitées, un de ces exercices imposés auquel nul gouvernement ne peut se soustraire. Or, malgré les limites imposées par l'état catastrophique des finances de la Sécurité sociale (100 milliards de francs de déficit cumulé pour la période 1993-1994), le dispositif élaboré par le ministre des affaires sociales comporte plusieurs mesures de portée non négligeable. Pour autant, il ne peut prétendre donner un nouveau souffle à la politique familiale française, qui, pourtant, en aurait le plus grand besoin. Accueilli avec de multiples réticences par certaines associations familiales et sévèrement critiqué par la CFTC, ce texte promet un débat parlementaire animé. Certains élus RPR n'ont pas apprécié de n'avoir pu faire aboutir l'*« allocation de libre choix »* visant à accorder la moitié du SMIC à l'un des deux parents, quelle que soit la taille de la famille.

L'aspect le plus saillant de ce projet est l'élargissement de l'allocation parentale d'éducation (APE), désormais attribuée dès le second enfant (au lieu du troisième) à l'un des parents quittant son emploi, sous réserve que celui-ci justifie de deux ans d'activité dans les cinq années précédentes au lieu des dix années précédentes. La possibilité de percevoir l'APE (2 929 francs par mois) à taux réduit est ouverte pour les personnes travaillant à temps partiel. Ces mesures, dont le coût est évalué à 4,2 milliards de francs, pourraient intéresser 280 000 familles dont le dernier enfant devra être né après le 1er janvier 1995.

Conserver les excédents financiers

Par ailleurs, il est prévu de porter l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) de 2 000 à 3 700 francs par mois et de revaloriser la prestation complémentaire versée dans le cadre de l'emploi d'une assistante maternelle. Les municipalités de plus de 5 000 habitants seront désormais tenues d'élaborer un *« schéma de développement des services d'accueil »* de la petite enfance, afin d'encourager la conclusion de contrats locaux avec les caisses d'allocations familiales. Ces dernières bénéficieront, au titre de l'action sociale, d'une dotation qui sera portée de 600 millions en 1995 à 3 milliards en 1999. Objectif : 100 000 nouvelles places en crèche dans les cinq ans.

Le principe d'un congé légal pour les salariés contraints de garder un enfant malade – disposition qui n'existe pas dans toutes les conventions collectives – est également instauré. Ce congé sera de trois jours par an pour les parents d'enfants de moins de seize ans et de cinq jours par an pour un enfant de moins de douze mois ou trois enfants de moins de seize ans. Pour les naissances multiples (qui surviennent dans plus de 10 000 foyers chaque année), le congé maternité atteindra trente semaines alors que le versement des premières allocations sera prolongé.

Ce projet de loi confirme enfin que les excédents financiers de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) ne pourront plus être utilisés pour combler une partie du déficit de l'assurance-maladie et des retraites de la « Sécu ». Ces surplus seront, en fonction d'un calendrier à définir (en tout état de cause, pas avant 1996, puisque la CNAF sera légèrement dans le rouge cette année), affectés prioritairement à la prolongation du versement des allocations familiales pour les enfants de moins de vingt ans (inactifs ou percevant moins de 55 % du SMIC) à la charge de leurs parents. Ultérieurement, une prolongation jusqu'à vingt-deux ans est évoquée pour les étudiants, apprentis ou jeunes en formation professionnelle.

L'ensemble de ce dispositif, qui mobilisera, selon le ministère, 19 milliards de francs en cinq ans, sera en partie financé par un redéploiement des moyens existants. Parallèlement à l'augmentation espérée des rentrées de cotisations et à la stricte indexation des prestations sur les prix, la baisse de la natalité observée ces dernières années – en 1993, le nombre d'enfants par femme n'atteint plus que 1,65 – freine mécaniquement les dépenses...

JEAN-MICHEL NORMAND

VIE DES ENTREPRISES

Une nomination qui devrait être confirmée le 29 avril au conseil des ministres

Jacques Fournier passe les commandes de la SNCF à Jean Bergougnoux

La nomination de Jean Bergougnoux, directeur général d'EDF, à la présidence de la SNCF (*le Monde* du 28 avril) devrait intervenir en conseil des ministres vendredi 29 avril après un conseil d'administration extraordinaire de la SNCF dans la matinée. Jacques Fournier, l'actuel président, a présenté, mercredi 27 avril, les dossiers qui attendent son successeur.

Tout en se refusant, mercredi 27 avril, à confirmer le nom de son successeur, Jacques Fournier a estimé que Jean Bergougnoux, directeur général d'EDF, avait le profil du poste. *« Mon successeur devra avoir une expérience de la gestion d'une entreprise publique, une autorité personnelle pour négocier avec les partenaires de la SNCF, présidents de région et pouvoirs publics, et une aptitude au dialogue social (...). Jean Bergougnoux a ces trois qualités »*, a estimé M. Fournier à l'issue de son dernier conseil d'administration.

La tâche qui attend M. Bergougnoux est délicate. Il lui faudra poursuivre la modernisation de l'entreprise, convaincre les pouvoirs publics de financer plus amplement les lignes déficitaires ainsi que les futurs TGV et faire repartir le trafic. Avec la perspective d'un endettement de 155,5 milliards de francs fin 1994, imputable pour beaucoup aux réalisations TGV, la SNCF fait le grand écart entre ses missions de service public et ses obligations de rentabilité contenues dans les deux derniers contrats de plan.

« C'est au pouvoir politique de prendre ses responsabilités et de dire ce que doit être le service public », a déclaré M. Fournier. Actuellement, seules les grandes lignes sont bénéficiaires grâce aux TGV. La SNCF est à court d'argent pour moderniser les transports régionaux. Le lancement d'un nouvel automoteur TER bute sur des questions financières. M. Fournier a toutefois voulu relativiser l'impact de la fermeture des lignes (400 kilomètres depuis 1981) au regard des lignes à grande vitesse mises en service (900 kilomètres). Aujourd'hui, plus de la moitié de la circulation des grandes lignes se fait sur le réseau TGV, a-t-il déclaré.

Nouvelle politique commerciale

La politique commerciale sera un chantier majeur du successeur de M. Fournier. *« Nous avons affronté une période difficile l'an dernier qui a révélé des frustrations plus anciennes*, a-t-il expliqué, en faisant allusion aux difficultés liées à la mise en service du système de réservation Socrate. *Ceci nous a permis de renouer le dialogue avec les associations et de mettre en place une nouvelle politique commerciale. »* Mais, dans ce domaine, la SNCF n'est qu'au milieu du gué. Les voyageurs se débattent dans un maquis de tarifs et de règlements qui les décourage. Il faudra expliquer aux voyageurs les avantages dont ils peuvent bénéficier et simplifier la tarification.

La modernisation de l'entreprise est, elle aussi, en suspens. Le gouvernement a mis un coup d'arrêt, fin 1993, à la réorganisation territoriale, fondée sur des régions SNCF plus grandes et plus autonomes. Au terme d'une guérilla entre le ministre des transports et M. Fournier, la réforme a survécu au stade d'expériences-pilotes dans trois régions. *« Cette réorganisation territoriale est tout à fait nécessaire*, a fait valoir M. Fournier. *Et nous avons convenu avec les pouvoirs publics d'une démarche progressive et expérimentale. »*

Troisième chantier dont héritera, selon M. Fournier, son successeur, le projet de TGV Est. *« Le projet n'est pas financièrement bouclé*, a-t-il estimé. *Il manque 3 milliards de francs »*. Jean Bergougnoux devra se montrer très persuasif auprès des pouvoirs publics et des cheminots pour négocier le prochain contrat de plan (1995-1999) avec l'Etat.

M. La.

Vingt-trois noms de prétendants en un mois

Retard dans la désignation du nouveau président du Crédit national

Environ un mois après la révocation par le gouvernement de Jean-Yves Haberer de la présidence du Crédit national, le 30 mars, son successeur n'a toujours pas été désigné. En l'espace de quatre semaines, plus de vingt-trois noms de prétendants, réels ou supposés, ont été cités. L'affaire serait risible s'il n'y avait, derrière les rivalités et les jeux d'influences, une entreprise engagée sur un marché concurrentiel où elle joue son existence.

Une assemblée générale des actionnaires du Crédit national devait se tenir jeudi 28 avril dans l'après-midi. Elle devait se prononcer à la fois sur l'approbation des comptes de l'exercice 1993 et sur le renouvellement d'un certain nombre d'administrateurs. En revanche, il semble bien qu'aucun conseil d'administration ne soit prévu. Cela signifie qu'il faudra encore attendre pour connaître le nouveau président. Le gouvernement aurait décidé de ne pas prendre de décision lors du conseil des ministres du vendredi 29 avril.

Tant au ministère de l'économie qu'à Matignon, on ne semble pas s'inquiéter outre mesure des états d'âme du personnel de l'institution financière spécialisée, déstabilisé pourtant depuis huit mois. Dès septembre 1993, en effet, les rumeurs annonçant la non-reconduction d'Yves Lyon-Caen, le prédécesseur de M. Haberer, avaient commencé à se répandre.

Selon les dernières rumeurs, c'est Paul Mentré, ancien président du Crédit national, écarté en 1990 au profit de M. Lyon-Caen, qui semble à nouveau tenir la corde. Pourtant, la publication, par le *Canard enchaîné* du 27 avril, d'informations faisant état du détail des rémunérations qu'il aurait continué de percevoir depuis son départ du Crédit national ne lui facilite pas la tâche.

E. L.

Ayant traversé la période « la plus sombre » de son histoire

Air France a perdu 8,47 milliards de francs en 1993

Le conseil d'administration d'Air France s'est réuni jeudi 28 avril sous la présidence de Christian Blanc pour arrêter les comptes de l'exercice 1993 et examiner les prévisions de recettes et de dépenses pour 1994. Le conseil, en revanche, a décidé de reporter la décision attendue sur la cession de la filiale hôtelière du groupe Méridien. Il a décidé de *« prendre l'avis de la Commission de privatisation pour départager »* les offres des groupes français Accor et britannique Forte.

Comme prévu, les résultats sont catastrophiques, puisque selon les termes d'un communiqué de la compagnie *« 1993 a été l'année la plus sombre du groupe Air France »*.

Avec un périmètre d'activités (y compris les filiales) sensiblement identique à celui de l'année précédente, le résultat net consolidé (part du groupe) accuse un déficit de 8,47 milliards de francs au lieu de 3,26 en 1992. Ce résultat intègre une provision pour restructuration d'Air France de 1,8 milliard, nécessaire à la réalisation du « projet pour l'entreprise » présenté récemment par le président et approuvé massivement par les salariés.

La compagnie explique les mauvais résultats par une dégradation persistante du marché français sur lequel elle réalise plus de la moitié de son activité et par un important conflit social. Le chiffre d'affaires consolidé (55,15 milliards) est en diminution de 3,6 % et le chiffre d'affaires spécifiquement lié à l'activité du transport aérien de 5,8 % (–10,6 % pour le trafic de fret).

Autre boulet : les charges financières nettes (3,5 milliards) sont supérieures de 62 % à celles de l'exercice précédent.

Air France indique encore que les investissements se sont élevés l'an passé à 8,36 milliards de francs, soit, avec les remboursements d'emprunts, un besoin de financement de 10,6 milliards. Dans ces conditions, la capacité d'autofinancement a été négative de 2,5 milliards.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

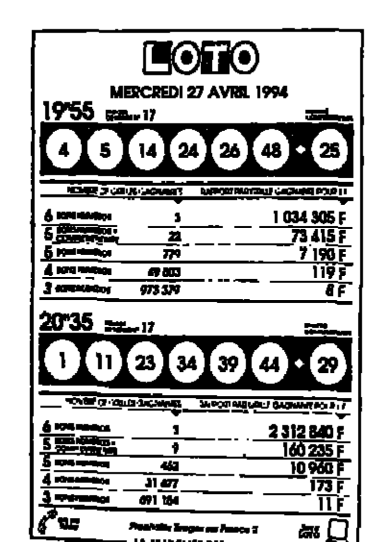
OFFRE

ENTERPRISE OIL lance une OPA de 1,45 milliard de livres sur Lasmo. – Le groupe pétrolier britannique Enterprise Oil a *annoncé, jeudi 28 avril*, le lancement d'une offre publique d'achat (OPA) de 1,448 milliard de livres (12,5 milliards de francs) sur son compatriote Lasmo, spécialisé dans l'exploration pétrolière. Enterprise Oil a lancé son OPA vingt-quatre heures après s'être déclarée, à la demande des autorités boursières. Des rumeurs de rachat circulaient avec insistance dans la City depuis plusieurs jours. Elf, également actionnaire à hauteur de 10 % d'Entreprise Oil, British Gas, l'américain Arco et le générateur d'électricité britannique PowerGen étaient aussi cités comme possibles candidats. Lasmo, de son côté, a jugé inamicale une telle initiative.

PARTENARIATS

KIA confie à Karmann le montage de ses véhicules pour l'Europe. – Le contructeur automobile sud-coréen Kia et le carrossier allemand Vilhem Karmann ont annoncé, mercredi 27 avril, la signature d'un accord pour la production du véhicule tout-terrain de Kia, *Sportage*, en Allemagne. Pour la première fois, des voitures sud-coréennes seront assemblées en Europe. L'usine Karmann d'Osnabrueck, dans le nord-ouest de l'Allemagne, produira 30 000 véhicules 4 × 4 par an, dès mars 1995. Les véhicules seront commercialisés en Europe par les concessionnaires de Kia.

TOTAL : première participation à l'exploration au Nigéria. – Total vient de signer un accord avec Ashland Exploration Inc. pour la reprise de 50 % des intérêts de cette société dans le contrat de partage de production qu'elle détient avec la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) sur deux permis au Nigéria, a indiqué, mercredi 27 avril, la compagnie pétrolière. Ce contrat couvre deux permis de prospection dont la superficie *atteint 2 400 km2. Ils sont situés* par des profondeurs d'eau allant de 100 à 200 mètres, à environ 70 kilomètres de la côte au sud du terminal de Brass River. Ashland Exploration, filiale du groupe Asland Oil Inc., reste l'opérateur et prévoit de forer un premier puits d'exploration sur le site fin mai. En cas de succès, une éventuelle production pourrait débuter en 1998.



ACQUISITIONS

MASSEY FERGUSON quitte Varity pour AGCO. – Le constructeur de machines agricoles américain AGCO Corp. a confirmé, mercredi 27 avril, qu'il allait acheter Massey Ferguson *pour 328 millions de dollars* (1,89 milliard de francs) (*le Monde* du 26 avril). Massey Ferguson, un des principaux fabricants mondiaux de tracteurs (20 % environ du marché mondial), est une filiale du groupe Varity Corp, basé à Buffalo (New-York). Son chiffre d'affaires pour 1993 était de 898 millions de dollars (5,2 milliards de francs). AGCO, dont le siège est à Duluth près d'Atlanta (Géorgie), a réalisé 596 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1993, en hausse de 89 % sur 1992. Le rachat de Massey Ferguson (dont il avait déjà acquis le réseau de distribution en Amérique du Nord en 1993) en fera l'un des plus importants fabricants mondiaux de matériel agricole avec un chiffre d'affaires estimé à 1,5 milliard de dollars.

AMERICAN AIRLINES prend 25 % du capital de Canadien International. – Le transporteur aérien Canadien International et sa maison mère PWA Corporation ont signé, mercredi 27 avril à Calgary, un accord de partenariat avec American Airlines (AMR). Le transporteur américain investira, aux termes de cet accord, 246 millions de dollars canadiens (1,04 milliard de francs) dans Canadien International, en échange de 25 % du capital de ce dernier. AMR fournira également à Canadien International des services technologiques informatisés, notamment pour la réservation de billets. – *(AFP.)*

DÉCÈS

BÉGHIN-SAY : mort de Ferdinand Béghin, ex-président du groupe sucrier. – Ferdinand Béghin, 92 ans, ancien président du groupe sucrier Béghin et du groupe Béghin-Say, est décédé le 18 avril à Fribourg (Suisse), a-t-on appris mercredi 27 avril. Né le 21 janvier 1902 à Thumeries (Nord), Ferdinand Béghin représentait la quatrième génération de la plus ancienne dynastie *de fabricants de sucre français. Il* fut président directeur général du groupe, qui portait son nom, de 1959 à 1977. Après une tumultueuse OPA sur l'entreprise Say, conclue par un rachat en 1972, le groupe, rebaptisé *« Béghin-Say »*, était devenu numéro un européen et même mondial du sucre. N'ayant pas de fils pour lui succéder, Ferdinand Béghin laissait en 1977 sa place de président au banquier Jean-Marc Veraes, qui était dans le groupe depuis 1966. Le groupe cédait son activité papetière pour demeurer seulement dans le sucre et passait progressivement sous le contrôle du groupe italien Ferruzzi. Après guerre, Ferdinand Béghin, succédant à son père, avait, avec Jean Prouvost, racheté *le Figaro*, avant d'en revendre ses parts à son associé en 1965.

SOCIAL

PEUGEOT-MULHOUSE cherche des volontaires pour travailler en heures supplémentaires. – La direction du *centre de production* Peugeot de Mulhouse (Haut-Rhin) devait lancer, jeudi 28 avril, un appel au volontariat de plus de 3 000 salariés pour venir travailler quatre jours supplémentaires rémunérés en heures supplémentaires. Conséquence de l'augmentation des ventes, cette décision concerne les samedi 7, 14 et 28 mai et le vendredi 13 mai du pont de l'Ascension. Déjà, au mois d'avril, la reprise des achats de véhicules avait nécessité un jour de travail supplémentaire et permis d'annuler deux jours de chômage partiel déjà prévus.

RÉSULTATS

LUFTHANSA : pertes d'exploitation fortement réduites en 1993. – La compagnie aérienne allemande Lufthansa AG (maison mère) a enregistré, en 1993, des pertes d'exploitation avant impôts d'environ 50 millions de DM (170 millions de francs), contre une perte de 297 millions en 1992, selon des estimations provisoires. Les pertes après impôts devraient s'élever à environ 110 millions en 1993, contre 373 en 1992, a indiqué la Lufthansa, confirmant ainsi ses estimations publiées à la mi-mars. La compagnie est ainsi parvenue à réduire ses pertes des deux tiers et non pas de moitié comme elle s'en était fixé l'objectif pour 1993. – *(AFP.)*

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 28 avril ↑ Toujours en hausse

Pour la troisième séance consécutive, la Bourse de Paris était à nouveau en hausse, jeudi 28 avril, en début de journée, soutenue par l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt en France. En repli de 0,02 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en début d'après-midi un gain de 0,70 %, à 2 162,26 points dans un marché peu actif.

Le MATIF poursuivait sa reconquête du terrain perdu avec une hausse de 0,64 %, tandis que le Bund allemand affichait un gain de 0,51 %. Le conseil de la Bundesbank se réunissait également ce jour, mais les opérateurs doutaient que l'institut d'émission allemand fasse le moindre geste. Plus attendu en revanche était l'appel d'offres de la Banque de France. Les opérateurs espéraient qu'elle suivrait l'exemple donné la veille par la Bundesbank, qui a une nouvelle fois diminué le taux de ses prises en pension (REPO), de 11 points de base, à 5,47 %.

Les informations en provenance des Etats-Unis faisaient défaut jeudi matin, Wall Street étant resté fermé mercredi en raison des obsèques de l'ancien président Richard Nixon, ce qui explique sans doute la faiblesse du volume des transactions. Dans la journée de jeudi devaient être publiées aux Etats-Unis de nombreuses statistiques. Si ces dernières révèlent une expansion rapide de l'activité économique américaine, elles risquent de provoquer de nouvelles tensions sur les marchés obligataires. Mercredi, le taux des bons du Trésor à 30 ans était revenu à 7,15 %.

Du coté des valeurs, on relevait les hausses de 7,3 % d'Intertechnique, de 6,2 % du CIP Pechiney et de 4,4 % de Lebon.

NEW-YORK, 27 avril Clos

Wall Street a chômé mercredi 27 avril pour honorer la mémoire de l'ancien président Richard Nixon, malgré le mauvais souvenir que ses décisions ont laissé à la grande Bourse new-yorkaise (elle a baissé sous son administration).

Le Dow Jones s'établissait à 949 points le 5 novembre 1968, quand M. Nixon a été élu, et était tombé à 777 points le 9 août 1974, jour de sa démission. Les présidents Taft (1909-1913), Hoover (1929-1933), et Nixon ont été les seuls à finir leur présidence sur une baisse du Dow Jones. Mais le décès des deux premiers n'a donné lieu qu'à une clôture anticipée de Wall Street, fermée pour les funérailles de tous les autres présidents.

Wall Street avait bien accueilli l'élection du républicain Richard Nixon, mais *« sa politique s'est traduite par une des périodes les plus noires à Wall Street dont je puisse me rappeler »*, a observé Hugh Johnson, responsable des investissements chez First Albany. Robert Farrell, analyste chez Merrill Lynch, souligne cependant que M. Nixon a été élu à la fin d'une période haussière de 20 ans, et que la correction qui a suivi sa démission était attendue.

Sa politique économique a toutefois eu un impact négatif sur Wall Street, également ébranlée par sa démission forcée, s'accordent à dire les analystes. Le contrôle des prix et des salaires, imposé en 1971 pour maîtriser une inflation de 4 %, a été tout d'abord populaire. Mais ces mesures se sont révélées être une erreur à plus long terme.

Quand ce contrôle a pris fin en 1974, l'inflation s'est accélérée, fortement exacerbée par le choc pétrolier de 1973, auquel M. Nixon n'a pas pu accorder toute son attention en raison de l'affaire du Watergate. M. Nixon a également suspendu en août 1971 la convertibilité du dollar en or, dévaluant la monnaie américaine et mettant fin au système de Bretton Woods – *(AFP.)*

LONDRES, 27 avril ↑ Progression

Les valeurs ont été soutenues par les espoirs d'une baisse générale des taux d'intérêt en Europe mercredi 27 avril au Stock Exchange, après la réduction du taux de prise en pension de la Bundesbank et des taux directeurs en Belgique. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 24,7 points, à 3 150 points, soit une progression de 0,8 %. L'activité a été ralentie par la fermeture de Wall Street pour une journée de deuil national après le décès de l'ancien président Richard Nixon. Environ 619,6 millions de titres ont été échangés contre 748,8 millions la veille.

Du côté des valeurs, les banques d'affaires ont été demandées : Kleinwort Benson a gagné 38 pence à 483, Hambros 11 pence à 364, et Warburg 22 pence à 732. Aux pharmaceutiques, Glaxo a progressé de 11 pence à 564, et Wellcome de 11 pence à 510. Le groupe pétrolier Enterprise Oil a baissé de 6 pence à 445 après avoir révélé qu'il envisageait de lancer une offre publique d'achat sur son compatriote Lasmo, qui a progressé de 10,5 pence à 162,5.

VALEURS	Cours du 26 avril	Cours du 27 avril
Allied Lyons	5,91	5,87
BP	3,89	3,99
BTR	3,93	3,96
Cadbury	4,75	4,84
Glaxo	5,51	5,61
GUS	6,01	6,09
ICI	8,39	8,50
Reuters	5,27	5,22
RTZ	8,32	8,40
Shell	7,28	7,31
Unilever	10,86	10,86

TOKYO, 28 avril = Inchangée

En l'absence d'éléments nouveaux et à l'approche d'une longue période de congés, la séance a été très maussade, jeudi 28 avril, à la Bourse de Tokyo. Au terme des transactions, la cote a clôturé sans grand changement, l'indice Nikkei perdant 3,90 points, soit 0,02 %, à 19 725,25 points. Environ 210 millions de titres ont été échangés, contre 219 millions la veille.

Quelques ventes sporadiques liées aux arbitrages ont été opérées, mais vite absorbées par des achats des fonds d'investissement. Selon un opérateur, des achats d'investisseurs – lorsque l'indice Nikkei approchera les 19 500 points – devraient empêcher une forte baisse.

Le marché sera clos vendredi et rouvrira lundi pour ensuite de nouveau fermer ses portes les 3, 4 et 5 mai.

VALEURS	Cours du 27 avril	Cours du 28 avril
Bridgestone	1 500	1 520
Canon	1 680	1 650
Fuji Bank	2 280	2 240
Honda Motors	1 890	1 880
Matsushita Electric	1 660	1 670
Mitsubishi Heavy	615	675
Sony Corp.	5 890	5 760
Toyota Motors	1 980	1 990

CHANGES

Dollar : 5,7445 F ↓

Jeudi 28 avril, le deutschemark s'effritait à 3,4327 francs sur le marché des changes parisien, contre 3,4357 francs la veille en fin de journée (cours indicatif de la Banque de France). Le dollar fléchissait à 5,7445 francs, contre 5,7513 francs mercredi soir (cours de la Banque de France).

FRANCFORT	27 avril	28 avril
Dollar (en DM)	1,6744	1,6756

TOKYO	27 avril	28 avril
Dollar (en yens)	102,68	102,38

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (28 avril) .... 5 7/8 % - 6 %

New-York (27 avril) .... Clos

BOURSES

PARIS

	26 avril	27 avril
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	2 130,91	2 147,32
(SBF, *base 1000 : 31-12-90*)		
Indice SBF 120	1 473,18	1 483,96
Indice SBF 250	1 427,20	1 436,35

NEW-YORK *(indice Dow Jones)*

	26 avril	27 avril
Industrielles	3 699,54	Clos

LONDRES *(indice « Financial Times »)*

	26 avril	27 avril
100 valeurs	3 125,30	3 150
30 valeurs	2 492,40	2 501,70

FRANCFORT

	26 avril	27 avril
Dax	2 243,20	2 253,57

TOKYO

	27 avril	28 avril
Nikkei Dow Jones	19 729,15	19 725,25
Indice général	1 602	1 603,33

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,7460	5,7470	5,7680	5,7705
Yen (100)	5,6071	5,6137	5,6573	5,6658
Ecu	6,6291	6,6361	6,6231	6,6361
Deutschemark	3,4316	3,4333	3,4346	3,4375
Franc suisse	4,0209	4,0246	4,0388	4,0442
Lire italienne (1000)	3,5806	3,5835	3,5613	3,5658
Livre sterling	8,6511	8,6556	8,6628	8,6705
Peseta (100)	4,2048	4,2087	4,1820	4,1882

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3 13/16	3 15/16	4 1/8	4 1/4	4 1/2	4 5/8
Yen (100)	2 1/8	2 1/4	2 3/16	2 5/16	2 5/16	2 7/16
Ecu	5 7/8	6	5 13/16	5 15/16	5 13/16	5 15/16
Deutschemark	5 3/8	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 3/16	5 5/16
Franc suisse	3 13/16	3 15/16	3 13/16	3 15/16	3 7/8	4
Lire italienne (1000)	7 3/4	8	7 3/4	8	7 3/4	8
Livre sterling	5	5 1/8	5 1/8	5 1/4	5 5/16	5 7/16
Peseta (100)	7 3/4	8	7 3/4	8	7 3/4	8
Franc français	5 3/4	5 7/8	5 11/16	5 13/16	5 5/8	5 3/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 28 AVRIL

Liquidation : 24 mai
Taux de report : 6,25

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,69 % (2162,18)

Règlement mensuel

Compensation (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
6000	EDF-GDF 3%	6060	6060	—
1046	B.N.P. (T.P)	1060	1051	-0,85
1045	Cr.Lyonnais(T.P.)	1040	1050	+0,96
2510	Renault (T.P.)	2470	2470	—
2400	Rhone Poulenc(T.P)	2380	2379	-0,04
1275	Saint Gobain(T.P.)	1260	1274	+1,11
1145	Thomson S.A (T.P)	1140	1145	+0,44
705	Accor 1	721	727	+0,83
810	Air Liquide 1	807	808	+0,12
675	Alcatel Alsthom 1	681	677	-0,59
640	Alcatel Cable 1	626	634	+1,28
365	Alspi 1	378	375,50	-0,66
530	AGF-Ass.Gen.France	539	549	+1,86
1300	Axa 1	1341	1369	+2,09
930	Bail Invest. 1	965	988	+2,38
550	Bancaire (Cie) 1	565	558	-1,24
162	Bque Colbert C2#	161	162	+0,62
780	Bazar Hot. Ville 2	806	—	—
1350	Berger (M) 2	1320	1310	-0,76
580	Bertrand Faure 2	579	565	-2,42
1270	BIC 1	1310	1340	+2,29
290	BIS 1	324	339	+4,63
250	B.N.P. 1	253,20	260,60	+2,92
345	Bollore Techno.1	346,50	345,60	-0,26
3320	Bongrain 1	3495	3500	+0,14
775	Bon Marche (Au) 1	780	790	+1,28
685	Bouygues 1	681	685	+0,59
850	BSN 1	857	861	+0,47
960	Canal + 1	960	972	+1,25
167	Cap Gemini Sogeti1	168	168,10	+0,06
170	Carnaudmetalbox 1	175,50	174,20	-0,74
4030	Carrefour 1	4127	4120	-0,17
165	Casino Guichard 1	170	173,60	+2,12
130	Casino Guich.ADP 1	134	132	-1,49
795	Castorama Dl (Li)1	819	828	+1,10
415	Caumartin Part(M)2	410	—	—
230	C.C.F. 1	239,80	244	+1,76
88	CCMC-Maregix(Ly) 2	81,50	80	-1,84
530	Cegid (Ly) 1	562	561	-0,18
31	Centrest (Ny) 2	30,10	29,90	-0,66
470	CEP Communication1	495	505	+2,02
114	Cerus Europ.Reun 1	111	111,50	+0,45
1210	Cetelem 1	1170	1178	+0,68
1160	CGIP 1	1172	1180	+0,68
1490	Chargeurs 1	1451	1470	+1,31
485	Christian Dior 1	499,50	497,50	-0,49
335	Ciments Fr.Priv.B2	348	365	+4,89
520	Clarins 1	537	540	+0,56
445	Club Mediterranee1	444	444	—
1800	Colas 1	1870	1870	—
730	CGP (Papiers)(Ly)2	745	—	—
219	Comptoir Entrep. 1	219	—	—
1510	Comptoir Moder. 1	1535	1539	+0,26
460	CPR Paris Reesc. 1	459,80	459	-0,17
1100	Cred.Fon.France 1	1174	1189	+1,28
415	Credit Local Fce 1	417,90	424,80	+1,65
580	Credit Lyonn.CIP 1	568	561	-1,23
585	Credit National 1	608	600	-1,32
680	CSEE 1	690	694	+0,58
5800	Damart 1	5920	5930	+0,17

Compensation (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
520	Dassault-Aviation1	530	524	-1,13
420	Dassault Electro 1	439,90	439	-0,20
2830	De Dietrich 1	2679	2685	+0,22
585	Degremont 1	564	561	-0,53
75	Dev.R.N-P De Cal 2	84,50	84	-0,59
79,40	Dev.R.Sud-Est(Ly)2	96	98,50	+2,60
380	DMC (Dollfus Mi)1	380	380	—
700	Docks France 1	705	710	+0,71
128	Dynaction 1	127	127,90	+0,71
2830	Eaux (Gle Des) 1	2530	2540	+0,39
916	E.B.F 1	912	909	-0,33
710	Ecco 1	733	738	+0,68
1190	Eiffage 1	1218	1265	+3,86
490	Elf Aquitaine 1	412,50	413,50	+0,24
985	Elf Sanofi 1	989	998	+0,91
895	Eridania Beghin 1	914	915	+0,11
730	Essilor Intl 1	758	746	-1,58
535	Essilor Intl ADP 1	560	551	-1,61
1020	Esso 1	1079	1075	-0,37
2050	Eurafrance 1	2110	2114	+0,19
33	Euro Disney 1	32,55	32,80	+0,77
650	Euro RSCG W.W 1	665	670	+0,75
1870	Europe 1- 1	1920	1902	-0,94
41	Eurotunnel 1	43,20	44,45	+2,89
885	Filipacchi Medias1	900	911	+1,22
149	Finextel 1	149,90	150	+0,07
810	Fives-Lille 1	844	837	-1,09
5200	Fromageries Bel 1	5150	5170	+0,39
2850	Galeries Lafayet.1	2853	2800	-1,89
420	GAN 1	425	433	+1,88
550	Gascogne (B) 1	532	535	+0,56
2130	Gaz Eaux(Fin.Ind)1	2120	2115	-0,24
585	Geophysique 1	577	575	-0,35
—	G.F.C. 1	486	487,50	+0,31
665	Groupe Andre S.A 1	670	670	—
820	Groupe De La Cite1	850	845	-0,59
455	GTM-Entrepose 1	474	479,50	+1,16
530	Guilbert 1	581	588	+1,20
1800	Guyenne Gascogne 1	1804	1804	—
445	Havas 1	454	457,70	+0,81
220	IDIA 1	221	222	+0,45
800	Imetal 1	837	844	+1,10
580	Immeubl.France 2	574	574	—
100	Immob.Phenix 1	98,20	99,10	+0,92
131	Ingenico 1	131,50	131	-0,38
2080	Ins.Merieux Int. 1	2265	2267	+0,09
515	Interbail 1	509	510	+0,20
850	Intertechnique 1	840	846	+0,72
1170	Jean Lefebvre 1	1171	1177	+0,51
870	Klepierre 1	650	650	—
800	Labinal 1	790	800	+1,27
445	Lafarge Coppee 1	454,90	457	+0,46
161	Lagardere (MMB) 1	160,20	161,70	+1
325	Lapeyre C1	335	332,60	-0,72
345	Lebon 2	345	348	+0,87
6200	Legrand 1	6530	6550	+0,31
4400	Legrand ADP 1	4400	4375	-0,57

Compensation (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
280	Legris Indust. 1	275	279,80	+1,75
1030	Locindus 1	1010	1020	+0,99
985	LVMH Moet Vuitton1	912	924	+1,32
580	Lyon.Eaux-Dumez 1	585	592	+1,20
405	Marine Wendel 1	407	407,50	+0,12
131	Matra-Hachette 1	143	141,50	-1,05
85	Metaleurop 1	85,05	86	+1,12
13,50	Metrologie Intl 1	13,15	13,30	+1,14
280	Michelin 1	259,90	260,40	+0,19
142	Moulinex 1	135,50	134	-1,11
1120	Navigation Mixte 1	1133	1128	-0,44
153	Nord-Est 1	156,90	157	+0,06
625	Nordon (Ny) 1	616	601	-2,44
27	Olipar 1	27,30	26,98	-1,11
1180	Oreal 1	1215	1235	+1,65
420	Paribas 1	417	424,10	+1,70
370	Pechiney CIP 1	387	402	+3,88
171	Pechiney Intl 1	171	167,90	-1,81
390	Pernod-Ricard 1	382,90	384,90	+0,52
900	Peugeot 1	905	907	+0,78
975	Pinault-Printemps1	990	1029	+3,94
828	Plastic-Omn.(Ly) 1	778	782	+0,51
430	Poliet	442	446,20	+0,95
985	Primagaz 1	980	980	—
1030	Promodes 1	1026	1050	+2,34
515	Publicis 1	549	532	-3,10
580	Radiotechnique 1	584	575	-1,54
890	Redoute(S.A.La)1	895	920	+2,79
220	Remy Cointreau 1	231,90	228,50	-1,47
655	Rexel 1	670	668	-0,30
143	Rhone Poulenc A 1	158	158	—
48	Rochette (La) 1	50	49,85	-0,30
815	Roussel Uclaf 1	849	858	+1,39
4500	Rue Imperiale(Ly)1	4459	4450	-0,20
180	Sade (Ny) 1	189	189	—
2840	Sagem 1	2988	3025	+1,24
695	Saint-Gobain 1	699	706	+1
1740	Saint-Louis 1	1738	1738	+0,12
2090	Salomon (Ly) 1	2189	2189	—
450	Saltopar (Ny) 2	465	450	-3,23
3050	Sat 2	3019	2895	-3,82
1220	Saupiquet (Ns) 1	1220	1205	-1,23
440	Schneider 1	450,80	454,50	+0,82
148	SCOA act.regroup.	152	152	—
505	SCOR S.A 1	513	514	+0,19
556	S.E.B.1	681	683	+0,34
490	Sefimeg 1	492	503	+2,24
179	Selectibanque 1	175	176,90	+1,09
1180	SFIM 2	1199	1162	-3,09
250	SGE 1	252	252,80	+0,32
545	Simco 1	558	558	-0,18
805	S.I.T.A 1	810	817	+0,88
2020	Skis Rossignol 1	2005	2020	+0,75
545	Sligos 1	540	542	+0,37
618	Societe Gale A 1	626	631	+0,80
61	Sodecco (B) 2	65	62,60	-3,69
50	Sodiaro (Ns) 2	55,50	54,50	-1,80

Compensation (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
1000	Sodexho 1	1023	1010	-1,27
151	Sogenal (Ny) 2	148	146	-1,35
2400	Sommer-Allibert 1	2417	2403	-0,58
480	Sophia 1	479	480	+0,21
1700	Sovac 1	1655	1680	+1,51
415	Spie Batignolles 1	420	426,20	+1,48
680	Strafor Facom 1	677	695	+2,66
310	Suez 1	311,70	317,50	+1,86
205	Synthelabo 1	200	202,40	+1,20
168	Thomson-CSF 1	170,70	170,90	+0,12
340	Total 1	341	339	-0,59
184	UAP 1	183,50	183,20	-0,16
430	UFB Locabail 1	429,50	440	+2,44
270	UGC DA M1	285	285,10	+0,04
460	UIC 1	428	425	-0,70
605	UIF 1	601	626	+4,16
1080	UIS 2	1067	—	—
615	Uniball 1	522	512	-1,92
1450	Valeo 1	1398	1398	—
305	Vallourec 1	315	329,50	+4,60
410	Via Banque 1	411	414	+0,73
295	Worms & Cie 1	298	288,90	-2,40
2230	Zodiac 1	2225	2225	—
1190	Elf Gabon 1	1210	1210	—
128	American Barrick 1	130	130,40	+0,31
173	American Express 1	171,40	172	+0,35
305	A.T.T. 1	302	301,90	-0,03
255	Anglo American 1	287	289,10	+0,73
425	Amgold 1	462,10	470	+3,98
260	Banco Santander 1	250	245,20	-1,92
1110	B.A.S.F. 1	1155	1170	+1,30
1330	Bayer 1 ■	1368	1375	+0,51
30	Blenheim Group 1	30,60	31	+1,31
50	Buffelsfontein 1	53	55,15	+4,06
200	Chase Manhattan 1	195,90	195	-0,46
2980	Daimler Benz 1	3100	3120	+0,65
138	De Beers 1	139	140	+0,72
2620	Deutsche Bank 1	2693	2697	+0,15
1340	Dresdner Bank 1	1420	—	—
62	Driefontein 1	65,60	66,50	+1,37
320	Du Pont Nemours 1	332,40	332,30	-0,03
240	Eastman Kodak 1	240,60	241,70	+0,46
7	East Rand 1	6,70	7,15	+6,72
65	Echo Bay Mines 1	64	64,65	+1,02
280	Electrolux 1	290	293	+1,03
250	Ericsson 1	258	263,70	+2,21
385	Exxon Corp. 1	384,70	384	-0,19
325	Ford Motor 1	333,20	—	—
68	Freegold 1	74	76,90	+3,92
10,50	Gencor Limited 1	11,40	11,75	+3,07
560	General Electric 1	554	556	+0,36
320	General Motors 1	327	328,10	+0,34
435	Generale Belgique1	431	—	—
41	Grd Metropolitan 1	40,50	41	+1,23
41	Guinness Plc 1	41,95	41,55	-0,95
23	Hanson Plc 1	23,90	—	—
28	Harmony Gold 1	29,20	31	+6,16

Compensation (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
455	Hewlett-Packard 1	458,80	458	-0,17
53	Hitachi 1	53,30	53,15	-0,28
1160	Hoechst 1	1205	1220	+1,24
335	I.B.M 1	336,10	337,60	+0,45
71	I.C.I 1 ■	73,55	73	-0,75
510	I.T.T. 1	512	512	—
305	Ito Yokado 1	299,60	296,40	-1,07
95	Matsushita 1	93	93	—
340	Mc Donald's 1	345,80	345,30	-0,14
170	Merck and Co 1	174,50	175,80	+0,74
560	Minnesota Mining 1	560	559	-0,18
63	Mitsubishi Corp. 1	64	65,85	+2,89
440	Mobil Corporat. 1	444,50	—	—
370	Morgan J.P. 1	360	359,10	-0,25
5000	Nestle SA Nom.1	4920	4900	-0,41
83	Nippon MeatPacker1	83,10	—	—
182	Norsk Hydro 1	198,90	198,50	-0,20
1750	Petrofina 1	1782	1789	+0,40
305	Philip Morris 1	312,40	315,50	+0,99
168	Philips N.V 1	167,50	170,90	+2,03
119	Placer Dome Inc 1	119,40	120,50	+0,92
330	Procter Gamble 1	327,60	328,80	+0,37
295	Quilmes 1	300	305	+1,67
59	Randfontein 1	58,65	58,75	+3,71
194	Rhone Poul.Rorer 1	197,20	198	+0,41
620	Royal Dutch 1	640	646	+0,94
73	R T Z 1 ●	72,95	74,70	+2,40
11	Saatchi & Saatchi1	11,50	11,40	-0,87
425	Sega Enterprises 1	425	429	+0,94
48	Saint-Helena 1	49,50	51,85	+4,75
315	Schlumberger 1	320,20	320,60	+0,12
62	Shell Transport 1	64	64,30	+0,47
2400	Siemens 1	2607	2595	-0,46
330	Sony Corporation 1	333	327	-1,80
121	Sumitomo Bank 1	121,30	120,10	-0,99
255	T.D.K 1	258,10	—	—
72	Telefonica 1	78,45	78,60	+0,19
43	Toshiba 1	42,30	—	—
635	Unilever 1	651	655	+0,61
365	Unit.Technologie 1	385,50	385,40	-0,03
460	Vaal Reefs 1	489,50	509	+3,98
1900	Volkswagen A.G 1	1818	1802	-0,88
500	Volvo (act.B) 1	523	522	-0,19
200	Western Deep 1	211	214	+1,42
565	Xerox Corp. 1	545	560	+2,75
107	Yamanouchi 1	107	106,70	-0,28
4,78	Zambia Copper 1	4,80	4,77	-0,63
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	113,20	4,315
CEPME 8,5% 88 CB	108,20	7,010
CEPME 9% 89 CA#	111,15	6,214
CEPME 9% 92-06 TSR	—	7,619
CFD (CCCE)8,7%90CB	118,40	2,179
CFD exCCCE8,6%92CB	112,80	1,814
CFF 10% 88-98 CA#	113,65	5,151
CFF 9% 88-97 CA#	107,30	5,104
CFF 10,25% 90 CA#	117,94	1,236
CLF 8,9% 88 CA#	111,15	8,168
CLF 9%88-93/98 CA#	108,28	2,121
CNA 9% 4/92 CB	113,85	6,852
CRH 8,6% 92-93 CB	109,08	7,139
CRH 8,5% 87-88 CA#	108,35	1,258
EDF 8,6% 88-89 CA#	109,20	1,696
EDF 8,6% 92 CA#	111,90	0,448
Emp.Etat 10,8%79	101,50	6,983
Em.Etat10,26%86 CA	107,50	1,321
Emp.Etat 6%7/93-97	99,80	4,781
Finansder 9%91CB#	114	3,773
Finansd.8,6%92 #CB	110,50	2,144
Floral9,75% 90 CA#	114,60	7,426
OAT 9,90%12/97 CA#	112,18	3,089
OAT TMB 87/99 CA	99,41	1,575
OAT 10% 5/00 CA#	117,52	8,205
OAT 01 TME CA	101	1,416
OAT 8,5%11/02 CA #	111,76	3,586
OAT 8,50% 19 CA #	113,80	4,308
OAT 8,50%92-23 CA#	113,90	0,078
PTT 11,2% 85 CB#	107,40	4,253
SNCF 8,8% 87-94CA	100,20	2,049
Lyon.Eaux 6,5%90CV	885	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—

Actions

VALEURS	Cours Préc.	Dernier cours
Arbel 2	504	498
Bains C.Monaco 2	840	830
Bque Hypoth.Europ.	84	—
B.N.P.Intercont.2	380,10	358
Bidermann Intl	145	—
B T P (la cie) 2	29,10	29
Cambodge	997	998
Carbone Lorraine 2	680	688
Case Poclain 2	2,85	—
CBC 1	350	340
Centenaire Blanzy	377	377
Ceragan Holding	19,60	19,80
Champex (Ny)	11	—
CIC Un.Euro.CIP 1	379,50	375
C.I.T.R.A.M. (B)	3500	—
Cpt Lyon Alem.2	384,80	375,50
Concorde-Ass Risq2	1080	1080
Constr.Met.Prov.	15,50	—
Credit Gen.Ind.	80,50	80
Darblay	600	—
Didot Bottin	651	670

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Eaux Bassin Vichy	2880	—
Ecia 1	750	740
Ent.Mag. Paris	5000	—
Eridania Beghin CI	798	784
Fidei(exdomofice)2	320	315
Finalens	430	—
F.I.P.P.	220	—
FNAC 2	3309	—
Fonciere (Cie)	750	750
F.Euris (ex Loca.)	320	320
Fonclna	514	—
France I.A.R.D	499	480
France S.A 1	2325	2310
From. Paul-Renard	2060	—
Gaumont 2	835	—
Genefim	365	354,90
Gevelot	902	910
G.T.I (Transport)	495	495
Immobail 2	490	—
Immobanque 2	879	—
Im.Marseillaise 2	7370	—
Invest.(Ste Cie.)	1859	—
Lille Bonnieres	1485	—
Locafinanciere	500	500
Louvre 1	245	245,10
Lucia	150	—
Machines Bull 2	28,10	—
Mag.Uniprix	173	173
Metal Deploye	480	—
Mors 2	34,75	31,50
Navigation (Nle)	149,90	152
Optorg 2	395	—
Oreal (CI)	1030	1026
Origny-Desvroise	1036	1050
Monoprix	1551	—
Paluel-Marmont	437	—
Parfinance	229	229,90
Paris Orleans	280	267
Piper Heidsieck	750	750
Porcher	358	371,50
Promodes (CI)	860	—
Rochefortaise Com.	182,10	181
Rosario 2	218	—
Rougier	590	600
S.A.F.I.C Alcan	223,10	225
Saga	605	600
Salins du Midi 2	470	470,10
Savoisienne M.	161,50	—
Silic 2	871	880
S.I.P.H.	128	—
Sofal	430	—
Soffo	247,50	—
Sofitam	78	78
Sofragi	3910	—
Soudure Autogene	618	617
Sovabail	494	—
Taittinger 1	2905	2980
Tour Eiffel	389	385
Ufiner Cofreth	1800	—
Vicat 2	532	529
Virax	149	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G. AG	588	—
Akzo Nobel Nv	678	—
Alcan Aluminium	123,70	—
Arbed	680	—
Asturienne Mines	137	—
Banco Pop. Espanol	840	812
Banque Regl.Inter.	39200	39500
Chrysler Corp.	329	329
C.I.R SPA	9,20	—
Commerzbank AG	1249	—
Dow Chemical Co.1	389,90	381,70
Fiat Ord.	24,30	24,20
G.B.L.(Brux.Lamb.)	720	725
Gevaert	1600	1680
Glaxo Holdings Plc	50,80	51,05
Goodyear T.& R.Cy	230,50	232,80
Honeywell Inc.	201	—
Johannesburg Cons.	108	—
Kubota Corp.	38,10	—

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Noranda Mines	98	—
Olivetti Priv.	10,15	10,50
Pfizer Inc.	333,40	331,50
Ricoh Cy	47	—
Robeco	372,80	369,10
Rodamco N.V.	107	105,90
Rolinco	369,10	368,60
Saipem SPA	8,05	—
Sema Group Plc	34,20	34,10
SKF Aktiebolaget	111	115,50
Tenneco Inc.	310	—
Toray Ind.	37,10	—
West Rand Cons.	5,90	6,15
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—

Hors-cote (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
American Brands	171	—
Bque Hydro Energie	345	—
Benedictine*	6280	—
Blanzy-Ouest*	2220	—
Brasseries Maroc	400	—
Calciphos*	87	—
Canadien Pacifique ■	94,35	—
CGH Cogenhor sch.*	7	—
Cie Industrielle*	8750	—
Coparex Inter.*	580	—
Cr.Universel (Cie)	400	—
CEAC.*	77	—
Fiat Fce nom.	142	—
Grace and Co	233	—
Groupe Victoire*	1492	—
Guintoli	725	—
Table France*	320,10	—

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Koninkl. Pakhoed	135,30	—
Lecteurs Monde+ *	137	—
Molex	144,10	—
Off.Com.Pharm. *	840	—
Partic.Perrier *	282	—
Rorento	282,20	—
Sofas	215	—
St-Dominique(Fin)*	154	—
St Gobain Emball.*	1852	—
Schlumberger Ind.*	551	—
SEPR *	1001	—
SPR "B" nom.	295	—
Testut-Aequitas *	160,10	—
Waterman *	980	—
	—	—
	—	—
	—	—

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
B.A.C.	23,70	—
Boiron (Ly) 2 #	715	715
Boisset (Ly)	275	276
C.A. Paris IDF 1	1010	1029
Calberson	405	409,10
Cardif SA 1	1069	1080
CEGEP #	152	157
CFPI	240	245,20
C.N.I.M 1	1449	1427
Codetour	237	237
Creeks	218	—
Dauphin OTA	300	301
Devanlay 2	1390	1400
Labor.Dolisos	180	179,90
Editions Belfond	117	—
Europ Propulsion 2	392	392
Finabail	184,80	181
Finacor	225	226,80
G.L.M. S.A	1080	1080
Gravograph	202	—
I.C.C. 2	218	209

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Idianova	88	87
Immob.Hotel. 2 #	290	289
Int. Computer	150	155
IPBM	79	77,10
N.S.C Schlum.Ny	1130	—
Rallye(Cathiard)Ly.	227,50	—
Serbo	525	507
Sopra	330	338,10
TF1-1	480	480
Thermador Hold(Ly)	389	390
Unilog	271	313,80
Vieil et Cie #	268	255
Vilmorin et Cie#2	375,50	378
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—

Sicav (sélection) 27 avril

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actimonetaire C	33238,98	33238,98
Actimonetaire D	31686,48	31686,48
Améri-gan	8485,19	8188,45
Amplia	103942,18	103942,18 ◇
Amplitude	815,89	792,94
Antigone Trésorerie	763858	763858
Arbitr. Court Terme	8458,48	8458,48
Associa Première	34342,07	34342,07
Associc	1139,36	1139,36
Atout Amérique	110,54	107,84
Atout Asie	116,11	113,28
Atout Futur C	604,36	589,62
Atout Futur D	595,21	580,69
Aurecic	1888,99	1839,80
Avenir Alizes	1982,18	1923,71 ◆
Axa Capital	210,70	204,56
Axa Court Terme	9358,38	9358,38
Axa Cro.Ex.Dr.Inve.	1171,92	1137,79
Axa.Ep.Fr.Ex Agepurg	964,36	936,27
Axa Europe	141,54	137,42
Axa Investissements	135,55	131,60
Axa NPI	155,57	151,04
Axa Ob.Fr.Extrans	168,22	161,38
Axa.Ob.In.Ex Mu.U.Se	149,68	145,32
Axa Prem.Ex.Ageprs	131,53	127,70
Axa Sél.Ex.Dr.Sels	188,41	183,58
Axa Valeurs PER	163,93	159,16
Cadence 1	1087,75	1078,98
Cadence 2	1087,65	1078,88
Cadence 3	1084,26	1073,52
Capimonetaire	7271,91	7264,65
Capiobilg	7813,54	7539,16
Capitecic	1583,81	1580,40
Clearonde	1284,33	1227,50
Coeda	1570,45	1541,17
Comptavalor	4102,86	4098,71
Credit Mutuel Capital	1487,72	1458,55
Cred.Mut.Ep.Cour.T.	767,32	767,32
Cred.Mut.Ep.Ind. Cap	111,50	108,52 ◆
Cred.Mut.Ep.Ind. Ob	108,76	105,85 ◆
Cred.Mut.Ep.J.	20238,15	20238,15
Cred.Mut.Ep.long.T	227,46	221,37 ◆
Cred.Mut.Ep.Monde	1316,03	1281,39 ◆
Cred.Mut.Ep.Quatre	1127,81	1097,83
Dieze	1683,27	1651,88
Drouot France	1088,93	1054,40
Drouot Sécurité	246,35	239,17
Ecocic	1292,94	1255,28
Ecupar	140,64	136,54
Ecur. Actions futur	209,12	203,03 ◆
Ecur. Capicourt	202,53	202,02 ◆
Ecur. Capitalisation	3025,10	2995,15 ◆
Ecur. Expansion	585580,20	584743,89 ◆
Ecur. Géovaleurs	2883,93	2799,93 ◆
Ecur. Investissement	171,34	168,35 ◆
Ecur. Monepremière	78504,87	78504,87 ◆
Ecur. Monétaire	22931,12	22931,12 ◆
Ecur. Trésorerie	2823,11	2823,11 ◆
Ecur. Trimestriel	2068,94	2048,46
Elancic	136,18	132,21
Elicash	821170,97	821170,97 ◇
Emergence Poste	111,24	108 ◆
Energie	396,54	389,01
Eparcic	4231,58	4231,58
Eparcourt-Sicav	4068,99	4058,65
Epargne-Unie	1574,93	1538,52
Euril Cash capi.	9288,58	9288,58 ◆
Euro Solidarité	1205,28	1193,27
Eurocic Leaders	1395,10	1354,47
Eurodyn	1548,44	1508,72

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Euro Gen	8856,58	8823,62
Fonsicav	16882,34	16848,44 ◆
France-gan	14593,95	14832,65
France Garantie	265,41	264,90
France Obligations	484,64	469,04
Francic	571,74	555,09
Francic Pierre	135,28	131,34
Francic-Regions	1530,56	1485,98
Fructi-Associations	40,72	40,72
Fructi-Capi	58,78	60,03
Fructidor	254	250,25
Fructifrance action C	239,82	233,97
Fructifrance action D	229,50	223,90
GAN Rendement	5961,57	5808,43
Gestilion	17625,52	17625,52
Horizon	1622,21	1574,96
HLM Monétaire	16340,98	16340,98
Indicia	1251,08	1220,35 ◆
Indust.Fse.Court.T.	1730,55	1730,55
Intensys	185,32	185,06 ◆
Interepar	117332,79	113916,38
Interoblig	17588,11	17413,97
Intersélection Fce	592,01	580,40
Japacic	204,34	198,38
Jeunepargne	338,82	331,84
Latitude	2615,85	2611,93
Lion Association	11337,94	11337,94
Lion Institution	38200,79	38110,51
Lionplus	1202,93	1179,34
Lion Trésor	2245,27	2223,04
Livret Bourse Inv.	685	645,63
Livret Portefeuil.	844,23	819,84
Méditerranée	229,26	222,58
Mensuel CIC	10341,51	10239,12
Mesedan	79958,44	79958,44
Mone.J.	10503,18	10503,18 ◇
Monévalor	47996,30	47996,30
Mutualité dépôts	16045,09	16013,06
Natio Court Terme	36963	36852
Natio Court Terme2	334157	334157
Natio Epargne	21085,40	20878,83
Natio Ep. Capital	13195,65	13065
Natio Ep. Croissance	2138,23	2081
Natio Ep. Obligations	213,78	208,04
Natio Epargne Retraite	148,40	144,43
Natio Epargne Trésor	9265,33	9266,80
Natio Epargne Valeur	522,03	508,08
Natio France Index	1170,69	1139,36
Natio Immobilier	1437,40	1398,93
Natio Inter	1775,34	1727,82
Natio Monétaire	9724,27	9724,27
Natio Opportunités	156,53	152,34
Natio Patrimoine	1570,85	1528,81
Natio Perspectives	1339,82	1303,96
Natio Placements	68939,64	68939,64
Natio Revenus	1089,07	1078,29
Natio Sécurité	11844,54	11844,54
Natio Valeurs	1015,03	987,88
Nippon-Gan	7869,83	7567,14
Nord Sud Dévelop	1940,33	1936,46
Oblicic-Mondial	3155,96	3169,32
Oblicic-Régions	1168,86	1149,64
Oblinter	3397,75	3334,48
Oblig. ttes caté.	211,84	207,92
Oblilion	1799,06	1691,15
Oblisécurité Sicav	15147,49	15147,49
Oblitys	522,47	514,75
Oracion	1636,70	1590,93
Patrimoine Retraite	263,43	258,26
Parvalor	670,20	657,06

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Planinter	1551,03	1513,20 ◆
Plénitude	166,46	161,61
Poste Croissance	3173,35	3170,18
Poste Gestion	77190,16	77190,16
Première Oblig. C	11452,93	11452,93 ◆
Première Oblig. D	10860,22	10654,89
Prévoy. Ecureuil	101,58	100,55
Priv'Associations	34281,70	34281,70
Proficlus	1034,98	1015,88
Rentacic	173,50	170,94
Revenus Trimestr.	5513,82	5459,23
Revenu-Vert	1168,84	1168,48
St Honoré Vie & Santé	1190,55	1138,56
St Honoré Bons du Tr.	13052,48	12987,55
St Honoré Invest.	1019,24	973,02
St Honoré Pacifique	916,85	875,27
St Honoré Real	17481,56	17411,91
Sécuricic	2014,07	2014,07
Sécuri-Gan	12820,93	12569,54
Sécuritaux	1615,05	1615,05
Sensivalor	31058,01	31058,01
SEVEA	107,12	104,51 ◆
SFI-CNP Assur	784,83	761,78 ◆
S.G. France oppert. C	1625,81	1593,93
S.G. France oppert. D	1611	1579,41
Sicav Associations	2140,15	2140,15
Sicav 5.000	524,94	510,69
S.I. Est	1536,57	1491,82
Silvafrance	848,25	825,55
Silvarn	467,72	455,28
Silvarente	235,99	231,36
Silvinter	566,34	551,18
Sogenfrance C	1451,81	1422,58
Sogenfrance D	1379,66	1352,61
Sogépargne	331,13	327,85
Soginter	1687,69	1654,60
Soleil Investissements	722,52	694,73
Solstice	2303,82	2238,07 ◆
State Street Act. Eur	13133,98	12889,82 ◆
State Street Act. Fce	13383,03	12993,23
St. Str. Act.Japon	16235,77	15688,73
State Street Emer. Mts	18129,45	17257,84 ◆
St.Street OAT Plus	12875,65	12623,19
Stratégie Actions	1071,97	1030,74
Stratégie Rendement	1681	1628,09
Synthesis	13553,21	13287,46
Techno-Gan	6634,27	6530,64
Thesora	790,82	782,79 ◆
Trésor Plus	1539,38	1524,14
Trésor Trimestriel	1083,09	1053,16
Trésoricic	152933,63	152933,63
Trilion	5359,06	5290,29
Uni-Associations	121,70	121,70 ◇
Uni-Foncier	1477,41	1441,38
Unifrance	689,79	672,97
Uni-Garantie C	1448,89	1421,87
Uni-Garantie D	78717,10	78717,10
Uni Régions	1704,04	1682,48
Univer	271,34	271,34 ◇
Univers Actions	1669,29	1628,58
Univers Obligations	2027,79	1989,98
Valorg	2360,94	2358,58
Valreal	62170,76	62139,71
Winterthur St-Honoré	261,67	249,80
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 27/04	Cours des billets achat	Cours des billets vente
Etats Unis (1 usd)	5,7800	5,7513	5,55	6,05
Ecu	6,6300	6,6340	—	—
Allemagne (100 dm)	343,1300	343,5700	331	354
Belgique (100 F)	16,6890	16,6835	16,15	17,15
Pays-Bas (100 fl)	305,1600	305,7000	295	316
Italie (1000 lires)	3,5905	3,5715	3,35	3,80
Danemark (100 krd)	87,4000	87,2800	83	91
Irlande (1 iep)	8,3805	8,3980	8,05	8,80
Gde-Bretagne (1 L)	8,6315	8,6685	8,25	9,05
Grèce (100 drachmes)	2,3400	2,3380	2,10	2,65
Suisse (100 f)	401,6400	402,6100	390	412
Suède (100 krs)	73,5800	73,5300	69	78
Norvège (100 k)	79,0400	79,0600	75	84
Autriche (100 sch)	48,7760	48,8350	47,30	50,30
Espagne (100 pes)	4,2090	4,2030	3,95	4,50
Portugal (100 esc)	3,3450	3,3450	3,05	3,80
Canada (1 $ can)	4,1976	4,1822	4	4,45
Japon (100 yens)	5,6073	5,5974	5,43	5,78

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 27/04
Or fin (kilo en barre)	69300	69200
Or fin (en lingot)	69509	69550
Napoléon (20f)	400	402
Pièce Fr (10 f)	330	—
Pièce Suisse (20 f)	400	402
Pièce Latine (20 f)	400	399
Souverain	506	507
Pièce 20 dollars	2520	2520
Pièce 10 dollars	1310	1350
Pièce 5 dollars	715	—
Pièce 50 pesos	2580	2600
Pièce 10 florins	416	417

Matif (Marché à terme international de France)
27 avril 1994

NOTIONNEL 10 %
Nombre de contrats estimés : 208 059

Cours	Juin 94	Sept. 94	Déc. 94
Dernier	121,24	120,34	119,60
Précédent	120,58	119,72	119

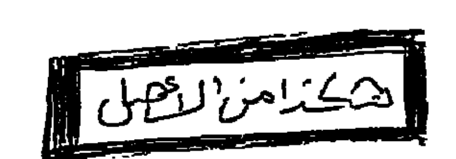
CAC 40 A TERME
Volume : 35 328

Cours	Avril 94	Mai 94	Juin 94
Dernier	2144	2143	2128
Précédent	2130	2128,50	2112

RÈGLEMENT MENSUEL (1)
Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotités de négociation

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux U = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLES
1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation



CARNET

Naissances

Georges et Nicole ROSTAND

ont le plaisir d'annoncer la naissance de leurs vingt-septième et vingt-huitième arrière-petits-enfants,

Oriane,

petite sœur de
Agathe,
chez
Blandine ROSTAND
et
Bruno DEVAUX,

à Rouen, le 9 avril 1994,

et de

Corentin,

petit frère de
Bastien,
chez
Delphine de KERMEL
et
Frédéric LACHAMBRE,

à Toulouse, le 12 avril 1994.

Mariages

M. et Mme René DABAS,
M. et Mme Jean-Pierre MAZARS-BARKATE,
M. et Mme Jean OLMINI-MONÉ,

ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants,

Claire et Philippe,

le samedi 30 avril 1994, à Brest.

Décès

– Le département de génie mécanique construction de l'INSA de Lyon,
Et plus particulièrement la formation DUT+3,
ont le grand chagrin de faire part du décès accidentel de

Jane FEENEY-MILELLA,
professeur d'anglais.

Jane Feeney, enseignant au département depuis 1977, douée de qualités pédagogiques exceptionnelles, a joué un grand rôle pour la promotion de l'anglais.

Ses collègues et amis se sont associés à sa famille pour lui rendre un dernier hommage en l'église de Parcieux, le jeudi 28 avril 1994.

– Le président de l'université Pierre-et-Marie-Curie,
L'Institut Henri-Poincaré,
La Société de mathématiques appliquées et industrielles,
La Société mathématique de France,
La Société française de physique,
Ses collègues,
Et amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. le professeur Pierre GRISVARD,
directeur de l'Institut Henri-Poincaré,

survenu le vendredi 22 avril 1994.

Ses obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité familiale.

– Mme Marguerite Mandicas,
née Glanz,
son épouse,
Michel et Marc,
ses enfants,
Evelyne,
sa belle-fille,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 24 avril 1994, à Paris, dans sa quatre-vingt-quatrième année, du

docteur A. MANDICAS,
ancien chef de clinique
de la faculté de médecine
de Strasbourg,
titulaire de la médaille militaire
des actes exceptionnels 1939-1945,
au titre de son activité de chirurgien
de la 8e armée britannique
(El Alamein, Tobrouk, Bir-Hakeim).

Selon sa volonté, ses obsèques seront célébrées dans la plus stricte intimité.

La famille remercie le personnel de l'Institut Curie pour son dévouement et son humanité.

101, rue de Sèvres,
92100 Boulogne.

Marie PELLETIER,

a été enlevée à l'affection des siens le 18 avril 1994, à l'âge de quarante-deux ans.

Ses obsèques religieuses ont été célébrées en l'église de Joannas (Ardèche).

De la part de
Bernard Got,
son compagnon,
Lise et Charlotte Got,
ses enfants,
Jeanne et Martial Pelletier,
ses parents,
Anne, Bertrand, François, Vincent, Rémi, Luc, Jean-Baptiste, Isabelle, Benoît,
ses sœurs et frères,
René et Raymonde Got,
Toute sa famille,
Et tous ses amis.

Bernard Got,
Moulin de Justamon, Blaunac,
Joannas, 07110 Largentière.
Martial Pelletier,
100, chemin de l'Aiguille,
38330 Biviers.

– Véronique Petit-Geitheim,
sa fille,
Germaine Grillon,
sa compagne,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Louis-Philippe PETIT,
ancien conseiller municipal à Sèvres,
militant à la Fédération
des œuvres laïques
et au Parti socialiste,
délégué départemental honoraire
de l'éducation nationale,

survenu le 18 avril 1994.

Cet avis tient lieu de faire-part.

41, avenue des Fusillés-de-Châteaubriant,
94100 Saint-Maur.
70, rue Velpeau,
92160 Antony.

– Mme Jean Pinettes,
née Labios,
M. et Mme Jacques Pinettes,
Claire et Patrick Pinettes,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean PINETTES,

survenu le 24 avril 1994.

Square Izoulet,
82200 Moissac.
La Chappe,
38610 Venon.

– Mme Daisy Taieb,
Pierre et Martine Benoliel
et leurs enfants,
Michel et Monique Gautier
et leurs enfants,
M. et Mme Alfred Giallonbardo,
M. et Mme Raymond Tayar,
La famille Botton,
Les familles Fellous,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henry TAIEB,

le 25 avril 1994, à Antibes.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 27 avril, au cimetière de la Caucade, à Nice.

Anniversaires

– Il y a un an, le 29 avril 1993, disparaissait

Michel ANSELME.

Sa famille,
L'équipe du CERFISE,
Tous ses amis,
demandent d'avoir une pensée pour lui en ce triste anniversaire.

– En souvenir du 26 avril 1989.

Nous sommes par la pensée auprès de

Léon BARCHMANN.

– Il y a un an disparaissait

Dominique BOZO.

Le Centre Georges-Pompidou,
Ses collègues,
Ses amis,
ont une pensée émue en ce jour.

Ils gardent sa mémoire présente.

Simon EPSTEIN,

arrêté à Saint-Illide (Cantal) par des gendarmes « français », transféré à Aurillac puis à Drancy, a fait partie du convoi no 72, du 29 avril 1944, arrivé à Auschwitz le 4 mai (sur 1 004 juifs, 37 ont survécu).

Ses fils, Robert et Paul.

N'oubliez jamais.

– A la mémoire de nos parents disparus, arrêtés à Nice.

Il y a cinquante ans sont parties de Drancy pour Auschwitz, le 13 avril 1944, par le convoi no 71,

Yvonne JACOB,
décédée à Bergen-Belsen
en mars 1945,

Madeleine JACOB-JAMPOLSKY,
décédée le 14 août 1952.

Il y a cinquante ans sont partis de Drancy vers Kaunas (Lituanie), par le convoi no 73, sans retour,

André-Jacques JACOB,
architecte DPLG,
croix de guerre 1914-1918,

Jean JACOB,
âgé de dix-huit ans.

De la part de
Denise Vernay
et son mari,
Simone Veil
et son mari,
Leurs enfants, Michel, Viviane, Laurent et Jean, Nicolas, Pierre-François.

– A la mémoire de nos parents disparus, arrêtés à Nice.

Il y a cinquante ans sont partis de Drancy pour Auschwitz, le 29 avril 1944, par le convoi no 72, sans retour,

Pierre JACOB,
ingénieur de l'Ecole centrale,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918
(six citations),
capitaine de réserve,

Suzanne JACOB,
née Coblanze,

François JACOB,
âgé de neuf ans.

De la part de
Micheline Jacob,
Francine Monod-Jacob
et son mari,
Leurs filles Ariane et Carolle.

95690 Labbeville.

– Il y a déjà deux ans,

Julien MAZOYER

nous quittait.

Une messe sera célébrée en sa mémoire, en l'église Saint-Séverin, à Paris-5e, le lundi 2 mai 1994, à 19 heures.

– Il y a trois ans disparaissait

Pierre NERSON.

Tous ceux qui l'ont connu et aimé auront une pensée pour lui en ce triste anniversaire.

Laetitia

aurait cinquante ans.

Son sourire nous manque.

Anthony, Davina, Neville, William Rowley.

– Dans les premiers mois de 1943, environ 200 juifs polonais porteurs de *papiers sud-américains ont été transférés* des ghettos et des camps de travail de Pologne au camp d'internés civils anglais et américains de Vittel (Vosges). Parmi eux, 46 enfants de moins de quatorze ans. Ils nous avaient raconté ce qu'ils avaient vécu sous l'oppression nazie. Avec l'aide de la Résistance, nous avons alerté l'opinion publique en dehors de France. Mais les garanties alliées qui auraient pu les sauver sont arrivées trop tard.

Le 18 avril et le 16 mai 1944, ils ont été transférés de Vittel à Drancy, d'où ils ont été déportés dans les convois 72 et 75 vers Auschwitz, où ils furent massacrés.

Leur souvenir vit dans nos cœurs.

Sofka SKIPWITH,
décédée le 26 février 1994,

et

Madeleine STEINBERG,
née White,
anciennes internées civiles anglaises
de Vittel.

– A l'occasion du douzième anniversaire de la mort de

M. Roman WINICKI,

une cérémonie aura lieu le dimanche 1er mai 1994, au cimetière de Bagneux, à 11 h 30.

Avis de messes

– Une messe sera célébrée à la mémoire de

Mme Nabiha KASSAR,

le dimanche 1er mai 1994, à 11 heures, en l'église Saint-Ephrem, 17, rue des Carmes, Paris-5e.

Soutenances de thèses

– Christine Giorgetti soutiendra lundi 2 mai 1994, à 15 heures, au LURE, bâtiment 209 D, centre d'Orsay (Essonne), une thèse de doctorat en sciences intitulée : « Etude des propriétés magnétiques d'alliages intermétalliques de terre rare – métal de transition par dichroïsme circulaire magnétique des rayons X ».

AGENDA

1er mai : les services ouverts ou fermés

Assurance-Maladie : les centres et services de la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris seront fermés le vendredi 29 avril à partir de 15 heures. Ils seront ouverts le lundi 2 mai, aux heures habituelles.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront fermés au public le vendredi 29 avril à partir de 12 heures. Ils seront ouverts lundi 2 mai, aux heures habituelles.

Assurance vieillesse : les points d'accueil retraite et les bureaux seront fermés le vendredi 29 avril à 12 h 30. Ils seront ouverts lundi 2 mai, aux heures habituelles.

Archives nationales : le CARAN et le Musée de l'Histoire de France seront fermés.

Bibliothèque nationale : les salles de lecture seront fermées. Le cabinet des médailles et l'exposition « Paysages, paysans » seront ouverts.

Hôtel national des Invalides : les musées de l'Hôtel national des Invalides : armée, dôme royal (tombeau de l'Empereur), plans-reliefs et l'église Saint-Louis seront fermés.

L'Institut de France : l'Institut sera fermé. Le château de Chantilly, le domaine de Chaalis (en face de la Mer de sable), le château de Langeais (Indre-et-Loire) et le château de Kerylos (à Beaulieu-sur-Mer) seront ouverts.

Musées : *A Paris*, seront ouverts le Musée Gustave-Moreau, le Musée des monuments français et le Musée Picasso.

En région parisienne, seront ouverts le Musée des Antiquités nationales au château de Saint-Germain-en-Laye, le Musée des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau et le Musée des Granges de Port-Royal.

En province, seront ouverts le Musée Magnin à Dijon, le Musée Picasso à Vallauris et le Musée de la préhistoire aux Eyzies-de-Tayac.

Tous les autres musées nationaux seront fermés le 1er mai.

Le Centre Georges-Pompidou, la Cité des sciences et le Palais de la Découverte seront fermés dimanche 1er mai.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au mardi 26 avril. Elles nous sont communiquées par Ski France, l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris - Tél. : (1) 47-42-23-32), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par Minitel : 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

HAUTE-SAVOIE

Avoriaz : 0-190; Les Carroz-d'Araches : 0-0; Chamonix : 0-440; Châtel : 40-160; La Clusaz : 0-250; Combloux : n.c.; Les Contamines-Montjoie : 0-175; Flaine : 20-300; Les Gets : n.c.; Le Grand-Bornand : 0-150; Les Houches : 0-160; Megève : 0-160; Morillon : n.c.; Morzine : 0-195; Praz-de-Lys-Sommand : 60-80; Praz-sur-Arly : n.c.; Saint-Gervais : 0-0; Samoëns : *0-0; Thollon-Les Mémises* : n.c.

SAVOIE

Les Aillons : 0-145; Les Arcs : n.c.; Arèches-Beaufort : 70-210; Aussois : n.c.; Bessans : 40-50; Bonneval-sur-Arc : 50-355; Le Corbier : n.c.; Courchevel : n.c.-236; Crest-Voland-Cohennoz : n.c.; Flumet : n.c.; Les Karellis : n.c.; Les Menuires : 20-160; St-Martin-de-Belleville : 0-0; Méribel : 0-230; La Norma : n.c.; Notre-Dame-de-Bellecombe : n.c.; Peisey-Nancroix-Vallandry : n.c.; La Plagne : 110-335; Pralognan-la-Vanoise : 0-60; La Rosière 1850 : 52-260; Saint-François-Longchamp : n.c.; Les Saisies : n.c.; Tignes : 105-310; La Toussuire : 20-60; Val-Cenis : 0-0; Valfréjus : n.c.; Val-d'Isère : 105-285; Valloire-Valmeinier : 20-150; Valmorel : n.c.; Val-Thorens : 100-250.

ISÈRE

Alpe-d'Huez : 110-400; Alpe-du-Grand-Serre : 40-100; Auris-en-Oisans : 30-160; Autrans : n.c.; Chamrousse : 90-110; Le Collet-d'Allevard : 40-170; Les Deux-Alpes : 40-380; Lans-en-Vercors : 20-40; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 5-100; Les Sept-Laux : n.c.; Villard-de-Lans- Corrençon : 10-190.

ALPES DU SUD

Auron : 0-0; Beuil-les-Launes : n.c.; Briançon : 15-120; Isola 2000 : 70-130; Montgenèvre : 40-100; Orcières-Merlette : n.c.; Les Orres : n.c.; Pra-Loup : 0-0; Puy-Saint-Vincent : n.c.; Le Sauze-Super-Sauze : n.c.; Serre-Chevalier : 0-110; Superdévoluy : 30-300; Valberg : n.c.; Val-d'Allos-Le Seignus : n.c.; Val-d'Allos- La Foux : n.c.; Risoul-Vars : n.c.

PYRÉNÉES

Ax-les-Thermes : 15-150; Cauterets-Lys : 230-390; Font-Romeu : 30-60; Gourette : 55-300; Luchon-Superbagnères : n.c.; Luz-Ardiden : n.c.; Peyragudes : n.c.; Piau-Engaly : 85-200; Saint-Lary-Soulan : 90-220.

MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 40-160; Besse-Super-Besse : n.c.; Super-Lioran : 20-140.

JURA

Métabief Mont d'Or : 0-40; Mijoux-Lelex-La Faucille : n.c.; Les Rousses : 0-50.

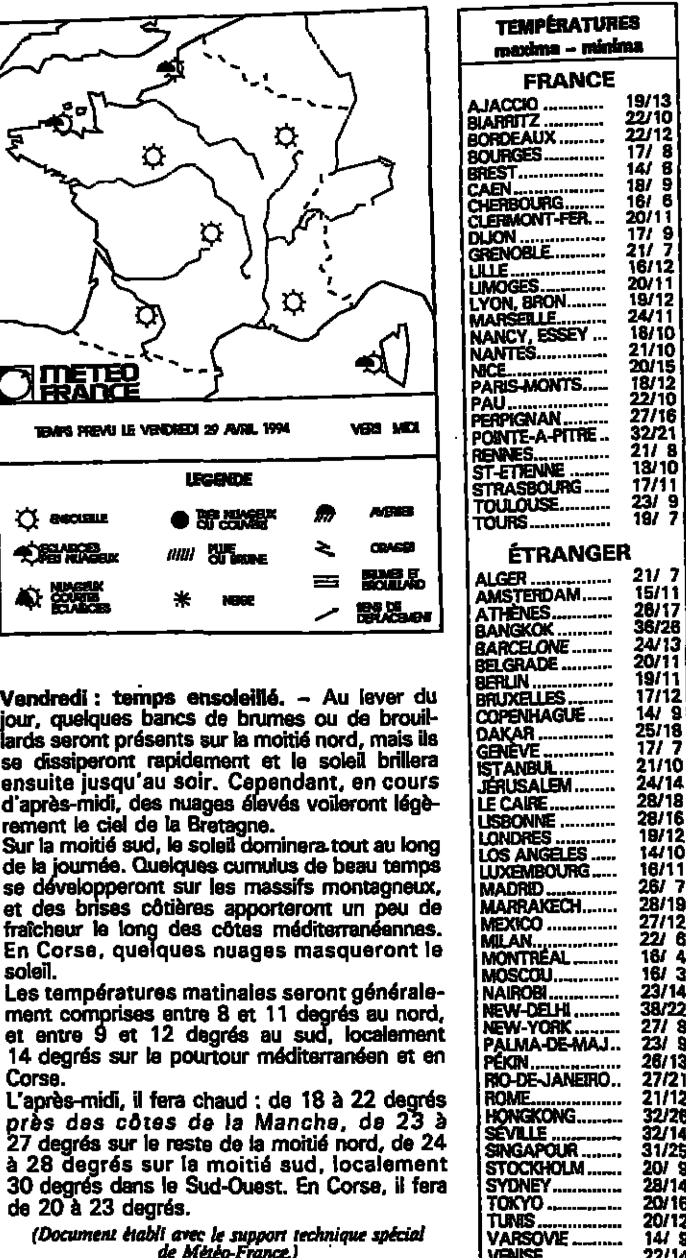
VOSGES

Le Bonhomme : n.c.; La Bresse-Hohneck : 0-0; Gérardmer : n.c.; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c.; Ventron : n.c.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'office national de tourisme de chaque pays : Allemagne : 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, *tél. : 40-20-01-88*; Andorre : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-55; Autriche : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 11 *bis*, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

MÉTÉOROLOGIE



TEMPÉRATURES maxima – minima	
FRANCE	
AJACCIO	19/13
BIARRITZ	22/10
BORDEAUX	22/12
BOURGES	17/ 8
BREST	14/ 8
CAEN	18/ 9
CHERBOURG	16/ 6
CLERMONT-FER.	20/11
DIJON	17/ 9
GRENOBLE	21/ 7
LILLE	16/12
LIMOGES	20/11
LYON, BRON	19/12
MARSEILLE	24/11
NANCY, ESSEY	18/10
NANTES	21/10
NICE	20/15
PARIS-MONTS	18/12
PAU	22/10
PERPIGNAN	27/16
POINTE-A-PITRE	32/21
RENNES	21/ 8
ST-ETIENNE	18/10
STRASBOURG	17/11
TOULOUSE	23/ 9
TOURS	19/ 7
ÉTRANGER	
ALGER	21/ 7
AMSTERDAM	15/11
ATHÈNES	26/17
BANGKOK	36/26
BARCELONE	24/13
BELGRADE	20/11
BERLIN	19/11
BRUXELLES	17/12
COPENHAGUE	14/ 9
DAKAR	25/18
GENÈVE	17/ 7
ISTANBUL	21/10
JÉRUSALEM	24/14
LE CAIRE	28/18
LISBONNE	28/16
LONDRES	19/12
LOS ANGELES	14/10
LUXEMBOURG	16/11
MADRID	26/ 7
MARRAKECH	28/19
MEXICO	27/12
MILAN	22/ 6
MONTRÉAL	16/ 4
MOSCOU	16/ 3
NAIROBI	23/14
NEW-DELHI	38/22
NEW-YORK	27/ 8
PALMA-DE-MAJ.	23/ 9
PÉKIN	26/13
RIO-DE-JANEIRO	27/21
ROME	21/12
HONGKONG	32/26
SÉVILLE	32/14
SINGAPOUR	31/25
STOCKHOLM	20/ 9
SYDNEY	28/14
TOKYO	20/16
TUNIS	20/12
VARSOVIE	14/ 9
VENISE	22/14
VIENNE	20/12

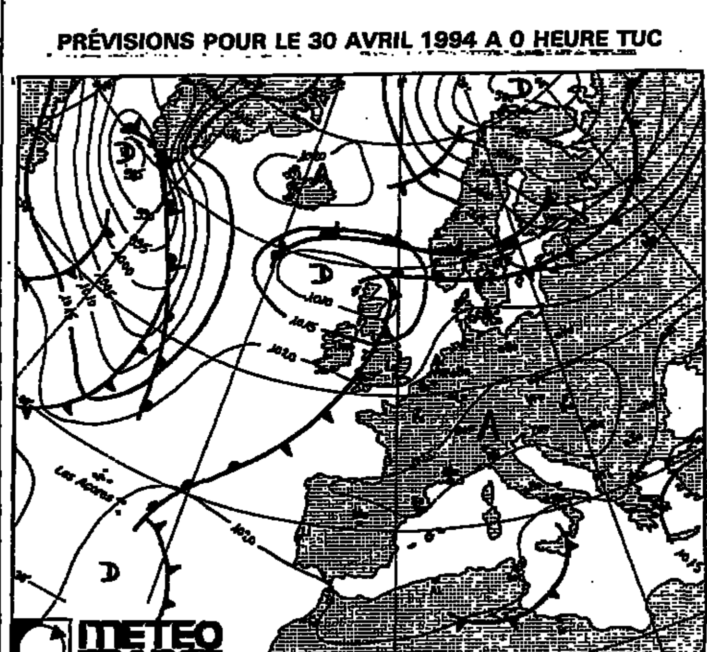
Valeurs extrêmes relevées entre le 27-04-1994 à 6 heures TUC et le 28-04-1994 à 6 heures TUC

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

Vendredi : temps ensoleillé. – Au lever du jour, quelques bancs de brumes ou de brouillards seront présents sur la moitié nord, mais ils se dissiperont rapidement et le soleil brillera ensuite jusqu'au soir. Cependant, en cours d'après-midi, des nuages élevés voileront légèrement le ciel de la Bretagne.
Sur la moitié sud, le soleil dominera tout au long de la journée. Quelques cumulus de beau temps se développeront sur les massifs montagneux, et des brises côtières apporteront un peu de fraîcheur le long des côtes méditerranéennes. En Corse, quelques nuages masqueront le soleil.
Les températures matinales seront généralement comprises entre 8 et 11 degrés au nord, et entre 9 et 12 degrés au sud, localement 14 degrés sur le pourtour méditerranéen et en Corse.
L'après-midi, il fera chaud : de 18 à 22 degrés *près des côtes de la Manche*, de 23 à 27 degrés sur le reste de la moitié nord, de 24 à 28 degrés sur la moitié sud, localement 30 degrés dans le Sud-Ouest. En Corse, il fera de 20 à 23 degrés.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

PRÉVISIONS POUR LE 30 AVRIL 1994 A 0 HEURE TUC



MOTS CROISÉS

PROBLÈME No 6289

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II					■				
III					■		■		
IV								■	
V				■					
VI			■						
VII				■					
VIII		■							■
IX	■						■		
X						■		■	
XI		■							

HORIZONTALEMENT

I. Mortellement diminué. – II. Coin perdu. Pas un mot ne lui échappe. – III. Titre. D'une portée de sept. – IV. Fabrique de toiles. – V. Compagnons de jeux. Veillent à ne jamais être en retard. – VI. Quartier de Rouen. Preuve frappante d'un évident souci de correction. – VII. Jamais pour Marot. Retiennent peu quand ils sont lâches. – VIII. Moins haute. – IX. Prêt salé. Pronom. – X. Se plut peut-être. – XI. Sans blagues.

VERTICALEMENT

1. Généralement plein quand il est profond. Coule de source. – 2. Collection dont toutes les pièces sont identiques. Fin de participe. – 3. Figure mythologique. Ne continua pas. – 4. Anneau. Bouffe sur la scène. – 5. Feras sortir du circuit. – 6. Etat du ciel. – 7. Tête de Turc. Les pleurs de l'Aurore. Roule souvent sur un tapis. – 8. Bonne à tout faire (inversé). Se laisse facilement rouler. – 9. Tiennent donc moins de place. Etait chassé par nos lointains devanciers.

Solution du problème no 6288

Horizontalement

I. Elision. – II. Voleur. Ii. – III. Orléans. – IV. Dattes. Si. – V. Epi. Toit. – VI. Miséreuse. – VII. Mua. Tu. – VIII. Niée. Réer. – IX. To. Sœurs. – X. Do. Léa. – XI. Rescousse.

Verticalement

1. Evidement. – 2. Lo. Api. Iode. – 3. Ilotisme. Os. – 4. Sert. Eues. – 5. Iule. Rê. – 6. Oreste. Relu. – 7. Ou. Eues. – 8. Insisteras. – 9. Visiteurs.

GUY BROUTY

JEUDI 28 AVRIL

TF 1

14.25 Série : Côte Ouest.
16.20 Jeu ; Une famille en or.
16.45 Club Dorothée vacances.
17.50 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.20 Série : Les Filles d'à côté.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! (et à 23.35). Invité : Jango Edwards.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.30).
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique et Météo.
20.50 Série : La Guerre des privés. Tchao poulet, de Josée Dayan
22.30 Débat politique. L'Europe, un plus ou un moins pour la France ?
0.25 Magazine : L'Europe en route.
0.35 Journal et Météo.
0.45 Série : Passions.
1.10 TF 1 nuit (et à 2.05, 3.05, 4.05).
1.20 Feuilleton : Cités à la dérive (6e épisode).
2.15 Documentaire : Histoires naturelles (et à 4.10, 5.05).
3.15 Documentaire : La Pirogue.
4.40 *Musique.*

FRANCE 2

13.50 Série : Le Renard.
14.50 Série : L'Enquêteur.
15.35 Tiercé, en direct de Longchamp.
15.55 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.10). Emission présentée par Pascal Sevran.
16.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.10 Série : La Famille Jackson.
17.35 Série : Les Années collège.
18.05 Jeu : Un pour tous.
18.40 Divertissement : Rien à cirer.
19.10 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.59 Journal, Journal des courses, Météo et Point route.
20.50 ▶ Magazine : Envoyé spécial. Le grand saut ; Toujours branchés ; Les pilotes cobayes.
22.25 Expression directe. UDF.
22.40 Cinéma : Le Train. ■■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1973).
0.05 Magazine : La France en films. Invité : Pierre Granier-Deferre.
0.15 Journal et Météo.
0.40 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.
1.45 Téléfilm : Une rumeur si banale.
3.15 Dessin animé (et à 5.05).
3.20 Magazine : Mascarines (rediff.).
4.20 24 heures d'info.

FRANCE 3

14.25 Série : La croisière s'amuse.
16.10 Magazine : La Fièvre de l'après-midi. Invité : Paul-Loup Sulitzer.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer. En direct de Hyères.
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
18.50 Un livre, un jour. *Club Dumas*, d'Arturo Perez-Reverte.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Batman.
20.30 Tout le sport.
20.40 Keno.
20.50 Cinéma : Tête à claques. ■ Film français de Francis Perrin (1981).
22.35 Journal et Météo.
23.05 Hommage à Robert Doisneau : Doisneau des villes... Doisneau des champs... De Patrick Cazals.
0.00 Magazine : Le Divan. Invité : Jean-Michel Gaillard, ancien directeur général d'Antenne 2 *(Tu seras riche, mon fils)*.
0.30 Continentales.

CANAL PLUS

13.35 Cinéma : Les Fantômes du chapelier. ■■ Film français de Claude Chabrol (1982).
15.30 Le Journal du cinéma du mercredi (rediff.).
16.00 Cinéma : Avril enchanté. ■ Film britannique de Mike Newell (1992).
17.30 Magazine : L'Œil du cyclone (rediff.).
18.00 Canaille peluche.

— *En clair jusqu'à 20.35* —

18.30 Ça cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Cœur de métisse. □ Film australo-canadien de Vincent Ward (1992).
22.19 Flash d'informations.
22.25 Cinéma : Arrête ou ma mère va tirer ! □ Film américain de Roger Spottiswoode (1991) (v.o.).
23.50 Cinéma : The Borrower, le voleur de têtes. ■ Film américain de John McNaughton (1991).
1.18 Pin-up.
1.20 Cinéma : Mortelle randonnée. ■■■ Film français de Claude Miller (1982).

ARTE

— *Sur le câble jusqu'à 19.00* —

18.20 Théâtre : La Place Royale. De Pierre Corneille (rediff.).
19.00 Série : Naked Video.
19.30 Documentaire : Une heure avant... le trac ! De Claus Rafle.
20.20 Court métrage : Dialogues de sourds. De Bernard Nauer.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 ▶ Soirée thématique : L'Espoir de Palestine. Soirée proposée par Friedrich Wilhelm Timpe.
20.50 Documentaire : Jéricho et la bande de Gaza avant l'autonomie. De F. Schreiber et M. Wolfsohn. *La situation actuelle dans les territoires occupés.*
21.20 Documentaire : Cent ans de lutte pour la Terre sainte. De F. Schreiber et M. Wolfsohn. *Montage d'archives.*
22.15 Débat. Animé par Marek Halter.
22.35 Documentaire : *Scènes de fiction à Gaza.* De Jean-Pierre Brusseau.
22.45 Cinéma : Noces en Galilée. ■■ Film franco-belgo-palestinien de Michel Khleifi (1987) (v.o.).

M 6

14.20 M 6 Kid. Prostar ; Conan, l'aventurier.
15.10 Variétés : Musikado.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : Les deux font la loi.
18.00 Série : Sonny Spoon.
19.00 Série : Mission impossible.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Zoo 6.
20.50 Cinéma : Le Fils du Mékong. □ Film français de François Leterrier (1991).
22.35 Téléfilm : La Fièvre des sens. De Brian Grant.
0.20 Six minutes première heure.
0.30 Magazine : Fréquenstar (et à 3.50).
2.30 Rediffusions.

FRANCE-CULTURE

20.30 Fiction. Embarquement immédiat, d'Elisabeth Janvier.
21.30 Profils perdus. Comité France-Maghreb (1).
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Jacques Rouchouse (Hervé (1825-1892), le père de l'opérette).
0.50 Musique : Coda. Les Marrons, musique de la liberté. 4. Paname et Pérou.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Symphonie nº 4 en ré mineur op. 120, de Schumann ; L'Apprenti Sorcier, de Dukas ; La Tragédie de Salomé, de Schmitt, par l'Orchestre de Paris.
22.30 Soliste. Victoria de Los Angeles.
23.07 Ainsi la nuit. Variations sur des chansons enfantines américaines op. 92 a, d'Eisler ; Six épigraphes antiques pour piano à quatre mains, de Debussy ; Quatuor à cordes nº 81 en sol majeur, de Haydn.
0.00 L'Heure bleue.

IMAGES — DANIEL SCHNEIDERMANN

M. et Mme Villemin

ENCORE les Villemin ? Encore. Les revoici, se racontant dans un livre (*le 16 Octobre*, chez Plon) et, pour les besoins de la promotion du livre, chez Cavada. On prend le livre en main avec accablement, on se promet par conscience professionnelle de jeter un œil à l'émission. Et puis, à ouvrir le livre, et à les découvrir tous deux en gros plan face à Cavada, l'on réalise une chose stupéfiante : jamais, depuis l'assassinat de leur fils Gregory en 1984, on n'avait entendu la voix de Christine et Jean-Marie Villemin.

Dix ans de gros titres, de flashes spéciaux, de rebondissements, de bousculades, d'hystérie, de fantasmes, et jamais l'on n'avait entendu le son même de leur voix, son imperceptible accent vosgien à lui, ses *« j'veux dire »* à elle. Malgré tous les gros titres ? Toutes les éditions spéciales ? *Toutes les bousculades ?* Oui, malgré tout cela. Ou bien à cause de tout cela. Comme si les juges, les gendarmes, les avocats, les envoyés spéciaux, et toute l'inépuisable cohorte d'experts du dimanche, au fond, avaient parlé pour eux. Comme si l'amoncellement de fantasmes suscité par l'affaire Gregory les avait ensevelis.

Qu'avions-nous vu d'eux ? Des parents éperdus de douleur dans un cimetière, et plus tard des prévenus menottés, entrant et sortant des palais de justice, jetés dans les voitures de gendarmes. Ou bien, plus tard encore, cette mère coiffée et maquillée étalant dans *Paris-Match* son malheur en couleurs, entre Caroline et Lady Diana. C'en est fini de ces instantanés tremblés de gibier de fait-divers. Ce soir un jeune couple nous fait face, dans la simplicité et l'évidence de son amour. Héros des gros titres et des éditions spéciales, Christine et Jean-Marie ont cédé la place à M. et Mme Villemin – ainsi les appelle Cavada. Et comme si l'émission elle-même désirait souligner encore ce dépouillement, « La Marche du siècle », *pour une fois*, est enregistrée sans public, et sans autres invités qu'eux-mêmes.

Pour autant, ils ne sont pas venus seuls. Ils ont amené leur colère. Une étrange colère, sans imprécations, mais nourrie, et comme fortifiée par tous les coups infligés en dix ans par la magistrature, la presse, et tout simplement l'imbécile rumeur. L'émission court trop vite pour qu'ils en dressent la liste. Le livre est plus détaillé, et fait froid dans le dos.

Derrière leur épaule, aussi, un autre fantôme, opiniâtre et poisseux : le malheur. Car dix ans n'ont pas suffi encore à le distancer. S'ils ont accepté de se raconter dans ce livre, s'ils paraissent à la télévision, c'est pour pouvoir acquitter les dommages et intérêts auxquels la justice a condamné Jean-Marie Villemin, pour le meurtre de Bernard Laroche. Ce soir, devant nous, dix ans après, ils paient encore.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

VENDREDI 29 AVRIL

TF 1

6.00 Série : Mésaventures (et à 4.10).
6.28 Météo (et à 6.58, 8.28).
6.30 Club mini Zig-Zag.
7.00 Journal.
7.15 Club Dorothée avant l'école.
8.30 Télé-shopping.
9.00 Club Dorothée vacances.
11.30 Feuilleton : Santa Barbara.
11.55 Jeu : La Roue de la fortune.
12.25 Jeu : Le Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo, Trafic infos et Tout compte fait.
13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.25 Série : Côte Ouest.
16.20 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée vacances.
17.50 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.20 Série : Les Filles d'à côté.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! (et à 23.40). Les meilleurs moments.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 1.00).
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo et Trafic infos.
20.45 Magazine : Vie privée.
22.35 Magazine : Ushuaïa. Présenté par Nicolas Hulot. Les Rocheuses (Canada). Face à face ; Une réussite sans oxygène ; Au pays des Kirghizes ; Sous la glace du pôle.
0.35 Série : Super-force.
1.05 Journal et Météo.
1.15 Jeu : Millionnaire.
1.40 TF 1 nuit (et à 3.10, 4.05, 4.35).
1.50 Danse : Le Prince des pagodes. Ballet de Benjamin Britten, *chorégraphie de Kenneth McMillan.* Avec Jonathan Cope, Darcey Bussell, Fiona Chadwick, Anthony Dowell, Simon Rice, Anthony Dowson, *Ashley Page*, Bruce Sansom, Mark Silver et l'Orchestre du Royal Opera House, dir. : Ashley Lawrence.
3.20 Feuilleton : Cités à la dérive (7e épisode).
4.45 Musique.
5.05 Documentaire : Histoires naturelles.

FRANCE 2

5.50 Dessin animé.
6.00 Feuilleton : Monsieur Belvédère.
6.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.30 Feuilleton : Amoureusement vôtre.
8.50 Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
9.15 Série : Les deux font la paire.
10.00 Série : Mission casse-cou.
10.45 Série : Les Mille et Une Nuits.
11.15 Flash d'informations.
11.20 Jeu : Motus.
11.50 Jeu : Pyramide.
12.20 Magazine : C'est tout Coffe. Présenté par Jean-Pierre Coffe.
12.55 Météo (et à 13.35).
12.59 Journal, Bourse et Point route.
13.45 INC.
13.50 Série : Le Renard.
14.45 Série : L'Enquêteur.
15.40 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.10). Emission présentée par Pascal Sevran. Rendez-vous avec Colette Renard.
16.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.10 Série : La Famille Jackson.
17.40 Série : Les Années collège.
18.10 Jeu : Un pour tous.
18.45 Divertissement : Rien à cirer.
19.15 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.59 Journal, Journal des courses, Météo et Point route.
20.50 Série : Maigret. Maigret et la Maison du juge, de Bernard Van Effenterre d'après Georges Simenon, avec Bruno Cremer, Michel Bouquet. *Enquête sur le passé d'un magistrat.*
22.25 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Les journalistes. Invités : Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde*, Jean Marin *(Petit bois pour un grand feu)*.
23.50 Journal et Météo.
0.10 Magazine : Musiques au cœur. Des jeunes talents. Invités : Akiko Nakajima, soprano ; Lidija Horvat-Dunko, soprano ; Le Chœur Accentus, dirigé par Laurence Equilbey ; des candidats au Concours Placido Domingo.
1.25 Magazine : Envoyé spécial (rediff.).
2.55 Magazine : C'est votre vie (rediff.).
4.40 Dessin animé (et à 5.00).
4.45 24 heures d'info.

FRANCE 3

6.00 Euronews.
7.00 Premier service.
7.15 Bonjour les petits loups.
8.00 Les Minikeums.
11.00 Magazine : Français, si vous parliez.
11.45 La Cuisine des mousquetaires.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Série : Capitaine Furillo.
13.55 Magazine : Votre cas nous intéresse. L'achat d'une maison individuelle.
14.25 La croisière s'amuse.
16.10 Magazine : La Fièvre de l'après-midi. Invité : Yannick Noah.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Journal d'une jeune fille Second Empire*, de Lucile Le Verrier.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Batman.
20.35 Tout le sport.
20.45 INC.
20.50 ▶ Magazine : Thalassa. Présenté par Georges Pernoud. Boîtes à risque, d'Isabelle Moeglin, Thibault Romain et Hervé Guttmann.
21.50 Magazine : Faut pas rêver. Présenté par Sylvain Augier. Invitée : Ludmila Mikaël. Russie : la frontière de l'Amour, de Nina Beliaeva, Jean-Pierre Bozon et Thierry de Lestrade ; Canada : The Russian Way of Life, d'Emmanuel Priou, Frédérique Dupont et Sophie Parrault ; France : les Italiens au charbon, de José Vieira et Daniel Brosset.
22.50 Journal et Météo.
23.15 Magazine : Strip-tease. SOS voyageurs, de Patrice Deboosere et Gilles Deroo ; Chaud Business, de Frédéric Sieud ; Le Baron, de Manu Bonmariage ; Les Petites Filles modèles, d'Antoine Gallien.
0.10 Court métrage : Libre court. Eurydice et Orfeo, de Pierre-Emmanuel Danan avec Elizabeth Simpson, Matthew Gonder.
0.20 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

— *En clair jusqu'à 7.24* —

6.59 Pin-up.
7.00 CBS Evening News.
7.23 Le Journal de l'emploi.
7.24 Le Proverbe du jour.
7.25 Canaille peluche. Orson et Olivia.

— *En clair jusqu'à 8.10* —

7.55 Ça cartoon.
8.10 Magazine : 24 heures (rediff.).
9.05 Le Journal du cinéma.
9.10 Cinéma : Comment devenir beau, riche et célèbre ! □ Film américain de Savage Steve Holland (1990). Avec *Corey Parker, Anthony* Edwards. *Une comédie à la mords-moi-le-doigt.*
10.33 Flash d'informations.
10.35 Cinéma d'animation : Britannia.
10.40 Cinéma : Les Vaisseaux du cœur. ■ Film britannique d'Andrew Birkin (1992). Avec Greta Scacchi, Vincent D'Onofrio, Anaïs Jeanneret. *Adaptation soignée d'un roman de Benoîte Groult.*
12.28 Le Proverbe du jour.

— *En clair jusqu'à 13.35* —

12.29 Pin-up.
12.30 Magazine : La Grande Famille. Présenté par Jean-Luc Delarue.
13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 Cinéma : La Cité de la joie. ■ Film franco-britannique de Roland Joffé (1991). Avec Patrick Swayze, Om Puri, Pauline Collins. *Dégoulinant de bons sentiments.*
15.44 Surprises.
15.55 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano.
16.00 Téléfilm : Honorin et l'enfant prodigue. De Jean Chapot, avec Michel Galabru, Roger Carel.
17.35 Documentaire : Les Mastodontes amoureux. De Stewart Barbee.
18.00 Canaille peluche. Les Enfants du Mondial.

— *En clair jusqu'à 20.30* —

18.30 Ça cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Francis Cabrel.
20.15 Sport : Football. Cannes-Nantes. Championnat de France de D1 : match de la 36e journée, en direct ; à 20.30, coup d'envoi.
22.30 Magazine : Les KO de Canal Plus.
22.53 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Les Nerfs à vif. ■■ Film américain de Martin Scorsese (1991). Avec Robert De Niro, Nick Nolte, Jessica Lange.
1.02 Pin-up.
1.05 Cinéma : Big Brothers. □ Film chinois (Hongkong) de Jackie Chan (1989). Avec Jackie Chan, Anita Mui, Wu Ma. *Une comédie américaine adaptée par un spécialiste des karatés frénétiques.*
2.30 Cinéma : Sanctuaire. ■ Film italien de Michele Soavi (1989). Avec Asia Argento, Barbara Cupisti, Thomas Arana. *Horreur « gothique » et effets spéciaux.*
4.05 Documentaire : *Autoportraits* des quatre coins du monde.
5.00 Cinéma : Une dame aux camélias. ■ Film franco-hispano-italien d'Alfonso Balcazar (1962). Avec Sara Montiel, Antonio Cifariello, Frank Villard. *Pour les admirateurs de Sara Montiel.*
6.35 Surprises : Le Proverbe du jour.

ARTE

— *Sur le câble jusqu'à 19.00* —

17.00 Documentaire : Histoire parallèle (rediff.).
17.55 Documentaire : Manu Dibango. Silences, de Béatrice Soulé (rediff.).
19.00 Série : Rendez-vous avec Loriot. De Vico von Bülow.
19.30 ▶ Documentaire : Le Pouvoir du rire. D'Ulla Fels.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Téléfilm : A tout prix. De Kai Wessel, avec Henry *Hübchen, Christian Kohlund. Le directeur d'une entreprise pharmaceutique est impliqué dans une affaire de tests dans le tiers-monde qui ont provoqué la mort de plusieurs personnes. Par le réalisateur allemand de* Martha Jellnek, *plusieurs fois primé.*
22.15 Documentaire : Au bord du précipice. La droite sud-africaine prépare la guerre, d'Andreas Cichowicz et Erich Schütz. *Le point sur les risques de voir sombrer l'Afrique du Sud dans la folie d'une guerre civile. Un voyage dans un monde où certains Blancs se croient « les élus de Dieu ».*
23.00 Cinéma : De Witte. ■■ Film belge de Robbe De Hert (1979). Avec Eric Clerckx, Paul S'Jongers, Willy Vandermeulen (v.o.).

M 6

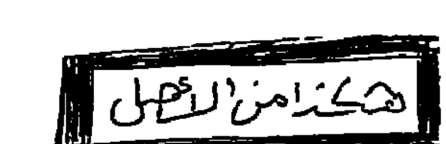
7.00 Informations : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.45, 11.50).
7.05 Contact 6 Manager.
7.10 Les Matins d'Olivia (et à 8.05).
9.05 M 6 boutique. Télé-achat.
9.35 Musique : Boulevard des clips (et à 10.05, 1.05, 6.40).
10.50 Série : Campus Show.
11.15 Série : Lassie.
11.45 Infoconsommation.
12.00 Série : Papa Schultz.
12.30 Série : Les Enfants d'Avonlea.
13.30 Série : Drôles de dames.
14.20 M 6 Kid.
15.10 Variétés : Musikado.
17.00 Variétés : Multitop. Emission présentée par Yves Noël et Laura Marine.
17.30 Série : Les Deux font la loi.
18.00 Série : Sonny Spoon.
19.00 Série : Mission impossible. Le Condamné.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Capital. Présenté par Emmanuel Chain.
20.45 Téléfilm : Los Angeles, guerre des gangs. D'Alan Metzger.
22.35 Série : Mission impossible. L'Immortel.
23.30 Magazine : Les Enquêtes de Capital (et à 5.50).
0.05 Magazine : Sexy Zap.
0.30 Six minutes première heure.
0.40 Magazine : Culture rock. La saga de Phil Collins.
2.30 Rediffusions.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio archives.
21.32 Musique : Black and Blue. Gainsbourg et le jazz. Invité : Alain Brunet.
22.40 Les Nuits magnétiques. La Terre (4).
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jacques Meunier.
0.50 Musique : Coda. Les couleurs de la nuit (5).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Symphonie nº 4 en si bémol majeur op. 60, de Beethoven ; Jeu de cartes, de Stravinsky ; Concerto pour violon, violoncelle et orchestre en la mineur op. 102, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski.
23.07 Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. John Lewis, pianiste et compositeur avec Pierre Michelot, contrebasse, Steve Philips, batterie, à La Villa à Paris, le 23 mars.



Le Monde

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Religions : «Plaidoyer pour l'islam», par Mahdi Bazargan ; Fin de siècle : «Le monde «ex», par Predrag Matvejevitch ; Afrique du Sud : «La France à la traîne», par Dominique Brunin *(page 2)*.

INTERNATIONAL

Bosnie : maintien des pressions militaires et diplomatiques sur les Serbes

Après le succès de son ultimatum à Gorazde, l'OTAN maintient ses menaces militaires sur les Serbes de Bosnie, tandis *que la France et la Russie sont convenues, mercredi 27 avril*, de relancer rapidement les négociations pour une solution politique à la guerre *(page 6)*.

Etats-Unis : les derniers hommages à Richard Nixon

Le président Clinton a prononcé mercredi, à Yorba-Linda (Californie), l'éloge funèbre de Richard Nixon. Rappelant que ce dernier était le seul président américain qui ait dû démissionner, parce qu'il avait *«fait des erreurs»*, Bill Clinton a demandé qu'on juge le défunt sur *«la totalité de sa vie et de sa carrière» (page 9)*.

Le voyage de M. Mitterrand en Asie centrale

Poursuivant sa visite en Asie centrale, le président français a rendu hommage à la politique du Turkménistan, *«le seul pays de cette région à ne pas être impliqué dans les guerres de voisinage» (page 9)*.

ILE-DE-FRANCE

L'environnement est pris en compte dans l'aménagement de la région

Le nouveau schéma directeur, publié au *Journal officiel* du jeudi 28 avril, relativement contraignant en matière d'urbanisme, réserve 6 000 hectares supplémentaires aux espaces naturels *(page 14)*.

ÉCONOMIE

L'UAP, pièce centrale du capitalisme français

La privatisation de l'UAP lancée mardi, six mois à peine après celle de la BNP, donne naissance à un pôle financier sans équivalent en France *(page 18)*.

Le projet de loi sur la famille

Le conseil des ministres devrait examiner, vendredi 29 avril, le projet de loi sur la famille présenté par Simone Veil, ministre des affaires sociales. Ce texte prévoit notamment d'attribuer l'allocation parentale d'éducation dès le second enfant et envisage le versement de certaines prestations jusqu'à 22 ans *(page 19)*.

Services

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC et 36-29-04-56

Ce numéro comporte un cahier «Le Monde des livres» folioté I à XII

Demain

Temps libre

La Villette labyrinthe : comment se déplacer sans trop se perdre et viser correctement l'objectif que l'on s'est fixé sur ces 55 hectares de découvertes et de curiosités ? Le parc de La Villette, ouvert presque en permanence et gratuitement, de 6 heures à 1 heure du matin, mérite explication et mode d'emploi.

Le numéro du «Monde» daté jeudi 28 avril 1994 a été tiré à 448 540 exemplaires

S'appuyant sur un questionnaire auquel 70 000 policiers ont répondu

Charles Pasqua propose une vaste réforme de la police nationale

Le ministre de l'intérieur devait présenter les grandes lignes du projet de loi d'orientation pour la police, jeudi 28 avril après-midi, devant les syndicats policiers réunis place Beauvau, ainsi que le contenu de la programmation budgétaire pluriannuelle qui accompagnera cette loi. Dans la matinée, M. Pasqua avait participé à une réunion interministérielle consacrée à d'ultimes arbitrages budgétaires. La réforme voulue par M. Pasqua, qui avait confié en novembre une mission de réflexion et de proposition sur ce sujet à son proche collaborateur, le conseiller d'Etat Pierre Bordry, s'appuie sur les 70 000 réponses à un questionnaire adressé à tous les policiers.

Le temps des conservatismes et *de la gestion au jour le jour des* dossiers policiers est, pour M. Pasqua, dépassé. Depuis son retour place Beauvau, le ministre affirme sa volonté d'inscrire, dans la loi et dans la durée, une refonte en profondeur de la police nationale. Aux yeux des citoyens comme à ceux du ministre de l'intérieur, l'efficacité de la lutte contre la délinquance est jugée insatisfaisante. Les policiers eux-mêmes partagent ce diagnostic, si l'on en croit la consultation nationale organisée par le ministère auprès des 120 000 fonctionnaires de police.

Le jugement porté par les policiers sur leur métier, leur formation et, au fond, sur leur utilité sociale, révèle l'ampleur du malaise et du pessimisme dans la «maison». Plus de 70 000 d'entre eux ont répondu au questionnaire qui leur avait été adressé au début de l'année (*le Monde* du 21 janvier). Analysant un échantillon représentatif de 5 566 réponses, la SOFRES constate que la moitié des policiers (49 %) se disent insatisfaits de leur travail. Une proportion comparable, spécialement dans les grands centres urbains, a le sentiment d'une dégradation des conditions d'exercice du métier.

Une efficacité mise en doute

Les «généralistes» affectés dans les commissariats de sécurité publique sont les plus mal à l'aise, loin devant les personnels des services de renseignement (RG, DST) ou de la police judiciaire. Une décennie après l'ample réforme de la formation engagée en 1982 par le ministre socialiste Gaston Defferre, 41 % des policiers estiment que leur formation a été *« mal adaptée »* à leurs tâches ultérieures.

Si les plus jeunes policiers jugent leur formation suffisante – en dix ans, la formation initiale des gardiens de la paix est passée de quatre mois à un an –, ils sont aussi les plus nombreux à la considérer inadaptée. Parmi les autres causes d'insatisfaction, une écrasante majorité (91 %) déplorent d'être mal informés des suites réservées à leur action par les magistrats.

Les policiers ne se sentent pas «mal aimés», mais déplorent leur inefficacité : 61 % estiment que la population a une bonne image de la police (38 % pensent le contraire). Mais l'efficacité policière contre la petite et moyenne délinquance (cambriolages, vols à l'intérieur des automobiles, etc.) est mise en doute dans les rangs policiers : 66 % trouvent la police peu ou pas du tout convaincante dans cette matière qui représente l'essentiel des crimes et délits constatés chaque année. Seule la lutte contre la grande criminalité (les attaques de banque) trouve grâce à leurs yeux.

« Un soutien significatif »

Pourquoi cette inefficacité ? 63 % des policiers mettent en cause les «tâches indues» qui, comme les gardes statiques de bâtiments officiels, sont traditionnellement dénoncées par les syndicats. 52 % pointent l'insuffisante collaboration entre les policiers en civil et leurs collègues en tenue. 42 % jugent trop grande la part des policiers occupés dans des emplois de bureau, tandis que 20 % estiment inadaptée l'organisation horaire du travail des policiers. Les chefs de service et les commissaires sont toutefois 77 % à placer, au premier rang des maux policiers, la mauvaise organisation horaire du travail.

Comment mieux répondre aux attentes des citoyens en matière de sécurité ? Les policiers sont partagés sur les priorités à retenir. Une majorité se dégage pour que davantage de moyens soient débloqués afin d'élucider les affaires. Mais la question d'une présence policière accrue sur la voie publique divise les troupes.

Si 41 % des fonctionnaires se disent favorables à cette «solution», les critères corporatifs ont vite fait de resurgir : les policiers en tenue, censés assurer la visibilité des uniformes dans les rues, sont nettement moins convaincus que les «civils». Le jugement négatif porté sur le recours aux appelés du contingent effectuant leur service national dans la police fait cependant l'objet d'un large accord (62 % y sont opposés). *Enfin, seulement 9 % des sondés* donnent la priorité à l'amélioration de l'accueil du public dans les commissariats.

La base policière dessine, en creux, les axes des réformes qu'elle *attend du ministre de l'intérieur*. Le fonctionnement de la police serait amélioré si les tâches «indues» étaient prises en charge par d'autres administrations (56 %) et si les services de la police étaient réorganisés pour assurer une meilleure coordination (51 %). Alors que 52 % des policiers en tenue se disent réticents à patrouiller dans les quartiers «difficiles», les trois quarts de sondés (73 %) sont partisans d'une *reconnaissance de compensations particulières*, en primes ou en avantages de carrière, aux policiers actifs affectés dans ces quartiers sensibles.

Dans un courrier personnel adressé *le 25 avril* aux 70 000 policiers qui ont participé à la consultation nationale, le ministre d'État a assuré qu'il trouvait dans leurs réponses *«un soutien significatif à* [sa] *volonté de réforme»*. C'est dans cet esprit que M. Pasqua va *«proposer au gouvernement un projet de loi d'orientation et de programmation»*, a précisé le ministre dans sa lettre. Analysant le sondage, la SOFRES a cependant redécouvert l'existence d'une «lutte des classes» dans les commissariats : *«Un clivage important existe entre les policiers en tenue et les autres policiers, notamment les membres de la hiérarchie»*, note l'institut, concluant qu'il sera *«nécessaire de surmonter ce clivage pour mettre en œuvre un politique de changement»*.

Autant dire que la politique de changement à laquelle M. Pasqua veut attacher son nom devra concilier, autant que faire se peut, les demandes des principaux syndicats. Le ministre devait aussi prendre en compte, sur la base du rapport confidentiel qui lui a été remis par M. Bordry, les critiques et les contre-projets émanant tant de la Préfecture de police de Paris que des directeurs de la place Beauvau. Enfin, M. Pasqua était confronté à d'ultimes arbitrages budgétaires au sein du gouvernement.

Il faut dire que le ministre affichait ces derniers jours, face à ses interlocuteurs syndicaux, une ambition à la hauteur de sa détermination d'aller à la réforme : le «premier flic de France» a en effet confié sa volonté d'obtenir pour la police, parallèlement à sa loi d'orientation, une programmation budgétaire pluriannuelle d'un montant de 11 milliards de francs sur cinq ans.

ÉRICH INCIYAN

Baisse, en 1993, de 0,9 % *du produit intérieur* brut français

L'INSEE a annoncé, jeudi 28 avril, une révision en baisse de l'évolution du produit intérieur *brut (PIB) total en 1993. Selon* les comptes trimestriels, il a reculé de 0,9 % et non de 0,7 % comme annoncé auparavant. En 1992, le PIB avait augmenté de 1,2 %.

Les comptes trimestriels de l'INSEE sont ainsi pratiquement calés sur les comptes annuels, publiés la semaine dernière, qui faisaient état d'un recul de 1 % du PIB en 1993, soit la plus forte baisse depuis la seconde guerre mondiale. Au quatrième trimestre 1993, le PIB a augmenté de 0,1 % seulement et le PIB marchand a stagné.

Elections partielles au Maroc

L'Union socialiste des forces populaires (USFP) et l'Union constitutionnelle (UC), favorable au pouvoir, ont remporté chacune deux sièges lors des élections législatives partielles organisées, mardi 26 avril, pour treize sièges invalidés par le Conseil constitutionnel et pour remplacer un député décédé.

Le parti de l'Istiqlal (opposition) a pu récupérer ses trois sièges annulés. Le Rassemblement national des indépendants (RNI) n'a réussi à faire élire que deux de ses cinq députés invalidés. – *(AFP.)*

COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME : dotation en capital de 900 millions de francs. – Le gouvernement a décidé d'accorder au groupe public Compagnie générale maritime (CGM) *une dotation en capital* de 900 millions de francs en 1994, comme le demandait le président de l'entreprise, Eric Giuily. En 1993, la CGM avait reçu 500 millions de francs.

EN BREF

PROFANATION : des stèles saccagées dans un cimetière militaire de Villeurbanne. – Environ trente-cinq tombes de soldats français, morts pendant la seconde guerre mondiale, ont été profanées, dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 avril, dans le cimetière militaire de la Doua à Villeurbanne (Rhône). Ces tombes appartiennent à des soldats de confession chrétienne, musulmane et juive. Une enquête a été confiée à la police judiciaire.

Mise en examen de deux mineurs à Strasbourg. – Les deux mineurs accusés d'avoir renversé les stèles du petit cimetière israélite de Struth, dans le Bas-Rhin (*le Monde* des 26 et 27 avril), ont été mis en examen, *mercredi 27 avril à Strasbourg*. Les deux adolescents, âgés de treize ans, ont été laissés en liberté, mais devront être suivis par des éducateurs. Ils comparaîtront devant le juge des enfants. Un troisième garçon, âgé de moins de treize ans, qui avait participé à la déprédation, a été renvoyé à sa famille.

ETA : Henri Parot condamné à 121 ans de prison en Espagne. – Le Français Henri Parot, membre d'un commando itinérant de l'organisation séparatiste basque ETA, a été condamné mardi 26 avril à 121 *ans de prison pour* un attentat à la voiture piégée commis en mai 1987 contre la direction générale de la Garde civile à Madrid (un mort et quatre blessés). Interpellé à Séville en avril 1990 dans un véhicule chargé d'explosifs, Henri Parot a déjà été condamné par la justice espagnole, notamment pour un attentat à la voiture piégée contre une caserne de la Garde civile à Saragosse en 1987 qui avait provoqué la mort de onze personnes, dont cinq enfants.



Le Monde

DES LIVRES

Le sexe de Rome

Dans une méditation érudite et inspirée sur l'Antiquité, Pascal Quignard analyse « la métamorphose de l'érotisme joyeux et précis des Grecs en mélancolie effrayée »

LE SEXE ET L'EFFROI
de Pascal Quignard.
Illustrations en couleurs.
Gallimard, 320 p., 480 F
jusqu'au 30 juin, 600 F ensuite.

Voici un livre d'art magnifique – objet élégant, reproductions parfaites – et un excellent livre de Pascal Quignard – un texte qui n'est en rien « d'accompagnement », pas plus que les peintures ne sont des « illustrations ». C'est du meilleur Quignard, l'exercice d'un art que seul de sa génération (il a quarante-cinq ans) il possède : la méditation sur l'Antiquité d'un écrivain à la fois érudit et inspiré. Quignard excelle dans cette évocation lyrique ou dramatique de la culture, appuyée sur un énorme savoir.

Bien sûr, il cultive un certain maniérisme et une forme de préciosité dont on peut juger, parfois, qu'il abuse, mais cela ne saurait entraver la passion avec laquelle on lit *le Sexe et l'Effroi*, impressionné qu'on est par le travail de Quignard, sa maîtrise des connaissances, la hauteur de sa réflexion, sa volonté de comprendre *« quelque chose d'incompréhensible : le transport de l'érotisme des Grecs dans la Rome impériale »*.

Ce passage eut lieu sous le règne d'Auguste, et plus précisément au cours de trente années (de 18 avant J.-C. à 14 après J.-C.) : on vit *« la métamorphose de l'érotisme joyeux et précis des Grecs en mélancolie effrayée »*, ouvrant *« une longue ère répressive »*. Selon Pascal Quignard, le christianisme ne fut qu'une conséquence de cette métamorphose *« reprenant cet érotisme pour ainsi dire dans l'état où l'avaient reformulé les fonctionnaires romains »*. C'est l'« amour romain » – une sexualité rigide, *« autoréprimée »* –, la société romaine avec ses mythes, sa peinture (en particulier tout ce qu'on a retrouvé à Pompéi et Herculanum) que décrit et analyse ce texte, dont on casse fâcheusement le rythme en essayant d'en condenser le propos.

Si Pascal Quignard parle bien de la Grèce – et montre de belles *décorations de coupes attiques* –, il est clair que sa fascination est romaine. Fascination est bien le mot exact puisque, entre la Grèce et Rome, pour désigner le sexe de l'homme, on passe de *phallos* à *fascinus*. Le *fascinus* crée l'effroi, et une sorte de « déperdition érotique ». La sexualité romaine, qui n'arrive pas à éliminer l'envie, l'insatisfaction, est durablement mélancolique : *« Quelque chose qui appartenait au bonheur se perd dans l'étreinte (...) Dans la volupté, il y a quelque chose qui succombe »*. Cette mélancolie fondatrice, Quignard s'efforce de la décrire et de la comprendre : *« Pourquoi durant des années ai-je écrit ce livre ? Pour affronter ce mystère : c'est le plaisir qui est puritain. »*

Hantée par l'effroi, la sexualité romaine l'est évidemment aussi par l'impuissance. Voici donc l'occasion de découvrir ou de redécouvrir un magnifique passage d'Ovide, qui *« relate un fiasco et décrit les terreurs superstitieuses qui l'entourent »*. Tout au long du livre on retrouve des textes prodigieux, que Pascal Quignard sait intégrer à son propre discours, sans jamais donner l'impression d'introduire lourdement des exemples, de plaquer des « citations latines » (les mots latins, qui viennent en précision de la traduction, ne sont pas une afféterie) : les *Elégies* de Properce, des écrits de Sénèque, Martial et bien d'autres, au premier rang desquels Epicure et Lucrèce – ceux dont, sans doute, Quignard est le plus proche.

Pétrone aussi, et son *Satiricon*, qui permet un commentaire très actuel, à travers le vieux poète tenant *« les discours sempiternels que toutes les époques et tous les journalistes, tous les vieillards aiment à tenir : « Il n'y a plus d'artistes (...) la peinture est morte »*. La peinture est bien vivante. Elle est au cœur de ce travail, en images et en mots. Il n'est pas nécessaire de la « lire » comme Pascal Quignard, de partager sa métaphysique pour être passionné par ses interprétations. Il parle merveilleusement des peintures disparues, dont ne restent que lambeaux ou copies et dont *« nous induisons des formes qui sont aussi incertaines que les silhouettes des brumes quand la fin de la nuit et les premiers rayons du soleil viennent les arracher des buissons et des toits et les effacent dans le jour »*. D'où ce livre, *« un recueil de songes offerts à des restes de ruines »*.

« Derrière une peinture ancienne, il y a toujours un livre – ou du moins un récit condensé en instant éthique. » S'appuyant sur Cicéron, Quignard développe, dans le chapitre « Domus et villa », une réflexion sur la maison comme livre et *« condensé de récit » : « Les maisons romaines étaient premièrement des livres, deuxièmement des mémoires. Il ne faut jamais oublier qu'on met le pied dans la « page d'un livre », qu'on entre dans un* memorandum *quand on pénètre dans une maison romaine et il faut alors repasser dans son esprit ces affirmations si difficilement compréhensibles pour nous que tenait Cicéron à la fin de la République : « car les lieux ressemblent beaucoup à des tablettes enduites de cire ou à des papyrus. Les images ressemblent à des lettres. L'arrangement et la disposition des images ressemblent à l'écriture. Le fait de prononcer un discours est comparable à une lecture. »*

Ainsi Quignard lit-il la « Villa des mystères », au sud de Pompéi, où le *« silence précède l'effroi »*. Il en fait le récit poétique, après avoir évoqué, au chapitre précédent, les propos de Pline le Jeune sur l'éruption du Vésuve, le 24 août 79. Ce n'est qu'au XVIIIe siècle qu'on fouilla Pompéi, Herculanum, Stabies, retrouvant les fresques auxquelles ce livre est aussi un hommage, et singulièrement celles de la « Villa des mystères », qui font rêver Pascal Quignard et le conduisent au plus près de sa fascination et de son effroi.

Dans le désir de *« céder à son secret jusqu'au point où la vue n'est pas empêchée »* et dans la volonté de conclure, en consentant à ce qui est pour lui la leçon romaine (notamment celle du mythe de Narcisse, qu'il explique et discute de façon très nouvelle), il écrit : *« Nul ne détient son propre secret. » Telle est l'erreur de Narcisse dans le texte d'Ovide. Il ne faut pas se connaître. Tout ce qui dépossède de soi est secret. On ne peut distinguer entre son secret et son extase. »*

Voilà qui mériterait débat, même si Pascal Quignard, dans un discours très élaboré et très clos, ne cherche pas à l'engager. Mais qu'on se sente en accord ou en désaccord avec cette philosophie, on lit avec bonheur *le Sexe et l'Effroi* : on est emporté, séduit, par la recherche de cet homme raffiné, Romain transporté au XXe siècle, et on demeure admiratif devant son aboutissement esthétique.

Josyane Savigneau


MUSEO ARCHEOLOGICO NAZIONALE/NAPLES/MIMMO JODICE

Mosaïque de Pompéi : ménade penchée au-dessus du fascinus *(sexe) d'un satyre aux oreilles pointues.*

LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

Défaire l'absence

L'historienne Arlette Farge n'aime pas beaucoup les gloses et la rhétorique savante. Elle cite Ponge, Blanchot, Quignard, plutôt que les grands ancêtres des *Annales*. Elle fait, ouvertement, de la littérature : *« J'ajoute du récit au récit des textes, en décollant un peu les mots, en m'accrochant aux destins racontés, aux gestes, aux objets, aux ruses. Sans faire de glose. Avec l'absurde et obstiné dessein de hisser les paroles retrouvées. Avec la nécessité d'en faire un enjeu. »*

Page XII

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

La revanche des figurants

Comment devient-on un second rôle de la littérature ? Pierre Lepère en répertorie quelques-uns : Etienne Jodelle, Charles Timoléon de Sigogne, Alexis Piron, Charles Lasailly...

Page II

ARTS

Livres de mai

Comme chaque année, mai est le « Mois du livre d'art ». Parmi ces beaux livres : *Musca Depicta*, d'André Chastel, *et des ouvrages sur* Giulio Romano, Palladio, l'art roman, Sienne, Florence et aussi le grand photographe Eugène Atget.

Pages VI et VII

A NOS LECTEURS

Exceptionnellement, la semaine prochaine, « le Monde des livres » ne paraîtra pas jeudi (daté vendredi), mais vendredi 6 mai (daté samedi 7 mai). *Le Monde* publiant un supplément spécial de seize *pages consacré aux voyages*, « Terres d'été », dans son édition du jeudi 5 mai (daté 6), les contraintes de pagination nous empêchent de sortir un numéro du « Monde des livres » le même jour.

Les vingt printemps du Portugal

Dans le roman comme dans la poésie, les deux décennies qui se sont écoulées depuis la « révolution aux œillets » ont vu fleurir des œuvres marquantes et singulières

« Le peuple parfait sera celui qui réunira au plus haut degré toutes les qualités et tous les défauts. Courage, Portugais, il ne vous manque que les qualités », lançait Almada Negreiros dans son manifeste futuriste de 1909 (1). Ce genre d'apostrophe en forme de provocation n'est pas rare sous la plume des écrivains portugais. On dirait même que l'esprit de dérision qui n'épargne rien, ni surtout soi-même, est une spécialité qui est presque devenue un art ; un art dans lequel les Portugais sont passés maîtres. Dans cet esprit, qui semble avoir été inventé pour favoriser l'imaginaire et la littérature, l'ironie déstabilise le sérieux, fait vaciller le réel jusqu'à lui donner les couleurs du rêve ; même la mélancolie s'allège, apprend à sourire d'elle-même.

Vingt ans après la « révolution des œillets » – événement considérable, dont l'onde de choc n'a pas fini de se propager (2) –, on peut bien avoir choisi Lisbonne comme capitale culturelle européenne, avancer les preuves d'une intégration aussi légitime que réussie, rien n'y fait : un écart demeure, une fêlure brise les unanimités trop facilement proclamées... toutes les *« qualités »* ne sont pas encore réunies. Et cela est fort bien ainsi. Ces manques, ces *« défauts »*, cette *« perfection »* qu'on désire pour mieux en constater l'absence, dessinent finalement un certain paysage qui ne ressemble à nul autre. C'est en lui, et à travers la littérature dont il est l'espace, que peut s'affirmer l'identité portugaise ; identité dont l'Europe doit encore apprendre à s'enrichir sans chercher à l'altérer.

Ce qui frappe d'abord le lecteur intéressé, c'est l'état de bonne santé apparente de la littérature portugaise ; on aurait presque envie de parler d'une situation d'anti-crise, tant la diversité de ce qui s'est publié depuis une vingtaine d'années est grande, tant la curiosité et le désir des lecteurs ont trouvé de quoi se satisfaire. Depuis le début des années 80 un important mouvement de traduction en français des œuvres portugaises contemporaines ou classiques (beaucoup reste à faire dans ce dernier domaine) donne la mesure de cette diversité. Ce dynamisme, cet esprit d'invention et de découverte, que l'on constate, aussi bien dans le roman que dans la poésie, ne doit cependant pas faire illusion. L'édition portugaise ne se porte pas bien *(voir l'enquête de Raphaëlle Rérolle page X)*.

Largement reconnue à l'étranger, la littérature portugaise ne l'a encore jamais été par le jury du prix Nobel. Mieux : cette instance, qui a l'insigne pouvoir – et responsabilité – de distribuer tous les ans une médaille à valeur universelle, n'a jamais cru bon de récompenser un écrivain de langue portugaise ; langue qui, rappelons-le, est parlée par quelque deux cents millions d'hommes. Rappelons également que, pour le seul Portugal, sont encore vivants des créateurs aussi considérables que Miguel Torga (né en 1907), Vergilio Ferreira (1916), Herberto Helder (1930), Antonio Ramos Rosa (1924) ou Eugenio de Andrade (1923). Quelles que soient les considérations politiques dont cette discrimination relève, elle reste difficile à comprendre et encore plus à admettre.

Patrick Kéchichian

Lire la suite et notre dossier pages X et XI

(1) Cité par Nuno Judice dans l'excellent *Voyage dans un siècle de littérature portugaise* publié par la Fondation Gulbenkian et les Editions de l'Escampette à Bordeaux.

(2) Voir l'article de José-Alain Fralon dans *le Monde* du 23 avril.

L'AGE DU FURIEUX 1532-1859
de Pierre Lepère.
Hatier, coll. « Brèves ».
248 p., 148 F.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

La revanche des figurants

ENNEMIS de la modération, certains écrivains ne travaillent que dans la fièvre. Et cela fait dire aux dames des quartiers tranquilles que ces gens sont des *« exaltés »*. Cioran les résume tous quand il affirme n'avoir pas *« écrit une seule ligne à température normale »* et autrement que *« dans un climat de règlement de comptes »*. Car c'est l'idée de mourir qui échauffe l'esprit de ces auteurs et les rend furieux. Le plus souvent, l'espèce humaine s'efforce de ne pas y penser. Mais eux ne décolèrent pas.

Jugeant la plaisanterie très mauvaise, ils ressassent ou remâchent leur mécontentement... Pierre Lepère a répertorié, de 1532 à 1859, une grande partie de ces *« véhéments »* ou de ces *« frénétiques »* pour lesquels les livres étaient des *« insomnies »*. Il a voulu *« rédiger une légende de l'excès, à partir d'existences contradictoires, placées sous le signe de l'éclair, de la fureur et du choc »*.

Tout commence avec Etienne Jodelle, qui vint au monde en 1532. Dans les histoires de la littérature, il est toujours éclipsé par les « vedettes » de la Pléiade, Ronsard et du Bellay. Mais il mérite peut-être mieux que les seconds rôles. Auteur de *Cléopâtre captive, « notre première tragédie lyrique »*, il allait rendre l'âme en 1573. Il se dépêchait, il avait *« le mal des ardents »*, et sa mélancolie se mêlait du pressentiment qu'il n'aurait le temps de presque rien. Il célébra les roses de la vie pour suivre la mode, mais ses *« muses »* ressemblaient à d'effrayantes *« catins »*. Il fit une littérature de nuits trop longues et de mauvais rêves, traversés par de monstrueuses créatures. Jodelle mourut, paraît-il, *« en jurant »*. Il n'avait pas décoléré.

A vrai dire, Pierre Lepère s'occupe surtout des « figurants » de notre histoire littéraire. Le prolétariat ou le « petit peuple » de nos manuels... Connaissez-vous, par exemple, Charles Timoléon de Sigogne ? Pour ma part, j'ignorais jusqu'alors son existence. Né entre 1560 et 1565, ce *« soldat de métier »* fut le *« confident »* d'Henri IV et le *« garde du cœur de la maîtresse royale »*, Catherine Henriette. Il tomba en disgrâce pour avoir courtisé la jeune femme et fut exilé à Dieppe. Le bout du monde... Cependant, sa poésie (très gauloise) évoque moins les jolies marquises que les horribles maquerelles.

LE genre favori de ce contemporain de Malherbe était le galimatias : *« discours confus »* et *« langage de farceur »*, selon le dictionnaire historique Robert. Souvent obscur, Sigogne semble se noyer sous l'abondance des termes. Fallait-il le sauver de la noyade ? Même chose à propos de Jean-Baptiste Rousseau, qui eut la malchance de s'appeler comme Jean-Jacques. Et la postérité n'a retenu qu'un seul Rousseau. Pourtant, il avait débuté sur la planète, quarante ans avant « l'autre », le 6 avril 1671. Il était fils de cordonnier, comme plus tard Jean Giono et Jean Guéhenno... Sans doute faudrait-il faire une étude sur les enfants de cordonnier dans la république des lettres. Sous des dehors et des manières de prélat, Jean-Baptiste avait *« une nature sanguine et chagrine »*, nous apprend Pierre Lepère. *« Ce monde-ci,* déclarait-il, *n'est qu'une œuvre comique. »* Il composa, notamment, des épigrammes et des contes licencieux. Et le bruit que fit sa littérature le contraignit à s'expatrier. C'était une sorte de Barry Lindon. Ne redoutant ni la verdeur, ni l'emphase, ni le scabreux, il « en remettait ».



Autre méconnu, Prosper Crébillon (1674-1762) fut éclipsé et démodé par sa propre descendance. Je veux dire par son fils, Claude, l'auteur des *Egarements du cœur et de l'esprit*. Dédiant ce livre à Prosper, Crébillon fils écrivit : *« En parlant de vous, la postérité se souviendra peut-être que j'ai existé. »* Mais c'est le contraire qui est advenu. Et la postérité n'a pas manqué de discernement, ce qui n'est pas toujours le cas, malgré la bonne réputation qu'elle continue d'avoir dans les lycées de Paris et de province. Originaire de Dijon, le vieux Crébillon fit des tragédies qui voulaient exciter *« la terreur et la pitié »*. Devenu veuf, il vécut entre ses vingt-deux chats et ses dix chiens. Il préférait leur compagnie à celle de l'espèce humaine. *« C'est que je connais les hommes »*, disait-il.

Sur le tard, il donna des leçons de français à Casanova, qui le dépeignit comme *« un colosse de six pieds »*, *« mangeant bien »* et fumant la pipe, seul en face du Néant. Pourquoi l'avoir déterré ? A cause des chats et de la ressemblance avec Léautaud ? Mais Prosper n'avait pas la verve de celui-ci, ni même sa férocité. C'était de l'enflure plutôt.

Alexis Piron (1689-1773) était dijonnais, lui aussi. Ce fils d'apothicaire multiplia les mots d'esprit. Et rien ne pouvait l'arrêter quand il évoquait le sexe et la mort. Il avait sans doute le plus beau rire de son époque. En 1757, il fit cette oraison funèbre pour l'enterrement de Fontenelle : *« Voilà bien la première fois que M. de Fontenelle sort de chez lui pour ne pas aller dîner en ville. »* Quand son tour vint de mourir, Alexis prit congé de lui-même dans sa dernière épigramme : *« Adieu, Piron ; bon voyage ! »*, et rédigea son épitaphe : *« Ci-gît Piron qui ne fut rien. »* Ne serait-ce que pour lui, ce livre mériterait d'avoir été écrit...

LA « tournée » s'achève en compagnie des « petits romantiques », Charles Lassailly (1806-1843) et Petrus Borel (1809-1859). Le premier fut le précurseur de Lautréamont dans *les Roueries de Trialph*. Ce livre extravagant associait les sarcasmes, les tempêtes, les fantasmagories et la parodie. Charles, qui avait le nez de Cyrano, fut soigné par le docteur Esprit Blanche, comme Nerval, et termina sa vie dans l'établissement du célèbre « aliéniste ». Il faut croire que la littérature était une maladie...

Surnommé *« le lycanthrope »*, c'est-à-dire *« l'homme-loup »*, Petrus Borel avait *« une barbe de sultan »*, selon Théophile Gautier. De 1833 à 1839, il écrivit son *« grand roman noir »*, *Madame Putiphar.* Pierre Lepère affirme que sa prose ressemble à ces *« graffitis que l'on trace sur la paroi d'une prison ou sur les nuages d'une île introuvable »*. Sans cesse menacé par la misère, Borel partit pour l'Algérie, dans les années 1840, comme *« inspecteur de la colonisation »*. Là-bas, il épousa Gabrielle, qui était la fille de Marie-Antoinette, son ancienne maîtresse. En 1859, il omit de se couvrir la tête et mourut d'une insolation. Je suppose qu'il avait été lassé par les complications de l'existence...

LES GUETTEURS DE VENT
(Vindspejare)
d'Agneta Pleijel.
Traduit du suédois par Anna Gibson.
Flammarion, 322 p., 145 F.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Entre Suède et Java

COMMENT user de la mémoire ?... De la mémoire des autres, celle de la famille, aussi inconnue, aussi secrète qu'une jungle inexplorée. A petites goulées, quelques pages, ou même quelques lignes chaque jour, avec des pauses et des voyages, la narratrice évoque les années de son enfance, remonte dans le passé, pour retrouver les générations qui l'ont précédée. Une narration par strates, par éclairs, d'une construction emmêlée, chaotique, agaçante parfois par son désordre agressif, mais dans laquelle il faut accepter de se laisser perdre, engluer, comme l'a souhaité la romancière, qui se demande pourquoi le chaos ne cesse d'envahir l'univers. *« J'écris pour comprendre, ou peut-être pour me consoler,* précise-t-elle. *J'ai trouvé chez Octavio Paz quelque chose sur le mythe indien de la déchirure de l'univers. L'accroc s'est produit lorsque les hommes sont venus au monde ou, plus exactement, lorsqu'ils ont voulu s'y introduire de force. Ils ont fait un trou qu'ils n'ont jamais réussi à reboucher. »*

Roman ? Chronique ? Autobiographie ?... Ces *Guetteurs de vent*, qui ont remporté en 1988 le prix suédois du roman, nous mettent en présence d'un écrivain inconnu au pouvoir étrange, dont c'est la première traduction en français. L'auteur, Agneta Pleijel, née à Stockholm en 1940, a été longtemps journaliste, critique dans les pages culturelles de divers journaux suédois avant d'écrire pour le théâtre. *Les Guetteurs de vent* est son premier roman.

SURNOMMÉE Anaka, ce qui signifie « la distraite » en indonésien, la narratrice semble éprouver le besoin de s'éloigner de la Suède, à Paris, à Java, pour tenter de relier les liens invisibles qui surfilent les vies plutôt secrètes, exotiques, des membres de sa famille, marquées par un certain puritanisme protestant et par l'exil d'émigrants d'origines diverses. De là-bas, et d'ici. Indigènes colorés ou métissés et Suédois ou Hollandais blanc pur. *« Quel effet cela fait d'être marié avec une indigène ? »*, lui avait demandé un jour innocemment une de ses petites-filles. *« Votre grand-mère n'est pas une indigène ! »*, tonna le grand-père.

Cela commence sur un ton presque tchékhovien dans l'évocation de souvenirs des vacances de l'enfance. Comme si on avait suivi les personnages après la fin de la pièce, après la vente de *la Cerisaie*. Ici, il s'agit plutôt d'une pommeraie, dans une île de l'archipel suédois, où Abel, le grand-père, avait construit, à son retour d'Indonésie, le grand œuvre du crépuscule de sa vie : un verger monumental avec une tour d'arrosage aux allures de pagode bouddhiste et des résidences imaginaires avec des pergolas et des assemblages évoquant les temples de Borobudur ou de Prambanan au milieu d'une végétation échevelée.

Le rêve du grand-père est de relier deux parties du mondes et deux cultures. *« Ou peut-être essayait-il de bâtir un état d'âme assez vaste pour le contenir lui-même tout entier : son début et sa fin. Ellholmsvik était l'œuvre finale de sa vie, sa conclusion. Puis le troupeau des bulldozers arriva alors que grand-père n'était même pas mort, et rasa tout ce qui pouvait l'être. »* La propriété avait été rachetée par un entrepreneur de la région, un Lopakhine suédois qui la débita en lopins, lotit la forêt magique, arracha les pommiers.



ULLA MONTAN

Agneta Pleijel : « J'écris pour comprendre ou peut-être pour me consoler. »

Au départ, il y avait les deux frères, Oskar et Abel, qui se haïssaient autant qu'ils s'adoraient. Et leur père, sourd et muet, qui passa sa vie à ne peindre que des marines. Abel, le cadet, lui aussi voulut être peintre. A vingt ans, il décida pourtant de suivre l'exil d'Oskar, l'aîné sans scrupule, parti aux Indes néerlandaises après des débuts dans une carrière d'officier abandonnée dans le déshonneur. Oskar voulait faire des affaires, s'enrichir, vivre libre.

A Surabaja, sur l'île de Java, il commence à s'engager chez un Hollandais qui possédait des plantations de canne à sucre et de café, tandis qu'il est fasciné par la forêt tropicale, les volcans, la peau brune des habitants et les voiles triangulaires des bateaux de pêche de Madura. Abel, lui, qui peint en rêve des tableaux magnifiques, se fit chercheur d'or à Bornéo et enterra un trésor que nul ne vit jamais. Mais surtout, après des semaines de rame sans voir âme qui vive, il gardait le souvenir le plus heureux de son existence : un piano désaccordé découvert dans une garnison hollandaise, dont il avait joué trois jours durant, écoutant couler les notes au milieu de la jungle.

« L'émigration est-elle plus facile à supporter lorsqu'elle abrite le rêve d'un retour ? », se demande la narratrice. Elle va se livrer à une accumulation de personnages (tout un arbre généalogique de quatre générations !) dont elle surprend des bribes d'existences et raconte l'histoire. *« Il se peut que celle-ci n'ait rien à faire dans ces pages,* s'excuse-t-elle parfois. *Mais j'apprends tout doucement qu'il n'est pas facile de dire à l'avance ce qu'il y a à faire ici ou là, dans la vie. »*

LE livre tout entier sera une exploration des replis de la mémoire, dans le flottement d'une lumière grise que l'écriture va colorer, dans le miroitement d'une nature magique. Une recherche aussi de la sensation, à l'intérieur de soi, d'un vent qui se lève. et dont on ne sait jamais quelle direction il va prendre, quelle empreinte il va laisser sur les êtres. *« On a pu dire qu'un guetteur de vent ne peut rien semer, un guetteur de nuages rien récolter »*, reconnaît l'auteur qui, en écrivant, se remplit d'images, surtout celles des femmes : Si, la pianiste, la fille d'Abel, hantée par le désir du retour vers sa terre natale ; Sara, la morte, dont les taches de rousseur étaient comme des constellations sur son corps nu ; Estrid, la fiancée abandonnée malgré lui par son soupirant ; et Christien, la grand-mère de Si, petite fille sans nom déposée dans un couvent d'ursulines par un soldat hollandais, qui va grandir là.

Pas tout à fait semblable aux autres enfants, elle ne sait pas à quelle société elle appartient. Sang-mêlé, elle sent constamment qu'une frontière passe à travers son propre corps. A cheval entre deux mondes. Au gré des circonstances, elle passera du monde noir au monde brun et *vice versa*. Mariée à un Hollandais, ile donnera naissance à deux filles, l'une à la peau claire comme une Blanche et l'autre à la peau sombre. Qui, plus tard, épousera un Suédois, Abel.

Abel qui débarque à Malmö avec sa famille javanaise, après trente années, et qui est incapable de prononcer le moindre mot en suédois. Paradoxalement, c'est en confessant sa propre impuissance à ressusciter le passé qu'Agneta Pleijel, si musicale (prononcer : Pleyel), exorcise la fatalité familiale et rompt la malédiction de toutes ces vocations trahies.

★ On pourra lire, dans la dernière livraison de la revue *Europe*, un ensemble consacré à la littérature suédoise, sous la direction de Régis Boyer. Avec des articles consacrés à des écrivains traduits en français : Stig Dagerman, Olof Lagercrantz, Per Olov Enquist, Jan Myrdal, Per Christian Jersild, Maj Sjöwall, Stig Larsson, Birgitta Trotzig. (Avril 1994, n° 780, 95 F.)

• Le Monde • Vendredi 29 avril 1994 III

Le Don Juan fatigué

Entre création et destruction, Doubrovsky poursuit ses « autofictions »

L'APRÈS-VIVRE
de Serge Doubrovsky.
Grasset, 412 p., 138 F.

Il y a des livres dont on ne sait quoi penser parce que tour à tour ils vous transportent et vous rebutent : faut-il en rire et de qui ? Faut-il en pleurer et sur quoi ? Rire de l'auteur parce qu'il nous y invite en s'acharnant sur lui dans une entreprise d'autodérision sans pareille ? Pleurer sur la condition humaine parce que la mort y rencontre fatalement la vie et que la vieillesse inexorable y accomplit son œuvre de démolition ? Le nouveau roman de Serge Doubrovsky plonge dans cet embarras.

Est-ce un effet de son style ? Il n'en a pas changé. C'est un déferlement de phrases courtes souvent sans verbe, toujours claires, prosaïques même, ponctuées de points ou de virgules ou de blancs, coulées dans des séquences plus ou moins longues et sans alinéa, même pour marquer les dialogues qui s'insèrent dans le fil du texte afin de ne pas en rompre le flux. Les mots, surabondants, crépitent et rebondissent de l'un à l'autre, jouant surtout sur leurs sonorités, mais aussi sur les ambiguïtés de sens et les correspondances d'images. Entre eux les échos se multiplient, les allitérations prolifèrent et les calembours vulgaires s'infiltrent.

« De l'autobiographie saignante »

Le style de Doubrovsky offre le détonant mélange d'une langue parlée, plutôt familière, parfois argotique, et de procédés empruntés à la poésie. On pense parfois à Céline, mais sans la petite musique ni les points de suspension. Certains le rangent dans la lignée des existentialistes. Il a aussi le goût de Leiris pour l'écriture à risque de mort, donnée ou reçue, comme sous la corne du taureau.

L'embarras est-il dû au sujet un peu mince pour les quatre cents lourdes pages que le livre comporte ? Cette tempête verbale ne cesse de dire et de redire le bonheur, le malheur d'un veuf sexagénaire entre les bras duquel une jolie blonde de trente-trois ans est tombée. Et, bien entendu, ce Don Juan fatigué n'est autre que Serge Doubrovsky.

Depuis vingt-cinq ans, ce professeur de littérature française à l'université de New-York et à son annexe parisienne, en va-et-vient continuel entre les Etats-Unis et la France, met en roman ce qu'il vit, à mesure qu'il le vit. « *De l'autobiographie saignante, à vif, pas totale, parfois atténuée, toujours reconstruite, jamais déguisée.* » Il prétend y franchir « *les bornes de la décence, du bon goût, du respect de soi et des autres* » par une implacable exigence de vérité. Ses rapports avec les femmes et la passion de s'écrire occupent la première place dans ces « autofictions » : amours et création mêlées, l'une se nourrissant des autres.

En 1989, *le Livre brisé*, son cinquième titre, lui a valu un beau succès de critique et de librairie, auquel le drame qu'il avait traversé n'a peut-être pas été étranger. Serge Doubrovsky, à la demande de sa seconde femme, Ilse, écrivait l'histoire batailleuse, alcoolisée, de leur couple, et elle-même y participait, quand, restée seule à Paris, presque au moment de rejoindre son mari, elle est morte subitement d'un excès d'alcool. Le livre ne s'est pas arrêté. L'écrivain impénitent lui a incorporé la tragédie toute chaude.

L'Après-vivre continue *le Livre brisé* et l'enchâsse. Il conte une survie précaire, menacée, volcanique, chargée de délices et d'orages, traversée par la honte et la culpabilité et dominée par une nouvelle femme. Si le récit de la vie part du retour à New-York, le 8 décembre 1987, d'un homme écroulé qui, pour calmer sa douleur et combler sa solitude, achève le roman interrompu, *l'Après-vivre*, lui, commence quatre ans plus tard, en janvier 1991. L'écrivain a de nouveau sous les yeux une fosse béante parce qu'un bulldozer détruit le décor vieillot et accueillant de sa rue. Le présent de l'écriture interfère ici sur le temps du récit et le trouble.

Le fantôme d'Ilse plane sur les cent premières pages, puis il disparaît, dès l'ouvrage terminé et envoyé à l'éditeur. Le veuf, alors, se sent revivre, ses désirs se réveillent. Le mois de mai est éblouissant, paraît-il, à New-York. La chasse à la femme recommence, d'abord parmi les étudiantes, car ce professeur éminent ne cache pas que l'université lui a toujours servi de vivier. Il ne rencontre que des déboires qui continuent après son retour à Paris, le 1er janvier 1988. Au cours de cette quête surgissent maintes silhouettes féminines éphémères. Aucune ne lui apporte la compagne de cœur et de lit qu'il souhaite. Toute honte bue, il se résigne à mettre une annonce dans *le Nouvel Obs*. Et là, le miracle arrive.

« Ecrivain connu, 57 a., b. phys. »

Elle n'est pas nommée. Elle est belle, issue de la bourgeoisie du seizième arrondissement, formée par cinq années de médecine qu'elle n'a pas menées à leur terme. Elle est mariée, mais mal, depuis dix ans, et élève, aux côtés d'un mari inexistant, une petite fille de cinq ans qu'elle adore. Habitée par un fantasme paternel, elle a du goût pour les hommes âgés, l'un d'eux lui a fait vivre, avant son mariage, un grand amour rompu.

Par la suite, elle s'est éprise d'une passion fugitive pour le romancier René Fallet. Le texte de la petite annonce l'a tentée : « *Universitaire, écrivain connu, 57 a., b. phys. Tendre, aisé, veuf, ch. J. F. 25-40 a..* ». Elle y a répondu. Dès le premier dîner, à la fin de mars 1989, elle a voulu faire l'amour avec le demandeur. Ils sont restés liés depuis. Mais à quel prix ! Cette partie sociologique du roman, qui cerne les mœurs de notre époque, est une des meilleures et des plus drôles du livre.

La bien-aimée n'apparaît pas tout de suite en pied. Tout roman exige de l'habileté. Elle entre en scène, la bouche pleine de vociférations, bien avant les pages où elle nous est présentée. Nous sommes ici en août 1993. Serge Doubrovsky lui a soumis le texte de *l'Après-vivre*. Elle crie : « *Si tu le publies tel quel je te quitte.* » Elle s'est sentie faussée, trahie dans l'épreuve intime qu'elle vit : en 1990, une inutile et désastreuse opération de chirurgie esthétique, destinée à effacer des rides imaginaires, a légèrement déformé son visage et causé des souffrances qu'elle doit tout le temps surmonter. Elle implore : « *N'écris pas sur moi.* » Et voici l'autobiographe pris dans la nasse : il ne saurait renoncer ni à elle ni à son œuvre.

« Tu pues la mort ! »

Mais le roman à venir n'est pas le seul obstacle entre les deux partenaires. La publication du *Livre brisé*, dont Serge Doubrovsky suit complaisamment l'accueil dans la critique, jusqu'à la mémorable soirée d'« Apostrophes » où Bernard Pivot s'est transformé en juge, provoque une dépression chez son auteur. L'ombre d'Ilse a reparu : « *Tu pues la mort, Doubrovsky* », lui hurle sa maîtresse. « *Tu as réussi à me dégoûter des écrivains.* »

On en arrive ainsi au conflit majeur, dû au corps qui flanche. Le roman devient physiologique. Errant de sexologue en sexologue, Serge Doubrovsky est parvenu à garder ses moyens. C'est alors qu'entre l'étrange couple se joue la dernière scène paroxystique. Le mâle a comblé sa femelle grâce à des adjuvants barbares, elle rayonne de tendresse. Une heure plus tard, elle lui claque la porte au nez en lui reprochant son impuissance et sa « *trique truquée* ».

Le livre est dur à recevoir mais il ferre solidement le lecteur en dépit de ses redites. On n'est guère ému par les deux personnages mais on est happé par leur combat, par le duel féroce de leurs échanges. Que ce combat soit celui de la vie et de l'écriture convainc moins. Quant à la complexité de l'héroïne, elle se dilue dans les poncifs de la psychanalyse. Malgré ses audaces, ses provocations, ses exercices de haute voltige verbale, Serge Doubrovsky ne manque pas de naïveté.

La conclusion – s'il y en a une à tirer – de ce maelström savant et calculé où tournoient boues et pépites pourrait être morale. Il faut se méfier des personnages positifs. Qu'on le veuille ou non ils orientent un livre. Il n'y en a qu'un dans *l'Après-vivre*, cet oncle de quatre-vingt-sept ans, flageolant sur ses béquilles, que l'auteur vient visiter chaque dimanche pour retrouver ses racines dans la mémoire intacte du vieillard. Ce personnage est lumineux, non seulement dans sa geste passée où une chance incroyable l'a servi, mais aussi dans sa présente résignation enjouée qu'entretient le culte ininterrompu de la poésie.

A travers lui, le livre tend vers l'héroïsme. N'oublions pas que la thèse de Serge Doubrovsky portait sur Corneille. Si l'on devait faire fi du vieil homme, *l'Après-vivre* ne serait qu'un ouvrage suicidaire où la religion du corps, la seule dont l'auteur se réclame, nous mène au sans-issue.

Jacqueline Piatier

Voyage en utopie humanitaire

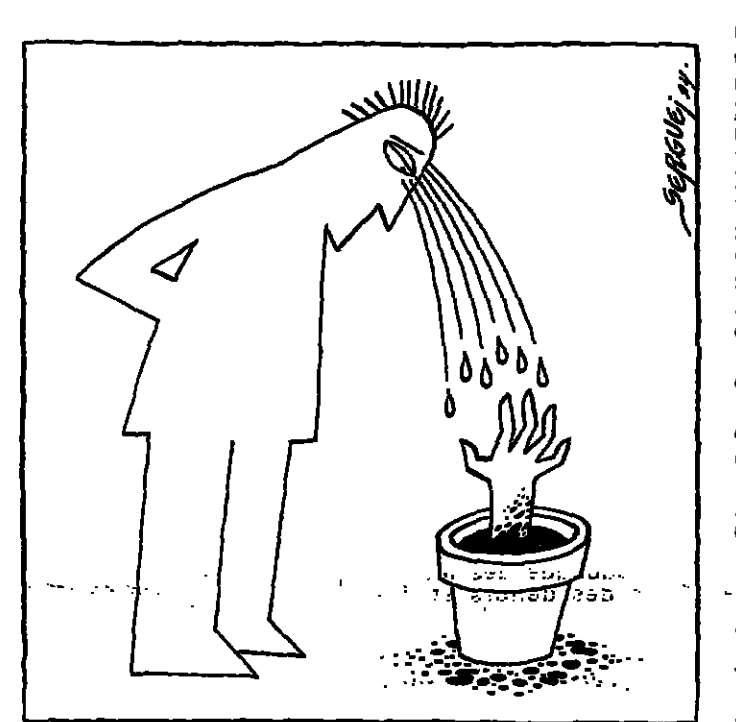
L'humour et l'ironie pour dire la tragédie bosniaque

Notre collaborateur Bertrand Poirot-Delpech vient de publier un nouveau roman. Nous avons demandé à l'écrivain Erik Orsenna d'en rendre compte.

par Erik Orsenna

L'AMOUR DE L'HUMANITÉ
de Bertrand Poirot-Delpech.
Gallimard, 192 p., 90 F.

Commençons par le commencement : la quête de l'habit vert n'entrant pas dans mes préoccupations, je puis dire ici tout le bien que je pense du dernier livre de Bertrand Poirot-Delpech. Un salut à Marcel Aymé pour la clarté et l'aigu de la langue ; un zeste d'Hergé pour l'allant, la fausse naïveté, le climat d'aventure ; et, surtout, cette façon qui n'appartient qu'à l'auteur de dire le grave dans le sourire, l'enthousiasme dans l'ironique, l'Histoire avec un grand H dans les petitesses du quotidien. Les étés changent, les humains demeurent. Après 36 et le Front populaire, voici 92 et le convoi humanitaire. Avec, en même exergue, cette parole de Fontenelle que Stendhal n'eût pas désavouée : « *Je hais la guerre car elle gâte la conversation.* »



Il était une fois, tout près de nous, Aurélien, « *trente ans, enseignant, encore marié, un enfant* ». Et comme nous tous, aujourd'hui, il cherche une cause.

En cette matière les désillusions n'ont pas manqué : tant les lendemains communistes dont on attend toujours la chanson que la terre vichyssoise, celle qui « *ne mentait pas* » et qui pourtant (et pour cela ?) fut le terreau de l'ignoble, le Vel'd'Hiv' par exemple. Dans la famille d'Aurélien comme chez beaucoup de Français, ces deux « causes » ont fait des ravages. Et cependant, l'homme est ainsi fait que, sans horizon, il ne sait plus pourquoi marcher ni se lever le matin. Bref, Aurélien décide de se joindre à une mission qui part pour la terre de toutes les horreurs : la Bosnie. Objectif : distribuer quelques vivres et visiter des camps suspects. Ouvrir les yeux et témoigner.

On connaît ces voyages, un tiers-mondiste, deux tiers-mondains. Et *l'Amour de l'humanité*, c'est d'abord l'occasion de très savoureux portraits. Un député de centre droit et sa femme, « *venus apporter à ceux qui souffrent le salut de la France* » ; un baroudeur « *qui en a vu* », ancien des équipes Bigeard ; un fumeur de havane à nœud papillon, sa « *civilisation portative* » ; une collecteuse de fonds ; une dame dans la mode et un écrivain qui a beau être « *requis par l'essentiel* », il y nage aussi, jusqu'au cou, dans la mode. Miracle de la littérature précise, moraliste : plus le trait est assassin, plus le personnage est vivant. Prenons nos places dans le minibus, le périple commence. Sept jours durant, ce petit monde parisien va pénétrer dans la guerre, celle dont on dit que c'est la pire, la civile, les égorgements entre voisins de palier.

Les « humanitaires » sont là pour voir, si possible, des atrocités. Ainsi, de retour à Paris, ils pourront raconter et leur voyage n'aura pas été inutile. Mais en une semaine, que voir si ce n'est ce qu'on souhaite vous faire voir ? Avec une très nette tendance à l'escroquerie. Hôpitaux « arrangés », opération d'ulcère à l'estomac présentée comme « *la sauvagerie d'une baïonnette oustachi* » ou ces récits d'épouvante que chaque communauté présente comme l'œuvre de l'autre. Qui arrache les sexes des enfants ou leur perce les pieds au fer rouge pour leur enfiler des fers à cheval ? Sont-ce les Serbes, les Croates ou les Bosniaques musulmans ? Ou bien chacun à tour de rôle et au gré des circonstances ? On connaît le grand agresseur, Belgrade ; mais sur le terrain, qui sont les bons et qui les méchants ? Comment savoir ? Depuis Timisoara, un soupçon salutaire accompagne chaque présentation de victimes.

Pendant ce temps-là, la vie continue ; dans leur minibus, les « humanitaires » jouent au scrabble, chantent du Trenet. Et songent à leur existence. Rien de tel que renifler le danger pour dresser des bilans, percer des baudruches, prendre pour le retour quelques résolutions. L'une des forces de ce livre est là, dans cette vibration perpétuelle entre le grotesque (le côté « Pieds nickelés » de l'aventure) et l'émouvant, les vrais élans, les nudités, les rendez-vous avec l'âge ou avec l'amour.

Elle s'appelle Sonia, conduit pieds nus, demande qu'on l'embrasse « *à peine* », vous tourne la tête, offre des mondes et puis disparaît.

Une autre saveur de ce roman tient aux références qui s'entrecroisent, aux échos qui se répondent : nouvelle preuve du pouvoir de la fiction pour dire, mieux que l'essai, le réel et sa vérité fugace, symphonique. Poirot-Delpech a pour la politique, sentiment peu fréquent de nos jours, une « gourmandise ». Gourmandise insatiable d'opinions, de références, de bons mots... Il touille allégrement dans soixante ans d'Histoire, Blum et la guerre d'Algérie, extermination des gitans et purification ethnique, montée conjointe des mafias et de la charité... Il déguste autant les idées que ses personnages chérissent le tourteau mayonnaise. Car après les forêts yougoslaves, on se retrouve en bord de Manche, assis à la grande table familiale. Le muscadet passe de main en main. Ainsi défilent les générations.

On sait le succès qu'a connu la chanson de Souchon, *Foules sentimentales*. Avec bien d'autres moyens, avec un insolent brio, *l'Amour de l'humanité* dessine aussi le portrait de notre époque. Généreuse et frivole, lucide et perdue. Accrochée tant bien que mal à quelques rochers, comme la famille. Envahie par l'argent et pourtant zappant d'idéal en idéal, de Somaliens en Bosniaques. En attendant mieux. Je veux dire pire.

JEUNESSE



Que sont les séries devenues ?

Pour ses soixante-dix ans, la « Bibliothèque verte » lance « Médecins de l'impossible », une nouvelle collection d'aventures, pendant que Fantômette, Langelot et le Club des Cinq poursuivent leurs enquêtes

Ils s'appellent Claude, Alice, Michel, Martine... Ce sont de vieux amis d'enfance, assidûment fréquentés, puis perdus de vue. Beaucoup d'adultes pensent à eux, en évoquant leurs premières lectures. Que sont-ils devenus, ces héros des grandes séries romanesques dans lesquelles ils ont appris à lire ?

Certains ont disparu, comme *Flicka* ou *Jeanpi*, que l'on ne trouve plus qu'en bibliothèque ou dans les greniers des maisons de campagne. Mais pour les autres, les plus célèbres, du *Club des Cinq* à *Fantômette*, de *Langelot* aux *Six Compagnons*, de *Oui-Oui* à *l'Etalon noir* (1), les séries continuent de se tailler la part belle en librairie. Chez Casterman, on fête cette année le quarantième anniversaire de *Martine*, l'héroïne du duo belge Delahaye-Marlier, dont chaque nouvelle aventure continue à se vendre à plus de 140 000 exemplaires. Chez Flammarion, on se réjouit aussi des succès plus récents des *Enfants Tillerman*, de Cynthia Voigt, ou de *la Petite Maison dans la prairie*, de Laura Ingalls Wilder. Mais chacun sait que le champion toute catégorie, en matière de séries, sous la célèbre bannière rose et verte, c'est Hachette.

Cent trente-sept ans d'existence pour la « Bibliothèque rose », soixante-dix pour la « Bibliothèque verte ». 400 millions d'exemplaires vendus à elles deux depuis leur origine : cet étonnant succès est l'œuvre d'un éditeur visionnaire, Louis Hachette, qui, en liant sa maison à la Compagnie des chemins de fer du Nord, voulut, dès 1852, proposer dans les gares des livres à prix modéré offrant *« agrément et instruction »*. Ainsi naîtra la « Bibliothèque rose » dans laquelle parut « l'ancêtre des séries », la célèbre trilogie de la comtesse de Ségur, dont Sophie est la turbulente héroïne.

Aujourd'hui, *le Club des Cinq (The Famous Five)* et *Alice* restent les best-sellers absolus des deux « Bibliothèques » : plus de 200 000 exemplaires vendus chaque année pour chacune des deux séries, nées simultanément en 1955. On connaît assez bien l'histoire d'Enid Blyton (1897-1968), cette institutrice anglaise, véritable phénomène d'imagination et de concentration qui pouvait, comme Simenon, rédiger deux cents pages par semaine. Auteur de cinq cents livres, tous pour la jeunesse, traduite en 130 langues, Enid Blyton est l'écrivain le plus vendu dans le monde, après Agatha Christie et Karl Marx. Caroline Quine, en revanche, reste plus mystérieuse. Et pour cause : l'auteur d'Alice n'existe pas. Ou plus exactement, c'est un homme, l'Américain Edward Statemeyer, qui créa, en 1929, le personnage de Nancy Drew – en France, Alice – dont un « syndicat d'auteurs » se chargea, après sa mort, de mettre en forme les synopsis.

Mais qu'importe si l'auteur de la série n'est qu'un nom. Pour les enfants, ce sont ses héros qui comptent. Cinquante ans plus tard, survivant à leurs géniteurs, ils continuent de vivre leur vie propre. Claude, François, Mick, Annie et le chien Dagobert incarnent un rêve d'amitié et d'aventure sur fond de châteaux, de grottes et de souterrains ; la blonde Alice, et ses deux complices, Bess et Marion, représentent l'éternel féminin en cabriolet de sport ; avec sa lampe-torche et son poignard, Fantômette, est la première justicière masquée.

Laurence Decréau, directrice des Bibliothèques rose et verte chez Hachette, vient de consacrer un livre à ces héros (2). Sans rien méconnaître des attaques portées contre les séries dans les années 70, et dont la plupart demeurent d'ailleurs valables – *« Alice reste, au fil des ans, une jeune fille conventionnelle » « sans esprit critique »*, *« un stéréotype de la redresseuse de torts dans un monde où l'argent est roi »* (3) –, Laurence Decréau se fait l'avocat convaincant de ce genre réputé « facile ».

« Le digne avatar du roman-feuilleton »

Revenant sur les stéréotypes narratifs qu'avaient très bien démontés Marie-Pierre et Michel Mathieu-Colas pour *le Club des Cinq* (4), Laurence Decréau montre que la série fonctionne précisément sur *« la répétition d'un scénario exemplaire »*, avec des héros qui sont *« des modèles transhumains à imiter »*. *« Le héros de série, par essence, affronte les pires dangers et en réchappe »*, écrit-elle. Il est généreux, courageux, admirable, invincible, immortel et rédempteur. Il est *« le rêve de chacun »*.

En cela, la série enfantine est bien *« le digne avatar du roman-feuilleton »*, et ses héros, les petits cousins de Vautrin, Valjean ou Dantès. Pour Laurence Decréau, elle reste *« le genre de l'enfance par excellence »*. Sur *« le damier quadrillé de son univers romanesque »*, l'enfant *« repère les indices, anticipe, gagne en vitesse, en assurance, apprend bel et bien à lire »*. Et si Caroline Rives, conservateur à La Joie par les livres, souligne que le problème est de pouvoir *« sortir des séries »* pour *« passer à autre chose »*, elle confirme pourtant ce que peut avoir de *« rassurant »*, pour un lecteur qui doit *« construire ses repères »*, le fait de *« disposer de récits structurés »* que l'on peut lire *« par rapport à des références »*.

D'où les efforts d'Hachette pour renouveler le genre et créer de nouveaux héros. Depuis 1992, six nouvelles séries ont vu le jour : *Boucles d'Or*, de Michèle Kahn, *Larmal'œil*, d'Olivier de Vleeschouwer, *Basile*, de Véronique Le Normand, *les Quatre Voyageurs*, de François Appas (« Bibliothèque rose »), et *Indiana Jones Jr.* de W. Mac Kay & Les Mavin (« Bibliothèque verte »). A quoi s'ajoute la toute dernière, née en mars, *Médecins de l'impossible*, de Philippe Grangeon et Pascal Deloche, qui exploite, avec l'enthousiasme et le manichéisme de rigueur, « le grand mythe d'aujourd'hui », l'aventure humanitaire (5).

Laurence Decréau rappelle à juste titre *« la colère du grand-père Schweitzer surprenant – horreur ! – le jeune Sartre en flagrant délit de mauvaises lectures. Lui, le jeune prodige, (...) flirtant outrageusement avec les Zévaco et les Paul d'Ivoi ! »* Plutôt que pour la colère, elle suggère d'opter pour la *« compréhension »*. Pour les lecteurs d'aujourd'hui – dont tous ne lisent pas, comme Sartre, Chateaubriand à sept ans –, ces héros *« aimés d'emblée »* pourraient, d'après elle, constituer des *« auxiliaires rêvés des enseignants et des parents »*. Et pourquoi ne pas bâtir une pédagogie à partir de ces livres que les enfants eux-mêmes se sont choisis ?

Florence Noiville

(1) Il existe en France une trentaine de séries. Parmi les plus importantes : *Alice*, de Caroline Quine, *le Club des Cinq*, *Oui-Oui*, *Jojo Lapin*, *le Clan des Sept* d'Enid Blyton, *Fantômette* de Georges Chaulet, *Langelot* du Lieutenant X, alias Vladimir Volkoff, *les Six Compagnons* de Paul-Jacques Bonzon, *Michel* de Georges Bayard, *Bennett* d'Anthony Buckeridge... (Tous chez Hachette).

(2) *Ces Héros qui font lire*, préface de Georges Jean, Hachette, « Pédagogies pour demain », 144 p., 90 F.

(3) *Alice Roy ou l'aventure contrôlée*, de Sabine Letendre, in *Trousse-Livres* nº 14, juin 1979.

(4) *Le Dossier Club des Cinq*, Magnard/L'Ecole, 1983.

(5) Quatre titres : *Clandestins chez les Touaregs*, *SOS Guatemala*, *Eaux troubles à Bangkok*, *Zone interdite en Bosnie*. (« Bibliothèque verte », 25 F.)

Le papa de Caroline

Il faut voir comme les enfants guettent la sortie du prochain Pierre Probst. Ou plutôt du prochain *Caroline*, bien plus connue que son auteur. Depuis quarante ans, une petite fille aux couettes blondes, en salopette rouge et tennis blanches, parcourt d'un pas décidé l'épopée de la vie quotidienne. Caroline ne chasse pas les voleurs ou les espions, ne rencontre ni fées ni lutins. Dans un décor « ordinaire » mais toujours gai, elle règne sur une troupe de petits animaux (un chat noir et un chat blanc, trois chiens, un ourson, un lionceau et une panthère) ; hilarants petits personnages, dessinés avec une précision de naturaliste et une richesse d'expressions – à la fois animales et humaines – qui laissent pantois. Donner à un chat un sourire espiègle, à un ours un air pontifiant, à un chien une mine déconfite, Pierre Probst sait le faire comme personne. Dans son univers, qui se rapproche en cela de celui de Walt Disney, les humains sont anecdotiques. Sauf Caroline, bien sûr.

Une fille formidable, la blondinette. Pas de parents à l'horizon, elle fait tout elle-même : conduire sa voiture, construire sa maison, faire des crêpes ou voyager en avion, en train, en kayak, en felouque, en troïka... Créée dans les années 50, elle est remarquablement moderne, à mille lieues des robes à manches ballons et des souliers vernis de Martine, la douceâtre héroïne de Marcel Marlier. Pas étonnant que chaque album continue à se vendre à 30 000 exemplaires environ.

« Je fuis deux choses : la mièvrerie et la vulgarité, explique Pierre Probst, qui porte allègrement ses quatre-vingts ans. Originaire de Mulhouse, il travaillait à Lyon comme dessinateur publicitaire dans les années 30, rêvant d'une improbable carrière d'illustrateur. Avec la guerre, les éditeurs parisiens se sont repliés vers le sud, et c'est ainsi qu'il est entré en contact avec un monde qu'il ignorait. Il a donc commencé à illustrer les textes des autres, au coup par coup – modestement, fidèlement, précisément, comme il continue à le faire chez Hachette pour les livres de la collection « La vie privée des hommes ».

Mais sa création originale de dessinateur et d'écrivain pour enfants, c'est Youpi, Bobi, Pouf et Noiraud, tous ces petits animaux qui ont d'abord vécu leur vie individuelle avant d'être fédérés sous la houlette de Caroline. *« A la fois maman, institutrice, cheftaine, elle incarne le rêve ludique de toutes* les petites filles », dit Pierre Probst. Mais les petits garçons « marchent » aussi : les albums de Caroline font voir du pays, apprendre des choses sur la nature ou la science, pratiquer tous les sports. Et surtout, ils font rire.

Cela devait arriver, après la relance de la collection chez Hachette depuis une dizaine d'années (deux nouveaux albums par an, plus réédition des anciens, largement redessinés) : la télévision s'est emparée de Caroline. Un dessin animé (producteur Millimage) arrive prochainement sur le petit écran. Le graphisme stylisé n'évoque que d'assez loin la « patte » de Pierre Probst, mais il paraît que l'humour y est. Hachette mettra en vente des albums tirés du dessin animé, tout en poursuivant parallèlement la série originale. La dernière nouveauté, *Caroline et le chat fossile*, est un régal.

Sophie Gherardi

Nouvelle collection. – « Pleine lune » est une nouvelle collection de fiction destinée aux 8-12 ans, chez Nathan. De Daniel Pennac à Pierre Pelot, les seize premiers titres sont des rééditions, mais abondamment et talentueusement remises en images par Miles Hyman, ou Serge Bloch. Le tout premier titre, *Gare au carnage, Amédée Petipotage !*, de Jean-Loup Craipeau, est un charmant polar humoristique et tendre (ill. J.-F. Martin, 190 p., 43 F. A partir de 10 ans).

Des livres pour le bout du monde. – Flammarion et le Secours populaire français, s'associent pour offrir des livres aux écoles françaises – qui n'ont pas de bibliothèque jusqu'au 31 août, pour l'achat de trois volumes « Castor Poche ». Flammarion offrira un titre de la même collection. (Renseignements à l'Atelier du Père Castor : (1) 40-51-31-60.)

Au rendez-vous des illustrateurs

Depuis trente et un ans, la Foire de Bologne suscite l'enthousiasme des professionnels

Bologne ? *« C'est la foire la plus détendue, la plus heureuse »*, conviennent, unanimes, les éditeurs de jeunesse. De l'Iran à Singapour, des Philippines au Japon, 61 pays s'étaient réunis, du 7 au 10 avril, 123 exposants venus surtout pour nouer et entretenir des relations avec les coéditeurs. *« Bologne est un lieu de contacts, pas de contrats »*, souligne Jean Delas, directeur général de l'Ecole des loisirs.

Dans ces discussions informelles, on commentait justement la création de Moritz Verlag, la toute nouvelle filiale de l'Ecole des loisirs à Francfort. A la vente de droits, à la coédition traditionnelles, l'Ecole des loisirs vient de préférer, pour l'Allemagne, une solution originale : devenir *« éditeur multilingue »*. *« Nous voulons avoir d'emblée une identité allemande »*, explique Jean Delas. Société de droit allemand, avec un diffuseur et un distributeur allemands, et dirigée par Markus Weber, ancien responsable des droits chez Beltz et Gelberg, Moritz Verlag publiera une trentaine de nouveautés par an.

Il s'agira dans un premier temps d'albums d'origine française – comme *Chien bleu*, de Nadja, ou *Loulou*, de Solotareff –, mais l'objectif est de susciter rapidement des créations allemandes qui pourront ensuite être traduites en France. Jean Delas ne cache pas que, derrière l'Allemagne, c'est l'Europe de l'Est qu'il vise à moyen terme. L'Ecole des loisirs inaugure-t-elle ainsi, pour les éditeurs de jeunesse français, un nouveau mode de présence à l'étranger ?

Autre intérêt de la Foire, la conférence sur le multimédia destiné à la jeunesse. Débutant avec une démonstration par l'éditeur américain Random House de ses « living books » – ces « livres vivants » sur CDI ou CD Rom, grâce auxquels l'enfant peut « interagir » avec les mots, les images, les sons, les musiques... –, cette conférence a notamment mis en lumière les progrès rapides de l'édition électronique jeunesse aux Etats-Unis.

Avec huit titres à son catalogue, Broderbund, pionnier dans la publication de titres mutimédias, enregistre depuis trois ans une progression géométrique de sa production, a indiqué John Baker, vice-président de la branche éducation : *« Une croissance que le marché américain est désormais en mesure d'absorber. » « Le marché sera là, en Europe, dès 1995 »*, a renchéri l'Anglais Alan Buckingham, de Dorling Kindersley, qui sortira cinq titres dès l'automne. Comme on s'en doute, le PDG de Gallimard Jeunesse, Pierre Marchand, ne manque pas de projets, mais insiste sur l'idée que le livre lui-même *« est une composante du multimédia »* et qu'il doit, avec le CD et la télévision, *« parler à l'unisson »*.

Et puis, Bologne, c'est avant tout le rendez-vous des illustrateurs. Cette année le prix graphique Enfance a récompensé *The Rainbabies* de Laura Krauss Melmed et Jim LaMarche (Lothrop, Lee & Shepard Books, Etats-Unis), et le prix graphique Jeunesse a été décerné à *la Grande Peur sous les étoiles*, de Jo Hoestlandt et Johanna Kang (Editions Syros) *(lire ci-dessous.)*

Fl. N.

★ **A l'occasion de la Foire de Bologne, le Centre de promotion du livre de jeunesse, Seine-Saint-Denis, a présenté son *Guide européen du livre de jeunesse*. (Editions du Cercle de la librairie, 506 p., 240 F.)**

La place des étoiles

LA GRANDE PEUR SOUS LES ÉTOILES
de Jo Hoestlandt.
Illustrations de Johanna Kang
Préface de Claude Roy.
Syros, 42 p., 120 F.
A partir de 8 ans.



D.R.

« J'use le papier. Je n'ai jamais fini ». Couches d'aquarelle patiemment superposées, rehauts de crayon de couleur pour intensifier les nuances : c'est la technique de Johanna Kang, une jeune illustratrice de vingt-sept ans, sortie l'année dernière de la Parsons School of Design, et qui signe ici son premier livre. Un dessin d'atmosphère, tout en sensibilité, une palette sombre accordée à l'époque : les années 40. Aux lecteurs trop jeunes pour découvrir le *Journal d'Anne Frank*, ou *l'Ami retrouvé* de Fred Uhlman, *la Grande Peur sous les étoiles* raconte l'amitié trop brève de deux petites filles, Lydia et Hélène, séparées à jamais par l'une des grandes rafles de juillet 1942.

« La place des étoiles est au ciel, avait dit la maman de Lydia en cousant une étoile sur sa veste. Quand les hommes les arrachent au ciel pour les coudre sur leurs vêtements, ça n'apporte que du malheur... » Le texte de Jo Hoestlandt – dont on connaissait jusqu'ici des histoires plus « conventionnelles » (1) – est sobre et poignant. Hélène, sa narratrice, relate les faits sans les comprendre, et ses étonnements font la force du récit. La petite fille n'interprète pas, elle dit ce qu'elle voit de ses yeux d'enfant. Et l'illustration de Johanna Kang, répond pleinement à cette simplicité angoissante : jeux d'ocres et de bruns, couleurs éteintes, éclairages blafards, décors nus, regards perdus, ombres inquiétantes...

Les silences volontaires du texte, et les terribles questions qu'ils ne manqueront pas de susciter, obligeront les parents à accompagner la lecture. Bien sûr, on pourra s'interroger sur l'opportunité de placer cette histoire vraie entre les mains de lecteurs si jeunes A cette question, Claude Roy, dans sa préface répond par une autre question : *« Le mal et le malheur existent. Faut-il à tout prix en tenir abrités les enfants ? Les préserver au chaud, à l'abri du malheur – et de la vie – aveugles, sourds, heureux ?* Aux parents de juger si les petits, comme les grands, ont droit à la vérité, *« même lorsque celle-ci fait mal »*.

Fl. N.

(1) Jo Hoestlandt est notamment l'auteur de *la Rentrée des mamans*, Bayard éditions, coll « Belles Histoires », à partir de 3 ans.

★ **A l'occasion de l'anniversaire de la rafle des enfants d'Izieu, le 6 avril 1944, Gallimard publie *le Voyage sans retour des enfants d'Izieu*, de Catherine Chaine, qui rassemble de nombreux témoignages, lettres, photos et dessins (112 p., 79,50 F. A partir de 13 ans). Le Seuil réédite le long poème de Rolande Causse, *les Enfants d'Izieu* (104 p., 69 F. A partir de 12 ans), et la Bibliothèque nationale organise, du 28 avril au 11 mai, une exposition destinée aux enfants, intitulée *Lettres et dessins des enfants d'Izieu* (58, rue de Richelieu, 75002 Paris).**

EN POCHE

Le Huron nippon

Le jeune Sanshiro quittant la lointaine Kumamoto pour mener une vie d'étudiant dans la capitale : tel est le point de départ de *Sanshiro*, de Natsume Soseki, l'un des tout premiers titres édités dans la nouvelle collection de littérature asiatique en poche lancée à la fin du mois de février par les éditions Philippe Picquier. « Picquier Poche » propose donc un roman d'apprentissage subtil et impressionniste, situé dans le Japon du début du siècle. *Sanshiro* décrit parallèlement les émois d'un jeune garçon découvrant la vie et les contradictions d'un pays en train de s'ouvrir.

L'une des toutes premières scènes du livre se passe à l'université. Le professeur cite deux vers : *« Un coup de canon résonne / Le rêve d'Uraga s'évanouit. »* D'emblée, référence est faite à l'irruption dans ce port d'une flotte américaine venue exiger, en 1853, l'ouverture du pays au commerce occidental. Yojiro, l'ami citadin, vif et calculateur, double inversé de Sanshiro, a beau jeu de souligner le parallèle à l'attention de son Huron de compagnon : *« Tu viens juste de quitter ta province du Kyushu,* ironise-t-il. *Tu dois avoir le même âge que l'ère Meiji. »*

Sanshiro n'a cure des quolibets de son mentor. Auprès de « l'ibsénienne » Mineko, il goûte sous des ciels de marbre les plaisirs rares des *« stray ship »* – brebis égarées, en anglais dans le texte. Le mariage arrangé avec la rustique Omitsu, de Miwata, est vite oublié. Le grain de la peau de Mineko, qui a le *« teint doré des boules de riz légèrement grillées »*, est des plus fins... *« Sanshiro décida une fois pour toutes que le teint des femmes ne devait pas être autrement. »*

Florence Dutheil

▶ **Sanshiro**, *de Natsume Soseki. Traduit du japonais par Jean-Pierre Liogier. « Picquier Poche » nº 2, 240 p., 49 F.*

• Deux romans du XIXe siècle sont repris par Pocket dans la série « Lire et voir les classiques », qui comporte, outre le texte intégral, un dossier historique et littéraire et une importante iconographie : *la Terre*, d'Emile Zola, commenté par Gérard Gengembre (nº 6115) et *César Birotteau*, d'Honoré de Balzac, présenté par Pierre-Louis Rey (nº 6119).

• Ces deux auteurs sont également au programme des « Etudes littéraires » des PUF. Gérard Gengembre propose une analyse du *Lys dans la vallée*, d'Honoré de Balzac (nº 47), tandis que Colette Becker étudie *« l'archéologie du roman ouvrier »* à l'œuvre dans *l'Assommoir*, d'Emile Zola (nº 45).

• Bientôt porté à l'écran par Patrick Chéreau, avec Isabelle Adjani dans le rôle titre, *la Reine Margot*, d'Alexandre Dumas, est réédité par J'ai lu, dans la série « J'ai lu les classiques » (nº 3279).

• Le Seuil réédite, dans la série « Points Actuels », l'ouvrage de Laure Adler sur *les Femmes politiques* d'hier et d'aujourd'hui, depuis les « tricoteuses » de la Révolution jusqu'aux ministres et militantes de notre époque (nº A147).

• Dans *l'Origine de la vie*, ouvrage repris en « Champs » Flammarion, le spécialiste de l'ADN Robert Shapiro passe en revue les différentes réponses, religieuses et scientifiques, qui ont été avancées à l'énigme de l'apparition de la vie sur terre (nº 299).

• Folio réédite, dans la série « Actuel », *le Magasin des enfants*, ouvrage collectif réunissant, autour de Jacques Testart, médecins, sociologues, psychanalystes et juristes sur le thème de la procréation médicalement assistée (nº 38).

• En Folio toujours : *Amyntas*, d'André Gide, suivi de *Mopsus, Feuilles de route, De Biskra à Touggourt* et *le Renoncement du voyage*, textes rédigés au cours des nombreux voyages en Afrique du Nord de Gide (nº 2581) et *le Sourire de Tao*, mélange de souvenirs et de méditations philosophiques sur le taoïsme, de Lawrence Durrell (traduit de l'anglais par Paule Guivarch, nº 2580).

• Trois livrets d'opéra écrits par Lorenzo Da Ponte pour Mozart, *Don Giovanni, les Noces de Figaro* et *Cosi fan tutte*, sont disponibles en GF-Flammarion, dans une version bilingue français/italien établie par Michel Orcel (nº 939, 941 et 942).

DERNIÈRES LIVRAISONS

Littérature française

George Sand : *Histoire de ma vie.* – Préfacés par Denise Brahimi, ces deux premiers tomes d'un ouvrage qui en comptera dix reprennent le texte original des Mémoires de George Sand, parus chez l'éditeur Victor Lecou en 1854, et évoquent la famille de l'auteur avant sa naissance. (Ed. Christian Pirot, 13, rue Maurice-Adrien, 37540 Saint-Cyr-sur-Loire, tome I : 330 p., t. II : 350 p., chaque tome : 135 F.) Le même éditeur propose une étude de Bernadette Chovelon *George Sand et Solange, mère et fille*, enrichie de nombreux extraits de la correspondance entre les deux femmes. (424 p., 138 F.). La société des Amis du vieux Nérac réédite pour sa part *Rose et Blanche*, premier roman que l'écrivain fit paraître en 1831 sous le nom de J. Sand. (Les Amis du vieux Nérac, 11, rue Robert-Schuman, 47000 Nérac, 498 p., 150 F.)

Pierre Loti : *la Troisième Jeunesse de madame Prune.* – En 1900, le *Redoutable* vient toucher quai à Nagasaki. A sa tête, le capitaine de frégate Julien Viaud, alias Pierre Loti, retrouve quinze ans après, dans le Japon Meiji, les protagonistes de *Madame Chrysanthème* : madame Renoncule, sa « belle-mère », et madame Prune, sa logeuse d'autrefois. (Ed. Proverbe, 99, rue de Vaugirard, 75006 Paris, 158 p., 62 F.) Les Presses universitaires du Mirail publient en outre, dans la collection « Cribles », une étude de Suzanne Lafont intitulée *Suprêmes clichés de Loti.* (192 p., 95 F.)

Les Grands Romans de la guerre de 14-18. – Préfacé par François Rivière, ce volume regroupe des œuvres inspirées par la « der des der » : *le Feu*, d'Henri Barbusse, *les Croix de bois*, de Roland Dorgelès, *l'Equipage*, de Joseph Kessel, *Orages d'acier*, d'Ernst Jünger (traduit de l'allemand par Henri Plard), *Education héroïque devant Verdun*, d'Arnold Zweig (traduit de l'allemand par Blaise Briod) et *la Randonnée de Samba Diouf*, de Jérôme et Jean Tharaud. (Omnibus, 1160 p., 145 F.)

Littérature allemande

Johann Wolfgang von Goethe : *la Mission théâtrale de Wilhelm Meister.* – Goethe commença ce roman, retrouvé en 1911, en 1775 et y travailla jusqu'en 1786 – il avait alors trente-sept ans –, puis il l'abandonna pour partir en Italie. Notre collaborateur Pierre Deshusses signe la traduction de cette œuvre. (Ed. Circé, 360 p., 160 F.)

Frédéric II de Prusse : *De la littérature allemande.* – Ce pamphlet illustre la volonté d'un roi-philosophe du siècle des Lumières, ami de Voltaire et de d'Alembert, d'étendre son pouvoir à la réforme de l'enseignement et des lettres, mais aussi de discuter à égalité avec les esprits éclairés de son temps. Préface et notes de Paul Aizpurua. (Le Promeneur, 88 p., 65 F.)

Helmut Hirsch : *Bettine von Arnim.* – Ce texte, traduit de l'allemand par Marianne Charrière, reconstitue l'itinéraire d'une femme qui, alors qu'elle était mariée au nationaliste prussien Achim von Arnim, décida de vivre de ses divers talents d'écrivain, de peintre et de compositeur, et devint célèbre dans l'Europe entière grâce à la publication de sa *Correspondance de Goethe avec une enfant* (1835). (Ed. Jacqueline Chambon, coll. « Monographie », 231 p., 80 F.)

Mort de Fardoulis-Lagrange

L'écrivain, ami de Bataille, est décédé à Paris, mardi 26 avril. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans

Secret : s'il est un écrivain auquel cet adjectif doit s'appliquer, c'est bien Michel Fardoulis-Lagrange. Loin d'être l'expression d'une coquetterie, d'une pose sociale ou psychologique, le secret était le cœur de son œuvre et sans doute de sa vocation. Il le portait aussi, avec une singulière intensité, sur son visage et dans son regard.

Né le 9 août 1910 au Caire, de parents grecs, Michel Fardoulis, après des études au Lycée français, s'était retrouvé à Paris à l'âge de dix-huit ans, habitant cette langue française dont il devait faire dans ses livres un usage si beau et personnel. Militant communiste convaincu dans les années 30, avant d'être exclu du PC en 1936, il restera toute sa vie intellectuellement fidèle à cet engagement. C'est pendant la guerre, en 1942 à Vézelay, qu'il rencontre Georges Bataille, auquel le liera une profonde amitié et dont son livre, *G. B. ou un ami incertain* (Le Soleil noir, 1969), porte le curieux témoignage.

Résistant sous le nom de Lagrange – il n'abandonnera plus ce second nom –, emprisonné durant un an et échappant de peu au peloton d'exécution, il publie son premier livre, *Sébastien, l'enfant et l'orange* (1942) puis, deux ans plus tard, *Volonté d'impuissance*, dont le titre exprime, paradoxalement, sa dette à l'égard de Nietzsche. Paul Eluard, Max Jacob lui disent leur admiration (1).

En 1946, avec un jeune philosophe, Jean Maquet, Michel Fardoulis-Lagrange fonde la revue *Troisième Convoi*, qui ne comptera que cinq numéros – les Éditions Jean-Michel Place projettent leur réédition. Autour de l'idée bataillenne de société secrète, avec des écrivains comme Georges Henein, Antonin Artaud ou René de Solier, Fardoulis-Lagrange veut relancer, avec un esprit critique, les virtualités de révolte et de subversion du surréalisme ; un surréalisme revisité par Nietzsche et le romantisme allemand. Au début des années 70, il devait participer à l'aventure d'une autre revue, *le Point d'être*.

« Je suis une faille dans le langage », écrivait Michel Fardoulis-Lagrange, et, dans un récent recueil de poèmes (*Prairial*, Ed, Dumerchez, 1991), ces vers où peut se lire l'influence de Heidegger : *« Peut-être avons-nous oublié / Ce qui nous appartient. »* Inclassable, mystérieuse, constamment déconcertante, son œuvre, qui tient de la philosophie, de la fiction et du poème, met la littérature à la hauteur de l'expérience intérieure. A la différence de Bataille, Fardoulis-Lagrange considérait la transgression en acte comme secondaire. *« Attentif aux avancées délirantes du langage »*, il disait vouloir rejoindre, par l'écriture, un *« destin d'amnésie »*. Ces *« évidences occultes »* – titre de l'essai que lui consacra Hubert Haddad (Puyraimond, 1977) –, il ne s'en sépara jamais et n'adopta contre elles aucune concession.

P. K.

(1) De la vingtaine de livres (*le Grand Objet extérieur, le Texte inconnu, l'Observance du même, Théorbes et Bélières, l'Inachèvement*...) qu'il publia, presque toujours chez de petits éditeurs (principalement Calligrammes), plusieurs titres sont repris au Castor Astral. Le dernier a paru chez Corti. Voir aussi le livre d'entretiens avec Éric Borde : *Un art divin : l'oubli* (Calligrammes, 1988).

Les nouveaux voyages d'Hachette

Lancement d'une collection et rénovation des « Guides bleus »

Une nouvelle génération de guides de voyage vient de voir le jour chez Hachette. Coédités avec la maison américaine Dorling Kindersley, les guides *Voir* sont des ouvrages abondamment illustrés grâce au procédé du zoom photographique. Une iconographie faite de plans détaillés (villes, musées, promenades, monuments), de photos d'objets, de lieux ou d'événements et de dessins originaux permet une approche pragmatique, attrayante et diversifiée à ceux qu'une lecture non linéaire n'effraie pas. La première livraison comprend des promenades dans Rome, New-York, Londres et Paris (chaque exemplaire 135 F).

Cette innovation coïncide avec une volonté de renouvellement du département de Hachette consacré aux guides de voyages. Les mythiques Guides bleus sont ainsi progressivement rendus *« moins académiques, plus sensuels »*, comme l'explique Adelaïde Barbey, directrice de la branche Hachette Littérature générale. En application de ce « principe », le nouveau guide de l'Italie du Sud (864 p., 209 F), paru récemment, offre une présentation plus souple et plus aérée qu'auparavant. Par ailleurs, Hachette vient de publier, en coédition avec la Caisse nationale des monuments historiques, un guide du patrimoine consacré à Paris (608 p., 269 F), enrichi d'illustrations, de textes introductifs à l'histoire de la capitale, d'un répertoire des sites et monuments et d'un index des termes architecturaux.

R. R.

Bernard Lamarche-Vadel, Goncourt du premier roman. – Le cinquième Prix Goncourt du premier roman, doté de 40 000 francs, a été décerné, samedi 23 avril, au château de Blois, à Bernard Lamarche-Vadel pour *Vétérinaires* (Gallimard, « le Monde des livres » du 4 juin 1993).

Une exposition autour du Dictionnaire de l'Académie française. – La première édition du Dictionnaire de l'Académie française a trois cents ans cette année. La bibliothèque de l'Institut de France organise une exposition, jusqu'au 3 juillet, au château de Langeais (Indre-et-Loire) qui replace le Dictionnaire dans l'histoire du Grand Siècle et retrace son élaboration (château de Langeais, 37130 Langeais, tous les jours de 9 heures à 18 h 30, tél : (16) 47-96-72-60).

La mort et le peintre

Une mouche de Giotto peinte sur un tableau de Cimabue entraîne André Chastel dans une méditation sur le pouvoir de la peinture

MUSCA DEPICTA
d'André Chastel.
Franco Maria Ricci.
148 p., 46 ill., 1 650 F.
LA PEINTURE À FLORENCE ET À SIENNE APRÈS LA PESTE NOIRE
de Millard Meiss.
Traduit de l'anglais par Dominique Le Bourg, préfacede Georges Didi-Huberman.
Hazan, 278 p., 152 ill., 190 F jusqu'au 30 juin, 240 F ensuite.
GIULIO ROMANO
de Gérard-Julien Salvy.
Lagune, 200 p., 152 ill., 390 F.

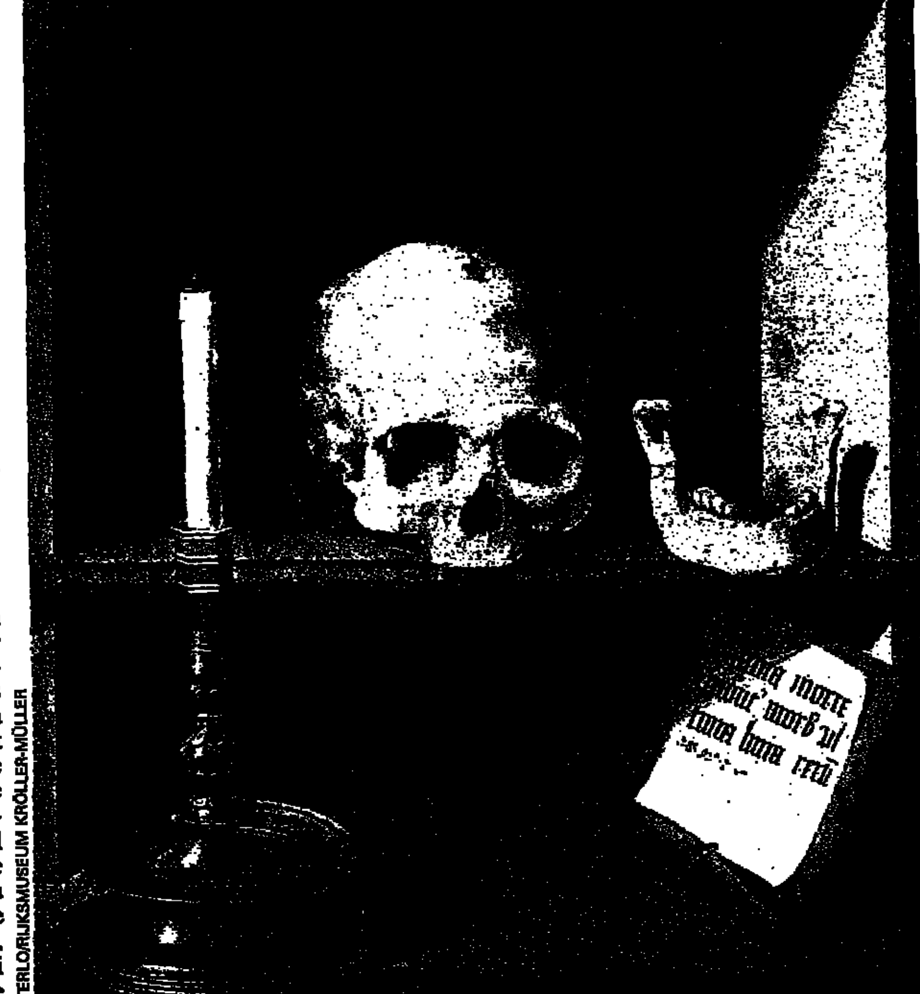
« On raconte que Giotto, encore jeune et dans l'atelier de Cimabue, peignit un jour sur le nez d'une figure faite par Cimabue une mouche si vraie que le maître se remettant au travail tenta à plusieurs reprises de la chasser de la main ; il la crut vraie jusqu'au moment où il comprit son illusion. » L'anecdote est de Vasari, dans la seconde édition de la *Vie de Giotto*, anecdote que, sans doute, on se transmettait d'atelier en atelier ; anecdote qui tourne à l'apologue pour peu que l'on prenne le temps de l'examiner – ainsi que le fit André Chastel quand il écrivit *Musca depicta*, la « mouche peinte », l'un de ses derniers et de ses meilleurs essais, publié en 1989 en italien et désormais en français.

Rien que de fort commun dans l'historiette, au premier regard : rien qu'une démonstration de virtuosité tournant à la facétie quand le maître se laisse prendre à la farce trop réussie de l'élève. Mais la mouche n'est point un insecte innocent. Elle affectionne les charognes et les fruits pourris, elle aime l'ordure et la corruption. Par le moyen de la peinture – le moyen de la vue –, elle suggère des odeurs odieuses et des pensées mélancoliques bientôt devenues morbides.

Aussi se pose-t-elle sur le crâne de bien des vanités, comme s'il était nécessaire d'ajouter encore à l'horreur de la tête de mort l'évocation du charnier dont elle fut tirée afin d'alimenter la méditation de saint Jérôme. Sur le linge blanc d'une nappe ou d'une coiffe, à proximité d'un fruit trop mûr, grenade éclatée, raisin gonflé, près d'une chevelure qui cessera d'être blonde et d'une peau qui perdra sa candeur, la mouche, noire et grasse, est un *memento mori* trivial. Ainsi en ont usé Cranach l'Ancien, Van Cleve, Lotto, Le Guerchin. Tous ont fait de l'insecte l'auxiliaire de leur métaphysique. Ainsi en ont aussi usé les écrivains, jusqu'à Sartre.

Jusque-là, la réflexion ne déconcerte guère. Si elle s'en tenait là, il n'y aurait à composer qu'un recueil iconographique, collection de mouches funèbres dans l'histoire de l'art. Mais il y a l'anecdote rapportée par Vasari, et d'autres œuvres : le symbolisme s'inverse, l'analyse change de sens. L'insecte aux ailes diaphanes, aux yeux énormes, s'il annonce la destruction de toute chose, témoigne de l'adresse du peintre, adresse surnaturelle de celui qui trompe l'œil de Cimabue, habileté presque excessive de celui qui fait croire qu'une véritable mouche s'est posée sur le tableau.

Au peintre à la vue attentive et à la main exercée, rien n'échappe, rien n'est impossible. De la mort elle-même, il fait le portrait, jouant avec elle, perdant croit-on, vainqueur en vérité, vainqueur dans ses tableaux. Peignant l'anéantissement, il en triomphe. La notoriété que lui vaut son talent, l'excellence de sa manière, la beauté étrange de l'image : autant de gages contre le passage. La vanité est genre équivoque : elle semble prononcer gravement une leçon de morale, elle annonce en vérité la victoire de la peinture, cette discipline futile, sur la mort, cet ennemi qu'il est permis de duper. Crivelli et Petrus Christus, qui peignirent l'insecte près de leur signature, elle-même imitant une incision dans le marbre ou le bois le savaient. Ils ont poussé l'ambiguïté de l'allégorie jusqu'au point où la forme contredit le sens qu'elle feint d'affirmer.


OTTERLO/RIJKSMUSEUM KRÖLLER-MÜLLER

Barthel Bruyn l'Aîné : « Vanitas » (1524).

Il peut être utile de rapprocher ces observations tirées de l'essai d'André Chastel des travaux de Millard Meiss, lequel, dans un gros livre publié à Princeton en 1951, s'efforça de mesurer les conséquences sur l'art toscan de la peste noire de 1348. L'entreprise était novatrice assurément, puisqu'elle voulait comprendre les œuvres à la lumière de l'histoire d'une épidémie. Convaincante ? Un peu moins.

Passe encore que le *Triomphe de la mort* de Buffalmacco à Pise date des années 1330 et soit donc antérieur à l'hécatombe, et non point postérieur comme l'a cru Meiss. Il est plus embarrassant de n'être pas convaincu par d'autres arguments. L'invention de la représentation de la Vierge dite d'Humilité, assise sur le sol dans une posture simple et peu majestueuse, s'expliquerait-elle par le sentiment du tragique et le besoin d'images réconfortantes ? *« Si nombreux sont les cas où elle est montrée à genoux, assise ou couchée qu'on peut y voir l'innovation la plus répandue de la peinture toscane de la fin du Duecento et du début du Trecento. »*

L'épidémie provoqua-t-elle une recrudescence de mysticisme et une folie de pénitence ? Assurément. Les textes et les archives le prouvent. Les fresques et les panneaux ? Ceux de Giovanni del Biondo, dont Meiss veut tirer parti, figurent en effet des martyrs abominablement transpercés – mais au moyen d'un dessin si élégamment arrondi et de couleurs si tendrement nuancées que l'on a quelque peine à tomber d'accord avec l'auteur. Les écrivains lui donnent parfois raison, à commencer par Boccace ; les peintres – l'essentiel de son sujet – ne sont pas loin de lui donner tort. On croirait même qu'ils n'ont consenti à faire allusion à la calamité que de façon négative, en refusant de la représenter, en la conjurant par le style de leurs œuvres et par l'existence même de ces peintures.

L'iconographie de la peste est incertaine et réversible autant que celle de la mouche. L'une et l'autre réfutent les lectures trop immédiates qui prétendraient réduire les images à des symptômes et à des allégories explicites. L'avertissement vaut d'être médité – ce que fait Georges Didi-Huberman dans sa préface, préface dans le genre acrobatique puisqu'elle avoue le désaccord du préfacier et de l'ouvrage qu'il présente.

La vigueur de Jupiter

Un antidote pour finir. Après tant de peintures qui affrontent le néant, fût-ce pour rire de lui, il est réconfortant de visiter un artiste que la métaphysique et la mélancolie n'ont, semble-t-il, guère troublé, l'excellent et frénétique Giulio Romano, auquel Gérard-Julien Salvy consacre une monographie non moins excellente – la première en français. Romano, peintre, dessinateur, architecte et décorateur, dut l'essentiel de sa formation au privilège d'être l'assistant de Raphaël. Ce dernier fit du jeune homme son légataire universel. Universel en effet : des biens, des idées et des procédés.

C'était assez que cette bonne fortune pour assurer Romano d'une carrière brillante et fertile, qu'il accomplit en dessinant des palais à Rome et à Mantoue et en les ornant de fresques. A la villa Madame, au palais du Te, il fit merveille, cultivant le spectaculaire et l'extravagant plus que la sobriété. Terriblement maniériste, il ne recula devant rien, ni le mélodrame musculeux des Géants, ni l'ordonnance grandiloquente des bossages et des colonnades.

Il ne recula pas davantage devant l'impudeur, l'indécence, la description lyrique et détaillée de leurs étreintes. A Mantoue, dans la chambre d'Amour et de Psyché, il représenta *Jupiter séduisant Olympe* dans un costume et une posture qui ne laissent rien ignorer de la vigueur de ce dieu. Il fut encore l'auteur des *Amants* et de *la Dame au miroir*, *« œuvres radicalement païennes »*, et des *Modi*, gravures sur les diverses positions dans lesquelles un amant doit prouver son ardeur à son amante. Ce sont là de solides qualités, que notre époque, si correcte, ne prise pas autant qu'il conviendrait.

Philippe Dagen

Tout Palladio

PALLADIO, DE VENISE A LA VÉNÉTIE
de Bruce Boucher.
Traduit de l'anglais par Paul Alexandre.
Citadelles & Mazenod.
336 p., 292 ill.
840 F jusqu'au 30 juin, 1050 F ensuite

On ne saurait prétendre qu'Andrea Palladio ait été négligé jusqu'ici par les historiens et les éditeurs. La bibliographie de Bruce Boucher en témoigne franchement. Son ouvrage se veut ainsi essentiellement une synthèse *savante qui réunisse* et ordonne la masse des informations, recherches, archives, plans et textes qui traitent de l'œuvre de l'architecte. Sous la forme d'une biographie, d'une commande à l'autre, d'une villa à une autre, l'évolution des conceptions architecturales palladiennes apparaît ainsi plus nettement, balancement plus empirique que raisonné entre références antiques et nouveautés modernes, *exigences sociales* et moyens économiques des mécènes, commodités et incommodités des emplacements.

Descriptions très attentives *des bâtiments* – de tous les bâtiments et point uniquement des villas les plus illustres –, luxe de plans et de photographies : ce serait peu dire que le désir d'exhaustivité anime l'auteur et qu'il s'applique à le satisfaire.

Ainsi qu'il est d'usage chez l'éditeur – un usage que bien peu respectent encore –, mise en page et impression sont parfaites.

Ph. D.

L'invention de l'art roman

Eliane Vergnolle montre un style qui n'était pas seulement austère et monastique

L'ART ROMAN EN FRANCE
Architecture, sculpture, peinture
d'Eliane Vergnolle.
Flammarion, 384 p., 375 F jusqu'au 30 juin, 450 F ensuite.

Après avoir contribué, en particulier à Saint-Benoît-sur-Loire, aux recherches et inventaires qui ont permis, ces dernières décennies, une connaissance nouvelle de bien des monuments, Eliane Vergnolle livre, en une somme dense et brillante, une vaste synthèse qui intègre l'analyse des édifices dans un processus, une histoire.

Consacré à l'architecture et au décor des églises romanes, en France, de la veille de l'an mille aux monuments contemporains du premier gothique (980-1180), l'ouvrage renonce aux habituels découpages par ensembles régionaux, utiles, mais créateurs de fausses unités, pour présenter la manière dont les constructeurs ont résolu, de la façon la plus diverse, les problèmes majeurs de l'église romane : le choix et la répartition des types de voûtes dans l'édifice ; l'éclairage, la place et la fonction de la sculpture ; la variété des plans, etc.

Ces questions, et les solutions qui y sont apportées, permettent de proposer une périodisation en cinq grandes étapes, préfiguration (980-1020), création (1020-1060), explosion (1060-1090), maturité (1090-1140), ruptures et mutations (1140-1180). A travers un parcours qui est un nouveau regard sur cette histoire et une très riche illustration qui sort des sentiers battus, quelques apports principaux se dégagent.

Même si les grands ordres comme Cluny et Cîteaux y ont joué un rôle de premier plan, l'art roman n'est pas seulement un art monastique, comme le montrent la place des cathédrales ainsi que le rôle des artistes laïques, mieux connus, comme le sont aussi les conditions matérielles et sociales de ces créations.

L'usage de la couleur

Ce n'est pas non plus un art qui érige l'austérité en système, et tant notre goût moderne pour les pierres nues que les immenses destructions de peintures murales, de vitraux, de pavement ont fait oublier que l'église romane est le lieu de la couleur. Ces décors monumentaux s'inscrivent dans des programmes iconographiques, liés aux grands thèmes de la pensée religieuse du temps et à l'évolution des dévotions. La sculpture, elle aussi souvent polychrome, ne peut se dissocier de l'architecture et la mise en place des différents types du chapiteau roman, la réapparition de la figure humaine, l'extraordinaire et rapide essor des grands tympans (Moissac, Conques, Autun, Vézelay...) et des cloîtres au début du XIIe siècle, sont intégrés dans ce récit.

Une chronologie et une géographie nouvelles se dessinent ainsi. A côté des grands monuments romans de la fin du XIe siècle apparaît un ensemble nouveau d'édifices qui les ont précédés et qui témoignent, pour plusieurs régions (vallée de la Loire, Normandie, Poitou, Bourgogne...), d'un premier art roman vigoureux, contemporain du premier art roman méditerranéen et de l'art ottonien.

Le tout ne s'inscrit pas dans un mouvement linéaire, mais procède par va-et-vient, décalages chronologiques, hésitations, interruptions et avancées brutales. La même quête obstinée de l'association contradictoire d'une couverture de pierre et de l'ouverture du mur à la lumière a conduit à des solutions aussi différentes que le parti classique du berceau en plein cintre, du berceau transversal (nef de Tournus), de la voûte d'arêtes (Vézelay), du berceau brisé, ou des files de coupoles du Sud-Ouest, sans parler des voûtes d'ogives de monuments romans tardifs. Et cette recherche du voûtement n'arrête pas l'attachement à la basilique charpentée, à la fois parti archaïque et lieu d'innovation pour le rythme de la travée.

L'analyse de la sculpture romane révèle admirablement cette tension entre des pôles opposés. Domine le goût pour le surnaturel, l'iconographie visionnaire, les thèmes d'Apocalypse, stylisation des formes et dynamique de la ligne – mais il y a place aussi pour l'image d'un homme serein et équilibré. Ce *« rapport vivant entre contrainte et liberté »* est celui d'un art qui n'a cessé d'inventer.

Christian Heck

Eloge du banal

L'hommage d'Alain Buisine à un photographe-clé de l'Histoire

EUGÈNE ATGET ou la mélancolie en photographie
d'Alain Buisine.
Éd. Jacqueline Chambon,
266 p., 160 F.

Il est rare, dans la photographie, de voir un essayiste attaquer de front quelques auteurs illustres. Saluons donc Alain Buisine qui, dans son *Eugène Atget ou la mélancolie en photographie*, n'épargne pas ceux qu'il n'aime pas. Citons *« l'insupportable générosité humaniste, presque larmoyante, de toute une génération de photographes français »*. Et Buisine de pointer du doigt Izis, Ronis, René-Jacques, Doisneau et Boubat. Il s'en prend aussi à l'esthétique d'un autre grand maître français : *« Comme si les bonnes photos consistaient avant tout dans ces « bonnes rencontres » dont n'arrête pas d'être à l'affût un Henri Cartier-Bresson. »* Ailleurs : *« Je ne supporte pas toutes ces photographies ostentatoires et spectaculaires qui ont l'air de me dire : « Ça, tu ne l'avais pas vu. »* Et de dénoncer également *« l'insupportable photo d'art »*, depuis les pictorialistes jusqu'au Mapplethorpe des dernières années. Bref, tous ceux qui *« veulent immédiatement produire du beau »*.



MUSÉE DES MONUMENTS FRANÇAIS

Atget : « Hôtel, 22, rue Saint-Sauveur, Paris, 1907 »

Il serait injuste de réduire ce livre à des règlements de comptes. Buisine veut ainsi mieux expliquer et faire partager sa passion pour un photographe qu'il place à l'opposé de ceux qu'il attaque : Eugène Atget, photographe-charnière de l'Histoire, celui qui fait la jonction entre les primitifs du dix-neuvième siècle et les courants modernes. L'auteur peut ainsi montrer en quoi Atget est *« victime d'un énorme contresens »* quand on le momifie, dans un *« réalisme réducteur »*, en un simple opérateur qui dresse l'inventaire d'un Paris disparaissant. Alain Buisine voit plutôt en lui un photographe qui *« désenchante le réel »*, avec un travail antisentimental, dénué de la moindre anecdote, banal, froid, rebutant, distant, absent, et dont chaque image frise le *« ratage »* apparent. Des images frontales, sans effet ni cadrage spectaculaire. Une photographie de la solitude par un solitaire qui cherchait à produire *« une désertion des lieux »*.

Alain Buisine se laisse parfois emporter par sa passion, prend des libertés avec l'œuvre, ose des analyses aventureuses – il le reconnaît lui-même. Cela prouve une chose : le travail d'Atget incite à laisser courir l'imagination. Les surréalistes avaient déjà, avant lui, récupéré cette œuvre que Walter Benjamin a qualifiée de parfait *« théâtre du crime »*. Et l'école humaniste, Doisneau en tête, s'est également inventé une paternité avec Atget.

Ici, l'œuvre permet à Buisine d'aller sur d'autres terrains : l'autobiographie, les auteurs aimés, la photo ancienne, les daguerréotypes, Charles Marville. Quelques auteurs américains surtout, que l'auteur situe, à juste titre, dans le droit fil du maître parisien : Walker Evans, Robert Frank, Lee Friedlander, Garry Winogrand. Et de rappeler que c'est l'Amérique qui a, la première, rangé Atget au panthéon des grands photographes.

Michel Guerrin

Les gaietés de l'indicible

L'IMAGE INTERDITE
Une histoire intellectuelle de l'iconoclasme
d'Alain Besançon
Fayard, 526 p. 185 F.

« Je suis resté dans le genre histoire générale, espèce histoire de la civilisation, section histoire religieuse. » Ainsi Alain Besançon présente-t-il *l'Image interdite*, après avoir annoncé que son essai ne relève pas de l'histoire de l'art, et avant d'admettre qu'*« il ne faut point exagérer le degré d'érudition qui soutient (s)es chapitres »*. Ces précautions sont à vrai dire assez inutiles. On ne saurait douter en effet un instant que l'auteur préfère le commerce enivrant des idées générales aux détails de l'histoire, fût-elle de l'art. On ne saurait l'accuser non plus d'abuser de l'érudition et, pour tout dire, à le soupçonner de quelque petit péché, ce serait plutôt de n'avoir pas assez consulté *« des bibliothèques entières »*.

Idée générale : une logique traverserait les millénaires, qui lierait Platon à Malevitch. Le long de cette voie, les stations se nommeraient Plotin, saint Paul, Origène, saint Augustin, Constantin V Copronyme, saint Thomas d'Aquin, Calvin, Pascal, Kant, Hegel, Cézanne, Kandinsky. Elle conduirait de la suspicion au refus des images, à leur bannissement, à leur destruction avec justification raisonnée, tout cela sous le signe d'un iconoclasme qui changerait de nationalité et d'arguments, qui serait grec, juif, chrétien, protestant ou russe, mais ne cesserait pas jusqu'au vingtième siècle – siècle de son apothéose, l'abstraction.

Deux principes s'affronteraient : celui de la représentation de la nature et celui de la quête d'un au-delà des apparences, un réalisme polymorphe et un surnaturalisme qui *« forcera l'arrière-monde à apparaître en déchirant le voile de ce monde-ci »*. *« On pourrait ainsi opposer,* poursuit Besançon, *Memling et Altdorfer, Bellini et Crivelli, Zurbaran et le Greco, Corot et Friedrich, Monet et Redon, Matisse et Malevitch. »*

Cette vision dualiste a des mérites. Elle est spectaculaire, elle tranche de haut, elle brasse une multitude de noms et de concepts, elle remet à l'honneur le genre de la synthèse transhistorique. Elle rappelle des parentés qu'une chronologie trop fragmentée néglige et elle suggère ainsi à juste titre que suprématisme et orthodoxie ont eu partie liée. Elle s'intéresse aux sources intellectuelles et religieuses du symbolisme, elle ne craint d'affronter ni Kant ni Hegel, elle veut mettre de l'ordre – le sien – dans l'immensité troublée de l'histoire : autant de vertus.

Autant de vertus gâchées par ce qui ne manque pas d'apparaître bientôt : que l'analyste veut distinguer un bien d'un mal, qu'il veut prouver que l'un des principes doit l'emporter sur l'autre, que l'historien tourne au doctrinaire, lequel, pour avoir raison, simplifie à outrance, oublie les contradictions, travestit les œuvres et les esthétiques qui ne sauraient servir sa cause. C'est alors que la question du savoir se pose et que le lecteur s'inquiète.

Ainsi – simple exemple – de la peinture anglaise. Elle serait « du côté » de l'au-delà, nordique, tentée par le sublime, symboliste avec grâce et tout entière résumée par le préraphaélisme. Hogarth, Reynolds, Bacon, Hockney ? Portés disparus. Ainsi, plus largement, de la peinture française du dix-neuvième siècle, traitée d'*« exception »* et accusée d'avoir méconnu le sublime des romantiques allemands et le spiritualisme des nazaréens et des préraphaélites et de s'être ainsi cantonnée dans le naturalisme et les apparences.

« Ligne Maginot »

Elle aurait dû, à l'inverse, se fondre *« dans le courant dominant de l'histoire artistique européenne »*. Elle ne l'a pas pu, à cause de Matisse et de Picasso, *« constructeurs d'une « ligne Maginot » esthétique qui tint jusqu'à la guerre et qui ne céda qu'en même temps que l'autre »*. Si Matisse et Picasso avaient donné dans l'ineffable, la palpitation des âmes, l'au-delà révélé dans la transe ou l'extase, s'ils avaient versé dans la théosophie comme Mondrian et Kandinsky, s'ils avaient bien lu les proses d'Helena Blavatsky, s'ils s'étaient laissé entêter par les encens d'un mysticisme de préférence oriental, alors ils eussent été dignes d'admiration. Mais là, tels qu'ils furent, niaisement attachés à la clairvoyance et à l'intelligence, convaincus que mieux vaut comprendre que communier, assurés de leurs alliés d'autrefois, Poussin et Cézanne, Watteau et Degas, là vraiment, ils n'ont servi à rien qu'à retarder le triomphe de l'illumination suprême venue de Russie.

Ils furent en somme de mauvais Européens et des réactionnaires. Et voilà pourquoi Alain Besançon règle leur compte en quelques pages, après avoir pour le même motif réglé celui de Delacroix, de Baudelaire et de Manet, avant de plonger avec volupté dans le bain de vapeur où il rejoint Böcklin et Peladan, Swedenborg et Itten. Libre à lui. Libre à nous, cependant, de ne pas céder à l'apologie de l'indicible et d'en dénoncer la rhétorique.

Ph. D.

Dernières nouvelles du front

Face à ses détracteurs, l'art contemporain doit reconnaître sa diversité et sa fragilité

L'ART CONTEMPORAIN EN QUESTION
Editions de la Galerie nationale du Jeu de paume, 200 p., 120 F.
FAUT-IL DECOURAGER LES ARTS ?
de Jean Revol.
La Différence,
336 p., 138 F.

Le combat continue. D'une part, l'offensive dont *Esprit* est le porte-avion, et le dessein d'en finir avec l'art contemporain. De l'autre, des défenseurs qui s'appliquent à dénoncer les erreurs et sous-entendus de leurs adversaires. Ces derniers – philosophes, critiques, historiens de l'art – ont réuni en un petit volume les conférences qu'ils ont prononcées l'an dernier au Jeu de paume, afin, sans doute, de faire pièce à celui qu'a fait paraître le plus constant de leurs pourfendeurs, Jean-Philippe Domecq (« le Monde des livres » du 25 février).

Celui-ci a été lu, analysé, critiqué avec une minutie si méthodique qu'elle en devient excessive. Faut-il véritablement en appeler à Kant, Hegel, Marx, Nietzsche, Benjamin et Adorno pour battre en brèche des opinions dont il pourrait suffire de constater qu'elles reposent sur plus d'ignorance que de clairvoyance ? Mieux valent les textes de ceux – Yves Michaud, Rainer Rochlitz ou Marc Dachy – qui s'efforcent de penser le phénomène à distance et s'interrogent sur les notions en jeu – l'art et le beau. Vilipender l'art contemporain suppose, en effet, une définition normative et le sacraliser revient à tenir le problème pour résolu *de facto*. Aussi ne peut-on éviter cette question de cours à haut risque : qu'est-ce que l'art ?

Rainer Rochlitz, entend établir la liste des *« critères esthétiques »* qui seraient rationnellement acceptables et en découvre trois. La cohérence de la vision dans la mesure où elle se révèle personnelle, ni de type documentaire ni d'un *« amateurisme maladroit »* ; la profondeur ; la nouveauté, liée à l'actualité et l'originalité. Là-dessus, l'accord peut se faire, mais c'est accord sur le plus petit dénominateur commun, si petit que l'on peut douter de son efficacité.

Il cesse dès que Rochlitz croit observer que *« l'art contemporain a pour l'essentiel abandonné l'espoir de fomenter la révolte sociale »* et que *« la société a fait la paix avec l'art contemporain »*. Quelle paix ? Celle des grands cimetières sous la lune au néon, celle du mutisme obtenu à force de tolérance ouatée et de libéralisme consensuel. Que ce soit angélisme ou aveuglement, une doctrine si reposante conduit tout droit à l'éloge de la consommation culturelle et du spectacle généralisé. On aurait cru cependant que l'art ne pouvait être que *contre* le spectacle et *contre* la consommation.

A cet œcuménisme, Marc Dachy, fidèle à dada, réplique que *« l'absence de critique sociale* (...) *confirme que cette période débouche en vérité sur une remise en ordre, et celle-ci nous mène, sauf sursaut, au règne d'un nouvel obscurantisme »*, cela *« en dépit de l'inflation des discours lénifiants sur la création, la sauvegarde de la culture, etc. »*.

Yves Michaud, plus cynique, observe que *« les appels nostalgiques à une communication qui serait à retrouver et à un lien renforcé avec le public constituent des prétextes en or pour accélérer encore le processus de normalisation »*. Il n'a pas moins raison de juger *« indispensable de défendre aujourd'hui un système de rapport à l'art qui préserve le caractère à la fois précieux, fragile, divers et modeste des expériences esthétiques contre la machinerie de l'esthétique de consommation courante »*.

L'essentiel est dit : diversité, fragilité, vraie ou fausse simplicité de l'art, d'un art qui n'a que faire de normes d'appréciation fixées à partir d'autres exemples, tirées d'autres époques et d'autres circonstances. En la matière, le relativisme est la seule loi qui vaille, l'absence de règles la seule règle. L'époque est-elle à ce point à la docilité et aux académismes couchés qu'il faille répéter ces évidences et en appeler à la subversion ? *« Tout reste à faire »*, conclut Dachy. Tout reste à faire, en effet, comme d'habitude.

Sur quelques points, Jean Revol pourrait s'entendre avec Dachy et Michaud. Comme eux, il s'indigne d'être accablé *« d'expositions et de discours encyclopédiques où sont brouillés tous les niveaux de la conscience »*. Mais il se sépare immédiatement de ces contemporains et s'engage dans une démarche à son tour normative en décrétant que rien n'importe que *« la puissante activité subconsciente qui pousse le créateur vers l'unité »* et que cette unité de l'homme *« réside dans son accord avec l'univers »*.

A nouveau le regret d'un accord, à nouveau la nostalgie de l'*« énergie collective qui détermine les séquences de haute maturité historique »*, à nouveau la déploration de *« l'impuissance et la solitude de l'homme actuel, statue grotesque (...) faite des débris mal recollés de son individualité éclatée, de son moi pulvérisé »*. Pourquoi l'énergie serait-elle collective, pourquoi faudrait-il revenir à l'unité ? Parce que le veut un primitivisme imprégné de jungisme et de religiosité, primitivisme lyrique rêvant au paradis perdu d'une société douée d'archétypes sacrés et entraînée tout entière par une ferveur commune. On sait à quelles aberrations cette doctrine conduit trop souvent.

Deux mérites seulement peuvent être reconnus à Jean Revol : le courage et la cohérence. Il faut un vif mépris du succès pour éreinter, longuement et violemment, la plupart de ses contemporains, de Bacon à Bram Van Velde en passant par Balthus et Debré. Il faut une conviction inflexible pour condamner en eux l'hypertrophie de la personnalité au nom de l'*« unité »*. Mais se tromper largement et hautement, c'est encore se tromper.

Ph. D.

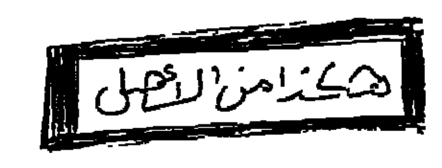
Autres parutions

• Daniel Dobbels : *Staël*. – Un texte précis, informé mais aussi poétique, des dessins, des photos, et cent planches en couleurs, pour retrouver, célébrer et tenter de mieux comprendre Nicolas de Staël, qui s'est suicidé le 16 mars 1955 après avoir écrit : *« je n'ai pas la force de parachever mes tableaux »* (Hazan, 250 p., 590 F).

• Charles Scribner III : *Rubens*. – Une cinquantaine de reproductions commentées auxquelles s'ajoute un ensemble de dessins à la plume, à la craie ou au lavis (Editions Cercle d'Art, 170 p., 420 F).

• Michel Melot : *L'Estampe impressionniste*. – A travers les œuvres de Degas, Pissarro, Mary Cassatt ou Félix Bracquemond, l'un des aspects les moins connus de l'aventure impressionniste. (Flammarion, 298 p., 395 F).

• Impressionnismes. La collection « Découvertes-Gallimard » réunit en coffret les monographies de cinq peintres – Manet, Cézanne, Renoir, Degas et Monet. (Gallimard, en co-édition avec la Réunion des musées nationaux, 415 F). Caillebotte, *Impressionniste* ; Monet, *les Jardins* ; Renoir, *les Femmes* ; Bazille, *les Plaisirs et les Jours* ; Jongkind, *Au fil de l'eau* ; Gauguin, *les Mers du Sud* : six nouveaux titres viennent de paraître dans la collection « Le Musée miniature » qui propose un parcours en vingt-six tableaux pour découvrir un peintre (Editions Herscher, 64 p., 120 F. Prix de lancement jusqu'au 31 mai : 100 F).



Anatomie d'Athènes

L'historien danois Mogens H. Hansen met à nu les institutions de la démocratie grecque

LA DÉMOCRATIE ATHÉNIENNE A l'ÉPOQUE DE DÉMOSTHÈNE
Structures, principes, idéologie
de Mogens H. Hansen.
Traduit de l'anglais
par Serge Bardet,
avec la collaboration
de Philippe Gauthier.
Les Belles Lettres, 495 p., 250 F.

Le « métier de citoyen » dans l'Athènes classique impliquait notamment la participation aux travaux de l'Assemblée et à la vie des tribunaux. Au cours de sa carrière universitaire, Mogens H. Hansen, cet Aristote danois, s'est d'abord intéressé aux procédures judiciaires. A partir des plaidoyers privés du corpus démosthénien, il a éclairé certains aspects de la vie athénienne au IVe siècle, comme les prêts maritimes, la vie commerciale et l'approvisionnement en grain de la cité. Démontant les mécanismes institutionnels, il a donné une image de la justice athénienne plus marquée par les archaïsmes qu'annonçant l'esprit des Lumières.

Hansen a abordé plus tard la question de l'Assemblée athénienne, l'ecclésia. Il l'a fait dans une série d'exposés, aux titres en forme de devinettes : combien de fois se réunissait l'Assemblée à Athènes ? Quand se réunissait-elle ? Combien d'Athéniens y participaient ? Ces recherches, six volumes en danois, une adaptation en allemand, deux recueils d'articles, appelaient une synthèse. Elle parut à Oxford en 1991 après un séjour de son auteur à Cambridge ; elle est aujourd'hui accessible en français dans une traduction limpide.

L'ordre retenu par Hansen pour son traité rejoint celui de la *Constitution d'Athènes* attribuée à Aristote. Deux parties assez différentes et d'ampleur inégale, comme chez le philosophe, l'organisent. La première donne un aperçu sur la démocratie directe et fait l'histoire – à marche forcée – du régime politique athénien jusqu'en 403, date de l'archontat d'Euclide. Vient ensuite le meilleur de l'ouvrage, un tableau des institutions. Les chapitres composent autant de monographies sur l'Assemblée, les conseils et les tribunaux. Ce panorama se complète au fur et à mesure par des analyses sur l'Athènes démocratique, ses dirigeants et le système politique de la cité, dont le modèle le plus proche serait *mutatis mutandis* celui des *landsgemeinden* suisses. Quoi qu'il en soit, c'est avec une précision et une minutie dignes d'un horloger helvète qu'Hansen met à nu les institutions et les rouages.

Cette perspective s'inscrit à contre-courant des préoccupations de nombreux hellénistes plus enclins à faire une sociologie de la cité qu'à décrire le fonctionnement d'une communauté civique, la mieux connue de l'Antiquité. Le matériel conservé – inscriptions, discours des orateurs, réflexion des philosophes – y invite pourtant en priorité. L'abondance des témoignages laisse supposer que les mécanismes institutionnels font partie de la nature de la démocratie athénienne. Jamais, il n'a été créé ni développé un réseau d'institutions politiques aussi élaborées pour une société aussi petite.

La participation du peuple

L'originalité de cette « démocratie nouvelle », née dans la fièvre après la défaite contre Sparte et les révolutions oligarchiques, vient moins de son caractère à la fois radical et modéré que de sa volonté de revenir à la « Constitution des ancêtres », celle de Solon, dont le mythe naît à cette époque. Elle doit son dynamisme à sa capacité de réforme. Elle abolira le *misthos*, le salaire politique des magistrats, tout en maintenant celui des tribunaux, du Conseil et de l'Assemblée ; elle votera en 336 une loi contre la tyrannie, destinée à limiter, dans des situations d'urgence, les pouvoirs de l'Aréopage, le conseil des Anciens.

S'il met en garde contre les reconstructions qui projettent sur un autre siècle les réalités de l'âge de Démosthène, Hansen affirme justement qu'elles sont les seules qui puissent revivre dans leur complexité par l'association des données de l'archéologie, des inscriptions et des textes littéraires – de *l'Assemblée des femmes* d'Aristophane à la *Constitution d'Athènes* en passant par les discours d'Eschine ou les *Caractères* de Théophraste.

Procédant par confrontation et combinaison de la documentation, cette démarche est illustrée de manière exemplaire par les pages sur la Pnyx, la colline où se tenaient les réunions du peuple athénien. Il en ressort un tableau vivant de ces hommes entassés dès le point du jour sur 3 000 mètres carrés, dos à l'agora et face au soleil, écoutant des orateurs, élisant des magistrats et adoptant des décrets, dont la substance avait été mise en forme par le Conseil et qui pouvaient être renvoyés, après adoption, devant les tribunaux.

Ce livre a le mérite enfin de donner des ordres de grandeur. Il évalue le coût de la démocratie. L'Etat athénien eut un budget annuel qui oscilla dans les années 340-330 entre 400 et 1 200 talents ; il en consacrait une centaine aux *misthoi*, les salaires politiques, quand il en réservait 25 pour l'entraînement des éphèbes et autant pour le fourrage des montures des cavaliers. Le seul chiffre qui échappe est celui du fonds des spectacles, *« le ciment de la vie démocratique »* pour l'orateur Démade. Contrairement à l'idée reçue, elle ne dépendait donc pas des revenus d'un empire maritime ; elle ne demandait pas de grosses dépenses pour être intense. Il y avait une quarantaine de réunions annuelles de l'Assemblée.

Les tribunaux étaient convoqués quelque deux cents fois. Un débat à l'ecclésia réunissait normalement six mille citoyens. Quelque deux mille d'ehtre eux étaient tirés pour une journée ordinaire de session judiciaire. Il y avait cinq cents membres du Conseil et sept cents autres magistrats. C'est énorme quand on rapporte ces chiffres à celui du groupe civique de l'Athènes de Démosthène, trente mille citoyens, dont un tiers avaient moins de trente ans et se trouvaient de fait exclus des tirages au sort désignant les jurés. S'il ne pouvait être plus de deux fois membre du Conseil, un Athénien avait dans sa vie de citoyen une chance sur quatre d'être l'épistate des prytanes et d'assurer ainsi, mais pour vingt-quatre heures seulement, les plus hautes fonctions.

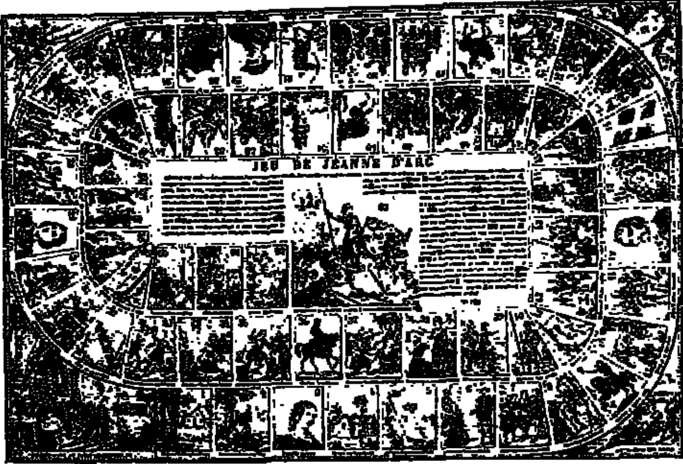
Voilà qui accrédite pour Hansen l'idée que la participation n'était pas limitée à ceux qui appartenaient aux seules classes moyennes et supérieures. Et s'il y eut un lien entre travail servile et démocratie, il vient de ce que les Athéniens, obligés dans leur majorité de travailler pour vivre, s'aidaient d'esclaves – ce qui les rendait plus disponibles pour administrer leur Etat et conduire leurs affaires.

Hervé Duchêne

Jeanne et les deux France

Comment Eglise et République ont voulu s'approprier la Pucelle d'Orléans

JEANNE D'ARC A TRAVERS L'HISTOIRE
de Gerd Krumeich.
Traduit de l'allemand par J. Mély, M.-H. Pateau et L. Rosenfeld.
Préface de Régine Pernoud.
Bibliothèque Albin Michel Histoire,
348 p., 160 F.



J.-L. CHARMET

Jeu de l'oie de Jeanne d'Arc (XIXe siècle).

« Aucun écrivain ou historien n'a joué un rôle aussi déterminant dans la popularisation et le développement de l'image de Jeanne au XIXe siècle et jusqu'à nos jours que Michelet. » Dans un des plus beaux passages de son livre, l'historien allemand Gerd Krumeich montre la lente maturation des différentes Jeanne dans l'œuvre de l'historien visionnaire, pour parvenir à l'équation identifiante : peuple = nous = Jeanne. On se rend difficilement compte aujourd'hui du fait que ce sont les romantiques « de gauche » qui ont fait advenir Jeanne d'Arc au XIXe siècle.

De Sismondi à Henri Martin, elle s'est inscrite dans une histoire résolument post-révolutionnaire et nationale. Y compris chez Jules Quicherat, qui allait donner dans les années 1840 (et pour un siècle) les éditions de référence des deux procès, celui de condamnation (1431) et celui de réhabilitation (1456). Futur directeur de l'École des chartes, il ne faisait pas mystère de son parti pris anticlérical et antiroyaliste, mais, homme de science critique, il se devait à l'objectivité et s'y tint.

Pour Krumeich, entre 1830 et 1870 donc, grâce à la passion et aux érudites recherches d'historiens républicains, *« la Pucelle d'Orléans est passée du statut d'image stéréotypée à celui de figure identificatoire haute en couleur »*. Ce qui peut nous paraître aujourd'hui paradoxal, c'est que les catholiques d'alors ne se préoccupaient guère de celle qu'à peu près personne n'envisageait de considérer comme sainte. Pourtant, en 1868, le bouillant Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans, proposa pour la première fois sa canonisation.

L'opinion catholique commençait à être travaillée par l'ouvrage d'un compatriote de Gerd Krumeich, l'historien Guido Görres. Il avait publié, en 1834, *Die Jungfrau von Orléans*, traduit en français en 1840 et plusieurs fois réédité. C'est de ce livre que venait tout le savoir de Dupanloup. C'est par ce livre que devait se renouveler l'image catholique de Jeanne. Il faisait sentir une antinomie entre la volonté de Dieu, constamment apparente dans les paroles et les actes de la Pucelle, et l'attitude du roi et de la cour, dominée par la préoccupation du pouvoir. La mission divine de Jeanne l'amena à faire sacrer le roi, mais le roi la contraignit à poursuivre le combat, lui faisant perdre ainsi la protection de Dieu.

Cette conception fut relayée par l'historien et parlementaire Wallon, qui développe une interprétation catholique et antiroyaliste de Jeanne, en la présentant comme sainte. En liaison avec Dupanloup, il fait des deux procès édités par Quicherat les éléments d'introduction d'une procédure de canonisation à Rome en 1867.

Cette avancée catholique et presque républicaine de la connaissance de Jeanne fut balayée par le choc de la défaite de 1870. Jusqu'à la Grande Guerre, l'antagonisme fondamental entre l'Église et la République a profondément marqué l'image de la Bonne Lorraine. *« Après l'affaire Dreyfus*, risque Krumeich, *le débat sur Jeanne d'Arc fut celui qui divisa le plus les Français. »* Il est porté à son comble dans les années 1890 à propos de l'éventuelle célébration d'une fête nationale de Jeanne d'Arc.

Pour les républicains radicaux, il fallait rendre un culte laïc à la fille du peuple trahie par le clergé et la monarchie. Pour les intégristes, il fallait vénérer la gardienne de la France réelle contre la révolution impie. Et puis, un troisième groupe se fit jour, de républicains centristes et de catholiques ralliés, pour qui Jeanne symbolisait l'unité de la France au-delà des antagonismes idéologiques. Mais ils ne furent guère entendus, et la fête de Jeanne d'Arc continua à faire figure de « fête de la discorde civile ».

La première guerre mondiale fossilisa les positions et il n'y eut pas de célébrations pendant le conflit. Mais, en 1919, c'est l'explosion, à Paris et dans les territoires occupés : on érige même une statue de Jeanne d'Arc sur le tombeau de Charlemagne à Aix-la-Chapelle ! En 1920, c'est la canonisation à Rome et l'instauration d'une fête nationale par la Chambre « bleu horizon » en France, sur fond de réconciliation entre la République et le Vatican.

Le culte de Jeanne d'Arc ne devait guère se remettre de ce rapprochement et du soupçon répandu que la canonisation était le résultat d'une opportunité politique. A la suite d'une bande dessinée dans *le Canard enchaîné*, on pouvait lire : *« On décida de faire de Jeanne d'Arc une sainte et de la faire fêter par ceux-là mêmes qui l'avaient condamnée. En vertu d'un article additionnel du traité de Versailles, il fut décidé qu'elle avait été brûlée par les Allemands. »*

Une nouvelle fois, Jeanne d'Arc avait été politiquement confisquée et son exceptionnelle personnalité, qui éclate à la lecture des procès, niée. L'historien allemand, renouant avec son collègue Guido Görres au siècle dernier, retrace ici pour le lecteur français les chemins semés d'embûches de cette connaissance de Jeanne d'Arc.

Michel Sot

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
Jean-Marie Colombani, gérant.

PRINTED IN FRANCE

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11. Index-Microfilms : (1) 40-65-29-33

Le Christ s'est levé à l'est

HISTOIRE DU CHRISTIANISME
Tome 4 :
Evêques, moines et empereurs (610-1054)
Sous la direction de Gilbert Dagron, Pierre Riché et André Vauchez.
Desclée, 1 049 p., 420 F.

Il est des grandes entreprises qui vont leur chemin. Ainsi de cette monumentale *Histoire du christianisme*, inaugurée en 1990. Sur les quatorze volumes annoncés, cinq ont déjà paru, de plus de mille pages chacun. Voici le troisième et dernier des tomes consacrés au Moyen Age. Ces ouvrages ont été achevés « à reculons », le premier paru concernant la fin du Moyen Age avec *le Temps d'épreuves (1274-1449)*, le second, *l'Apogée de la papauté et l'expansion de la chrétienté (1054-1274)*, et celui-ci, enfin, ce qu'on est convenu d'appeler le haut Moyen Age.

Elle montre que le christianisme est une religion orientale avant d'être occidentale ; que les Eglises sont historiquement diverses, insérées aussi dans des cultures autres que la culture latine. Bref, Rome est bien la cité des papes qui ont joué un rôle capital dans l'Histoire, mais le christianisme n'a pas été d'abord romain et il est bien loin par la suite de n'avoir été que romain.

D'où, dans ce volume consacré aux cinq premiers siècles du Moyen Age, la part belle faite à l'Eglise grecque, dont le dynamisme et le rayonnement sont restés considérables tout au long de la période ; d'où aussi des chapitres remarquables (et parfois austères) sur les Eglises nationales d'Orient (Géorgie, Arménie, Syrie, Liban et Egypte), qui se sont affirmées en dissidence par rapport à l'Eglise grecque et au patriarcat de Constantinople. Ces Eglises se sont le plus souvent arabisées après la conquête islamique et ont perduré jusqu'à notre époque, introduisant un élément culturel important, trop souvent négligé dans les analyses politico-culturelles contemporaines.

En regard, l'Occident et l'Eglise latine apparaissent plutôt médiocres. Mais une étude non moins attentive permet de comprendre comment, dans ces « siècles obscurs », s'achève la christianisation des campagnes des régions romanisées, tandis que la religion chrétienne, jadis portée par les Romains et désormais diffusée par les barbares francs ou anglo-saxons, gagne les pays germaniques et, en partie, les pays slaves. Ce n'est pas la moindre caractéristique de la constitution de l'Occident tel qu'on le définit et de l'Europe telle qu'elle se cherche aujourd'hui.

Avec la multiplication des monastères au VIIe siècle se met en place un réseau de prière sans doute, mais qui allait aussi transmettre les éléments de culture antique nécessaires à la Renaissance carolingienne. A partir des IXe et Xe siècles, le christianisme occidental s'affirme. En fait, c'est alors tout l'Occident qui entre dans une phase d'expansion économique, démographique et même « impériale » avec les croisades. Dans cette affirmation, l'Eglise d'Occident se pose en rivale de la prestigieuse Eglise grecque. Le schisme de 1054 entre Rome et Constantinople n'est qu'une étape dans le long processus. Il devait être consommé par la quatrième croisade, quand les chrétiens d'Occident allèrent piller Constantinople (1204), l'autre capitale chrétienne et la plus brillante.

Michel Sot



LE MONDE DES LIVRES

HISTOIRE

Les défaites d'un humaniste

Dreyfusard passionné et intellectuel germanophile, Victor Basch a été assassiné par la Milice en 1944

VICTOR BASCH
De l'affaire Dreyfus au crime de la Milice
de Françoise Basch.
Postface d'Élisabeth de Fontenay,
Plon, 390 p., 160F.

Parmi les forfaits reprochés à Paul Touvier, le juge d'instruction Jean-Pierre Getti a évoqué la complicité du milicien dans la préparation de l'assassinat, le 10 janvier 1944, de deux vieillards octogénaires : Victor et Ilona Basch. Les miliciens Joseph Lécussan et Henri Gonnet, auteurs du double meurtre, laissèrent sur les corps cette signature sinistre : *« Terreur contre terreur : le juif paye toujours. »* Ainsi périt au coin d'un bois, assassiné parce que trop âgé pour être dans la catégorie des « déportables », l'un des dirigeants et pionniers de la Ligue des droits de l'homme, l'un des meilleurs spécialistes de l'esthétique et de la philosophie allemandes à la Sorbonne, abattu froidement par un ancien cagoulard et par un policier allemand du nom de Moritz qui, lui, finit tranquillement ses jours à Hambourg.

Cet implacable destin, Victor Basch ne l'avait-il pas entrevu lui-même, quand à la veille de la seconde guerre mondiale il écrivait à son ami Romain Rolland : *« Notre grand effort aurait mérité mieux que cette faillite »* ? Avec douleur et émotion nous pouvons lire, grâce au travail de Françoise Basch, sa petite-fille, le récit de cette défaite. Celle d'un juif assimilé d'origine hongroise, qui refusa de renier son appartenance au judaïsme, tout en demeurant éloigné de la pratique.

Démocrate obstiné

Celle du promoteur du Front populaire, empêtré dans le pacifisme de la Ligue, qui eut à affronter les deux conflits les plus sanglants de l'histoire humaine. Celle enfin du démocrate obstiné, déçu par le cours des événements, au point de s'effrayer, quelques mois avant son assassinat, de la capacité des régimes démocratiques à s'autodétruire, et de s'interroger sur les possibles effets pervers du suffrage universel...

La figure trop oubliée de Victor Basch est rappelée opportunément à l'occasion de la commémoration de l'affaire Dreyfus. Le livre passe vite, trop vite peut-être, sur ses années de jeunesse et d'apprentissage, dans les dernières décennies du XIXᵉ siècle. Il nous conduit en effet, dès le second chapitre, au cœur d'un des épisodes-clefs de l'Affaire : le procès de Rennes, en août 1899. Convaincu par Max Nordau, médecin de l'ambassadeur allemand à Paris, de l'innocence du capitaine, Victor Basch, jeune professeur d'université à Rennes, s'engage passionnément dans la bataille pour la révision du procès de 1894. Or c'est justement à Rennes, après une lutte de plusieurs années, que les partisans de la révision obtiennent qu'un nouveau conseil de guerre rejuge le détenu de l'île du Diable.



Victor et Ilona Basch, dans les années 30

Cet été 1899, Françoise Basch nous en fait revivre avec talent l'atmosphère vibrante, grâce aux échanges épistolaires entre Victor et sa femme. Si l'on n'y sentait pas sourdre les tragédies de notre siècle (la maison des jeunes gens est régulièrement arrosée de pierres par les antidreyfusards), on s'abandonnerait avec un plaisir sans partage au récit de ces guerres picrocholines, où l'on voit par exemple la Ligue des droits de l'homme défier la bonne société catholique de la capitale bretonne en donnant un ostensible banquet républicain le 14 juillet 1899.

La maison du faubourg d'Antrain, celle des Basch, où Jaurès, Séverine et Bernard Lazare se retrouvent pour élaborer mille stratégies, devient un temps le centre de gravité de l'Affaire, qui pour Victor Basch constitue une sorte de « scène primitive » politique. Le centenaire de l'arrestation de Dreyfus est donc une raison supplémentaire de lire, le cœur serré, l'histoire de ce Français juif germanophile, qui essaya de retenir avec passion et droiture des liens que l'histoire du XXᵉ siècle allait si tragiquement dénouer.

Et quel dénouement terrible pour une activité intellectuelle tout entière vouée à la culture et à la philosophie allemandes, occupée, au cœur du premier conflit mondial, à écarter de Hegel et de Fichte toute responsabilité dans la folie pangermaniste, pour un fidèle – avant la lettre – de l'« autre Allemagne », que de s'achever sous des balles allemandes et sous celles de leurs complices de la Milice !

Ecrit par sa petite-fille, jamais le récit de la vie de Victor Basch ne tourne à l'hagiographie. Avec une érudition impressionnante, à partir des innombrables correspondances d'une époque où – fort heureusement ! – l'on échangeait beaucoup de lettres, l'auteur redonne vie à l'intellectuel engagé qu'elle a connu dans son enfance.

Françoise Basch sait aussi mettre en lumière le rôle joué par la femme de son grand-père, Ilona, qui partagea son destin jusqu'au bout. Ilona est toujours là, supportant l'invasion de sa maison par les militants et les amis. Dans le Paris de l'été 1914, avant la Marne, en proie à la panique et vidé de ses habitants ; dans le dénuement lyonnais de l'Occupation, alors que Victor Basch, malade et désespéré, fait peser sur sa maisonnée le joug d'un caractère devenu irascible. C'est aussi par les yeux de sa femme que le destin de Victor Basch nous est donné à lire.

N. W.

Le judaïsme en perspective

Deux ouvrages de référence qui ne comblent pas l'absence d'une véritable encyclopédie de conception française

DICTIONNAIRE ENCYCLOPÉDIQUE DU JUDAÏSME
Publié sous la direction de Geoffrey Wigoder.
Adapté en français sous la direction de Sylvie Anne Goldberg,
Ed. du Cerf, 1 772 p., 950 F.
LA SOCIÉTÉ JUIVE A TRAVERS L'HISTOIRE
Sous la direction de Shmuel Trigano.
Fayard, tome III : le Passage d'Israël, 594 p., 290 F ;
tome IV : le Peuple-monde, 792 p., 290 F.

Que signifie la sortie simultanée de deux ouvrages de synthèse en français, portant sur l'histoire juive un regard global ? L'acculturation du public intéressé a-t-elle atteint son étiage, qu'il faille ainsi mettre à sa disposition des outils de travail, des données fondamentales que ni la pratique religieuse ni la mémoire ne suffisent désormais à transmettre ? Ou au contraire, ce public – plus cultivé qu'il y a une quinzaine d'années – a-t-il désormais besoin d'une histoire juive qui ne se résume plus seulement à la seule apologétique ni à la litanie des persécutions ?

Le *Dictionnaire encyclopédique du judaïsme*, avec sa concordance des calendriers hébraïque et civil (les dates précises des solennités juives y sont calculées jusqu'en... 2022 !), ses nombreuses cartes (qui compensent l'absence d'illustrations), son bon millier d'entrées complétées par deux index, l'un alphabétique, l'autre thématique, a toutes les caractéristiques d'un usuel durable. Il s'agit de la traduction en français, sur papier bible, d'une version abrégée de l'*Encyclopædia judaïca* (en anglais).

L'« Esquisse de l'histoire du peuple juif », qui complète l'ouvrage, constitue en revanche, une contribution entièrement française. Elle est l'œuvre de spécialistes comme Alain Dieckhoff, Annette Wieviorka, Esther Benbassa ou Gilbert Dahan, et témoigne de la vitalité de l'historiographie juive en France comme de l'apparition d'une nouvelle génération de chercheurs dans ce domaine.

La partie « Dictionnaire » – considérablement enrichie dans la version française de notices dues aux auteurs de l'« Esquisse historique » – fait peut-être une place insuffisante à ceux qui assurèrent la transmission orale de la tradition juive dans la France du XXᵉ siècle. Il est certes louable d'y faire figurer le professeur Bernhard Blumenkranz, un des pionniers de l'histoire juive universitaire, ou Aaron Chorin, promoteur du judaïsme réformé en Hongrie... Mais il est dommage de passer sous silence des maîtres et des éducateurs proprement français comme Jacob Gordin, M. Chouchani (si important dans l'itinéraire d'un Emmanuel Lévinas et d'un Elie Wiesel, et auquel Salomon Malka vient de consacrer un livre passionnant, paru chez Jean-Claude Lattès : *Monsieur Chouchani, l'énigme d'un maître au XXᵉ siècle*), ou Léon Askenazi.

Religion ou civilisation ?

Ce « Dictionnaire » a le grand mérite de combler un vide. Cela doit-il rendre les coquilles excusables ? Situer la dégradation du capitaine Dreyfus en janvier 1898, et non en 1895, n'est guère tolérable dans un texte de référence. On peut s'étonner également de quelques choix éditoriaux. N'est-il pas curieux de voir la Chine moderne et la France d'aujourd'hui se voir accorder un nombre équivalent de pages, alors que du point de vue du judaïsme, l'importance et la créativité des deux communautés sont incommensurables ? Faut-il voir là, au cœur même de la partie française de l'ouvrage, un écho tardif de la fascination qu'exerce actuellement sur le judaïsme américain, inquiet pour son avenir, le cas de la communauté Kaifeng – exemple rare de dissolution d'une communauté juive par assimilation, dans un environnement exempt d'antisémitisme ?

Cette question de la pérennité du judaïsme est aussi au centre des deux derniers tomes de *la Société juive à travers l'Histoire*, dirigé par Shmuel Trigano. L'ouvrage y répond par une hypothèse : celle de l'existence et de la persistance, tout au long des siècles, de ce que le professeur israélien Shmuel Eisenstadt n'hésite pas à appeler un modèle juif de civilisation. L'idée n'est pas nouvelle, puisque l'historien britannique Arnold Toynbee, avec une tonalité frisant souvent l'antisémitisme, aussi bien que le sociologue allemand Max Weber, avaient déjà parlé du judaïsme en terme de « civilisation ». Mais pour Toynbee la civilisation juive de l'exil n'était qu'une « civilisation fossilisée ». Weber, lui, plus généreux, ne voulait voir dans le judaïme qu'une communauté religieuse depuis la destruction de ses structures politiques et la disparition du royaume de Judée.

La Société juive à travers l'Histoire rompt avec ces représentations qui continuent à entretenir une certaine vision, voire un certain mépris intellectuel, du judaïsme. L'ouvrage dirigé par Shmuel Trigano montre comment le monde juif, malgré la dispersion, a continué à se développer dans tous les domaines, y compris les domaines politique et économique. L'identité collective d'Israël s'est maintenue et, les juifs n'ont cessé d'entretenir une relation spéciale – et problématique – avec leur terre lointaine, ne serait-ce que par le biais de la *Haluka* (la collecte de fonds pour les juifs de Terre sainte).

Comme le montre un des contributeurs, Israël Bartal, les émissaires venus de Jérusalem ou de Safed, les *shadarim*, ne cessèrent, jusqu'au début du XXᵉ siècle, de sillonner les diasporas juives, apportant à Amsterdam, à Bordeaux, à Varsovie ou en Afrique du Nord des nouvelles du pays. La terre d'Israël a par ailleurs été un objet d'élaboration constant pour la pensée juive, comme le montre Moshé Idel, le successeur de Gershom Scholem à l'Université hébraïque de Jérusalem.

Quel est l'avenir de ce « système de civilisation » ? Michaël Löwy, du CNRS, étudie l'influence de l'idée messianique juive sur les idéologies politiques modernes, et inclut la «théologie de la libération » en Amérique du Sud dans la série des avatars de ce messianisme d'origine vétéro-testamentaire. L'étude magistrale du démographe israélien Sergio Della Pergola, conclut le dernier volume par une projection. En 2010 – et c'est son dernier chiffre – plus de la moitié des enfants juifs au-dessous de quinze ans vivra en Israël.

Cela explique-t-il que la trentaine de collaborateurs de ce bel ensemble soit majoritairement israélienne ? La plupart des textes rassemblés ici sont traduits, et cela se perçoit parfois. Il faudra sans doute attendre quelques années avant que le rêve souvent évoqué d'une encyclopédie du judaïsme, franco-européenne de conception et de réalisation, ne devienne réalité.

Nicolas Weill

L'éternité de Rashi

RASHI 1040-1990
Cerf, 826 p., 400 F.

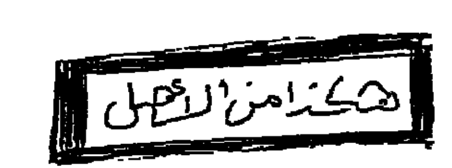
Lexicographe et grammairien, mais surtout commentateur de la Bible et du Talmud, Rashi naquit à Troyes, en Champagne, et mourut en 1105, sans s'imaginer que son œuvre exégétique était promise à l'immortalité.

Aujourd'hui encore, tous les enfants juifs qui reçoivent une éducation traditionnelle apprennent l'alphabet cursif de Rashi et effectuent sous sa gouverne leurs premiers pas dans l'étude du Pentateuque. Et même leurs aînés qui s'occupent du Talmud ne peuvent s'assimiler ces folios sans le commentaire éclairant du prestigieux maître champenois.

Il vivait du produit de ses vignes, qui avaient appartenu à sa mère. Rashi avait fait ses études dans les académies rhénanes, notamment à Worms – ville où, en 1095, la communauté juive fut massacrée par les milices du Christ au moment de la première croisade.

Son éloignement lui ayant permis de rester en vie, Rashi, dans son enseignement, se tient à l'écart de la pensée ésotérique de son temps, qu'elle soit philosophique ou franchement mystique. Cet aspect a largement contribué à la réception unanime de son œuvre, qu'un millier d'années n'ont pratiquement pas vu vieillir.

M.-R. H.



PORTUGAL

L'édition en état de désunion

La crise économique a refroidi l'enthousiasme culturel de la révolution. Face à la concurrence des grands groupes, éditeurs et libraires vont à la bataille en ordre dispersé

Il y a juste vingt ans, le Portugal voyait tomber un régime qui menaçait la liberté de l'écrit, une dictature dont les dirigeants maniaient la censure pour protéger leurs positions. Vingt ans, depuis que la « révolution des œillets » a mis un terme officiel à ces contrôles, à ces interdictions et aux subterfuges dont usaient les opposants pour tourner la loi. Vingt ans pour passer de l'euphorie des débuts à une crise du livre et de la lecture qui inquiète et malmène les éditeurs, les libraires et les auteurs. La plupart des problèmes que rencontrent les professionnels du livre portugais ressemblent à ceux qu'affrontent d'autres pays occidentaux.

Vue du Portugal, l'Europe du livre représente surtout une communauté de difficultés. Mais le pays doit à son histoire et à sa géographie des caractéristiques qui amplifient certains des aspects de cette crise.

Les éditeurs se souviennent aujourd'hui avec émotion de la fringale intellectuelle qui fit suite au renversement du salazarisme – bien que tous en parlent comme d'un temps extrêmement lointain. *« Il y a eu un grand boom de la lecture juste après le 25 avril 1974 »*, raconte ainsi Herminio Monteiro, directeur des éditions Assirio et Alvim. *« La plupart des maisons se sont mises à publier presque exclusivement des livres politiques et des essais, avant de comprendre que les lecteurs avaient envie de fiction. C'était au début des années 80. »* Vint alors l'affirmation d'une veine romanesque portugaise et la consécration d'auteurs comme José Saramago, Lidia Jorge ou Antonio Lobo Antunes.

Les romanciers ont cependant été fort attaqués au cours des trois dernières années, comme en témoigne Margarida Vieira Mendes, professeur de lettres à l'université de Lisbonne : *« La critique et une partie du public ont vivement reproché à certains auteurs d'être tombés dans la facilité. On a pensé que le roman portugais, qui reste en tête des lectures dans ce pays, avait été surestimé »*, explique-t-elle.

Quant à la poésie, traditionnellement vivace au Portugal, elle a perdu un peu du prestige qui était le sien lorsqu'elle sonnait comme un mot d'ordre de résistance ou se trouvait brandie en banderole dans les manifestations. Même si quelques auteurs contemporains célèbres, tels Mario Cesariny, Herberto Helder ou Luisa Neto Jorge se vendent encore bien, la poésie n'est plus tout à fait aussi familière à l'oreille des Portugais.

Qu'il s'agisse de fiction, d'essais ou de poésie, la boulimie de lecture qui a suivi la répression n'a donc guère duré. *« Peut-être les éditeurs portugais ont-ils pris l'habitude de s'adresser trop à une élite et de ne pas assez miser sur une littérature populaire de qualité »*, s'interroge Herminio Monteiro. Il est vrai, par ailleurs, que le pays compte assez peu de collections de poche, à l'exception de celles que fait paraître la maison Europa America. Enfin, conséquence paradoxale de l'ouverture du pays, la multiplication des chaînes de télévision contribua sans doute à détourner des lecteurs potentiels. *« Dans un pays où l'on dénombre 15 % d'analphabètes, la pression du petit écran est plus forte qu'ailleurs »*, note un éditeur.

Tous se rejoignent pour déplorer que cet analphabétisme, hérité des années de dictature, n'ait pas suffisamment préoccupé les différents gouvernements qui se sont succédé depuis 1974. L'incitation à la lecture dans l'enseignement semble encore faible, et le réseau des bibliothèques locales se développe de façon nécessairement assez lente. Traduites en chiffres, ces évolutions donnent le vertige. Car les éditeurs portugais semblent engagés dans une fuite éperdue devant le déclin et la faillite. Selon les données de l'Association portugaise des éditeurs et des libraires, le nombre de titres publiés chaque année a presque doublé entre 1987 et 1992 (de 3 492 à 6 462), tandis que les tirages moyens diminuaient de moitié durant la même période (de 6 072 à 3 764).

« Une situation irrationnelle »

« Après la révolution, les éditeurs ont investi car ils pensaient avoir un marché infini devant eux, explique José Alfonso Furtado, responsable de la bibliothèque de la Fondation Gulbenkian. *Maintenant, dans un contexte de crise économique et de mutations sociales, ils se retrouvent avec des structures trop lourdes sur les bras. Ils sont obligés d'éditer et de vendre pour amortir les frais. C'est une situation complètement irrationnelle. »*

Un horizon d'autant plus brouillé que le Portugal possède un marché intérieur limité. En dehors du livre scolaire – qui représentait 34 % du chiffre d'affaires total de l'édition, en 1992 – rares sont les secteurs de l'édition qui occupent une position vraiment solide. Sur les 750 maisons que compte le pays – dont une grande part de microstructures n'ayant publié qu'un ou deux livres – six réalisent 71 % du chiffre d'affaires total. C'est dire le degré de concentration d'un système où les deux premiers éditeurs sont l'allemand Bertelsmann, propriétaire à part entière d'un club de livres (Le Cercle des lecteurs) et le Reader's Digest.

Face à ces menaces, éditeurs et libraires ne peuvent guère compter sur des organisations professionnelles très efficaces. Regroupés dans l'Association portugaise des éditeurs et libraires, structure héritée du corporatisme qui constituait l'une des pierres angulaires du régime précédent, ils ne font pas preuve d'une grande solidarité. *« Chacun essaie de trouver son propre chemin »*, constate Maria da Piedade Ferreira, responsable des éditions Quetzal. Une attitude dont les conséquences pèsent sur la vie du livre, notamment pour ce qui concerne le prix des ouvrages. A l'inverse de ce qui a cours en France ou dans de nombreux pays européens, le Portugal ne possède pas de système fixant un prix unique du livre. Cette situation produit des effets classiques de concurrence, dont la brutalité met en péril l'existence des librairies et des maisons indépendantes.

« Les éditeurs fixent des prix élevés, afin de pouvoir faire d'énormes rabais aux grandes surfaces, affirme Torcato Sepulveda, responsable du service culturel du quotidien *Publico. Conclusion : les hypermarchés vendent parfois 40 % moins cher que les librairies traditionnelles. »* La rafale de fermetures engendrée par ces pratiques a été terrible : 70 points de vente de livres ont disparu en 1992, 100 en 1993 et les librairies restantes n'ont pas toujours les moyens de se moderniser pour devenir attrayantes. Seule une entente entre les éditeurs pourrait enrayer cette amorce de chute libre, mais la plupart d'entre eux sont bien trop occupés à éponger leurs dettes et à courir après les marchés, quels qu'ils soient.

Le ministère de la culture leur suggère de conclure un accord à l'amiable, afin d'éviter d'avoir à prendre des mesures législatives, mais personne n'y croit vraiment. *« Le lobby des grandes surfaces est plus fort que celui des éditeurs et pèse sur le conseil de la concurrence »*, observe, désabusé, Nelson de Matos, dirigeant de l'importante maison d'édition Dom Quixote.

L'autre grande bataille à laquelle les éditeurs vont en ordre dispersé est l'exportation. Ce combat-là semble définitivement perdu, tant les forces portugaises y sont devenues insignifiantes. Alors que près de 200 millions d'individus parlent le portugais à travers le monde, les marchés extérieurs ne représentaient pas plus de 8 % du chiffre d'affaires de l'édition pour 1992. *« Et encore, 89 % de ce chiffre concerne la sortie de livres imprimés au Portugal par des Espagnols, à destination de leur propre marché »*, remarque José Alfonso Furtado. Que reste-t-il, dans ces conditions ? Presque rien, ou si peu : 9 % des exportations vont vers le Brésil et 1,6 % vers les cinq pays africains lusophones (Guinée, Angola, Mozambique, Cap-Vert, Sao Tomé).

L'abandon du Brésil

« Le Brésil a été abandonné par les éditeurs portugais dans les années 50, pour des raisons mystérieuses, note M. Furtado. *Maintenant, les Brésiliens ont de gros groupes médias, bien plus puissants que ceux des Portugais et assez protectionnistes. »* Les éditeurs portugais, qui n'ont pas constitué de centrale de distribution, ne peuvent plus rien pour pénétrer un territoire immense, où la vente en kiosque – à laquelle ils ne sont pas habitués – est de règle. Sans oublier que l'écart s'est creusé entre les deux langues. Aujourd'hui, les droits des livres sont presque toujours vendus séparément pour le Portugal et pour le Brésil (et non pas globalement pour la langue portugaise, comme cela se pratique couramment avec l'anglais); et les Brésiliens disent ne pas comprendre tout à fait l'idiome de leur pays d'origine. On a même vu des auteurs du Vieux Continent faire « adapter » leurs textes pour pouvoir leur faire franchir les océans.

Les éditeurs les plus combatifs estiment que les pouvoirs publics devraient concevoir une politique de défense de la langue et de la culture portugaises plus active, en particulier dans les pays d'Afrique lusophone. Telle est déjà l'une des missions de l'Institut Camoes, chargé de représenter le Portugal à l'étranger. Telle est aussi l'ambition de la puissante fondation privée Calouste Gulbenkian, qui soutient des traductions de livres portugais. Mais ces actions ne concernent pas de très près les maisons qui s'efforcent plutôt de survivre à la tempête en développant des compétences particulières. Quetzal, petite structure créée en 1987, s'est ainsi lancée dans la vente de livres d'art aux entreprises et dans la coédition avec des éditeurs étrangers.

De leur côté, les responsables d'Assirio et Alvim ont décidé de miser sur la qualité, en ne cédant pas aux modes. Leur catalogue se compose pour moitié de poésie et la ligne de la maison consiste à *« faire de tout livre une nouveauté, même s'il s'agit de Rabelais ou de Thérèse d'Avila »*. Chez Dom Quixote, enfin, on essaie d'attirer des auteurs de renom, en littérature portugaise, mais aussi étrangère. Chacun tente de s'adapter au nouveau paysage d'un Portugal engagé dans l'Europe au terme d'une rapide trajectoire vers la modernité. Sur ce parcours, l'actuelle désorganisation ressemble à une maladie infantile – causée par les méfaits de l'oppression ou par ceux d'une liberté mal gérée. Une étape reste donc à franchir, car la modernité suppose le regroupement des plus faibles contre ceux qui, en face, ont compris depuis longtemps l'utilité de l'union.

Raphaëlle Rérolle

Le visage des mots

Écrits au lendemain de la révolution d'avril, les cinquante-huit poèmes du *Cycle du cheval* furent interprétés par le poète lui-même comme une métaphore de la situation politique et morale du pays à cette époque. *Mais Robert Bréchon a rai*son, dans la préface, de préciser que cette lecture n'épuise pas la richesse et l'intensité du livre. Loin de là.

« Les mots ont un visage », écrit Ramos Rosa, comme pour donner l'une des formules possibles de sa poétique. Poète métaphysique, il est tout autant poète du corps et du sensible. Les mots désignent les deux univers, les confondent. La figure du cheval est le relais de sa méditation, le véhicule de son désir ; il est la figure de l'Éros, de l'énergie vitale, *du sursaut et de la force*, celle qui se contient et celle qui se donne. De cela, et de toutes les images afférentes, Ramos Rosa nourrit son poème, l'enfle tout en le maîtrisant. *Le livre tout* entier est porté par cette force.

L'autre recueil, *Clameurs*, est le dernier paru au Portugal. L'inspiration, la fervente recherche de cet espace commun où le spirituel et le physique se croisent, *« dans la pleine alliance de la voix et de la vue »*, sont les mêmes. La maîtrise en revanche se trouve gènee par la profusion des images et des évocations.

P. K.

▶ **Le Cycle du cheval,** *d'Antonio Ramos Rosa. Traduit du portugais par Michel Chandeigne. Ed. Unes. 70 p., 87 F.*
▶ **Clameurs,** *d'Antonio Ramos Rosa. Traduit du portugais par Michel Chandeigne. Ed. Lettres Vives. 70 p., 79 F.*

Vingt printemps

Suite de la page I

Mais il ne faut pas tirer trop vite des conclusions euphoriques de cette richesse si mal appréciée par les académiciens suédois. Le Portugal ne vit tout de même pas un temps de génies littéraires. En revanche, ce dynamisme, cette inventivité sont réels, incontestables. Un autre motif s'oppose à la tentation de l'euphorie : la tonalité généralement tragique, dramatique ou mélancolique, souvent grinçante et ironique, de la littérature portugaise – pas seulement actuelle d'ailleurs. Le nom de Fernando Pessoa donne presque à lui seul la mesure de cette vision malheureuse de soi et du monde ; un nom que, soit dit en passant, on a trop tendance à utiliser comme l'alibi unique d'une méconnaissance continuée de la richesse dont nous parlions.

Dans le roman comme dans la poésie, les deux décennies qui se sont écoulées depuis la « révolution des œillets » ont vu fleurir des œuvres marquantes et singulières. Mais, si l'année 1974 marque incontestablement une ère nouvelle – une ère que la littérature, comme les autres arts, a largement contribué à installer –, elle n'a pas été pour autant une période d'engendrement spontané. Des œuvres importantes, inaugurales d'une modernité encore empêchée, avaient déjà vu le jour. Avant même la prise du pouvoir par Salazar (1928), dans le domaine romanesque, le grand livre de Raul Brandao (1867-1930) *Humus*, qui date de 1917 (Flammarion), en est un exemple superbe.

A la fin des années 20, autour notamment de la revue *Presença* et des tenants du néoréalisme, la fiction cherchait à affirmer une identité portugaise surtout terrienne et rurale. Né en 1907, Miguel Torga, qui fut proche de *Presença*, demeure l'une des plus hautes figures de la littérature contemporaine. Son traditionalisme et son patriotisme paysans, sa volonté farouche et solitaire, rebelle à tout embrigadement d'école, peuvent bien agacer ou faire sourire, ils n'en sont pas moins les motifs puissants d'une œuvre protéiforme – poésie, roman, nouvelles, journal.

La révolution et le passé

Mais dans ce même courant aux contours incertains, où les individualités s'affirment plus qu'elles ne se brouillent, il faut citer également – pour les seuls auteurs traduits en français : Carlos de Oliveira (1921-1981), qui dans *Une abeille dans la pluie* (1953) par exemple – traduit chez José Corti – opère la synthèse des langages réaliste et poétique ; Branquinho da Fonseca (1905-1978), dont le chef-d'œuvre rural et onirique *le Baron* (1942) a également été traduit chez Corti ; Aquilino Ribeiro (1885-1963), avec notamment son magnifique roman *le Domaine* (1957), traduit chez Sylvie Messinger ; l'Açorien Vitorio Nemesio (1901-1978), auteur de *Gros temps sur l'archipel* (1944), vaste recréation du microcosme social insulaire (La Différence).

Il faut ranger à part, mais sans l'éloigner vraiment, l'œuvre de José Almada Negreiros (1893-1970), peintre, romancier, poète, dramaturge... ami de Pessoa, qui fut l'un des grands représentants du modernisme portugais, illustré en 1915 par la revue *Orpheu* ; *la Repasseuse, nouvelle ordinaire lisboète* (1917), ou *Nom de guerre* (1938, mais écrit en 1925) – traduits à La Différence – constituent des œuvres significatives de la sensibilité littéraire portugaise.

« Il n'y a pas de révolution littéraire en rupture radicale avec le passé », pensait Carlos de Oliveira. Cet esprit révolutionnaire qui se rattache à une généalogie, à une tradition et à des ancêtres, nul mieux que Jorge de Sena (1919-1978) n'était apte à l'incarner ; son roman posthume et inachevé *Signes de feu* (Albin Michel), surtout, mais aussi ses recueils de nouvelles – *les Grands Capitaines, Au nom du diable* (A.-M. Métailié) –, ses essais (sur Camoens notamment) ou encore ses poèmes (une anthologie est publiée à L'Escampette) portent la trace d'une intelligence vive, tranchante, nullement confite en dévotion nationale – il faudrait même parler ici du contraire...

La littérature plus directement contemporaine n'a, elle non plus, rien voulu ignorer de ce passé. Parfois pour entrer en conflit avec lui. Ayant connu pour la plupart, presque toujours du côté de l'opposition ou même de la résistance, la période de la dictature salazariste, les écrivains portugais ont eu à se libérer de deux sortes de carcans : celui qu'imposait un régime de censure, prompt à détecter le pouvoir subversif de l'art et de la littérature ; celui, beaucoup plus insidieux car intériorisé, que l'on impose à son art pour en faire une arme de résistance et un moyen de cette subversion.

Parce qu'ils ont eu souvent à le payer, les Portugais savent le prix de cette liberté. L'esprit d'indépendance, la méfiance à l'égard des pouvoirs, la revendication d'une singularité, en sont les fruits. Cette bonne santé dont nous parlions, elle est là : dans les directions multiples, contradictoires, expérimentales que les romanciers ou les poètes, mais aussi les essayistes, prennent le risque d'emprunter. Même ceux des écrivains dont la carrière littéraire a commencé après 1974 – comme Antonio Lobo Antunes (né en 1942) ou Lidia Jorge (1946) – semblent marqués par cet esprit. De la même génération, Almeida Faria, avec sa tétralogie romanesque, est aussi un chercheur de formes nouvelles, marqué par le nouveau roman français. Mario Claudio enfin, s'est attaché, dans sa « Trilogie de la main », à des figures d'artistes du nord du Portugal.

Le mythe national

La littérature portugaise est ainsi une addition d'individualités, hors de toute pensée fédératrice. Un trait sinon commun du moins obsédant est cependant la présence, comme thème ou objet de cette littérature, du Portugal lui-même. Outre Lobo Antunes et Lidia Jorge marqués par l'expérience coloniale (3) –, des écrivains d'une génération antérieure, c'est-à-dire nés au début des années 20, comme Fernando Namora (mort en 1989), Agustina Bessa Luis, José Cardoso Pires ou José Saramago, puisent dans l'histoire ou le mythe portugais l'essentiel de leur inspiration. Ce trait est-il une limite ? Cette question mériterait débat. Disons simplement que cette « obsession portugaise », chez les auteurs cités, ne réduit en rien leur originalité.

De la thématique nationale, un écrivain comme Vergilio Ferreira s'est en revanche peu à peu détaché, pour rejoindre une préoccupation plus universelle dans *Au nom de la terre*, son avant-dernier roman. Plus étrange et inclassable, Maria Gabriela Llansol (née en 1931) développe également une œuvre très personnelle, qui tient à la fois du journal intime, de la fiction et de la poésie.

La poésie n'a jamais eu, dans ce pays dont la fête nationale commémore un poète (Luis de Camoëns), à occuper la place du parent pauvre dont on l'invite, ailleurs, à se satisfaire. Les figures, il est vrai largement figées dans la légende ou le mythe national, de l'auteur des *Lusiades* et de Pessoa *dominent* l'imaginaire portugais. A propos de la place réelle ou rêvée du poète aux masques dans cet imaginaire, il faut se reporter aux subtiles et convaincantes analyses d'Eduardo Lourenço, l'un des meilleurs essayistes portugais actuels.

Aux grandes figures du symbolisme de la fin du siècle passé – Cesario Verde, Antonio Nobre ou Camilo Pessanha –, à celles du modernisme et de l'angoisse – il faudrait citer ici plusieurs des hétéronymes de Pessoa, ainsi que son ami Mario de Sa Carneiro (qui se suicida à Paris en 1916) ou encore José de Almada Negreiros – ont succédé des poètes qui n'ont pas seulement repris la leçon des anciens. Des plus âgés, nés entre 1919 et 1924 – Sophia de Mello Breyner, Eugenio de Andrade, Antonio Ramos Rosa – à Herberto Helder, né, lui, en 1930, ils ont chacun inventé leur propre univers de mots et de sensibilité, sans s'enfermer dans l'artifice du formalisme ; plus traditionnel pour les deux premiers, marqué par l'inquiétude et l'interrogation existentielles pour les deux derniers, qui sont probablement les plus grands. Citons enfin Al Berto et Nuno Judice, représentants d'une génération plus jeune, née après la guerre.

A l'image de Lisbonne, ville que l'on ne finit jamais de découvrir et d'aimer, à la fois secrète et généreuse, la littérature portugaise n'offre pas l'image d'une cohérence visible. Il faut se laisser surprendre par elle pour l'aimer dans cette surprise même.

Patrick Kéchichian

(3) Il faut aussi se tourner du côté des anciennes colonies où la singularité portugaise se redouble de caractères et de couleurs particulières comme chez l'Angolais José Luandino Vieira. La revue *Notre librairie* a consacré plusieurs numéros à ces littératures (n° 112, [illegible], 115, Clef, 5, rue Rousselet 75007 Paris ; Tél. : 47-83-14-38).

Maria Judite de Carvalho, l'oubliée

A Lisbonne, une étrange visite à un écrivain secret

Dans une rue bruyante de Lisbonne, une femme de petite taille habite un grand appartement avec un très long couloir. C'est une septuagénaire qui ne paraît pas son âge, mais qui est fatiguée par une maladie grave. Elle parle avec plaisir un français parfait, élégant, pour expliquer qu'elle ne sort plus guère de chez elle. On se sent dans le décor et l'atmosphère d'un roman ou d'une nouvelle de Maria Judite de Carvalho, écrivain singulier, auteur d'une dizaine de livres depuis 1959 (1) et qui n'écrit plus depuis presque dix ans.

En fait, on est chez Maria Judite de Carvalho, qui n'est pas étonnée d'être perçue comme l'un de ses personnage. *« Les femmes de mes livres ont beaucoup de moi-même. Les hommes, non. Je connais mal les hommes »*, dit-elle avec ce mélange de réserve, d'humour désabusé et d'ironie qui la caractérise ; dans sa parole comme dans son écriture. On a tout de suite envie de la contredire, car le héros de son roman *le Temps de grâce* (1973) – qui vient de sortir en France – n'est pas différent de ses héroïnes. Il revient sans passion vers son passé, pour vendre la maison de famille : lucide, calme, comme en retrait de lui-même, vivant les désastres du quotidien avec une sorte de désespoir placide, sans jamais de pathos, de lyrisme, de plainte. Cette retenue, cette mise à distance, ce constat volontairement sec, font la cohérence de l'œuvre de Maria Judite de Carvalho.

« Elle est le plus secret des écrivains portugais », confie son éditeur en France, Joaquim Vital, qui a entamé en 1987 la publication de tous ses livres. *« J'ai commencé à la lire dans mon adolescence, et, tout de suite, j'ai été fasciné par cette œuvre si particulière. Je n'ai pas été le seul. Elle est très respectée par ses pairs, bien que peu connue du public. » « Mes livres ont eu d'excellentes critiques*, dit comme en écho Maria Judite de Carvalho, *mais j'ai toujours très peu vendu. Est-ce tellement important ? Je ne sais pas. Je n'ai rien fait pour aider les ventes : pas de « promotion », comme on dit maintenant. Je n'ai rien à dire sur mes livres, ils contiennent ce que je voulais dire. Et puis, j'oublie ce que j'écris. » « Bien sûr, cela expose parfois à des mésaventures. J'ai lu un jour sous la plume d'un journaliste :* « Maria Judite de Carvalho : un écrivain encore vivant, mais oublié. ». *C'était une sensation assez bizarre. Mais c'est vrai, je suis oubliée »*, commente-t-elle placidement.

Elle raconte sur le même ton, légèrement distant, ces incidents déplaisants et les événements qui lui font plaisir, comme ses traductions en français ou la perspective de voir un de ces récits devenir, en France, spectacle. Au fond, elle n'accepte de parler que pour expliquer combien elle déteste parler : *« J'ai écrit par refus de la parole, c'est certain. J'ai commencé très tard, en 1956, 1957. On a publié dès 1959 mon récit* Tous ces gens, Mariana... »

Deux ans plus tard, en 1961, un deuxième récit, *Ces mots que l'on retient*, recevait une récompense importante, le prix Camilo-Castelo-Branco. *« C'était agréable, bien sûr. Mais cela ne m'a pas conduite à avoir une vie sociale plus intense. Je déteste la vie sociale. Je ne suis pas « retirée ». Tout simplement, je suis en dehors de cela, ailleurs. Je suis ici, je lis, je regarde les informations à la télévision, je vis avec mon mari, Urbano Tavares Rodrigues, lui aussi écrivain et professeur. C'est avec lui que j'ai passé six ans en France, où il enseignait, entre 1950 et 1956 : trois ans à Montpellier, et trois à Paris. C'était très agréable. Là-bas, je ne travaillais pas. Je n'ai travaillé, comme salariée, qu'au Portugal, dans des journaux ».*

Voilà bien le plus étonnant. Cette femme quasi recluse est une passionnée d'informations et a elle-même écrit dans les journaux, de 1968 à 1975, puis de 1978 à 1984. Ses chroniques ont été réunies en deux recueils (pas encore traduits en français) : *« J'ai débuté au* Diario de Lisboa, *qui était un journal du soir. Je traduisais les articles du* Monde, *que le journal reprenait. Puis j'ai commencé à écrire des chroniques sur des sujets de société. Cette formule me plaisait. Quand j'ai dû m'arrêter, ça m'a manqué. Mais je continue à lire les journaux. Depuis toujours, je lis beaucoup de journaux ».*

Décidément, on a peine à croire qu'on n'est pas en train de lire un roman de Maria Judite de Carvalho, et qu'on est avec elle. Tout va bien, la conversation est agréable, mais quelque chose, souterrainement, se passe. Tout ce qui est dit est simple, précis, économe, et pourtant mystérieux. Une seule personne peut l'expliquer : l'écrivain qui raconte l'histoire. Il est donc temps de s'en aller et de retourner au texte, de dire aux lecteurs que s'ils veulent bien entrer sans préjugés dans ces livres secrets, retenus, minutieux et cruels, ils comprendront mieux la vie.

Jo. S.

(1) Sept livres de Maria Judite de Carvalho sont publiés en français, tous aux éditions de La Différence, et tous traduits (excellemment) par Simone Biberfeld. Deux romans : *les Armoires vides* (1989) et *le Temps de grâce* (qui vient de paraître : 120 p., 89 F) ; trois récits : *Tous ces gens, Mariana...* (1987), *Ces mots que l'on retient* (1987), *Paysage sans bateaux* (1988) : deux recueils de nouvelles : *Anica au temps jadis* (1988) et *Chérie ?* (qui vient de paraître : 180 p., 98 F).

Petite bibliothèque lusitanienne

Plusieurs éditeurs, au premier rang desquels La Différence et A.-M. Métailié ont grandement contribué – grâce notamment à des aides des institutions publiques ou privées portugaises – à faire connaître en France, depuis le début des années 80, la littérature lusophone. Chacun selon des visions et options diamétralement opposées : Joaquim Vital, lui-même d'origine portugaise, a publié depuis 1978, date de création de La Différence, 85 titres et 60 auteurs. Son ambition embrasse les domaines aussi bien classiques qu'actuels, de Fernao Mendes Pinto à Mario Claudio, de Pessoa et Mario de Sà-Carneiro à Maria Judite de Carvalho.

Anne-Marie Métailié, avec Albin Michel puis sous son propre nom, s'est montrée – depuis 1983 – beaucoup plus sélective : 7 auteurs (dont Antonio Lobo Antunes, Jorge de Sena, Lidia Jorge ou Maria Gabriela Llansol, découverts par elle) et 15 titres. Le choix se veut moins large et davantage commandé par le goût et les affinités.

Mais J. Vital et A.-M. Métailié ne sont pas les seuls ; leur activité de pionniers a été accompagnée, ou suivie par d'autres, quelquefois même précédée : José Corti, Belfond, Christian Bourgois, Actes Sud, Arléa et, dans une moindre mesure, Gallimard, le Seuil ou Flammarion, mais aussi par de petits éditeurs – Michel Chandeigne, Lettres vives, l'Escampette, Cent pages, Unes ou les Editions Royaumont – surtout pour la poésie. Mais cet engagement des éditeurs et des directeurs de collection ne serait rien si le travail des traducteurs ne lui donnait sa substance véritable : celle des œuvres ; il faut d'ailleurs à cette occasion saluer la qualité remarquable de nombre des traductions proposées dans notre langue – avec parfois de véritables tours de force.

La liste suivante ne vise pas à l'exhaustivité ; elle voudrait simplement, à partir des traductions récentes (et disponibles), proposer un parcours volontairement limité, parmi d'autres possibles, dans la prose et dans la poésie portugaises actuelles.

Avant de nous engager dans l'ordre alphabétique des auteurs vivants (à l'exception de Jorge de Sena), citons deux lectures utiles pour la connaissance du fonds historique et poétique portugais : le grand classique du récit de découverte qui date de la seconde moitié du seizième siècle, *Pérégrinations*, de Fernao Mendes Pinto, traduit par Robert Viale (La Différence, 1990) et l'anthologie des *Troubadours galégo-portugais* d'Henri Deluy (POL, 1987).

– Eugenio de Andrade : *Écrits de la terre* (La Différence), *Matière solaire* (id.), trad. par M. Chandeigne, *Versants du regard* (id.), trad. par P. Quillier, et *le Poids de l'ombre* (id.), trad. P. Quillier et M. Chandeigne.

– Agustina Bessa Luis : *la Sibylle* (Gallimard) et *Fanny Owen* (Actes Sud) trad. F. Debecker-Bardin.

– José Cardoso Pires : *le Dauphin* (Gallimard) étant hélas épuisé, *Alexandra Alpha* (Gallimard, trad. M. Laban) et *la République des corbeaux* (Gallimard, trad. J.-C. Masson).

– Almeida Faria : *Chevalier errant* et *Déchirures* (Belfond), trad. A.-M. Quint.

– Vergilio Ferreira : *Pour toujours* (La Différence, trad. A. Viennot et M.-J. Lerich), *Apparition* (A.-M. Métailié) et *Au nom de la terre* (Gallimard), trad. G. Leibrich.

– Herberto Helder : *la Cuiller dans la bouche* (La Différence), *les Pas en rond* (Arléa), trad. M.-C. Vromans, et *Science ultime* (Lettres vives), trad. L. Lourenço et M.-A. Graff.

– Lidia Jorge : *le Rivage des murmures* (A.-M. Métailié), trad. G. Leibrich.

– Nuno Judice : *les Degrés du regard* (L'Escampette), trad. M. Chandeigne.

– Antonio Lobo Antunes : *le Cul de Judas* (A.-M. Métailié, trad. P. Léglise-Costa), *Fado Alaxandrino* (Albin-Michel, trad. G. Leibrich et P. Léglise-Costa) et *le Retour des Caravelles* (C. Bourgois, trad. O. Kleiman et M. Giuidicelli).

– José Luandino Vieira : *Nous autres, de Makulusu* (Gallimard), trad. M. Laban.

– Eduardo Lourenço : *Fernando Pessoa, roi de notre Bavière* (Séguier), *le Labyrinthe de la saudade* (Sagres-Europa), *Pessoa, l'Étranger absolu* (A.-M. Métailié) et *l'Europe introuvable* (A. M. Métailié), trad. A. Faria.

– Sophia de Mello Breyner : *Contes exemplaires* (La Différence), *Histoire de la terre et de la mer* (id.), trad. A. Caffarel et C. Cayron.

– José Saramago : *le Dieu manchot* (Albin Michel), trad. G. Leibrich, *le Radeau de pierre* (Seuil) et *l'Année de la mort de Ricardo Reis* (id.), trad. C. Fages.

– Jorge de Sena : *Signes de feu* (Albin Michel) et *Au nom du diable* (A.-M. Métailié, 1993), trad. M. Giuidicelli.

– Urbano Tavares Rodrigues : *la Vague de chaleur* (La Différence), trad. F. Laye.

– Miguel Torga : *En franchise intérieure (journal 1933-1977)* (Aubier), *la Création du monde* (Aubier), *Portugal* (Arléa), *Lapidaires, Senhor Ventura, Nouveaux contes de la montagne* (J. Corti) trad. C. Cayron.

P. K.

Lisbonne-sur-Seine

Pour Joao Heitor, qui créa, en 1987, la librairie lusophone, au 22 de la rue du Sommerard (75 005 Paris), une librairie spécialisée est, *« le contraire d'un ghetto nationaliste »*. La preuve : plus de 80 % de ses clients sont français. Ils viennent chercher des informations sur le Portugal, mais aussi sur le Brésil, l'Afrique et l'Asie lusophones.

La librairie est aussi l'un des rares endroits où l'on trouve les grands titres de la presse brésilienne. Mais l'activité que Joao Heitor souhaite surtout développer, c'est l'édition. Trois à quatre titres paraissent déjà chaque année sous le label des Editions lusophones. Son *Atlas de l'Histoire du Portugal* et son *Histoire du Portugal en bande dessinée* sont des succès. Dans quelques jours, il publiera un document sur la révolution des œillets.

De l'autre côté du Panthéon, au 10, rue Tournefort, se trouve la librairie portugaise de Michel Chandeigne. Clavecin, décor feutré : l'atmosphère n'est pas ici à la volubilité méditerranéenne. On y trouve des ouvrages d'art et de littérature, d'histoire, et surtout d'histoire des Découvertes. *« Je tiens la librairie la plus spécialisée des librairies portugaises »*, affirme Michel Chandeigne. *« Sur les Découvertes, j'ai tous les livres imaginables, y compris des ouvrages que l'on ne trouve pas au Portugal. »*

Michel Chandeigne est aussi le dernier libraire-typographe-imprimeur de Paris. Derrière un rideau rouge, il cache ses casiers d'imprimerie, ses caractères en plomb, et sa presse manuelle. C'est là que, pour le plaisir, il compose et imprime de petits livres fort élégants, comme ces *Sonnets* de Luis de Camoens, tirés à cinq cents exemplaires.

L'édition le repose de la comptabilité et des soucis de gestion. Si vous insistez un peu, il vous racontera comment, avant de devenir libraire, il fut généticien, expert en paléontologie, professeur de biologie à Lisbonne, et même marchand de pierres au Brésil...

Fl. N.

Du Tage à la Gironde

Sur les berges du Tage, on parle d'elle avec admiration et reconnaissance : Sylviane Sambor, trente et un ans, a réussi à marier le Portugal et l'Aquitaine autour de la littérature. Du 24 mai au 2 juin, cette jeune femme passionnée de littérature, fondatrice des éditions de l'Escampette, organisera le quatrième Printemps portugais de Bordeaux et d'Aquitaine.

Après avoir contribué à faire découvrir, en France, des romanciers comme Agustina Bessa Luis, José Saramago ou Lidia Jorge, Sylviane Sambor a décidé de consacrer ce quatrième Printemps à la poésie portugaise depuis le XVI[e] siècle, celui de Luis de Camoens. C'est un *« voyage à travers la grande tradition lyrique portugaise »* qui sera proposé en différents lieux de l'agglomération bordelaise et de la région Aquitaine, une balade jalonnée par des rencontres avec des écrivains, des lectures et des expositions. La *manifestation sera plus particulièrement* dédiée au poète contemporain Sophia de Mello Breyner.

Le Portugal est aussi présent en Ile-de-France, depuis le 25 avril et jusqu'au 8 mai, grâce au festival intitulé « Le Portugal et l'Europe ». Consacré à l'art et à la culture d'expression lusophone, cet ensemble de manifestations se déroule dans plusieurs municipalités et à Paris.

La partie littéraire comprend des lectures, des rencontres avec des romanciers et des poètes, ainsi que différents débats (notamment sur le thème « Ecrire le temps, écrire Lisbonne », avec la participation de José Saramago, Paul Teyssier, Maria de Lourdes Belchior, le 4 mai à 18 h 30, Centre Georges-Pompidou).

▶ Pour le Printemps portugais de Bordeaux et d'Aquitaine, renseignements au (16) 56-44-92-40.

▶ Pour « Le Portugal et l'Europe », renseignements au (16) (1) 40-39-93-75.

Autres parutions

• Fernando Pessoa : *Je ne suis personne*. A partir des neuf volumes de l'édition des œuvres parue chez Bourgois de 1988 à 1992, Robert Bréchon compose et présente une anthologie qui regroupe un choix significatif de poèmes et de proses (Christian Bourgois, 320 p., 95 F). Rappelons qu'une autre édition des œuvres de Pessoa est en cours de publication à La Différence et qu'une troisième est en préparation à La Pléiade.

• De Pessoa toujours, Patrick Quillier publie une adaptation du *Faust* (qui est créé ce mois-ci à Vienne, en Autriche) et une autre œuvre théâtrale, *la Mort du prince*, qu'il a également traduite (Ed. Chandeigne, 160 p., 89 F). A propos du poète cette fois, Gilles Germain a composé une fiction en forme de promenade dans Lisbonne, *la Dernière Apparition de Fernando P* (Quai Voltaire, 130 p., 89 F).

• Bernardim Ribeiro : *Chagrins et amours de quelques bergers*. Un choix de poèmes de l'un des grands poètes de la Renaissance portugaise (traduits, par M. Boudoy et A.-M. Quint, préface Maria de Lourdes Belchior, L'Escampette, 98 p., 89 F). Dans cette même collection qui met à la portée du public français les noms essentiels de la poésie lusophone, *Malheur d'Anto et autres poèmes*, d'Antonio Nobre, un contemporain de Laforgue et de Corbière (traduction de M. H. Piwnik, préface de Luis Miguel Queiros, avec une lecture de Jean-Claude Pirotte, L'Escampette, 100 p., 89 F).

• Maria Gabriela Llansol : *Un faucon au poing, Journal I*. Par l'un des écrivains les plus singuliers et énigmatiques du Portugal actuel, dont un premier livre, *les Errances du mal*, avait été publié chez A. M. Métailié en 1991 – ce que n'indique nulle part cette édition (traduction d'Alice Raillard, préface d'Eduardo Prado Coelho, Gallimard, 172 p., 95 F).

• Léon Bourdon : *la Compagnie de Jésus et le Japon*. Première édition d'une vaste étude datant de 1951 sur l'évangélisation portugaise entre 1547 et 1570 (Fondation Gulbenkian et Commission portugaise pour les commémorations des Découvertes, 722 p.).

LE FEUILLETON

Pierre Lepape

Défaire l'absence

LE COURS ORDINAIRE DES CHOSES DANS LA CITÉ DU XVIIIe SIÈCLE
d'Arlette Farge. Seuil, « La librairie du XXe siècle », 156 p. 99 F.

SAVOIR une chose, c'est ne plus avoir besoin d'y penser. Elle est là désormais, telle un objet familier et disponible, un outil sans trouble et sans mystère. Ainsi de notre savoir historique depuis que l'histoire, abandonnant le roman et l'anecdote, s'est constituée en science du temps. Fini le désordre insensé des événements, la surprise de ce qui advient, l'émoi de la déchirure, le bouleversement de l'altérité. On discute certes encore – et beaucoup – du meilleur ordre possible, le plus rationnel, le plus complet, celui qui ne laisse filer hors de ses mailles explicatives que le fretin insignifiant de l'expérience humaine. Mais tout ou presque arrive à se savoir, à s'ordonner, à se mettre en courbes et en colonnes, le sexe, la nourriture et le vêtement tout comme le rapport aux dieux, au monde, à l'imaginaire et à la mort. A se savoir, autant dire à ne plus exister.

Et voilà qu'au faîte de sa puissance conquérante, au sommet de sa compétence dans la police du temps, l'histoire s'inquiète de l'étendue de ses connaissances, c'est-à-dire de la pensée vive que ce savoir immense lui fait perdre. Ce n'est pas d'aujourd'hui que cette angoisse la saisit mais, jusqu'à présent, les gènes du doute étaient pour l'essentiel des produits d'importation. Des ethnologues, des écrivains, des sociologues, des philosophes comme Michel Foucault, déboulaient sur le terrain des historiens pour les malmener de questions embarrassantes : qu'avez-vous fait des individus concrets ? En quoi votre histoire pensée et construite peut-elle prétendre correspondre à la réalité de la vie telle qu'elle a été vécue par les êtres réels qui l'ont faite et subie ? Et puisqu'il n'y a jamais de science que du même, comment pouvez-vous prétendre nous faire rencontrer l'Autre, ce semblable si différent de nous, tel qu'il vécut, ici et ailleurs, hier ou il y a dix siècles ?

C'est un philosophe encore, Jacques Rancière, qui, dans un petit livre, *les Mots de l'histoire*, publié il y a deux ans, demandait aux historiens d'abandonner la poétique du discours scientifique qu'ils ont – avec profit – adoptée depuis le XIXe siècle pour adopter une poétique nouvelle qui corresponde aux exigences de notre âge démocratique, sous peine de s'évanouir dans la science sociale ou politique : *« Le problème n'est pas de savoir si l'historien doit ou non faire de la littérature mais laquelle il fait*(1). »

Arlette Farge, historienne de métier, scientifique estampillée – elle est directeur de recherche au CNRS –, fait de la « littérature », ouvertement ; et elle dit laquelle, à la première personne du singulier : *« J'essaie d'extirper du magma des sources des figures aux existences réelles avec des mots qui cherchent le rythme de vies à présent défuntes ; j'ajoute du récit au récit des textes, en décollant un peu les mots, en m'accrochant aux destins racontés, aux gestes, aux objets, aux ruses. Sans faire de glose. Avec l'absurde et obstiné dessein de hisser les paroles retrouvées ? Avec la nécessité d'en faire un enjeu. Dire l'autre en histoire, c'est observer un disparu en même temps que regarder son double, et suggérer que dans les singularités qui lui appartiennent se joue un essentiel que l'on ne doit pas manquer. »*

ARLETTE FARGE jette le bonnet de la rhétorique savante par-dessus les moulins. Pas de bibliographie du tout dans *le Cours ordinaire des choses*, pas d'index, pas de référence-révérence aux grandes œuvres canoniques de l'historiographie dix-huitiémiste. Les notes, rares, saluent Blanchot, Ponge, Pirotte, Bailly ou Quignard plutôt que les grands ancêtres des *Annales* ou les collègues de l'Université et des Hautes Etudes. Arlette Farge annonce une rupture et en assume pleinement tous les choix et tous les défis, avec une crânerie certaine : elle ne veut pas, avec *« les gens de bien, balayer du champ du savoir ce qui déborde, dépasse ou distrait de l'habituelle mesure à laquelle ils ont été formés »*, mais au contraire donner la parole à ce singulier populaire que l'histoire moderne n'a tiré du néant social que pour le replonger dans l'anonymat statistique. Comme elle est modeste autant qu'audacieuse et qu'elle sait s'aventurer sur un terrain miné, elle évite de dire qu'elle veut rendre présentes ces figures passées. Elle se contente d'écrire, joliment : *« On aimerait défaire l'absence. »*

Il s'agit bien pourtant de présenter – rendre présent – plutôt que de représenter. Non pas recopier le réel de la vie ordinaire des Parisiennes et des Parisiens du XVIIIe siècle, pas davantage en faire de simples signes d'une interprétation, mais la faire parler d'elle-même, telle qu'elle surgit, dans sa violence, dans sa richesse, dans la beauté de son désordre. Il y a longtemps déjà qu'Arlette Farge s'est engagée sur ce chemin. Elle n'a pas attendu les mises en demeure et les coups de boutoir des philosophes. Depuis ses premiers livres, *Vivre dans la rue à Paris au XVIIIe siècle* (2) et *le Désordre des familles*, entrepris avec Michel Foucault à partir des lettres de cachet des archives de la Bastille (3), elle a choisi de donner la parole à la masse immense des muets, à ceux qui ne se racontent pas, qui n'écrivent pas, qui ne s'inscrivent pas dans les plus minuscules représentations du pouvoir.

Où trouver trace de ceux dont la vie n'a pas laissé de trace ? Dans les archives de la police et de la justice où ils sont entrés sans l'avoir voulu, qu'ils soient plaignants ou suspects, victimes ou délinquants. Une déchirure, crime ou peccadille, s'est produite dans le cours ordonné des choses, et voilà qu'à travers ce tissu disjoint sourd tout le non-dit des jours ordinaires, des personnages, des silhouettes, des manières de sentir, des façons de vivre, des objets aussi, des vêtements, des métiers, mais encore des douleurs, des cris, des folies. Des mots, des vagues de mots que les fonctionnaires de police et les greffiers tentent tant bien que mal d'enfermer dans le carcan d'un discours convenable, mais qui débordent de toute part, jaillissent ou s'étalent en flaques, le dérisoire et le tragique, le minime et le monstrueux enregistrés selon le même mode impassible, benoîtement descriptif, nu.

Tous les historiens travaillent sur des archives, Arlette Farge travaille en elles et se laisse travailler par elles. De ce point de vue, *le Cours ordinaire des choses dans la cité au XVIIIe siècle* est un aboutissement, autrement dit le point de départ d'une nouvelle aventure. L'archive, cette fois, a comme chassé le peintre du tableau. C'est elle qui parle, et l'historien écoute et se tait, attentif à ne pas étouffer sous les interprétations et les inventaires ce qui se livre de manière si aiguë, si étrange et pourtant si proche.

Voici le Paris des Lumières et celui des ombres, et non plus un plan de Paris ; voici des tableaux que l'historienne encadre et enchâsse pour guider le regard, mais dont nous sentons bien qu'ils forment un tout continu et baroque, une immense bigarrure en mouvement perpétuel, inquiète et naïve, brutale et sociable, rusée et crédule, travaillée par les contraintes de l'ordre et par les passions du désordre. Voici des femmes battues et des enfants abandonnés, des jansénistes offerts à la transe mystique et des compagnons serruriers en passe de fonder un syndicat, des soldats enrôlés de force et néanmoins honnis et des morceaux de cadavres qu'on abandonne sur la voie publique après dissection. Et puis, comme des natures mortes de Chardin, l'inventaire d'humbles objets comme ceux que Clémentine Dubois avait sur elle lors de son incarcération à la Bastille : six clefs, une montre à boîte de cuivre, un petit paquet de graines pour serin, une chaîne de cuivre, un petite tablette, un petit catalogue écrit à la main, un dé de cuivre, un billet de loterie des Enfants trouvés nº 370014, de la laine.

Est-ce encore de l'histoire ? Une manière neuve, en tout cas, de la penser, de la sentir et de l'écrire, plus attentive aux différences qu'aux continuités, aux phénomènes qu'aux lois, à la couleur du singulier qu'aux fadeurs de l'uniforme, à l'aspérité qu'au lisse. Moins sûre d'elle-même et arrogante. Peut-être fallait-il être historien et femme pour s'engager dans cet espace ambigu, dans ce jeu d'identifications croisées, dans ce va-et-vient risqué entre le même et l'autre, entre l'universel et le spécifique, entre la distance et la proximité. Non pas qu'il existerait une « histoire féminine » (pas plus qu'il n'existe de « littérature féminine »), simplement les femmes seraient-elles, par sexe, par histoire, par culture, moins sensibles à la toute-puissance du discours organisé, rationnel, tout entier du côté de l'ordre et du pouvoir sur le monde, bref à ce bon vieux discours de la science tel que l'ont forgé des siècles de « logo-phallocentrisme ».

(1) Jacques Rancière : *les Mots de l'histoire. Essai de poétique du savoir*. Seuil, Coll. « La librairie du XXe siècle », 1992.
(2) Gallimard, 1979. Repris en Folio « Histoire », nº 42.
(3) Gallimard, 1982.
★ Arlette Farge dialoguera avec l'écrivain Jean-Christophe Bailly sur le thème « Question d'archives », jeudi 5, mai à 21 heures, au centre Georges-Pompidou, à Paris.

Les mille et une vies de Lawrence d'Arabie

La biographie de Jeremy Wilson tranche sur celles, nombreuses, qui l'ont précédée : fouillée, sereine, exhaustive

LAWRENCE D'ARABIE
de Jeremy Wilson. Traduit de l'anglais par Maurice Larès et Jean-François Moisan, Denoël, 1296 p., 350 F.

Voici enfin traduite en français « la » biographie de Lawrence d'Arabie. Fouillée, sereine, exhaustive. L'auteur de cette somme est un Britannique de quarante-neuf ans, Jeremy Wilson, employé aujourd'hui par Eurotunnel à écrire l'histoire du projet trans-Manche. Publiée en Grande-Bretagne en 1989, cette *« biographie autorisée »*, ce qui ne veut pas dire complaisante (1), n'est pas seulement passionnante. Elle fait aussi figure de mise au point. Une trentaine de biographies et plusieurs milliers d'articles ont été consacrés à Thomas Edward Lawrence, parfois intuitifs, souvent fantaisistes. Jamais aussi informés. Sa valeur ajoutée justifie le prix élevé de cet ouvrage, fruit d'une traduction de haute précision, 350 francs, dont on se consolera en se disant qu'on tient peut être là la biographie de l'année.

Lawrence d'Arabie vaut mieux et plus que l'image donnée de lui en 1962 par le film épopée de David Lean. Il était né en 1888 au pays de Galles d'un bourgeois d'origine irlandaise dont le nom véritable était Chapman. Après un mariage malheureux, celui-ci avait fui le foyer familial au bras de la gouvernante de ses filles, la mère de Thomas Edward et des quatre frères de celui-ci.

Solides études à Oxford. Très tôt Thomas Edward, Ned pour ses proches, manifeste un talent prononcé pour l'archéologie. Très jeune, sa naissance adultérine le tourmente. Elle sera un stigmate sa vie durant, jusqu'à ce jour de 1935 où il trouve la mort, à quarante-six ans, sur une puissante motocyclette, non loin de la petite maison du Dorset à l'abri de laquelle, fatigué d'avoir tant vécu, il aspire à la retraite.

Son goût pour l'archéologie l'avait conduit dès 1911 à Karkemish, en Syrie, où il participe à plusieurs campagnes de fouilles. Située au nord-est d'Alep, la région est traversée par la ligne du chemin de fer Berlin-Bagdad, alors en construction sous la direction d'ingénieurs allemands. Sa connaissance de l'arabe autant que ses observations sur le terrain lui valent, la guerre déclarée, une affectation au service des renseignements militaires britanniques au Caire. A l'automne 1916, Lawrence est chargé d'assister Fayçal, le troisième fils du chérif de La Mecque qui, jouant de son prestige auprès des tribus arabes, tente de libérer la région du joug ottoman.

La suite, mise en images par David Lean et rapportée par Lawrence lui-même dans *les Sept Piliers de la sagesse*, est connue. Lawrence, vêtu de blanc immaculé, faisant le coup de main contre les Turcs. Lawrence, sur sa chamelle, forçant le destin, malgré ses blessures et les brûlures du désert. La prise d'Akaba et celle de Damas à la tête de tribus révoltées. Il a vingt-huit ans au début des hostilités, trente lorsqu'il est promu colonel, mission accomplie. L'âge de Bonaparte à Marengo. Il ne se remettra jamais de ces deux années de fièvre et de sable qui l'ont installé malgré lui dans l'Histoire.

La paix revenue, il participe à la conférence de Paris (1919) puis à celle du Caire (1921), qui vont façonner la carte du Proche-Orient. Il s'en veut d'appartenir à une puissance coloniale qui, pour pousser les Arabes à la révolte, leur a promis monts et merveilles alors que Français et Britanniques se sont entendus en sous-main pour se partager la région. Maigre consolation pour Lawrence, dit désormais « d'Arabie », l'Irak va à Fayçal, et la Transjordanie à son frère Abdullah, le grand-père de l'actuel souverain hachémite.

Conseiller un temps de Churchill au Colonial Office, Lawrence entre, à partir du début des années 20, dans une période de dépression cyclique à laquelle il aura du mal à se soustraire. C'est l'époque des multiples rédactions des *Sept Piliers* et de son engagement, comme simple soldat et sous un pseudonyme, dans les rangs de la RAF, qui lui inspirera un second livre, *la Matrice*. Il fuit la gloire et le souvenir de ses années d'Arabie. Il fuit les journalistes, la curiosité de ses premiers biographes et la légende qui déjà le poursuit. Il se fuit lui-même.



Lawrence d'Arabie par Augustus John (1919).

Au-delà du mythe

Jeremy Wilson retrace dans le détail l'épopée et les affres d'un des héros du siècle, à la fois savant et théoricien de la guérilla moderne, bâtisseur d'empire, diplomate et écrivain (Bernard Shaw, Forster et quelques autres le tenaient pour un pair). Le mérite de Wilson est d'avoir embrassé, le premier, les multiples facettes de cette existence kaléidoscopique dont seuls des segments avaient été sérieusement explorés jusqu'ici. Personne avant lui n'avait déployé autant de savoir à ausculter les archives publiques ou privées qui disent les mille et une vies de Lawrence d'Arabie au-delà du mythe. Dix années de travail ininterrompues.

Les recherches de Wilson attestent que, contrairement aux soupçons qui ont longtemps pesé sur Lawrence, *les Sept Piliers* est une relation fidèle de ses exploits proche-orientaux. Elles mettent à mal la fable d'un Lawrence prétendument homosexuel. Il est probable que celui-ci ne sut jamais ce qu'est l'amour physique, homo ou hétérosexuel. Violé en 1917 à Deraa par des soldats turcs, Ned ne réussit jamais à surmonter cette blessure intime. Sans doute est-ce pour racheter cette souillure qu'il se faisait fouetter à la fin de sa vie par un rude camarade de chambrée, dont Wilson exploite avec prudence les révélations intéressées et tardives.

Les biographies à la mode anglo-américaine ont, comme celle-ci, les faiblesses de leurs vertus. A empiler les faits, même avec savoir-faire, à se refuser, comme le revendique Wilson, à toute *« interprétation »*, elles privent parfois les lecteurs de recul. Ainsi Wilson accorde-t-il trop peu d'attention à Ibn Séoud, le grand homme de l'époque, qui après avoir chassé de La Mecque les Hachémites protégés par Lawrence réalisa pour le compte des wahhabites le rêve longtemps caressé par l'auteur des *Sept Piliers* : la création d'un grand pays arabe.

Cette remarque n'entache pas les mérites de Wilson ni les louanges qu'on doit à Denoël pour s'être lancé dans une entreprise à la rentabilité incertaine, sans rien sacrifier de la biographie originale, ni le texte lui-même, ni les notes, ni l'index, comme il arrive trop souvent lorsqu'on se risque à la traduction de pareils monuments.

Bertrand Le Gendre

(1) Jeremy Wilson a écrit la biographie de Lawrence avec l'accord du dernier frère de celui-ci, qui était son exécuteur littéraire. A. W. Lawrence est mort en 1991.

★ Quai Voltaire vient de rééditer l'un des nombreux essais inspirés par la vie hors du commun de Lawrence d'Arabie. Il s'agit d'un texte publié en 1948 par Pierre Moinot, aujourd'hui membre de l'Académie française. Augmenté d'une présentation de l'auteur, ce texte a pour titre *T. E. Lawrence en guerre* et pour sous-titre « Le choix d'une servitude » (88 p., 89 F).